







Digitized by the Internet Archive  
in 2022 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114680655>



















CA2ΦN  
XC 16  
- G 24

G-23

Government  
Publications

LE COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES GOUVERNEMENTALES  
LE PROJET DE LOI 75, LOI VISANT À MODIFIER LA LOI SUR  
L'ÉDUCATION

LE LUNDI 24 MARS 1986

Séance de l'après-midi





**Président:** McCague, G.R. (Dufferin-Simcoe PC)  
**Vice-président** Dean, G.H. (Wentworth PC)  
Guindon, L.B. (Cornwall PC)  
Henderson, D.J. (Humber L)  
Hennessey, M. (Fort Willaim PC)  
Knight, D.S. (Halton-Burlington L)  
McKessock, R. (Grey L)  
Poirier, J. (Prescott-Russell L)  
Pouliot, J. (Lac Nipigon NPD)  
Wiseman, D.J. (Lanark PC)  
Allen, R. (Hamilton-ouest NPD)

**Secrétaire:** Deller, D.

**Personnel:**

**Témoins:**

**du ministère de l'Éducation:**

Conway, l'hon. Sean

Fraser, M. sous-ministre adjointe à l'éducation  
franco-ontarienne

Mitchell, B. directeur de la Direction de la  
législation

Church, A.

Steele, L. chercheur

Bishop, Direction du commerce et de la finance  
scolaires





L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE L'ONTARIO  
COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES GOUVERNEMENTALES  
LE LUNDI 24 MARS 1986

Le comité s'est réuni à 14h10 dans la salle de comité 1.  
PROJET DE LOI 75, UNE LOI VISANT À MODIFIER LA LOI SUR  
L'ÉDUCATION

**M. le président:** Votre attention s'il vous plaît.

Voici la première d'une série de réunions pendant lesquelles nous étudierons une loi visant à modifier la Loi sur l'éducation, soit le Projet de loi 75. Comme c'est la journée du ministre, il nous fait plaisir d'avoir parmi nous le ministre qui, je crois, va prononcer un mot préliminaire et ensuite, présenter les responsables du ministère qui nous adressent la parole aujourd'hui. Par la suite, je saurais gré aux membres du comité de rester parmi nous afin d'établir un échéancier pour les trois prochaines semaines.

Monsieur le ministre?

**L'honorable Sean Conway:** Eh bien, M. le président, permettez-moi dès le départ d'exprimer mon plaisir de participer aux travaux de ce comité. C'est la première fois que j'y assiste en tant que ministre et je suis fort content de savoir que ce comité est sous la direction d'un homme aussi compétent et capable que votre président, qui a amené le beau temps depuis son comté de Simcoe jusqu'à la Communauté urbaine de Toronto.

**M. le président:** Quelqu'un aurait-il de quoi lui donner un pourboire?

**L'hon. Sean Conway:** Avant la fin de ces travaux, M. le président, vous chercherez beaucoup plus qu'un pourboire, selon notre ami de Scarborough-centre, qui...

**M. le président:** et vous aussi.

**L'hon. Sean Conway:** Dans tous les cas, j'apprécie l'occasion de faire quelques commentaires très brefs sur un sujet que mes amis de Scarborough-centre et Hamilton-ouest se rappelleront très certainement à cause d'une discussion en Chambre il y a quelque cinq ou six semaines. Pour le gouvernement et surtout pour la Législature, la Loi 75 est un projet législatif important et opportun. Elle cherche à mieux définir l'engagement du gouvernement envers la gestion des écoles de langue française par -- les écoles et les programmes choisis par les conseillers.



**M. le président:** Si vous permettez une petite interruption pour mettre les choses au point.

Aujourd'hui, il n'y pas d'interprétation simultanée; cependant, elle sera en place pendant le reste de l'audition. Le procès-verbal de la réunion d'aujourd'hui sera préparée dans les deux langues à la suite de la réunion, mais une fois que nous serons dans les villes régionales, l'interprétation simultanée sera offerte. On n'a pas estimé qu'elle était nécessaire à ceux et celles qui sont assis à la table en arrière aujourd'hui.

**M. Pouliot:** Avec tous mes respects, MM. le président et le ministre, je conclus aussi que le Projet de loi 75 sera avantageux -- cependant, vous vous rendez compte que c'est un document complexe de sorte qu'il est difficile pour les membres de la communauté francophone d'en faire une évaluation à partir d'un texte uniquement en langue anglaise.

**L'hon. Sean Conway:** Oui, M. le président, en commençant par vous et pour le député du Lac Nipigon, nous avons des exemplaires du Projet de loi en français et je pense bien pouvoir vous les remettre. D'autres ont été remis aux membres des deux caucus et nous veillerons à ce que des exemplaires supplémentaires du Projet soient remis au besoin tout au cours des prochaines semaines.

Pour poursuivre, M. le président, le Projet 75, une loi visant à modifier la Loi sur l'éducation, est pour le gouvernement et la Législature une initiative importante et opportune. Il cherche, de la part du gouvernement de l'Ontario, à affirmer son engagement envers la gestion des écoles et des programmes de langue française par les conseillers élus par la communauté francophone dans la province d'Ontario. Bien entendu, cette gestion est vivement débattue depuis bon nombre d'années. Elle est bien connue de tous les honorables députés, de certains peut-être plus que d'autres.

Assis devant moi est mon ami de Cornwall, et je sais qu'il aura appris de sa communauté et d'autres personnes que l'importance accordée à ce sujet et l'engagement envers l'auto-gestion française sont des articles à l'ordre du jour du ministère de l'Éducation depuis bon nombre d'années. Dans cette législation, nous cherchons à confirmer les droits accordés à la minorité francophone par la Charte des droits et libertés.

De même, il y a quelque 20 mois, la Cour d'appel de l'Ontario dans son jugement rendu en juin 1984, a clairement déclaré que la minorité francophone avait droit à une représentation garantie avec compétence

exclusive sur ses écoles et ses programmes. Et je dois dire que le gouvernement précédent a travaillé tout diligemment à ce dossier pendant de nombreuses années. Mon prédécesseur immédiat, maintenant chef de l'Opposition, a présenté en juin 1985 le Projet de loi 28 qui a établi des directives. En assumant nos fonctions, nous avons estimé que ce projet renfermait de bons éléments mais que sa mise en application présentait d'importantes difficultés, compte tenu de la nature hautement régionalisée de l'Ontario. Nous étions donc d'accord pour profiter de l'été et de l'automne pour élaborer, en collaboration avec les députés de la Législature et la communauté francophone et éducative ontarienne, des méthodes d'aplanir ces difficultés que nous avons pu identifier rapidement.

Toujours est-il, M. le président, qu'au début de juin, j'ai retiré le Projet de loi 28 et me suis engagé à chercher pendant les mois à venir -- les mois de l'été et de l'automne de 1985, à aplanir ces difficultés et à présenter un meilleur projet de loi.

À ce moment-là, j'ai clairement expliqué ma préoccupation, partagée, je me rappelle bien, par mon ami de Nipigon, et voulant que nous soyons très sensibles à la nature régionalisée de la province; une solution très valable pour Cornwall-Stormont ne le serait pas nécessairement à Geraldton-Long Lac. C'était donc dans un effort de dissiper ce genre de préoccupation, et d'introduire une plus grande souplesse, nonobstant notre engagement ferme envers le principe, que la Cour d'appel de l'Ontario a affirmé dans son jugement que la représentation de la minorité francophone serait garantie dans ses écoles et programmes et que cette représentation aurait la compétence exclusive.

Ainsi, en juillet 1985, nous nous sommes engagés à améliorer le Projet de loi 28. J'ai mis sur pied un groupe de travail constitué de représentants des cinq principales associations provinciales francophones en éducation et de responsables du ministère de l'Éducation -- groupe de travail présidé par Madame Mariette Carrier-Fraser, la sous-ministre adjointe à l'éducation en langue française au ministère. Sous sa direction, ce groupe s'est réuni à plusieurs reprises et a remis une série de recommandations et de propositions que nous avons présentées, je crois, le 20 novembre 1985. Ces propositions de travail, je les ai exposées à un très grand groupe de représentants des associations éducatives provinciales et peu après -- je crois que c'était le lendemain, soit le 21 novembre 1985 -- elles ont été remises aux représentants des conseils scolaires dont elles influenceraient le fonctionnement. Comme je l'ai déjà mentionné, cela remonte au 21 novembre 1985.



Je ne me rappelle pas très bien, M. le président, mais avant de remettre les présentations, je me souviens d'une discussion très fructueuse avec vos collègues de Scarborough, Cornwall et de Moose Creek et mes amis de Hamilton-Ouest et du Lac Nipigon. Nous nous étions réunis pour discuter de ces propositions de travail et j'ai beaucoup apprécié les commentaires prononcés à ce moment-là.

Le 12 décembre 1985, à la suite de cette consultation avec la communauté francophone, les milieux de l'éducation et les députés de la Législature, j'ai présenté le Projet de loi 75, loi visant à modifier la Loi sur l'éducation, et que vous avez maintenant devant vous. En même temps, j'ai annoncé l'intention du gouvernement de créer un conseil scolaire de langue française dans la région de la Capitale nationale en 1988.

Dans ma déclaration du 12 décembre, M. le président, j'ai indiqué que le Projet tel quel ne fait aucune mention de la situation dans la Communauté urbaine de Toronto, situation importante et particulière dont une partie non négligeable s'explique par la gestion à deux paliers déjà en place. J'ai indiqué que des pourparlers étaient en cours avec les conseils scolaires de Toronto pour formuler une réponse appropriée possible à la situation spéciale de la Communauté urbaine de Toronto. M. Bill Mitchell, de la Direction de la législation, est présent aujourd'hui et va vous entretenir plus en détail de ces discussions.

J'ai été impoli, M. le président, en ne pas présentant les personnes à l'autre extrémité de la table. Depuis ma gauche, Madame Mariette Fraser, la sous-ministre adjointe à l'éducation en langue française; Bill Mitchell, que vous êtes nombreux à connaître, est directeur de la Direction de la législation au ministère de l'Éducation. Ils ont participé activement à ce processus et Bill Mitchell a été tout particulièrement engagé dans les discussions sur la situation spéciale de la Communauté urbaine de Toronto et sur laquelle il fera le point sous peu.

La deuxième lecture du Projet de loi a été présentée à la Chambre le 21 de cette année. J'ai beaucoup apprécié le soutien non mitigé offert par les députés de toutes allégeances politiques. Comme je l'ai déjà mentionné, nous devons reconnaître au cours de ces discussions qu'elles ne sont pas seulement importantes, mais fort complexes.

Je dois vous dire qu'au cours de nombreuses séances d'information à l'été et à l'automne 1985, je priais pour que le personnel du ministère reçoive une ré-

compense spéciale dans l'au-delà parce que tous avaient des tâches importantes à accomplir. Je sais que certains des membres ici qui ont passé à travers les applications spécifiques à leurs propres conseils et régions, se rappelleront et reconnaîtront la profonde complexité de cette question. Je veux, cependant, vous aviser, M. le président, que certains membres de ce comité n'auront aucune expérience antérieure de cette question cruciale, et je veux vous informer qu'il arrivera des moments au cours de ces discussions où vous vous rendrez compte, comme l'a fait le ministre l'été dernier, qu'il ne peut exister suffisamment de séances d'information possible pour tout tirer au clair.

Le Projet de loi a passé en deuxième lecture le 27 janvier de cette année. Je veux également faire valoir que je m'attends à ce que ce comité et l'étude article par article permettent d'établir un dialogue important et utile qui aidera à en faire une meilleure loi. Nous, au gouvernement, voulons sincèrement que cette loi fonctionne bien, et ce, dans toutes les régions de la province.

Je m'intéresse également à connaître vos projets de voyage. Je sais que lors de vos visites dans des communautés comme London, Ottawa et Sudbury, vous recevrez des renseignements de la part de particuliers et de groupes doués d'une compréhension intime de leur situation régionale et j'espère que celle-ci nous permettra à tous de mieux comprendre et donc d'améliorer le Projet de loi maintenant devant vous.

Parce que je sais qu'il existe certains doutes quant à l'objectif du Projet de loi, permettez-moi de dire en guise de conclusion que la portée du Projet de loi 75 ne s'applique qu'aux unités d'instruction de langue française établies en vertu de la Partie 11 de la Loi sur l'éducation. Par conséquent, il ne s'applique pas aux classes ou écoles d'immersion française. Par les unités d'instruction en langue française établies en vertu de la Partie 11 de la Loi sur l'éducation, nous voulons dire là où le français s'emploie à titre de langue première et non comme langue seconde. Et voilà une préoccupation que de nombreuses personnes partagent, dont apparemment mon ami de Scarborough-centre d'après son air perplexe.

Merci de m'avoir permis de présenter ces commentaires et je tiens à vous signaler qu'à votre loisir, les représentants du ministère soutiendront le comité dans l'étude du projet dans ses grandes lignes et ses applications précises. Avec votre permission, M. le président, je vais demander à M. Bill Mitchell, le direc-



teur de la Direction de la législation, de faire le point à ce sujet.

Merci beaucoup.

**M. le président:** M. Mitchell

**M. Mitchell:** Merci, M. le président.

Nous allons utiliser des diapositives sur un rétro-projecteur que voici. Même si je sais que l'écran n'est pas dans un endroit idéal, il est au meilleur endroit possible. Je sais que ce n'est pas commode pour certains membres et je m'en excuse. Nous n'avons pu trouver de meilleure solution. Les membres qui ne voient pas très bien l'écran peuvent vouloir changer de place pour la diaporama.

À titre d'introduction générale, j'aimerais mentionner deux choses au fond: tout d'abord, que nous avons préparé à l'intention de chaque membre du comité une importante trousse pleine de documents relatifs à cette politique et à ces questions, et que le secrétaire du comité a ces troussees en main pour vous.

Le deuxième commentaire que j'aimerais faire est que la partie importante de cette politique s'appelle la gestion et je pense que parfois la confusion règne quant à savoir ce que nous voulons dire par là, parce que tantôt on en parle comme de la gestion de la langue minoritaire, et tantôt on en parle comme de la gestion de l'éducation de la langue minoritaire, et tantôt on dit que c'est la gestion de la langue française. Et on ne cesse de confondre les termes à tel point que tout le monde se perd.

Afin de tout simplifier, tout ce que la gestion signifie, au fond, c'est la responsabilité et le contrôle sur les écoles et les classes de langue française par la communauté linguistique francophone là où elle est minoritaire. Le Projet de loi, en ce moment du moins, stipule en revanche la gestion par la communauté de langue anglaise ou la communauté non francophone si vous préférez, là où en effet cet élément démographique est minoritaire.

Après ce résumé qui n'est que trop schématique, j'aimerais maintenant demander aux membres présents aujourd'hui d'expliquer les diverses parties du Projet. Cette présentation sera aussi simple que possible, aussi décompliquée que faire se peut. En cours de route, vous aurez sans aucun doute des questions à poser. Quant à nous, nous voulons bien y répondre à mesure ou à la fin, selon vos préférences.

En ce moment, je demanderai à Madame Fraser, la sous-ministre adjointe à l'éducation franco-ontarienne, de présenter en partie l'historique de ce Projet. M. le président, est-ce que ce micro portatif convient à Madame Fraser ou devons-nous changer de place?

**Madame Fraser:** Merci Bill. Le micro fonctionne-t-il?

Ce que je propose de faire au fond consiste à vous brosser un bref historique de l'éducation en langue française et non des mesures prises relatives aux études sur la gestion depuis le milieu des années 70.

Tout d'abord, une commission, établie en 1974, a préparé un rapport intitulé le Rapport de la Commission d'examen Ottawa-Carleton, le Rapport Mayo. Or, il renfermait des recommandations qui visaient la création d'un conseil scolaire régional dans la région d'Ottawa-Carleton et celle d'un conseil scolaire pour les citoyens de langue française. Par conséquent, il y avait plusieurs recommandations relatives à l'éducation en langue française.

En guise de réponse, le gouvernement a alors publié le Livre Vert en février 1979, proposant diverses possibilités dans ce domaine: l'élection d'une section francophone aux conseils et dotée de pouvoirs spéciaux; l'élection de conseillers pour la section francophone; et le reste du conseil aurait une section de langue anglaise dotée de pouvoirs spéciaux sur les écoles de langue anglaise et ainsi de suite.

Et ces propositions ont été soumises sans pour autant qu'aucune loi n'ait été élaborée à partir du Livre Vert.

En avril 1982 -- ou en février, c'est-à-dire en février 1982, le premier ministre Davis a mis sur pied un comité mixte constitué de représentants des associations provinciales de langue française et de responsables gouvernementaux. Ils devaient recommander au gouvernement un modèle permettant une plus grande gestion pour les écoles de langue française à l'intérieur des structures des conseils, c'est-à-dire des conseils tels qu'ils existaient à ce moment-là.

Ce comité mixte a déposé une série de recommandations étudiées ensuite par le ministère et elles étaient semblables aux recommandations que nous avons vues au cours des années. Dix pour cent -- dix pour cent de la population étudiante, soit 500, si ce chiffre était atteint dans un conseil scolaire, celui-ci devait établir une section de langue minoritaire. Voilà les recommanda-



tions formulées par le comité externe -- soit le groupe mis sur pied. Il a déposé ses recommandations en avril 1982.

En réponse à son rapport, un document de travail, connu sous le nom de Livre Blanc, a été publié le 23 mars et on a demandé les réactions des conseils et de la communauté en général. Le gouvernement y a proposé d'établir les structures nécessaires à la gestion des écoles françaises comme langue première et à celle de l'éducation en langue anglaise là où cette dernière était minoritaire. Je suis certaine que vous vous rappelez le moment où le Livre Blanc a été déposé.

Et les réactions sont arrivées nombreuses au ministère. Une réunion s'est tenue le 7 novembre 1983 avec le premier ministre Davis et le Dr Stephenson à ce moment-là pour formuler encore des recommandations et un comité spécial constitué de conseillers représentant les conseils scolaires susceptibles d'être influencés par la proposition du Livre Blanc a élaboré un rapport final.

Maintenant, le Livre Blanc ne porte que sur les conseils scolaires et non sur les écoles séparées, parce qu'on avait estimé à ce moment-là -- nous n'étions pas sûrs s'il était possible que la Loi modifiée puisse couvrir un conseil scolaire séparé catholique romain.

Or, le comité établi en novembre 1983 devait étudier le Livre Blanc pour en arriver à d'autres modèles possibles pour l'étude par le gouvernement. Par la suite, six modèles ont été élaborés. L'un concernait les comités consultatifs qui devaient demeurer en place là où les conseils n'avaient pas besoin de mettre sur pied une section de langue minoritaire, et un autre modèle décrivait le conseil d'enseignement de langue minoritaire, doté de divers pouvoirs, et qui aurait la compétence exclusive sur les différents programmes.

Il existe un autre modèle dit le modèle gouvernemental modifié. Ce rapport est mieux connu sous le titre "Le Rapport Sullivan" -- et vous trouverez des exemplaires de tous ces rapports dans la trousse qui vous sera remise.

Un autre modèle qui s'y trouve était la représentation directe par les membres de la langue minoritaire, et qui serait élue directement aux conseils comme nous l'avons dans le modèle du Projet de loi 75. Une autre recommandation portait sur les conseils scolaires homogènes de langue minoritaire, et un modèle à deux paliers comme dans la Communauté urbaine de Toronto (CUT).

Quant à la prochaine question, -- les aspects juridiques -- j'inviterai Bill à revenir et pour ma part, je reviendrai élaborer davantage l'historique un peu plus tard.

**M. Mitchell:** Deux structures, si vous voulez, servent de toile de fond à ce Projet de loi du point de vue juridique. L'une est la Charte canadienne des droits et libertés, et plus particulièrement l'article 23 de la Charte, et j'y reviendrai tantôt. L'autre est une -- était une référence qui a été faite à la Cour d'appel, si vous vous rappelez bien, posant des questions sur la législation relative au français comme langue première dans l'éducation.

Une des réponses -- la réponse à une de ces questions par la Cour a tout clairement indiqué que de l'avis de la Cour, le gouvernement avait l'obligation de fournir la gestion -- dans le sens que j'ai défini tantôt -- à la population francophone de cette province, pour leurs propres écoles et classes en français comme langue première.

Maintenant, pour revenir à la Charte, l'article 23 de celle-ci, comme vous le savez sans doute, établit les droits dont jouit la population en ce qui concerne la langue et l'éducation. L'article 23 était donc quelque chose dont nous devions tenir compte en élaborant des projets de loi tels que celui-ci. En d'autres mots, ceux qui ont le droit de bénéficier des dispositions de ce Projet de loi sont les mêmes qui, en vertu de l'article 23 de la Charte, ont les droits linguistiques en éducation française. Comme vous le savez sans doute, ces personnes sont celles qui ont le français comme langue première; celles qui ont reçu leur éducation élémentaire en français comme langue première; celles qui ont eu un enfant ou plus qui a reçu son éducation en français comme langue première.

Comme vous savez également, s'il y a un enfant dans une famille qui reçoit ou qui a reçu son éducation en français, alors les autres enfants de la famille y ont droit aussi.

En bref, voilà les droits stipulés à l'article 23 de la Charte.

Comme vous le savez sans doute, nous avons éprouvé, au cours des années, d'énormes difficultés à définir, si vous voulez, ce que c'est qu'une personne de langue française -- pour les besoins de la Loi, je m'empresse de dire. Il devient très épineux parce que toute définition, de par sa nature, tend à exclure certaines personnes. Et il a été énormément difficile d'en arriver



à une définition heureuse qui plaise à tout le monde. Nous discutons depuis longtemps.

Maintenant, nous avons l'article 23 de la Charte qui nous fournit une réponse. Ce n'est peut-être pas la réponse la plus heureuse, mais du moins elle est pratique et nous pouvons nous en servir.

L'ensemble de ces ces éléments, l'article 23 de la Charte, et, dans une certaine mesure, l'article 15 de la Charte, et la réponse de la Cour d'appel de l'Ontario à nos questions sur la référence constitutionnelle, signifie que le gouvernement a senti une obligation de fournir une gestion à ces personnes ainsi définies dans l'article 23.

Voilà les aspects juridiques qui servent de toile de fond à toute cette question. Maintenant, je vais demander à Mme Fraser de poursuivre la description de certains éléments du Projet de loi.

**Mme Fraser:** Merci Bill.

À la suite de la décision de la Cour d'appel en juin 1984, le Projet de loi 160 a été élaboré, et qui était un précurseur du Projet de loi 75. Maintenant, aussi en même temps, la Loi 19 a été adoptée garantissant l'éducation -- le droit de chaque enfant, le droit d'un seul enfant, de recevoir une éducation, rayant ainsi de la Loi sur l'éducation "là où le nombre le justifie". Cela s'est produit après que la Cour d'appel a rendu sa décision.

Maintenant, après le dépôt du Projet de loi 160 en décembre 1984 -- vers la fin de la séance, il était entendu à ce moment-là qu'on aurait un exemplaire entre les mains pour le regarder et l'étudier et être donc en mesure de formuler des recommandations pour le ministre afin qu'un autre projet de loi puisse être élaboré et qui devait être présenté plus tard dans l'année.

Maintenant, le Projet de loi 160 -- je n'entrerai pas dans les détails parce que comme je l'ai déjà mentionné, un exemplaire se trouve dans la trousse qui vous sera remise. Parce que je crois que c'est nécessaire, je passerai au Projet de loi 75 aussi rapidement que possible. La principale différence entre les deux était le nombre de conseillers à ajouter aux conseils, comparativement au Projet de loi 75 qui stipule qu'avant 1988, un pourcentage de conseillers doit non pas être surajouté au conseil, mais en faire partie intégrante dans sa totalité.

Après que le Projet de loi a disparu de l'ordre du jour en décembre 1984, et que la communauté a remis des recommandations -- à la fois la communauté française et anglaise -- un autre projet de loi a été élaboré, le Projet 28, présenté en juin 1985 avec quelques modifications --des modifications ont été apportées à celui-là aussi.

Le 12 juillet, comme l'a indiqué le ministre, le Projet de loi 28 a été -- comment dire -- rayé?

**L'hon. Sean Conway:** Retiré.

**Mme Fraser:** Retiré. Merci M. le ministre. A été retiré. Ce n'était pas dans mon vocabulaire.

Parfait. A été retiré, en raison de divers problèmes qu'il créait pour certains conseils et encore de la consultation -- la réaction des communautés de langue française et de nombreux conseils était que de plus amples consultations s'imposaient afin d'en arriver à un projet de loi qui reconnaîtrait les différences locales. On s'est également engagé à avancer aussi rapidement que possible et à se conformer au jugement de la Cour d'appel qui a garanti le droit de gestion aux minorités.

Un groupe de travail a été mis sur pied, constitué des cinq principales associations francophones en éducation. Or, les recommandations qu'elles ont formulées pour le ministère -- nous vous avons préparé les quatre principales recommandations -- portaient tout d'abord et encore une fois sur le conseil homogène de langue française pour Ottawa-Carleton, avec des sections catholiques romaines et non catholiques romaines. La deuxième concernait une loi permettant à d'autres régions de la province d'établir un conseil semblable de langue française; une loi pour assurer des mesures temporaires qui s'appellent des mesures intérimaires comme vous allez le voir dans le Projet de loi lui-même; et la possibilité de deux projets de loi.

Ces recommandations se trouvent également dans vos trousse de sorte que comme vous pouvez le constater, il y beaucoup à lire.

Les propositions de travail issues des recommandations et des réunions que nous avons tenues avec les divers groupes intéressés -- parce qu'au cours des discussions avec les groupes francophones, des contacts ont été établis avec d'autres associations à travers la province. Des réunions ont été tenues avec l'OCTC, l'OSSFT et ainsi de suite afin de déterminer leurs points de vue à ce sujet. Et les propositions de travail ont



été élaborées et présentées aux divers groupes le 20 et 21 novembre pour connaître leurs réactions avant le dépôt du Projet de loi en Chambre.

Et, comme l'a mentionné le ministre, les propositions de travail, une fois déposées, ont été également présentées à tous les conseils scolaires et aux conseils séparés susceptibles d'être influencés, et leurs réactions ont été sollicitées.

Le 12 décembre 1985, le Projet de loi a été déposé. Dans sa déclaration, le ministre a décrit les divers aspects du projet: le comité consultatif de langue française, le conseil scolaire de langue française et les sections de langue française; il a sollicité les recommandations et suggestions des divers groupes; a indiqué également dans sa déclaration que les discussions se poursuivraient au sujet de la Communauté urbaine de Toronto pour en arriver à une solution globale pour cette région; et il a aussi annoncé la création d'un comité spécial -- non. Il ne l'a pas annoncé à ce moment-là, mais plus tard. Il a annoncé que le gouvernement s'engageait à créer un conseil scolaire homogène de langue française pour la région d'Ottawa-Carleton en 1988. Et après, bien entendu, le comité a été mis sur pied.

Maintenant, le Projet lui-même se divise principalement en trois parties, comme vous allez pouvoir le constater à l'étude. Tout d'abord, il porte sur les comités consultatifs de langue française -- lesquels existent dans les conseils scolaires depuis 1968, et qui continueront d'exister et s'appliqueront aux conseils séparés aussi bien qu'aux conseils scolaires mais seulement dans les régions où l'achat d'éducation est en usage.

Une autre partie traite des sections -- des sections de langue française aux conseils scolaires séparés et aux conseils publics là où ils existent, et je n'entrerai pas dans les détails. Je laisserai cette tâche à Linc et Anu.

Et les conseils d'enseignement -- de langue française et anglaise -- sont des mesures intérimaires qui doivent entrer en vigueur à une date précise avant 1988 pour que la gestion en langue française soit bien établie avant les élections de 1988.

Et je passe la parole à Bill.

**M. Mitchell:** Merci.

Si vous permettez, M. le président, avant de passer la parole à Anu Church et à Linc Steele pour dé-

crire le Projet de loi en détail, j'aimerais que vous sachiez que ces deux sont non seulement des membres extrêmement travailleurs de la Direction de la législation du ministère de l'Éducation, mais ils sont aussi membres du groupe de travail dont Mariette a parlé tout à l'heure. Ainsi, tout au cours de l'été et de l'automne derniers, ils ont été au coeur de l'élaboration des politiques et par la suite chargés des détails tels que vous les voyez dans le Projet de loi.

J'aimerais donc demander à Mme Anu Church de nous expliquer en détail ce Projet de loi. Anu?

**Mme Church:** Merci M. Mitchell. M. le président.

Pour bien comprendre le projet lui-même, je crois utile de noter deux éléments relatifs à la structure existante d'un comité consultatif de langue française en vertu de la Loi. Tout d'abord, en vertu des dispositions actuelles du projet, ces comités sont essentiellement une création pour les écoles secondaires. Un conseil scolaire ou une école secondaire établit un comité consultatif de langue française, ou CCLF, comme vous allez nous l'entendre dire de temps en temps, sur la demande de dix contribuables de langue française ou plus, ou lorsque le conseil établit ou décide d'étendre ses programmes secondaires de langue française.

L'article 128 du projet traite de l'éducation élémentaire en langue française qui, comme l'a fait remarquer Mme Fraser, est offerte à toute personne qui a le droit de la recevoir.

La loi 75 a modifié la définition de "conseil". Cette définition, comme l'a souligné le ministre, exclut le conseil de la CUT. Elle comprend cependant les grands conseils, soit votre conseil scolaire, les grands conseils séparés, ou des conseils de comté et de district réunis, les conseils scolaires catholiques romains. Certains d'entre vous avez peut-être remarqué que le projet parle précisément du Conseil des Écoles Séparées du Toronto Métropolitain, et du Conseil Scolaire Séparé Catholique romain de Windsor. La raison en est que ces conseils ne sont pas des conseils de comté et de district réunis. Windsor possède un conseil séparé urbain et le Conseil des Écoles Séparées a été créé en vertu de sa propre loi.

La définition de "personne de langue française" insérée dans la Loi en vertu de la Loi 119 a été modifiée davantage par l'addition de la phrase "sans égard au paragraphe 23 (3) de la Charte canadienne des droits et libertés". Quand vous aurez l'occasion d'exa-



miner ce paragraphe, celui-ci réintroduit la notion de nombre dont le gouvernement ne veut pas. Nous avons l'intention d'assurer une éducation en langue française à tous, sans tenir compte du nombre d'élèves qui sont dans la compétence d'un conseil.

L'article 2 du Projet de loi modifie l'article 259 de la Loi sur l'éducation. Encore une fois, vous verrez cette définition de "conseil" qui est la même utilisée à l'article 1 mais il était nécessaire de la mettre ici en raison de la structure de la Loi sur l'éducation. Nous voulions que le mot "conseil" s'applique à la fois aux conseils séparés, au Conseil des Écoles Séparées du Toronto Métropolitain et du Conseil Séparé de Windsor,

Le paragraphe 2 de l'article 259 stipule simplement que dans les cas où un conseil aurait déjà établi un CCLF pour le niveau secondaire, et où le conseil, disons, entreprend d'assurer l'éducation élémentaire en langue française, alors le comité consultatif de langue française aura les mêmes fonctions et responsabilités envers les écoles élémentaires du conseil qu'envers les écoles secondaires. Le même article s'applique dans les cas où un conseil aurait établi un comité consultatif de langue anglaise. Par conséquent, il fournirait les mêmes conseils et ferait les mêmes recommandations en matière de programmes et de transport pour les écoles élémentaires du conseil que pour les écoles secondaires.

À l'article 3 du Projet de loi figure encore une fois une définition du mot "conseil" et l'article 260 de la Loi sur l'éducation traite de la nécessité pour les conseils d'assurer l'éducation en langue française au niveau secondaire.

Encore une fois, le terme "personne de langue française" est modifié par l'addition de la phrase "sans égard au paragraphe 23 (3) de la Charte, afin de rayer la notion de "là où le nombre le justifie".

Une autre modification sert à remplacer la définition de "contribuable" par "contribuable de langue française" et encore une fois, la raison en est pour que la Loi sur l'éducation corresponde aux dispositions de la Charte et pour obéir à une décision de la Cour d'appel selon laquelle la communauté francophone doit avoir la responsabilité et le contrôle sur son éducation.

Je dois cependant souligner que la définition de "conseil" ne couvre pas les petits conseils -- les conseils séparés ruraux et isolés, ni les conseils scolaires de district, ni les conseils établis en vertu de l'article 70 de la Loi, tels que ceux qui se trouvent

sur les bases des forces armées canadiennes. Ainsi, les dispositions du gouvernement s'appliquent en général à ce qu'on considère comme les grands conseils scolaires.

Passons à la prochaine diapositive.

Le paragraphe 262 de l'article 4 du Projet de loi traite de la nécessité pour un conseil scolaire d'établir un comité consultatif de langue française et il y a essentiellement trois critères. Le premier stipule que le conseil scolaire n'administre pas lui-même des écoles ou classes de langue française; le deuxième, que le conseil a conclu un accord avec un autre conseil qui assurera une éducation en français à ses élèves dans les cas où il y en a qui la demandent; et troisièmement, que dix contribuables ou plus, bénéficiaires de droits en vertu de l'article 23 de la Charte demandent qu'un comité consultatif soit établi.

Vous remarquerez que le sous-paragraphe (c) du paragraphe 261 (1) ajoute des critères supplémentaires qui doivent entrer en vigueur après le 1<sup>er</sup> décembre 1988 et selon lesquels le conseil, pour avoir droit à un comité consultatif, doit payer (à l'autre conseil) pour moins de 300 ou moins de 10 pour cent de ses élèves. Vous remarquerez que vers la fin du Projet de loi, dans les cas où un conseil fait des achats pour plus que ce nombre ou pourcentage, il sera obligé d'offrir une forme plus forte de gestion comme telle.

Deux mois après la demande par les contribuables d'un CCLF, celui-ci doit être établi. Encore une fois, je tiens à rappeler aux membres du comité que dans les cas où l'anglais est la langue de la minorité, c'est un comité consultatif de langue anglaise qui doit être mis sur pied.

**L'hon. Sean Conway:** Cela existe déjà pour les régions de certains membres, comme Prescott-Russell et Hearst par exemple.

**Mme Church:** Maintenant, la composition du comité. Le conseil doit nommer jusqu'à trois personnes d'entre les membres du conseil, pourvu que ces membres soient admissibles à la nomination à un tel comité. Voilà une modification par rapport à la disposition actuelle de la Loi qui stipule simplement que trois membres du conseil soient nommés au comité, et que six personnes non membres soient élues par la communauté francophone.

En plus des membres du conseil, le comité doit également compter six personnes non membres élues par les contribuables francophones, c'est-à-dire des per-



sonnes qui jouissent des droits en vertu de l'article 23 de la Charte et sont admissibles à l'élection au conseil.

Pour être nommé au comité consultatif de langue française, une personne doit avoir les mêmes compétences que pour être conseiller au conseil, dont: être Canadien, avoir au moins 18 ans, habiter dans la région de la compétence du conseil, et selon la nature du conseil, être électeur pour le secteur public ou catholique; et à mon avis, le nouveau critère le plus significatif, bénéficier des droits de la Charte en vertu de l'article 23.

**M. le président:** Voulez-vous répéter s'il vous plaît?

**Mme Church:** Les compétence pour---

**M. le président:** Non, seulement la dernière---

**Mme Church:** Ah. Bénéficiaire des droits accordés par la Charte en vertu de l'article 23, soit, avoir le droit de faire instruire ses enfants dans une école de langue française.

**M. le président:** M. Davis.

**M. Davis:** M. le président, une simple question.

Dans votre définition d'une personne admissible en vertu de la Charte ---

**Mme Church:** Oui.

**M. Davis:** --- Il n'y a aucune possibilité pour qu'un étudiant en immersion française ou son parent puisse répondre à ce critère?

**M. Mitchell:** M. le président, si je peux répondre?

Non, je ne dirais pas cela. À mon avis, ce que le ministre a dit avant était que l'intention exclusive du Projet de loi vise l'éducation en français comme langue première. Ce à quoi vous faites allusion, M. Davis, est aussi un élément qui, à notre avis, va nous donner du fil à retordre plus tard, c'est-à-dire que le libellé de l'article 23 est de nature assez générale et vague que comparativement à un programme en immersion, on se demande si l'article 23 de la Charte couvre les enfants inscrits en immersion aussi bien que les enfants en français, langue première.

Comme vous savez, les programmes d'immersion sont en français, langue seconde, donnés dans des écoles où la langue d'enseignement est l'anglais. Il y a donc une différence considérable de pédagogie, de contenu et d'objectif du programme entre l'immersion française pour un enfant anglophone d'un côté et de l'autre, le français comme première langue d'enseignement pour les francophones.

Cependant, l'article 23 de la Charte traite de programmes où la langue d'enseignement est le français et nous savons tous que dans un programme d'immersion française, la langue d'enseignement est la plupart du temps le français. Voilà en bref ce qui va nous donner du fil à retordre plus tard.

Toutefois, malgré cela -- et nous le reconnaissons volontiers, sans chercher du tout à le cacher -- nous disons que malgré cela, nous croyons que l'intention de l'article 23 de la Charte visait les droits de ceux et celles dont la langue première est le français. De même, l'objectif de ce Projet de loi vise ce qui est maintenant la Partie 11 de la Loi sur l'éducation; autrement dit, les programmes où le français, langue première, est la langue d'enseignement.

**M. Davis:** M. le président, une petite précision: et puis je m'arrête, quitte à poursuivre plus tard.

Dans bon nombre de programmes d'immersion française, la totalité du programme se fait en français, sauf le cours d'anglais où les étudiants utilisent cette langue.

M. le président, peut-être les responsables du ministère, plus tard dans les débats, peuvent-ils nous indiquer le genre de problèmes auxquels ils s'attendent si cette Charte -- cet article 23 de la Charte est perçu comme applicable aux étudiants en immersion française et à leurs parents. Et tantôt, je ne faisais pas allusion; c'était très clair. Car à mon avis, cela comporte d'énormes implications pour l'éducation dans cette province. Et je crois que pour étudier ce Projet de loi, M. le président, nous devons recevoir ces renseignements afin que nous puissions en discuter en connaissance de cause.

**L'hon Sean Conway:** Pour mon édification personnelle, M. Davis, pourriez-vous reformuler la question? Ou la préoccupation, et les renseignements ---

**M. Davis:** M. le ministre, en vertu de l'article 23 de la Charte relativement aux étudiants en im-



mersion française qui reçoivent leur éducation en français, la possibilité est grande que votre Projet de loi s'applique aux parents de ces étudiants, ce qui leur permettrait de demander aux conseils scolaires d'établir des CCLF dans les cas où normalement ils n'y auraient pas droit. Et si tel est le cas, cela va soulever des difficultés énormes dans les conseils à travers la province.

Par conséquent, j'ai demandé à votre personnel ou aux responsables du ministère de nous préciser le genre de problèmes qu'ils prévoient et les méthodes de les aplanir car je suis sûr qu'ils ont déjà examiné la question.

**L'hon Sean Conway:** Je crois qu'il n'y a aucun doute que comme de nombreux aspects de la Charte, l'expérience des mois et années à venir va exiger des éclaircissements. J'ose même dire que certains cas devront être tranchés par voie de jugement, et je suis donc fort heureux d'acheminer votre demande, M. Davis.

**Mme Church:** Nous poursuivrons donc avec l'article 5 du Projet de loi, les droits du président d'un CCLF.

De temps en temps, on a exprimé des préoccupations au ministère selon lesquelles le rôle du président doit être affermi et par conséquent, certaines dispositions ont été ajoutées à l'article déjà existant 268 de la Loi sur l'éducation. Plus précisément, le président pourra assister aux réunions du conseil au même titre que tout autre conseiller; (b) participer à la discussion de tout sujet dans la compétence du comité consultatif de langue française. La référence de cet article (b) est au sous-paragraphe 276(1) qui établit une liste complète des sujets dont le comité est responsable et sur lesquels il peut formuler des recommandations: par exemple, des établissements, des bâtiments et des fournitures convenables; la création, l'administration et la direction d'unités d'enseignement de langue française, le recrutement et la nomination du personnel enseignant, administratif et de soutien; le droit de regard sur la création de programmes d'étude et les manuels; l'élaboration et la mise sur pied de programmes d'éducation spéciale et ainsi de suite. En plus, sur la liste complète figure un article de portée générale qui constate: "toute autre affaire relative à l'éducation en langue française pour les élèves francophones". En conséquence, vous voyez bien que le mandat du comité consultatif de langue française est très exhaustif.

Le président a le droit de présenter les recommandations du CCLF au conseil et d'expliquer ceux-ci recommandations. S'il ne peut assister, le président

peut désigner une personne habilitée à agir à sa place. À l'heure actuelle, la Loi comporte une disposition qui permet au président d'assister aux réunions des comités du conseil, y compris du comité constitué du conseil au complet, et encore une fois, s'il y assiste, il doit avoir l'occasion de se faire entendre sur les affaires touchant l'éducation en langue française.

Une nouvelle disposition au sous-paragraphe 1(d) stipule que le président est sujet aux mêmes règles de confidentialité que les autres membres du conseil. Cette mesure répond aux préoccupations soulevées par le président ou ses délégués car en assistant aux réunions des conseils, il peut prendre connaissance d'affaires qui ne doivent être révélées à l'extérieur de la réunion du conseil.

Le paragraphe 5 est encore un effort pour mettre le président sur le même pied que le conseiller en exigeant qu'il signe une déclaration semblable à celle du conseiller.

Les paragraphes 6 et 7 traitent de la démission. De nouveau, comme les dispositions relatives aux conseillers, si le président n'assiste pas à trois séances ordinaires des réunions du comité, il sera réputé démissionnaire. Et selon le paragraphe 7, la stipulation qu'une déclaration de -- ou, pardonnez-moi, c'est-à-dire, le défaut de faire une déclaration, qu'il doit faire avant d'assumer ses fonctions, et à défaut de le faire, il sera réputé démissionnaire. Et selon le paragraphe 7, la déclaration soit être déposée auprès du secrétaire.

Le paragraphe 6 du Projet de loi traite de la nécessité pour un conseil scolaire, dans les cas où l'anglais est la langue de la minorité, d'établir un comité consultatif de langue anglaise, et ces dispositions, comme je l'ai déjà mentionné, sont parallèles à celles des comités consultatifs de langue française. Par conséquent, dans les cas où le conseil lui-même n'a pas d'écoles de langue anglaise, mais a conclu une entente avec un autre conseil pour acheter l'enseignement en langue anglaise pour ses élèves, et où dix contribuables ou plus doivent demander par écrit qu'un comité consultatif de langue anglaise soit établi.

Dans l'article (c), des mots ont été omis. Cet article traite de l'achat pour moins de 300, ou moins de 10 pour cent des élèves. Cette disposition devra aussi renfermer l'expression: "cette disposition ne s'applique pas avant le 1<sup>er</sup> décembre 1988." Le Projet de loi ne vise aucunement à traiter différemment les deux sections.



L'article 7 décrit deux changements techniques qui permettent de compléter d'autres modifications déjà apportées. La modification apportée au paragraphe (2) de l'article 7 du Projet de loi permettrait à un conseil d'enseignement de langue française de demander à la commission des langues d'enseignement d'intervenir dans une dispute.

L'article 8 du Projet de loi est intérimaire et stipule que deux mois après l'entrée en vigueur de cette Loi, dans les cas où un conseil scolaire a un comité consultatif de langue française ou anglaise, et doit en maintenir un des deux en vertu du Projet de loi 75, il devra, par résolution, créer un comité consultatif de langue française conformément aux nouvelles directives.

Et nous voilà à la fin de la première partie des mesures permanentes et qui nous amène à la nouvelle partie, 11A, de la Loi.

**M. Mitchell:** Merci, Madame Church.

M. le président, je peux dire en guise de résumé que les CCLF existent depuis fort longtemps comme vous le savez tous sans aucun doute. Ce que nous avons modifié dans toute cette section que Mme Church vient de nous décrire, consiste à rehausser et à adapter le rôle du CCLF à la nouvelle situation. À mon avis, la modification la plus évidente serait le rôle du président à la table du conseil.

Dans les deux dernières parties que M. Steele va nous expliquer---

**M. Allen:** M. le président, une simple question pour tirer cela au clair. Si j'ai bien compris, le fonctionnement des CCLF n'a plus le caractère essentiellement secondaire d'autrefois, et il devient donc universel quant à la gestion des écoles françaises; il en va de même pour les comités consultatifs de langue anglaise.

**M. Mitchell:** Oui.

**M. Allen:** Puis-je vous poser une question, puisque vous passez en revue les détails techniques du Projet de loi en nous en expliquant l'élaboration et la composition, à savoir s'il y a une raison importante pour laquelle vous n'avez pas prévu un mécanisme de liaison pour les CCLF avec la section de langue française qui -- au conseil scolaire, qui dispense les services éducatifs en français pour les élèves en question.

**M. Mitchell:** Non, aucune raison en particulier; nous avons reçu cette proposition de divers sec-

teurs et à notre avis, elle est valable. Nous pensons qu'elle mérite d'être prise en considération.

**M. Allen:** Oui, j'ai soulevé la question dans mes remarques en Chambre et je voulais simplement établir s'il y avait une raison technique à cela.

**M. Mitchell:** Non. À l'heure actuelle, les conseils scolaires peuvent établir des comités de liaison tout de suite s'ils le désirent. Mais je crois que pour un objectif et un contexte précis, pourquoi ne pas mettre dans le Projet de loi un mécanisme qui facilitera ce genre de liaison et que nous trouvons valable.

**M. Steele,** voulez-vous poursuivre en bien situant la partie du Projet de loi dont vous allez traiter, s'il vous plaît?

**M. Steele:** Oui. Il s'agit de la partie 11A, en bas de la page 6. C'est ici que nous introduisons une forme de gestion. C'est ici que le conseil administre en effet les unités d'enseignement de langue française. Il a des classes ou des écoles de langue française. Les comités consultatifs sont pour les conseils qui achètent de l'enseignement sans le fournir dans leurs propres écoles.

À l'article 277 (c), nous trouvons plusieurs définitions. La définition de conseil est celle que nous avons vue avant -- elle se poursuit tout au long du Projet de loi. "Les inscriptions calculées", la deuxième définition, comportent au fond deux définitions. Elle couvre celle de "élève résident" aussi qui est la dernière sur la page. Peut-être qu'un mot s'impose à ce sujet. Elle regroupe tous les élèves d'un conseil sauf ceux fréquentant une école du conseil mais qui sont envoyés par un deuxième conseil. Celui-ci a acheté leur éducation au premier conseil. Ces élèves ne sont pas comptés comme des élèves résidents. Tous les autres dans les écoles du conseil sont comptés comme élèves résidents, plus les élèves habitant dans la compétence du conseil mais envoyés à un autre conseil pour leur éducation. Ils habitent dans la compétence du conseil et sont donc résidents. Dans ce cas, ils sont donc résidents externes. S'ils fréquentent les écoles du conseil, ils sont résidents internes; ils reçoivent leur éducation à l'intérieur plutôt qu'à l'extérieur.

Bon. Le terme "les inscriptions calculées" veut dire le décompte de tous ces élèves que le ministère doit faire tous les ans. Les données à cet effet sont inscrites sur des formules que les conseils nous font parvenir. Nous devons compter tous les élèves, dans les unités d'enseignement en langue française, dans les



classes en langue anglaise, de sorte que les inscriptions calculées sont inclusives.

Les revenus estimatifs sont, bien entendu, ce qu'ils ont toujours été, soit les revenus tirés de toutes les sources qu'un conseil reçoit, principalement par les subventions provinciales, les impôts fonciers et certains frais qu'ils peuvent encaisser.

La langue française: ici, nous parlons d'un élève résident dans une unité d'enseignement de langue française. Nous l'avons déjà mentionné --M. Mitchell a bien dit qu'une unité d'enseignement est une classe -- une unité d'enseignement de langue française est une classe ou une école où les cours sont donnés en langue française; de plus, c'est une classe ou école établie en vertu de la partie 11 de la Loi sur l'éducation, la partie qui traite du français comme langue première. Par conséquent, les unités d'enseignement de langue française ne sont que celles où le français est la langue première.

Des élections régulières. Le terme usuel s'utilise dans la Loi sur les municipalités pour désigner les élections qui doivent avoir lieu tous les trois ans.

Passons en haut de la page 8, les inscriptions calculées. Eh bien, c'est simplement le total de toutes les inscriptions dans les écoles de langue anglaise et française, comme on pourrait bien s'y attendre.

L'article 277 (d). Ici nous examinons les stipulations pour qu'un conseil établisse une section de langue française. Comme je l'ai déjà mentionné, dans ce cas, le conseil doit réellement administrer une classe en langue française, pour ensuite former une section en langue française. Il doit avoir fait élire une section en langue française. De plus, il y a une deuxième condition: qu'il achète de l'éducation pour 300 élèves résidents ou plus, ou pour 10 pour cent ou plus de ses élèves résidents.

De cette manière, nous essayons de voir à ce que le conseil -- la communauté francophone, la communauté bénéficiant de l'article 23 de la Charte soient élues au conseil pour s'occuper de ce grand nombre d'élèves pour qui le conseil achète de l'éducation. En effet, cette section peut décider si le conseil doit continuer à acheter ou commencer sa propre classe, comme vous allez voir tantôt.

Comme on le voit bien, ceci ne s'applique que là où les inscriptions en langue française sont en minorité, non en majorité. Bien entendu, l'entrée en vigueur de ces dispositions est après l'élection de 1988.

L'article 277 (e) indique la compétence en général de la section de langue française, qui consiste à gérer les unités d'enseignement en langue française administrées par le conseil.

L'article 277(f) de la Loi permet de déterminer le nombre de conseillers à élire à cette section et à cette fin, j'aimerais vous montrer quelques chiffres à l'écran pour ensuite revenir examiner cette section. Elle est d'une lecture difficile.

Prenons en exemple un conseil ayant 10 000 élèves. C'est un chiffre facile à manipuler. Présupposons que 8 000 élèves sont dans des unités de langue anglaise, d'où 2 000 dans des unités de langue française. Autrement dit, 20 pour cent des élèves du conseil sont inscrits dans des unités d'enseignement de langue française. Ce Projet de loi a pour principe que si 20 pour cent des élèves sont dans des classes de langue française, 20 pour cent des sièges au conseil doivent être réservés à ceux qui vont gérer ces classes. 80 pour cent des élèves du conseil sont dans des classes de langue anglaise de sorte que 80 pour cent des sièges au conseil doivent être réservés à ceux qui vont gérer ces classes. Cette formule a l'air fort équitable.

Alors, examinons de plus près. Supposons que le conseil est en réalité constitué de 20 conseillers pour 20 sièges. Si 20 pour cent des élèves sont de langue française, alors 20 pour cent des sièges sont dans la section française, soit quatre sur 20, et les autres, soit 16, dans la section anglaise, pour faire le total de 20.

Or, voici une conséquence à laquelle vous n'avez peut-être pas pensé. Examinons le problème de calcul lorsque le greffier municipal doit déterminer le nombre de sièges pour la prochaine élection du conseil. Il y a donc 16 sièges pour la section anglaise. Elle n'a plus les 20 sièges comme avant. Quatre sont occupés par cette section de la population qui a le droit de gérer les écoles de langue française. La partie anglaise de la population qui a le droit de gérer les écoles de langue anglaise aurait 80 pour cent des sièges, soit 16.

Ainsi, le greffier doit répartir ces 16 sièges entre les électeurs du secteur public et ceux du secteur séparé. Les 16 sièges doivent donc être répartis entre les représentants des écoles publiques et séparées, plutôt que 20, comme avant.

Bon. Voilà la situation où nous avons 20 pour cent des sièges. Regardons la situation avec 10 pour cent des sièges.



**L'hon. Sean Conway:** Vous devriez peut-être indiquer sur ce modèle -- reprenez-moi si je me trompe, parce que certains peuvent oublier l'application de la Loi 30. Si ce conseil scolaire dont M. Steele vient de parler a un conseil séparé ayant le même mandat qui a prolongé, en d'autres mots, a décidé d'offrir un programme complet au niveau secondaire, alors il perdra, au 1<sup>er</sup> janvier 1987, en vertu des dispositions de la Loi 30, maintenant connue sous le nom de la Loi sur les écoles séparées, la représentation à ce conseil. Voilà un autre élément qui vient compliquer la situation encore davantage.

**M. Steele:** Et maintenant, si nous passions au prochain article? Bon.

Nous allons maintenant examiner le cas d'un conseil qui n'a que 10 pour cent d'élèves inscrits dans la section de langue française. Encore une fois, le total des inscriptions s'élève à 10 000, dont 9 000 du côté anglophone. Par conséquent, seulement 10 pour cent des élèves sont du côté francophone et donc dix pour cent des sièges au conseil doivent être réservés à la partie de la population qui a le droit de les représenter -- de les gérer.

Regardons encore notre conseil de 20 personnes. Dix pour cent des sièges sont réservés aux conseillers francophones, soit deux. 18 sont réservés aux conseillers de langue anglaise -- le reste du conseil, pour faire le total de 20. Cependant, les paragraphes de la Loi stipulent un minimum de trois conseillers par section. Il y a trop de responsabilités pour une personne seule; deux personnes peuvent ne pas tomber d'accord et il faut donc une troisième pour trancher une question. Par conséquent, il faut un minimum de trois personnes. Nous en avons déjà deux -- alors maintenant -- voici les deux dont nous avons déjà tenu compte. Nous devons ajouter une troisième personne au conseil pour faire le total de trois, deux ici, une ici et nous aurons ainsi un conseil de 21 personnes.

Nous qualifions cette méthode de nombre proportionnel, proportionnel au nombre d'élèves. C'est un minimum garanti; ainsi nous devons y ajouter un troisième conseiller pour faire les 21.

Examinons le problème du greffier lors de la prochaine élection. Nous avons dit qu'il y avait 18 sièges pour le reste du conseil -- pour les électeurs du secteur public et séparé, et non plus 20 comme avant. Par conséquent, dans ses calculs, le greffier, au lieu d'utiliser le chiffre 20 comme dans le passé, emploiera le chiffre 18.

Les paragraphes de cette section décrivent une autre situation que nous passerons rapidement en revue. Il s'agit d'un conseil où le pourcentage d'élèves dans la section de langue française est très petit; disons deux pour cent. Comte tenu de notre conseil de 20 hommes -- personnes -- lorsque nous en venons à la tâche de calculer le nombre de sièges qui doit être réservé à ceux qui ont le droit de gérer cette unité d'enseignement de langue française, nous découvrons qu'il se chiffre à 0,4 siège. En vertu de la Loi sur l'éducation, s'il y a 0,5 ou plus, on arrondit au prochain chiffre intégral; cependant, 0,4 ne s'arrondit pas de sorte qu'il n'y aurait aucun nombre proportionnel de conseillers au conseil -- parce que c'est moins que 0,5.

L'autre section a 98 pour cent, soit 19,6, ou 20 sièges, ce qui donne un total partiel de 20. Pourtant, nous savons que le conseil doit avoir un minimum de trois. Nous en avons parlé il y a à peine une minute de sorte que tous les trois doivent être ajoutés au conseil -- pas un seul comme avant, mais tous les trois cette fois-ci. Nous avons ainsi un conseil de 23 personnes.

Le greffier municipal fait donc face à la situation suivante. Il a l'habitude de répartir 20 sièges entre les électeurs des écoles publiques et séparées. Maintenant, il a de nouveau 20 sièges pour le secteur public et le secteur séparé.

Bon

**L'hon. Sean Conway:** Si je peux ouvrir une parenthèse, parce que je crois que Bill en a déjà parlé. Rappelez-vous que dans 28 -- la Loi 28 -- une des difficultés rencontrées, et je pense surtout à des régions comme Nipigon -- le principe de cette Loi consistait à ajouter des membres au conseil partout. Cela a entraîné des situations bizarres et anormales. Je me rappelle un modèle en particulier que nous avons étudié dans le nord-ouest de la province, et tant d'autres. Et lors du dépôt de la Loi 28, on a bien vu que même si elle était très efficace dans certaines régions, il y avait d'autres régions où le nombre de personnes au conseil n'était pas seulement très grand, mais était démesuré par rapport à la situation locale. De plus, dans certains cas, le caractère du conseil a été radicalement changé.

Par conséquent, nous avons cherché dans la mesure du possible à maintenir les conseils à des totaux plus traditionnels, tout en gardant le principe du nombre proportionnel pour que, dans bien des cas, nous ayons -- et je pense au conseil séparé de North Bay-Nipissing, par exemple. Là nous avons un cas où l'équilibre



existait entre une grande représentation francophone au conseil et la représentation anglophone, plus l'addition -- je me rappelle que l'addition de la Loi 28 renversait complètement la situation, de sorte que nous étions très inquiets. Je me rappelle que Dr Allen a souligné cela -- avec Mme Gigantes -- comment cela influencerait sur le point de vue des électeurs, et comment ceux-ci se déclareraient.

Dans tous les cas, l'essentiel consiste à incorporer beaucoup des éléments déjà présents, et à éviter quelques-unes des importantes difficultés à trop ajouter partout. Comme l'a indiqué M. Steele, pour garantir dans certains cas un minimum de représentation, nous devons en ajouter. Cela est inévitable. En appliquant la méthode proportionnelle, nous avons pu résoudre d'importants problèmes du principe d'addition qui était à la base du Projet de loi 28.

Et encore une fois, il faut se rappeler l'application concomitante de la Loi 30, car dans certains cas, l'application de -- Prescott-Russel, je crois, était une de ces régions où la Loi 30 et la Loi 28 ensemble ont abouti à une structure de gestion bizarre, et il va sans dire que nous cherchons une structure de gestion efficace, facile à administrer et appropriée à la situation locale.

**M. le président:** Voulez-vous bien m'expliquer pourquoi on passe de deux à trois?

**M. Mitchell:** Eh bien, nous avons suivi le principe, M. le président, que la représentation garantie, que la Cour a rendue très claire, n'est réaliste que s'il y a un minimum. Compte tenu des responsabilités de gestion que les conseillers devront assumer en vertu de cette nouvelle législation, il est juste et réaliste, à notre avis -- il est seulement juste et réaliste de garantir un minimum. Et nous disons que trois constituent un minimum; qu'on ne peut pas gérer -- on ne peut offrir grande représentation tout seul. De sorte que nous étions d'avis que trois était un minimum, et dans certains cas, l'application du principe proportionnel, comme l'a souligné M. Steele, ne permet pas d'en arriver à trois. Il sera donc stipulé qu'ajouter jusqu'à trois -- dans certains cas, tous les trois, parfois deux, et peut-être un seul.

Est-ce suffisant?

**M. le président:** Oui.

**M. Mitchel:** Et en effet, M. le président, deux principes sont issus de la référence constitution-

nelle sur l'éducation en langue française. Le premier est la représentation garantie, comme l'a dit le ministre, et l'autre est que la représentation garantie doit avoir la gestion.

Il y a ici deux notions qui au fond se réduisent à une seule, mais il y a vraiment deux parties. Et à mon avis, ce que dit le ministre au sujet des trois est tout à fait juste. Je trouve difficile de concevoir deux personnes, un nombre pair, capables de résoudre des difficultés si en réalité elles ne sont pas d'accord. Ainsi, un nombre impair semblait plus pratique qu'un nombre pair.

**M. le président:** Voilà pourquoi j'ai posé la question. Pourquoi deux contre trois est-ce plus équitable que 20 contre 21?

**L'hon. Sean Conway:** À mon avis, M. le président, le principe que nous établissons ici est que pour la minorité, -- et dans la plupart des cas en Ontario, c'est la minorité francophone, --il doit y avoir une représentation garantie pour la gestion que M. Mitchell a décrite. Une représentation ayant la compétence exclusive sur les écoles, les classes et les programmes.

Maintenant, la question suivante se pose: "Qu'est-ce qui est juste et adéquat?" Dans certains cas -- je n'estime pas, par exemple, qu'en tant que francophone du comté de Renfrew -- et cela s'appliquera à mon propre comté --avoir cette responsabilité -- ce qui est maintenant mon droit --d'être le seul représentant responsable des écoles et programmes offerts, disons par le conseil séparé du comté de Renfrew, ce serait me donner une charge extrêmement lourde. Et permettre deux représentants revient à chercher des culs-de-sac, parce que qu'arrive-t-il si mon ami le Dr Allen et moi ne sommes pas d'accord. Comment trancher la question? Et ainsi sommes-nous---

**M. le président:** Une simple question. Je ne veux pas d'une réponse trop détaillée.

Si deux ne sont pas justes pour la représentation en langue française, pourquoi 20 le serait-il davantage?

Voilà ce que je veux dire. Vingt permettent 10/10 et 2, 1/1.

**L'hon. Sean Conway:** Nous avons maintenant des structures en place dans la Loi sur l'éducation qui établissent la représentation totale des conseils scolaires. En général, c'est dans l'article 59 de la Loi.



Vous posez une question très à-propos: "Quel est le nombre approprié d'un conseil scolaire?" et voilà quelque chose qui---

**M. le président:** Ce n'est pas la question posée.

**L'hon. Sean Conway:** Mais c'est l'implication de la question que vous avez posée.

**M. le président:** Je n'ai pas toute la Loi sur l'éducation en tête, mais je vous demande pourquoi une section de langue française doit compter un nombre impair et pourquoi n'est-ce pas important pour l'autre section? Voilà la seule question que j'aie.

**L'hon. Sean Conway:** Eh bien j'ai indiqué et peut-être que M. Mitchell voudra faire un commentaire à ce sujet, ainsi la section, à notre point de vue -- la section de langue minoritaire, pour qu'elle puisse fonctionner, doit compter un minimum, et il est évident qu'un seul ne suffit pas. Ce n'est pas réaliste. Nous avons estimé que ---

**M. le président:** Non, je parle de deux.

**L'hon. Sean Conway:** Eh bien, encore une fois, deux, c'est chercher un cul-se-sac. Qu'est-ce qui arrive si --

**M. le président:** Et 20 aussi.

**L'hon. Sean Conway:** Bill, voulez-vous ---

**M. Mitchell:** M. le président, au conseil -- au conseil complet, il y a un président et en vertu de la Loi sur l'éducation, le président du conseil a le pouvoir de trancher des questions, tandis que dans la section française, ce pouvoir n'existe pas.

**M. le président:** Voilà la réponse que je cherchais. Et au conseil de 20 personnes, le président a-t-il un vote au premier tour?

**M. Mitchel:** Non, mais il a un vote permettant de trancher au besoin.

**M. le président:** Merci.

**M. Steele:** Maintenant pour revenir à Bill.

**M. le président:** Bien entendu.

**M. Steele:** Nous en étions au paragraphe 277(f) (1)--(f)(2) ne traite que du cas où les membres d'un conseil, la répartition des membres est précisée dans la Loi, soit par loi ou par règlement. Nous ne pouvons plus appliquer le principe dont nous parlons ici parce que la Loi stipule qu'il doit y en avoir deux de ce comté, quatre de cette ville et ainsi de suite. Que faire donc pour réserver des sièges à la section de langue française

Et là nous disons, et bien, nous invitons ces villes touchées par ce genre de situation, comme le Conseil Solaire de Carleton, le Conseil Scolaire des Écoles Séparées du Toronto Métropolitain, le Conseil Scolaire de Sault-Ste-Marie -- Il y en a neuf ou dix dont la répartition est précisée dans une Loi ou un règlement. Nous demandons donc à ces compétences de recommander au ministre comment ils proposent que la répartition soit changée afin de réserver des sièges à la section francophone. Ainsi le ministre peut présenter une motion pour tenir compte de cette situation, ou que la nouvelle répartition soit ainsi acceptée.

Les sous-paragrophes 277(g) et 277(h) vont ensemble. L'un traite des compétences d'un membre de la section et de celles d'un électeur pour élire ce membre et vous verrez qu'elles sont les mêmes. Dans les deux cas, il doit avoir les compétences d'un électeur du conseil, il (ou elle) doit avoir les droits en vertu de l'article 23 de la Charte et il doit choisir de n'élire que pour la section de langue française. En effet, comme on l'a bien précisé, aucun électeur ne peut voter pour la section et pour le reste du conseil. Il doit donc décider s'il va voter pour les membres de la section de langue française -- et il ne peut faire cela que s'il jouit des droits en vertu de la Charte 23 -- de l'article 23, et l'autre qualification -- ou la section anglaise.

Quant au paragraphe 277(i), il stipule simplement que les membres de la section doivent être élus par l'ensemble des électeurs et en même temps que les autres membres du conseil. Autrement dit, s'il y a trois postes dans la section francophone, alors en vertu de la Loi telle qu'elle est écrite, ils ne seront pas affectés à des municipalités précises dans la compétence d'un conseil, mais par l'ensemble des électeurs.

**M. le président:** Qu'arrive-t-il si personne ne veut de ce poste?

**M. Steele:** Eh bien, je suppose que cela peut se produire dans les élections maintenant et arrive en effet à l'occasion dans le cas d'une vacance parce que personne ne se présente aux élections pour un poste.



**M. le président:** En vertu de la Loi, qu'arrive-t-il dans ce cas?

**M. Steele:** Il y a une disposition -- il y a des conseils scolaires régionaux de district où ce cas arrive. Le conseil peut donc nommer des conseillers à ces postes. Il sera peut-être nécessaire d'ajouter cela à la Loi.

**M. le président:** Ce serait une bonne idée.

**M. Steele:** Nous avons en effet un article dans la Loi pour combler les vacances et il traite de la question à savoir si les autres membres de cette section constituent une majorité de la section ou non. Si oui, ils peuvent nommer un nouveau membre: sinon, ils doivent tenir une nouvelle élection.

**M. le président:** M. Guindon?

**M. Guindon:** Oui, une petite précision. Je suis quelque peu -- je suis peut-être un peu en arrière, mais qu'arrive-t-il si un parent a un enfant dans chacune des sections -- un en anglais et un autre en français? Comment choisit-il de voter?

**M. Steele:** Peu importe que ses enfants se trouvent dans la section française ou anglaise. Le parent, s'il a un enfant dans la section française, a vraisemblablement les droits de l'article 23 de la Charte pour faire instruire ses enfants en français. Il a donc l'option de demander le bulletin de vote pour les candidats de la section française, ou l'option de ne pas exercer ce droit et de demander le bulletin de vote pour les candidats de la section anglaise. C'est lui qui doit faire un choix.

**M. Guindon:** La femme peut-elle voter dans une section et le mari---

**M. Steele:** Oui.

**M. Guindon:** Bien. Merci.

**M. Steele:** L'article 277 (j) est ce dont nous parlions tantôt à propos des vacances. Passons à l'article 277(k).

L'article 277(k) traite des domaines de compétence exclusive de la section de langue française. Les responsabilités énumérées dans cette section sont exclusivement la responsabilité des conseillers élus à la section de langue française. Vous remarquerez qu'il traite de choses telles que la planification et la cré-

ation d'unités d'enseignement. On pouvait bien s'y attendre. Au paragraphe un, on lit qu'ils sont responsables de la préparation des prévisions des dépenses en immobilisations pour leur section. Par conséquent, ils ne décident pas seulement où une section sera établie, mais encore ils ont la compétence exclusive pour soumettre-- préparer les prévisions des dépenses en immobilisations. Celles-ci seront présentées à une réunion du conseil et les membres de cette section soumettront une résolution selon laquelle les prévisions des dépenses en immobilisations pour la section francophone de ce conseil seront telles qu'elles ont été présentées, et un autre membre de cette section appuiera cette motion. Seuls les membres de la section française peuvent voter. La motion sera votée et par le fait même deviendra officielle pour la section de langue française du conseil.

De même, le reste du conseil préparera une prévision semblable pour les écoles de langue anglaise. Ils ont le droit exclusif de le faire. Ensuite, le secrétaire du conseil fait parvenir ces prévisions au bureau régional du ministère comme les prévisions officielles -- les prévisions des dépenses en immobilisations du conseil, une pour la section française et l'autre pour la section anglaise.

Deuxièmement, ils ont naturellement la charge de l'administration et de la fermeture de l'école ou des sections.

Le paragraphe trois traite de la compétence exclusive sur les programmes, sauf pour l'éducation religieuse qui, en vertu de la Loi, sera un domaine de compétence commune pour tous les conseillers, le conseil au complet. Ils ont également la compétence exclusive sur les cours du soir en langue française là où le français est la langue première.

Au paragraphe quatre, ils ont la compétence exclusive sur le recrutement et l'affectation des professeurs et du personnel administratif qui supervise les responsables de leur section.

Au paragraphe cinq, ils ont la compétence exclusive sur la conclusion d'accords avec d'autres conseils pour fournir l'éducation aux enfants dans des écoles de langue française; la conclusion d'ententes avec d'autres conseils pour l'école élémentaire -- l'éducation au niveau élémentaire: et aussi la compétence exclusive pour conclure des ententes avec les collèges d'arts appliqués pour l'éducation des --pour l'analphabétisme des adultes.



Ainsi, les domaines où ils ont la compétence exclusive ont trait essentiellement aux programmes.

Le sous-paragraphe deux traite des domaines en dehors de leur compétence. Il y a donc des domaines en dehors de leur compétence -- et non les domaines en commun, car ils peuvent aussi voter sur des questions en commun; autrement dit, ce sont des domaines de compétence exclusive pour le reste du conseil, la compétence de langue anglaise, et comme vous verrez, ces compétences sont parallèles à celles de la section de langue française, bien entendu.

**M. le président:** M. Pouliot.

**M. Pouliot:** Je me demande si la Loi va donner à la représentation de langue française le contrôle sur son propre budget. J'écoutais très attentivement mais je n'ai pas remarqué ce genre de remarque lorsque vous parliez de ces détails.

**M. Steele:** Oui. Je vais aborder ce sujet dans la prochaine section, si vous voulez bien?

**M. Pouliot:** Oui. Merci M. le président.

**M. le président:** Dr Allen.

**M. Allen:** Pourrais-je poser rapidement une question? Je comprend très bien le point trois, mais pourquoi a-t-on estimé nécessaire de donner au conseil tout entier la responsabilité de l'éducation et des exercices religieux, et pourquoi ne serait-il pas possible que les deux groupes diffèrent du tout au tout à ce sujet? Y a-t-il une raison technique ou constitutionnelle?.

**M. Steele:** À mon avis, on a pensé lors de la première rédaction du projet de loi que puisque la religion est un sujet si délicat, il est possible qu'une section ou l'autre puisse décider dans un conseil de faire intervenir un croyant ou une personne d'une religion de nature provocatrice. Ainsi, le conseil se retrouverait dans une (position) désagréable.

Par conséquent, pour éviter ce genre de difficulté, on a estimé que tout le conseil devrait dire son mot si -- quant à savoir quels genres de programmes religieux existent. Or, de nombreuses personnes ont proposé que ce soit un domaine de compétence exclusive.

**M. le président:** M. Guindon.

**M. Guindon:** Oui, M. le président. Pour revenir à l'article 277(k); en premier, qu'arrive-t-il au fond de réserve de ce conseil?

**M. Steele:** Cela aussi est décrit au prochain article. Puis-je en traiter au moment opportun?

**M. Guindon:** Bien entendu.

**M. Steele:** Bon. Si nous regardons le sous-paragraphe 3 de l'article 277 (k), nous découvrons que les membres de la section de langue française partagent avec les autres membres du conseil la responsabilité de toutes les questions qui ne se trouvent pas aux articles 1 ou 2.

Le paragraphe quatre présente de l'intérêt dans ce sens qu'il permet le transfert de responsabilité d'une compétence à l'autre. Comme le projet de loi cherche à établir une répartition juste et équitable des responsabilités entre les compétences exclusives et les services en commun, il reconnaît dans certains domaines, les conseillers peuvent vouloir mettre plus de responsabilités dans les compétences exclusives, ou plus dans le domaine commun de sorte qu'il existe des dispositions à cet effet.

Il y a quelques problèmes dans le libellé et nous avons recommandé des changements à ce sujet pour que ce soit clair que cette possibilité existe et qu'il est censé se reporter à un transfert de responsabilités entre les compétences exclusives et communes -- les services centralisés, comme on les appelle.

Si vous voulez bien passer au sous-paragraphe six. Passons-les rapidement en revue pour ensuite revenir aux prévisions budgétaires.

Tout d'abord, les salaires, les avantages sociaux et la formation professionnelle des employés autres que ceux recrutés par les compétences exclusives. Ainsi, cette section du conseil s'occupe des salaires, des avantages sociaux et de la formation professionnelle du personnel qu'elle embauche, les professeurs, les responsables de la supervision et le personnel administratif; le conseil au complet s'occupe de ces facteurs pour le reste du personnel. C'est un service centralisé.

L'entretien normal et l'exploitation. L'entretien normal et les services d'exploitation et l'équipement des écoles sont du domaine commun.

Les fournitures scolaires, autres que celles reliées à l'enseignement et à l'apprentissage, ce qui



implique que les fournitures reliées à l'enseignement et à l'apprentissage sont du domaine exclusif.

Transport des élèves à l'école et de l'école. Voici un domaine en commun.

L'affectation des fonds de réserve et de la réserve pour les fonds de roulement. Voilà une responsabilité du conseil au complet, et non une compétence exclusive.

La création et le maintien du bureau central du conseil, y compris les services qui en proviennent. C'est un peu plus compliqué quand on y pense. Quels sont les services qui proviennent du bureau central, et est-ce approprié que tous ces services soient du domaine exclusif -- ou plutôt sous les services centralisés ou non? Il ne fait aucun qu'on exprimera de nombreuses opinions à ce sujet.

Au prochain article, les améliorations permanentes, autres que le remplacement des meubles des écoles et des classes. Nous découvrons que oui, les améliorations sont sous la rubrique des services centralisés, mais qu'il y a une liste sous la rubrique de compétences exclusives: le remplacement des meubles des écoles et des classes, des accessoires, des livres de bibliothèque etc.

Et enfin, une phrase passe-partout pour énumérer ces choses -- on ne peut guère décrire toutes les activités qui ont lieu dans un conseil scolaire, de sorte qu'on les exprime de cette façon.

Nous allons maintenant revenir au numéro trois pour examiner les prévisions budgétaires. M. Bishop, de la Direction du commerce et de la finance scolaires, est ici et je lui demanderai de vous expliquer les trois étapes de cet article.

**M. Bishop:** Tout d'abord, les conseillers du conseil préparent des estimations en vertu de l'article 209 de la Loi sur l'éducation, de la même manière que maintenant. Une fois celles-ci établies, ils commencent à répartir les revenus et les dépenses en catégories ou postes. Dans un premier poste, ils mettent tous les revenus tirés de subventions générées par les programmes, tels que le français, langue première, le français, langue seconde, tout composant du facteur de pondération qui peut être isolé comme provenant d'une de ces deux unités. Ces revenus sont mis de côté dans chaque unité d'enseignement.

L'éducation spéciale n'y figure pas parce qu'elle ne reçoit aucune subvention. Elle est en fonction du nombre total des élèves du conseil et tous les élèves reçoivent le même montant.

Le deuxième poste à mettre de côté sert aux services centralisés, déjà expliqués par M. Steele et qui sont du ressort du conseil au complet.

Troisièmement, tout ce qui reste est affecté aux deux unités selon le pourcentage d'inscriptions dans chaque unité par rapport au total des inscriptions du conseil. Dans l'exemple de M. Steele que voilà, si le pourcentage était à 80 pour cent anglophone et 20 pour cent francophone, le reste serait réparti aux unités selon le rapport 80:20.

Voilà une brève description des fonctions de cette section.

**M. le président:** Puis-je poser une question? À l'article 6(b), au sujet des établissements scolaires, vous parlez de tout, sauf du bâtiment et de son intérieur, n'est-ce pas?

**M. Bishop:** La Loi sur l'éducation définit "l'établissement scolaire" comme étant le bâtiment, tous les composants -- le bâtiment et le terrain.

**M. le président:** Bon. Le mot est quelque peu équivoque.

**M. Steele:** En effet, il faut se reporter à la définition dans la Loi pour en établir le sens précis; je suis tout à fait d'accord.

Très bien. Si nous passions à l'article 277 (m)?

Celui-ci sert à protéger le groupe minoritaire d'un conseil. Il stipule que le conseil doit fournir des fonds suffisants en bonne et due forme. Il doit financer la section minoritaire -- au fond les deux sections, mais surtout la section minoritaire -- pour qu'elle puisse assumer ses responsabilités. L'article reconnaît que les circonstances ont pu changer depuis les prévisions budgétaires de sorte qu'il est raisonnable d'adapter le budget le cas échéant.

L'article 277 (n) traite de l'obligation pour les conseils de remettre annuellement au ministère des données statistiques, (ce qu'ils font) et c'est à partir de ces données que nous établissons le décompte des élèves et par le fait même le nombre de conseillers.



L'article 277 (o) précise davantage à ce sujet. Il déclare au sujet des 300 élèves, ou du dix pour cent, qu'une certaine marge de manoeuvre est permise car dans le recueil et le traitement des statistiques, des erreurs se produisent nécessairement; une marge d'erreur de cinq pour cent est tout à fait acceptable, nous disent les statisticiens. Ainsi, 10 pour cent devient 9,5 pour cent; la marge peut être aussi grande que cela et être toujours considérée comme 10 pour cent; les 300 élèves peuvent descendre à 285 et toujours compter pour 300.

Une fois les calculs effectués, le ministère doit aviser les diverses autorités décrites au paragraphe six. Le conseil ou la commission -- la commission de la langue d'enseignement -- peut en appeler du nombre de conseillers déterminé par le ministère. Le ministre doit nommer quelqu'un pour juger l'appel. Sur la recommandation de celui-ci, le ministre prend les mesures qui s'imposent et avise les diverses personnes du nombre de conseillers à élire à la section de langue française.

Il y a quelque temps, nous avons mentionné un comité de liaison. En vertu de l'article 277 (p), c'est un comité de liaison entre deux sections de deux conseils plutôt que le -- ce qui a été recommandé avant.

L'article 277 (q) traite de la situation où les inscriptions d'un conseil sont à la baisse. À une certaine époque, le conseil avait suffisamment d'élèves pour être obligé d'établir une section de langue française -- pardon suffisamment d'élèves dans les écoles et les classes de langue française pour être obligé de former une section francophone; le nombre d'élèves diminue de sorte que le minimum n'existe plus. Dans ce cas, le ministre peut dissoudre la section de langue française du conseil et obliger le conseil à établir un comité consultatif de langue française car même s'il n'a plus 300 ou 285 élèves, il peut bien encore avoir 150 ou 100 pour qui il achète de l'éducation.

L'article 277 (r) stipule que les mêmes conditions s'appliquent aux sections de langue anglaise qui sont minoritaires de la même manière que ce que nous avons déjà décrit.

L'article 277 (s) est d'ordre technique, indiquant qu'il s'agit d'une ordonnance et non pas d'un règlement.

Nous voilà à la fin de la Partie 11A. Nous allons commencer la Partie 11B.

**M. le président:** Puis-je vous demander comment le décompte s'établit dans un conseil scolaire?

**M. Steele:** Un registre existe pour chaque classe, que le conseil analyse pour remplir une formule intitulée le Rapport scolaire de septembre. Dans ce rapport doivent figurer les inscriptions aux différents niveaux et dans divers programmes. Une formule de rapport existe pour le niveau élémentaire et une pour le secondaire. . De plus, le nombre d'élèves inscrits dans les unités d'enseignement de langue française, les classes pour arriérés mentaux récupérables et ainsi de suite doivent y figurer. C'est toute une entreprise. La tâche est lourde pour les conseils à tous les automnes.

**M. le président:** Comment faire le calcul des entrées -- la maternelle, la première année, selon le cas?

**M. Steele:** Eh bien, à la maternelle --à la prématernelle, les enfants n'assistent que pendant une demi-journée, et ils sont donc comptés comme -- sur les formules, comme élèves à demi-temps. Pourtant, dans notre décompte, nous les comptons comme --et le terme est affreux, je suppose, cela s'appelle un décompte des têtes. Chaque enfant dans la classe est compté en raison du libellé de la Charte là où elle stipule que chaque personne a le droit de faire instruire son enfant dans la langue française. Ce n'est pas l'équivalent à demi-temps en français, mais l'enfant est là. Cet enfant -- le parent a le droit de faire mettre cet enfant dans cette classe, que ce soit pour une demi-journée ou une journée complète.

Nous comptons donc chaque enfant et le total des enfants forme les inscriptions calculées à partir desquelles le ministère établit ses statistiques.

**M. le président:** Et la raison du 30 septembre, est-ce pour que le conseil sache à ce moment-là et ne soit pas obligé de faire des estimations avant?

**M. Steele:** Oui. C'est très long à vérifier toutes les statistiques et à en assurer l'exactitude -- plusieurs mois en effet . Par conséquent, c'est le décompte de septembre 1987 qui servira aux élections de 1988.

**M. le président:** Ainsi, cela ne touche pas à la municipalité. Ce sont simplement ceux qui se présentent à la rentrée scolaire et le total est calculé au 30 septembre.

**M. Steele:** Oui.

**M. Mitchell:** M. le président, si je peux -- pardon --



**M. le président:** Dr Allen.

**M. Allen:** Si je pouvais revenir à la question des élèves en immersion française et vous demander si un des problèmes prévus est que par certaines définitions, comme vous le décriviez tantôt, (et j'aimerais que vous reveniez là-dessus), la section de langue française ne finisse par prendre la charge des programmes d'immersion?

**M. Mitchell:** Oui, ce serait une conséquence naturelle de ce genre de confusion et voilà ce que le projet de loi cherche à éviter.

**M. Allen:** Pourquoi n'est-il pas approprié dans des articles choisis du projet de loi d'insérer une référence indiquant qu'il s'agit là de l'éducation des Franco-Ontariens, et non des programmes d'immersion?

**M. Mitchell:** C'est fort possible et à mon avis, nous pourrions élaborer un article pour résoudre ce problème. Qu'il suffise de dire pour le moment que nous avouons volontiers la possibilité d'un problème à l'avenir en raison du libellé de l'article 23. Par conséquent, nous devons peut-être inventer un tel mécanisme comme vous le proposez pour le corriger. Voilà tout.

**M. Allen:** Ce que vous dites très clairement est que ce n'est pas l'intention du ministère que la section de langue française ait la charge des programmes d'immersion.

**M. Mitchell:** Oui, c'est ça. Et pour répondre très brièvement à ce que vous avez dit, l'absence de clarté provient de ce que dans un programme d'immersion, de par sa nature même, le français -- la plupart du temps, le français s'utilise comme langue d'enseignement, en plus de faire l'objet de l'enseignement. Et voilà ce qui est parallèle à une classe où on enseigne des enfants de langue française en français comme langue d'enseignement. Autrement dit, dans les deux cas, on pourrait soutenir à juste titre qu'en effet le français est la langue d'enseignement. Cependant, il est clair que le français est la langue d'enseignement pour une tout autre raison dans un programme d'immersion française.

**M. Allen:** Oui. Et par définition, cela n'est pas sous réserve de certains autres articles de la Loi.

**M. Mitchell:** Oui, et je ne crois pas que la solution soit si difficile. Qu'il suffise de dire pour le moment que cela pourrait être un problème. À notre

avis, nous pouvons le surmonter, cependant, et nous voulons préciser que ce Projet de loi ne vise que les programmes en français, langue première en vertu de la Partie 11 de la Loi.

M. le président, tandis que --

**M. Allen:** La langue minoritaire s'emploie comme langue seconde d'enseignement pour la majorité, comme dans le cas des programmes d'immersion.

**M. Mitchell:** Oui.

M. le président, ce que M. Steele vient de décrire, ce sont les dispositions du Projet de loi qui entreront en vigueur à partir de 1988, c'est-à-dire à partir des élections municipales régulières de 1988.

La dernière partie du Projet, qu'il va nous décrire tantôt, renferment les dispositions de nature intérimaire qui sont en vigueur jusqu'en 1988, assurant ainsi une mesure de gestion.

Mais avant, permettez-moi de présenter mes excuses au comité. Un membre de mon personnel a porté à mon attention le fait que j'ai dit quelque chose au président du comité et qui n'était pas tout à fait juste. J'ai dû m'y habituer au cours des années. Je n'ai pas -- je n'avais aucune intention du tout de tromper le comité. En réponse à votre question, M. le président, sur la possibilité d'un vote nul avec un conseil de 20 personnes, la Loi sur l'éducation stipule en effet que le président peut voter au premier tour, s'il le désire. Ce que je cherchais à exprimer était la réalité pratique; dans bien des cas, le président utilise son vote pour trancher.

**M. le président:** Il a donc deux votes dans cette situation.

**M. Mitchell:** Non, non. Dans cette situation -- s'il vote la première fois et que le vote soit nul, le vote est simplement perdu, en vertu de -- ce qui me ramène à votre question initiale, M. le président. Mais en réalité, à bien des occasions, prévoyant que le vote sera nul, le président retiendra son vote pour trancher au deuxième tour.

**M. le président:** Jamais. Il ne ferait jamais cela, ou elle ne ferait jamais cela. Jamais.

**M. Mitchell:** Très bien. Nous passerons donc aussi rapidement que possible à la dernière partie du Projet de loi qui, comme je l'ai déjà mentionné, porte



sur les mesures intérimaires en vigueur entre le présent et 1988.

**M. Steele:** Nous ferons face à un problème tout particulier si nous essayons de créer une section avant les élections parce que celles-ci exigent des calculs et la détermination du nombre de personnes à élire pour cette tâche. Elles devront créer un genre d'unité de gestion au conseil avant la prochaine élection avec les conseillers déjà en place ou élaborer un mécanisme permettant d'élire d'autres conseillers.

Cette unité s'appelle un conseil d'enseignement de langue française et il est fondé sur la section. Il possède des pouvoirs similaires, exerce les mêmes responsabilités et les prévisions budgétaires se préparent de la même manière que pour une section. Le seul point important figure dans cette dernière partie à l'article 277 (v) qui traite de la méthode de détermination du nombre de conseillers pour la section quand aucune élection ne va être tenue.

En vertu de cet article, les mêmes calculs se font avec le nombre d'élèves que pour la création d'une section; cependant, tout conseiller au conseil habilité à être membre de la section -- parce qu'il jouit des droits en vertu de l'article 23 de la Charte, il est évident qu'il est habilité à être conseiller -- et il est en effet conseiller -- peu importe le nombre au conseil qui sont habilités et veulent représenter une section, tout conseiller peut donner un avis par écrit qu'il veut être membre du conseil d'enseignement de langue française -- je disais section -- excusez-moi, je veux dire conseil.

Par conséquent, même si d'après les calculs, seulement trois membres devraient siéger au conseil, s'il y a quatre ou cinq membres habilités et désireux de siéger au conseil d'enseignement, ils n'ont qu'à le signifier par écrit pour devenir membres du conseil d'enseignement. Le reste du conseil scolaire devra s'occuper des écoles de langue anglaise. Les conseillers qui décident de siéger au conseil d'enseignement ont la compétence exclusive sur le français pour une section comme nous l'avons déjà mentionné.

Certains problèmes peuvent se présenter s'il n'y a pas assez de conseillers au conseil scolaire qui, même s'ils sont habilités, ne veulent pas siéger à la section -- ou au conseil d'enseignement. Que faire alors? Supposons que seulement deux se disent désireux de siéger à la section, et que le minimum de trois s'impose. Dans ce cas, nous devons tenir ce qu'on pourrait appeler une élection officieuse pour élire une per-

sonne de l'extérieur du conseil, et qui possède les compétences pour être conseiller, dont les droits en vertu de l'article 23 de la Charte, pour siéger au conseil comme membre du conseil d'enseignement et par le fait même, faire le minimum de trois membres.

Le mode de scrutin est le même utilisé maintenant et qui s'utilise depuis de nombreuses années pour élire des membres à un comité consultatif. L'élection a lieu dans une école locale ou un sous-sol d'église etc., et les intéressés possédant les compétences nécessaires sont avisés publiquement -- des avis publics sont envoyés selon lesquels un certain soir ou matin, une élection se tiendra pour les membres du comité consultatif -- cette fois pour le conseil d'enseignement. Ce n'est pas une élection à l'échelle de la province.

Ainsi, nous pouvons porter le nombre de postes au minimum et nous pouvons avoir plus que le minimum s'il y en a plus qui sont habilités.

Or, on peut se demander du premier coup d'oeil si cela signifie que même avec 10 pour cent des élèves dans la section de langue française, on pourrait avoir en fin de compte 90 pour cent des conseillers dans la section de langue française. Ce n'est pas très probable car les élèves doivent être minoritaires. Si on regarde les conseils où existe une telle situation, à de rares exceptions, le conseiller est minoritaire. Maintenant, c'est une exception rare et nous avons reçu des propositions visant à la résoudre.

Mais, voilà l'essentiel de la proposition du conseil. À part cela, c'est simplement une référence à la partie sur les sections et les mêmes règles s'appliquent aux conseils d'enseignement qu'aux sections. Un conseil d'enseignement de langue anglaise sera créé là où les anglophones sont minoritaires et il aurait les mêmes compétences qu'une section.

Pouvons-nous passer à l'article 10 du Projet de loi à la page 20?

**M. Allen:** Puis-je vous demander si vous avez reçu des réactions à cette disposition? Dans la mesure où les conseillers élus par un comté ou district etc. ont été élus pour représenter une certaine circonscription et ont par conséquent des obligations et des responsabilités, ont-ils maintenant le droit, pour ainsi dire, d'abdiquer celles-ci en se nommant membres de la section de langue française -- ou du conseil d'enseignement de langue française -- celui-ci assume alors la responsabilité exclusive de certaines activités éducatives en langue française, mais je présume qu'en vertu du



projet de loi, celles-ci les soustraient au reste du conseil. Y a-t-il là un problème juridique ou simplement électoral? Je sais que c'est un problème à court terme; néanmoins, il peut être très réel et tout à fait sérieux dans certains cas.

**M. Steele:** Oui. C'est un point épineux. On doit se rappeler, toutefois, que les conseillers qui décident de siéger à la section retiennent le droit de vote pour les services centralisés. De sorte que ces règles ---

**M. Allen:** Ils peuvent donc voter aux deux conseils, autrement dit, en vertu de l'élection générale et ---

**M. Mitchell:** Comme dans la section. Ils ont des droits exclusifs sur les domaines que nous avons mentionnés, mais les responsabilités qui reviennent au conseil au complet, ils les partagent avec les autres conseillers. Ils votent sur les services centralisés.

**M. Pouliot:** Sauf que cela ne concerne pas leur responsabilité des compétences spéciales et exclusives, qu'en toute probabilité selon certains de leurs électeurs, ils devraient continuer à exercer.

**Mme Fraser:** Eh bien, le problème a été soulevé par quelques personnes.

**M. Allen:** Quelle est la gravité du problème?

**Mme Fraser:** Nous n'avons reçu aucune réaction par écrit à ce sujet. J'estime que le comité, pendant sa tournée en province, recevra des commentaires, mais à ma connaissance, aucun conseil scolaire n'a émis de réaction, n'est-ce pas?

**M. Mitchell:** Oui, en partie, et avec d'autres sujets d'inquiétude aussi, mais ceux-ci semblent plus importants que celui-là la plupart du temps et par conséquent, l'importance relative n'en est pas très grande. Certes, c'est un sujet d'inquiétude, pour les raisons que vous avez mentionnées.

On croit même que les mesures intérimaires ne s'imposent pas si le gouvernement met en place les sections dès 1988. À mon avis, cependant, le ministre, en toute justice, a tenu très fort à ce que l'engagement du gouvernement à cette question, à cette politique, soit ainsi, puisque la communauté francophone de cette province attend depuis si longtemps, et qu'il était donc valable de mettre sur pied une structure intérimaire

d'ici 1988, au prix, bien entendu, de quelque chose. Rien n'est gratuit, et par conséquent, toute disposition intérimaire va comporter un prix que vous avez très justement identifié.

Oui, nous avons reçu des commentaires à ce sujet. Je conviens avec Mme Fraser que nous en aurons encore davantage, et ce comité en recevra dans les soumissions, j'en suis sûr.

**M. Allen:** Je suis d'accord avec le ministre que c'est un mécanisme temporaire et cela ne fait aucun doute. Cependant, ce que je ne sais pas, c'est que s'il y a en effet un problème juridique pour le conseiller qui choisit cette voie, soit l'abandon d'une promesse électorale implicite de représenter ses électeurs; il finit par ne pas les représenter. Cette question m'ennuie et je me demande si vous avez examiné cette dimension juridique de la question, si dimension juridique il y a.

**M. Mitchell:** Je dois avouer que nous n'avons pas mis cet aspect à l'épreuve du point de vue juridique. Toutefois, nos propres conseillers juridiques ont exprimé un avis à cet égard, mais nous ne l'avons pas mis à l'épreuve en tant que tel. Et il est possible que quelqu'un cherche à le faire.

Il est important à mon avis que ce comité et nous continuions à examiner cette question au cours de nos audiences.

**M. Allen:** Je pense que si vous pouvez le faire pendant nos tournées --examiner ce détail technique, parce qu'il pourrait être très sérieux si en effet des conseillers étaient mis au défi tout en suivant la Loi de bonne foi.

**M. Mitchell:** Oui, je suis d'accord.

**M. Steele:** Bon. L'article 10 du Projet de loi. Celui-ci traite de deux articles de la Loi sur les élections municipales qui devront être modifiés pour reconnaître que certains électeurs seront habilités à voter pour la section de langue française, en vertu de l'article 23 de la Charte, si vous voulez. Il y a donc deux articles qui devront être modifiés et nous avons les références ici.

L'article 11 de la Loi indique --la partie 11B --que le conseil serait rappelé dès le 1<sup>er</sup> décembre 1988. Autrement, cette mesure est strictement intérimaire pour assurer une forme de gestion avant 1988.



**M. Mitchell:** M. le président, je m'excuse de la période très longue que nous avons passé à faire l'exposé des nombreux détails de ce Projet de loi. J'espère qu'ils vous ont été utiles. Nous continuerons à nous tenir à votre disposition, si le comité le désire, pendant les audiences des prochaines semaines. Nous comptons vous affecter --du moins sur les lieux -- un membre de la Direction de la législation et un responsable de chacun de nos bureaux régionaux, selon la ville où le comité se trouve à un moment donné.

Avant de conclure, permettez-moi de préciser quelque chose dont le ministre a parlé tout à l'heure, c'est-à-dire la structure pour la Communauté urbaine de Toronto. Au cours des derniers mois, nous avons tenu une série de réunions avec des représentants du Conseil Scolaire de la Communauté urbaine de Toronto qui, bien entendu, représentent tous les conseils scolaires de la ville... À son tour, ce conseil s'est réuni avec la communauté francophone.

En ce moment, nous nous orientons vers un modèle qui, selon son propre dire, le ministre semble favoriser. Bref, le modèle décrit un conseil de langue française, faute de meilleur terme, qui serait élu par tous les électeurs de la ville. Ce conseil, dès son élection, aurait tous les pouvoirs d'un conseil scolaire.

Maintenant, si je peux revenir en arrière pour un moment. Comme vous savez sans doute, la CUT possède une demi-douzaine de conseils scolaires qui ont le premier niveau de gestion dans la ville, chaque conseil étant responsable de la gestion des affaires éducatives de sa compétence.

Après suit un deuxième niveau de gestion, ce qui différencie cette ville de toute autre compétence en Ontario et ce deuxième palier est le Conseil Scolaire de la CUT. Alors, même si les conseillers sont élus aux conseils régionaux, ils sont nommés au grand conseil par chacun des conseils régionaux. Ils sont nommés d'entre les conseillers élus des conseils régionaux au grand conseil et voilà la composition du Conseil Scolaire de la CUT.

L'objectif de celui-ci consiste à assurer une répartition équitable des ressources à travers toute la ville. C'est un peu trop schématisé, mais voilà au fond son objectif. Cette répartition équitable s'établit par voie de consensus: les représentants en arrivent à des formules selon l'affectation des ressources aux divers conseils à travers la ville.

Pour revenir au modèle que j'avais commencé à décrire, ce conseil qui doit être élu par tous les électeurs habilités de la ville serait en fin de compte comme tous les autres conseils scolaires, sauf qu'il représenterait la ville au complet et ne servirait qu'au français, langue première, exclusivement. Ainsi, il nommerait, tout comme les autres conseils, son président et un remplaçant au Conseil Scolaire de la ville.

Voilà exactement ce que font les petits conseils régionaux de la ville à l'heure actuelle. York-est et York envoient chacun son président et le remplaçant au Conseil de la ville à titre de membres.

Le présent modèle proposerait que ce conseil de langue française --le Conseil des écoles de langue française de la CUT si vous voulez -- fasse précisément la même chose. Autrement dit, il aurait tous les pouvoirs et le même mandat que tout autre conseil régional de la ville. Nous ajoutons donc un autre conseil, mais de langue française.

Ensuite, au -- dès la nomination de ses deux membres au Conseil de la ville, ceux-ci seraient égaux à tous les autres membres du Conseil Scolaire de la CUT, deuxième palier.

La raison de souligner cela est qu'au sujet de la gestion en langue française, nous ne cessons de parler de compétence exclusive. Le conseil aurait donc la compétence au premier palier, à titre de conseil responsable des questions en langue française à l'échelle de la ville. Au deuxième palier, toutefois, il n'aurait pas de compétence exclusive parce qu'aucun conseil régional n'a de compétence exclusive au deuxième palier. Aucun conseil sur aucune question, de sorte que le conseil de langue française n'en aurait pas non plus mais il aurait toute sa compétence exclusive au bon palier, soit le premier, pour lequel il est directement élu.

Voilà le genre de modèle que nous étudions et il semble comporter de nombreuses vertus. Il s'adapte -- pour commencer, très bien à la structure à deux paliers de la CUT. Il assurerait la gestion pour les questions en langue française. Il assurerait la représentation des francophones ou des personnes visées par l'article 23 de la Charte si vous préférez à travers toute la ville. La raison en est que si par exemple la gestion en langue française ne s'appliquait qu'à un ou deux conseils régionaux, le reste de la ville serait laissé à l'écart. Ce modèle a l'avantage d'assurer une représentation pour toute la ville.



pour ces diverses raisons, à notre avis, il a la possibilité de s'adapter à la structure à deux paliers qui est unique à la CUT. Je crois bien que lors de la réunion de ce comité avec le Conseil Scolaire de la CUT cette semaine, les membres préciseront davantage les détails de leurs préférences.

**M. le président:** Pourquoi soulevez-vous cette question maintenant?

**M. Mitchell:** M. le président, je soulève cette question maintenant parce que le Projet de loi 75 sous sa forme actuelle ne traite pas du tout de la ville de Toronto. Au moment du dépôt du Projet de loi, nous avons intentionnellement exempté Toronto de ces dispositions parce qu'il était évident que des dispositions spéciales s'imposent pour Toronto. Nous n'étions pas prêts à ce moment-là à arrêter un modèle plutôt qu'un autre. Nous avons encore à poursuivre les discussions avec les intéressés.

Depuis, nous avons poursuivi ces négociations et discussions et nous croyons en être arrivés à un modèle qui convient aux intéressés, aux conseils et à la communauté, et qui structurellement s'adapte au modèle déjà en place.

**M. le président:** Est-ce que cela veut dire que vous allez modifier le Projet de loi pour qu'il régitte toute la ville de Toronto?

**M. Mitchell:** Oui, M. le président. Si en effet, le ministre en arrive au point où à son avis cela est faisable, il présentera un amendement au Projet de loi qui y insérera ces dispositions pour Toronto.

**M. le président:** Puis-je demander si c'est une pratique habituelle?

**M. Mitchell:** Eh bien, M. le président, lorsque le comité fera une étude article par article du Projet de loi, il est certes normal que le ministre à l'occasion et d'autres membres du comité proposent des modifications au projet. Ce serait la première occasion pour le ministre d'apporter de telles modifications.

**M. le président:** Je dois poser une question gênante: n'est-ce pas une nouvelle rédaction du Projet de loi plutôt qu'une modification?

**M. Mitchell:** Ô, pas du tout, M. le président.

**M. le président:** Pas du tout?

**M. Mitchell:** Non. Nous avons tenu, dans cette version imprimée du Projet de loi, à créer un petit trou pour la Communauté urbaine de Toronto. Le Projet ne renferme non seulement aucune disposition relative à la CUT, mais vous verrez dans le libellé que nous avons intentionnellement exempté la CUT. Dans la définition des conseils, par exemple, on voit bien que les conseils de la CUT sont exclus.

Le Projet de loi renferme donc une lacune, de sorte que le ministre ne fait que proposer une modification visant à combler cette lacune. Elle n'influencerait pas, ne changerait pas ni n'adapterait pas du tout les autres dispositions du Projet qui s'appliquent au reste de la province.

**L'hon. Sean Conway:** J'aimerais ajouter, M. le président, que lorsque j'ai présenté le Projet de loi en décembre, j'ai bien précisé que nous devions poursuivre les consultations avec la CUT, en connaissance de la situation unique ici, et que nous essayerions d'en arriver à un consensus permettant de résoudre le problème plus tard. Je prends donc note de votre commentaire, mais je sais que tous, et certainement les députés de la Législature, ont été avisés que la situation de la CUT était spéciale. Nous devons donc nous efforcer de travailler en collaboration et en consultation avec la CUT, à la fois avec le Conseil Scolaire et la communauté francophone pour chercher à résoudre ce problème particulier.

**M. le président:** Dr Allen?

**M. Allen:** Je me demandais si je pouvais poser une question sur les origines de la proposition, et si vous avez fait, en passant, une référence à la participation de la communauté francophone dans la création de ce modèle; est-ce ce modèle qui, à votre avis, a gagné la faveur parmi les diverses options?

**M. Mitchell:** Non. Je n'irais pas jusqu'à dire cela, Dr Allen. Nous estimons que nous devons poursuivre les discussions avec la communauté francophone sur ce modèle. Toutefois, il est potentiellement acceptable pour la communauté francophone, mais nous n'avons pas encore déterminé lors de discussions en personne ce qu'elle trouverait acceptable.

Ce modèle connaît beaucoup de faveur auprès des conseils de la CUT, mais il nous reste à poursuivre les discussions avec la communauté francophone.

**M. le président:** M. Wiseman?



**M. Wiseman:** Je me pose la question à savoir où cette disposition va s'appliquer et où le ministre va l'insérer pour le Conseil Scolaire de la CUT. Nous avons déjà dépassé la deuxième lecture pour le reste du Projet de loi. Est-ce que vous nous dites que tous les membres de ce Conseil sont d'accord et complètement en faveur de la modification que le ministre pourrait proposer à ce comité? Sinon, je dirais que nous allons trop vite et que nous n'avons pas permis à l'Opposition de se faire entendre en première et deuxième lecture, pour bien montrer ce qu'elle cherche dans cette partie de ce Projet de loi.

**M. Mitchell:** Eh bien, M. Wiseman, oui, je veux dire par là que les conseils de la CUT l'appuient complètement, à 100 pour cent. Je ne dis pas toutefois que le ministre soutient entièrement ce modèle. Je dois avoir indiqué qu'il est en train de l'étudier et le considérerait d'un bon oeil.

Mais oui, les conseils le soutiennent entièrement. C'est avec eux que nous nous sommes réunis à plusieurs reprises pour en arriver à --ils ont beaucoup participé à l'élaboration de ce modèle.

L'autre élément que je dis très librement est que lors des discussions avec la communauté francophone, il est possible que des modifications doivent être apportées pour le lui rendre entièrement acceptable. Par conséquent, il y a là des réservations que je ne cherche pas du tout à dissimuler.

Quant à l'autre sujet, cependant, comme je l'ai indiqué tantôt, je m'excuse car nous n'étions pas dans la même position au moment du dépôt du Projet de loi que maintenant; c'est-à-dire de savoir quelle sorte de modèle serait le plus fonctionnel à Toronto. Nous n'avons pas encore atteint cette étape. Nous poursuivons les discussions avec la CUT depuis la mi-automne, mais en décembre, nous n'avons aucun consensus comme maintenant. Et pour cela je dois m'excuser. Mais le ministre ---

**M. Wiseman:** Excusez-moi. Ce qui m'effraie un peu, c'est que la communauté francophone n'a pas eu la chance, et il est probable que les discussions seront terminées avant qu'elle ait cette chance, car si nous passons à l'étude article par article du Projet, et que le ministre apporte les modifications qu'il juge nécessaires, que ce soient celles que vous décrivez ou non, le conseil aura eu sa chance, mais non la communauté francophone, de le revoir et de déterminer si le Projet lui convient, même s'il convient au conseil.

**M. Mitchell:** Voilà la prochaine étape, M. Wiseman. Et je suis certain que le ministre ne proposerait pas de modification sans consultation avec la communauté francophone.

**M. le président:** M. Guindon:

**L'hon Sean Conway:** Mariette, voulez-vous ajouter quelque chose à ce sujet?

**Mme Fraser:** Oui, si je peux. Nous n'avons terminé que la première étape de la consultation, parce que nous ne savions pas ce que le Conseil de la CUT allait en faire. Maintenant qu'il convient d'un certain modèle, nous retournerons au conseil de planification qui regroupe tous les francophones représentant les divers conseils, les membres du comité consultatif de langue française et ainsi de suite pour connaître leur avis à ce sujet. Une fois que nous aurons reçu les idées du Conseil de la CUT, plus celles de la communauté francophone, alors nous pourrions formuler des modifications à ce comité. Ce qui se fera sous peu car la communauté attend notre invitation et elle peut se réunir rapidement à ce propos.

**M. le président:** M. Guindon?

**M. Guindon:** Merci, M. le président.

M. Mitchell, est-ce que cela veut dire que le Projet de loi 75 sera différent pour les gens qui habitent Toronto comparativement à ceux de Cornwall?

**M. Mitchell:** Oui. Si le ministre finit par proposer une modification qui insérerait des dispositions spéciales pour la CUT, cela voudrait certainement dire que les moyens, les moyens d'en arriver à la gestion pour la CUT seraient quelque peu différents de ceux des autres régions de la province, simplement parce que la structure de gestion de l'éducation à Toronto est un peu différente de celle en place dans les autres régions. Par conséquent, nous estimons qu'un Projet de loi qui s'applique aux autres conseils et convient à leur structure et au modèle de gestion des autres régions, si on essaie de le faire appliquer à la CUT, qu'il convienne ou non, serait moins désirable que des dispositions spéciales pour la CUT qui conviennent à sa structure et qui en arrive aux mêmes résultats. En d'autres mots, le même objectif étant la possibilité de gestion pour les francophones sur leurs propres programmes, écoles et classes.

Ainsi, le résultat serait le même que pour toute autre région de la province, mais la structure



serait différente parce que la structure de la CUT est déjà différente -- à deux paliers.

**M. le président:** Je crois que tout le monde comprend facilement ce que vous dites, mais je pense que ce comité a beaucoup de difficulté à saisir le processus que vous proposez. Après tout, le Projet de loi a été déposé en Chambre, il exclut la CUT, il a passé en deuxième lecture et il exclut toujours la CUT, et ensuite on en arrive à l'étude article par article par le comité -- et c'est l'étude de ce que nous avons entre les mains. Je crois que ce dont vous parlez n'est pas une étude article par article, mais un -- je ne sais pas ce que dirait un conseiller juridique, mais une modification de fond.

Et à mon avis, avant d'adopter quelque ligne de pensée que ce soit, nous comme comité devrions découvrir si en effet nous pouvons faire ce que vous proposez au sujet de la CUT. Je crois que c'est une nouvelle disposition qui influe sur un quart ou plus de la population de la province et qu'on pourrait bien nous dire que nous dépassons notre mandat en étudiant cette mesure.

M. Knight.

**M. Knight:** J'ai été très tranquille aujourd'hui et je suis heureux que vous soyez contents de cela.

**M. le président:** Je n'ai pas dit cela.

**M. Knight:** Cela se voyait.

Étant débutant, il se peut que je me trompe du tout au tout, mais à mon avis il y a un précédent pour l'introduction de modifications, par le ministre ou des parties de l'Opposition. Puisque j'étais celui qui proposait officiellement pour le comité sur la justice, cela m'était très évident.

Ce que je voulais mentionner -- et je ne sais pas si c'est à-propos, peut-être oui puisque nous parlons toujours de la gestion en langue française, et d'une modification qui cherche à réaliser le même objectif, quoi que pour une région précise de la province. Alors que comme je me rappelle au comité sur la justice -- à titre de précédent -- lors des discussions sur la Loi sur la réforme du droit de la famille, et bien entendu nous avons dépassé la deuxième lecture et étions en comité, avant l'étude article par article et en effet, à cette dernière étape, nous avons reçu des propositions relatives à GET, un sujet qui n'était pas mentionné du

tout dans le Projet de loi que le procureur général a apporté au comité.

Mais c'était un député Conservateur qui a présenté ces deux modifications en particulier de sorte que cette question d'importance capitale pour la communauté juive est devenue partie intégrante de la Loi.

Ainsi, je propose que -- après vérification -- il y ait un précédent très fort pour que ces modifications soient apportées, par le ministre ou l'Opposition. Autrement, nous ne pourrions pas bien travailler comme comité à l'étude article par article.

**M. le président:** Dr Allen?

**M. Allen:** Quant à cette question et aux opinions exprimées, je désire voir se résoudre aussi rapidement que possible la situation torontoise.. Cependant, je crois qu'il y a des questions de financement de l'éducation et de consitutionnalité qui se posent à l'endroit du modèle torontois que vous avez décrit, et qui sont analogues à la situation d'Ottawa-Carleton et me font hésiter. De nouveaux principes sont introduits dans le présent projet dont les comités consultatifs et les sections de langue française ne traitent pas.

Par exemple, je comprends facilement pourquoi les conseils torontois et le Conseil Scolaire de la CUT seraient très heureux de ce modèle. Les conseils torontois en particulier se débarrassent d'un fardeau financier, mais d'un autre côté, la création d'un conseil d'enseignement de langue française à Toronto, sans savoir qu'il y a eu en effet une participation dans les évaluations commerciales et industrielles et qu'il y avait suffisamment de fonds prévus dans les règlements éducatifs financiers pour que le conseil puisse fonctionner serait tout à fait irresponsable.

Je me demande si ce ne sont pas là des questions très sérieuses que nous devons résoudre.

**L'hon. Sean Conway:** Permettez-moi de dire, M. le président, à vous et donc au comité, que ce sont des questions d'importance capitale et c'est pourquoi vous devez savoir que les discussions qui ont eu lieu tiennent de la consultation à l'amiable. J'ai dit au groupe de la CUT ce que j'ai dit à bon nombre d'entre vous dans cette salle: Comment faire en sorte que ce soit fonctionnel à Geraldton et à Long-Lac? Qu'est-ce qui serait fonctionnel? Non ce qui pourrait marcher, mais à votre avis, ce qui marchera?



Et j'ai pris un engagement envers la communauté francophone auquel elle a parfaitement droit à mon avis. Le gouvernement tient sérieusement à promulguer une loi relative à la gestion des écoles et programmes de langue française. Vous devez savoir qu'il ne s'agit ici que d'une consultation et que la décision finale revient à la Législature comme il se doit et voilà le mandat de ce comité.

Que personne ne pense ici que nous voulons ralentir le processus. Cela fait maintenant plus de trois ans. Presque deux ans depuis que la Cour d'appel a rendu sa décision. Le Projet de loi a été déposé en décembre dernier parce que la communauté francophone s'inquiétait que le projet du gouvernement précédent ait été retiré, et elle s'inquiétait vraiment de l'engagement du nouveau gouvernement. J'ai voulu dissiper toute possibilité de soupçon.

Mais, comment nous résoudrons ce problème sera non seulement par la consultation entre le ministère et les groupes constituants, mais comment ce comité et plus tard la Législature décideront d'en disposer. Je veux m'assurer que personne ne croie que l'affaire a été décidée car ce n'est pas le cas.

**M. Allen:** Ce n'était pas mon intention de suggérer cela, M. le ministre. Je voulais simplement souligner qu'il y a certains principes, questions et dimensions qui ont été soulevés et qui ne feront pas partie des auditions initiales mais qui reviendront plus tard lors de la discussion d'une autre partie du Projet de Loi, si ces principes sont incorporés dans le Projet. Et voilà ce qui m'ennuie comme il ennue, je crois, le président quelque peu.

Il faudra peut-être tenir des auditions supplémentaires si le Projet de loi est modifié à ce point et si cela est acceptable du point de vue des procédés.

**L'hon. Sean Conway:** Une des options proposées dès le départ consiste à traiter la CUT comme si elle n'était aucunement différente des autres régions de la province, et donc à appliquer les dispositions du Projet de loi à la CUT de la même manière. Cependant, elle est différente. Comment résoudre ce problème? À mon avis, on ne doit trop se préoccuper de la différence. La Loi sur l'éducation renferme, par exemple, comme les experts tels que Linc Steele pourraient confirmer, des différences déjà inscrites dans la Loi en fonction des conditions de gestion.

À titre d'exemple, Muskoka n'est pas, si ma mémoire est bonne -- la détermination de la représentation aux conseils scolaires y est différente dans une certaine mesure que dans d'autres régions de la province afin de tenir compte d'une situation toute spéciale.

**M. le président:** Cela ne me cause aucun problème du tout, ce scénario. Selon celui-ci, on exempte quelque chose dans un projet de loi, et qui s'applique au reste de la province, et après, lors de l'étude article par article, on introduit un article qui s'applique à cette région de la province. Ce que je propose, c'est qu'avant de partir tous azimuts et -- si j'ai raison -- de perdre du temps dans l'étude article par article à propos de Toronto, nous établissions si en effet nous pouvons faire ce que vous proposez, c'est-à-dire insérer tout un nouvel article qui régit la CUT. Si vous faites cela, il se peut que vous souleviez la colère de certaines autres régions de la province qui veulent recevoir le même traitement que la CUT. Je ne dis pas que ce soit le cas, mais cela pourrait l'être.

**L'hon. Sean Conway:** J'aimerais ajouter, M. le président, qu'à titre de politique gouvernementale, nous avons indiqué que dans la Capitale nationale, nous ferons ce que nous ne faisons pas ailleurs, c'est-à-dire la création d'un conseil de langue française. Nous continuerons à légiférer pour la Capitale nationale, avec raison je crois, d'une manière spéciale.

Or, j'apprécie vos remarques, mais je tiens à vous rappeler que lors du dépôt du Projet de loi j'ai souligné le besoin pressant de poursuivre les consultations avec la CUT, car à notre avis et selon les commentaires reçus, nous pourrions en arriver, par consultation, à un consensus, à une résolution qui serait dans les meilleurs intérêts de la communauté. Encore une fois, c'est à ce comité en dernière analyse de décider de cette question.

**M. Wiseman:** Si je pouvais proposer, M. le président, que notre conseiller juridique nous donne des conseils, à savoir si -- plus tard, ce serait valable.

**M. le président:** À titre de président, je suis tout à fait prêt à recevoir trois ou quatre pages de modifications, si nous pouvons le faire. Je ne fais que m'interroger sur la légalité. Vous avez pour une fois un fermier qui se range du côté juridique.

Nous n'avons pas assez d'avocats à ce comité.



**M. Guindon:** Les gens sont les mêmes, que ce soit à Ottawa, Toronto ou Cornwall. Si vous n'avez pas la même loi, il y a quelque chose qui cloche.

**M. le président:** Voulez-vous proposer une telle motion?

**M. Allen:** Je proposerais de préciser la question, M. le président, que le comité cherche les conseils d'un conseiller juridique au sujet de l'adjonction de tout un nouvel article à ce Projet de loi en ce moment quant à la situation torontoise.

**M. le président:** Appuyé par M. Hennessy. Discussion? En faveur? Contre? Je ne donnerai pas le décompte. Adopté.

**M. Allen:** M. le président, pendant que le ministre est ici, pourrais-je lui poser une question qui épargnerait au comité de nombreuses discussions plus tard dans la semaine? Je reviens à la question de l'immersion française que j'ai aussi posée à M. Mitchell tantôt en votre absence. À mon avis, une réponse éviterait certaines des questions soulevées à ce sujet si vous déclariez simplement votre intention et votre compréhension de cet aspect; si c'était votre intention ou non que les classes et les unités d'enseignement d'immersion française soient visées dans les calculs de cette Loi en ce qui concerne les structures de gestion en langue française des écoles.

**L'hon. Sean Conway:** Eh bien, je ne peux que dire que j'ai toujours considéré l'immersion française comme un programme de langue seconde et que le présent Projet de loi vise le français comme langue première. Ainsi, j'ai bien dit dès mon introduction aujourd'hui que les programmes, les classes et les écoles visés par la présente Loi sont ceux de la partie 11 de la Loi sur l'éducation.

Peut-être que cela ne répond pas suffisamment à votre question et je reconnais que la confusion règne dans ce domaine. Cependant, c'est la façon dont j'ai toujours abordé le sujet, soit que l'immersion est du ressort de programme de français, langue seconde.

**M. Allen:** Autrement dit, ce n'était pas votre intention.

**L'hon. Sean Conway:** Non. Mon intention était que cette Loi s'applique aux écoles et programmes en vertu de la partie 11 de la Loi sur l'éducation, là où il s'agit précisément du français, langue première.

**M. Allen:** Merci.

**M. le président:** M. Mitchell.

**M. Mitchell:** M. le président, si je peux préciser à ce sujet, vous remarquerez que ce sont les articles de la Loi sur l'éducation à la partie 11 que ce Projet de loi modifie. À mon avis, on n'a pas besoin de chercher plus loin une base technique à ce que vient de dire le ministre. Tout ce que j'essayais de faire valoir tout à l'heure c'était la confusion possible, non en raison du Projet de loi lui-même, mais à cause du libellé de l'article 23 de la Charte qui sert aux besoins de définition et d'admissibilité tout au long du Projet de loi. C'est là que commence la confusion quant à la langue d'enseignement. Mais du point de vue technique, il ne fait aucun doute que le Projet de loi modifie en y ajoutant la partie 11 de la Loi sur l'éducation, strictement et exclusivement réservée au français, langue première.

**M. Allen:** M. Mitchell, permettez-moi d'ajouter que je ne formulais aucune critique à votre égard. J'ai trouvé votre réponse très utile.

**M. Mitchell:** Non.

**M. le président:** À la page 21 du Projet de loi, aidez-moi un peu. L'article 6 (a) où on parle d'une personne: "Un électeur a droit à autant de votes qu'il y a de membres de la section." N'y a-t-il pas d'absence de conformité avec ce qui arrive dans l'élection des conseils scolaires, par exemple?

**M. Steele:** Cela concerne l'élection en général des membres de la section de langue française de sorte que si dans la compétence du conseil, qui peut couvrir tout un comté, il n'y a que trois sièges pour la section de langue française, toutes les personnes bénéficiaires des droits en vertu de l'article 23 de la Charte et vivant n'importe où dans le comté recevraient cette liste. Trois candidats peuvent se présenter pour trois sièges, et les électeurs auraient trois votes à déposer, un pour chacun des postes au conseil pour la section de langue française. C'est donc, à mon avis, conforme au concept d'une élection générale, comme l'a énoncé le Projet de loi avant.

**M. le président:** Par conséquent, vous passez à une élection générale pour cette section mais non pour l'autre?

**M. Steele:** C'est ça. Cela ne se produit pas d'habitude, mais peut-être dans certaines régions.



**M. le président:** Est-ce que cela causera des ennuis au ministère des Affaires municipales?

**M. Steele:** Il a reçu des exemplaires de ce projet de loi et des projets précédents sans jamais soulever de problème. J'ai reçu des commentaires du ministère du Revenu et du ministère des Affaires municipales et ils n'ont pas posé ce problème. Voyez-vous, lors d'élections générales, comme je l'ai mentionné, vous avez trois candidats et donc trois votes. 23 personnes peuvent se présenter, ou 12, mais vous avez trois votes pour les trois sièges à combler. Vous pouvez choisir trois sur 12 ou quelque soit le nombre. Cela se fait maintenant lors d'élections. Je sais d'expérience personnelle qu'il peut y avoir cinq personnes pour la Commission de l'Hydro ou un autre organisme, mais seulement trois postes à combler; vous avez trois votes pour trois sur cinq. Je ne me rappelle pas un exemple précis, mais je sais avoir déjà vécu ce genre d'expérience lors d'élections à différents moments.

**M. le président:** Je reconnais que ces deux systèmes existent maintenant.

**M. Steele:** Oui.

**M. le président:** Dr Allen?

**M. Allen:** Je me demandais si le ministère peut nous offrir des conseils quant à l'échelle de certaines compétences scolaires, à la logistique qui entraîne des élections générales et aux frais qui s'y rattachent et si cela ne vaudrait même pas la peine de se présenter parce que la victoire pourrait provoquer la faillite -- les voyages et ainsi de suite, vous savez.

**M. Steele:** Eh bien, nous avons reçu des recommandations qui permettraient que ce soit par comté pour la section française aussi.

**M. Allen:** Oui, un problème se pose pour les petits nombres ---

**M. Mitchell:** Les petits nombres ne seraient pas une répartition moyenne, de toute façon. La difficulté se pose lorsqu'il y a des poches de population.

**L'hon. Sean Conway:** Une des conséquences inévitables de ce genre de discussion -- et nous l'avons certainement affrontée, comme mes prédécesseurs, c'est la question à savoir quelle est la méthode appropriée et contemporaine d'élire des conseillers aux conseils scolaires et voilà les questions que vous soulevez.

Cette méthode diffère de la tradition, et elle aussi a provoqué -- en étudiant des aspects précis de ce Projet de loi, on commence à comprendre plus à fond -- mais les questions que vous soulevez sont certainement celles posées lors de la plupart des consultations auxquelles j'ai participé.

**M. le président:** Dans une région comme le comté de Simcoe, ce sera un problème à coup sûr. On pourrait prévoir qu'à Penetanguishene, avec trois ou plus au conseil scolaire de Simcoe que les trois, quatre, cinq ou six candidats proviendraient tous de cette région. Et même en ne cherchant pas à enlever le droit de vote aux habitants du reste de la circonscription, vous donnez un facteur de pondération très lourd au conseil scolaire, et vous le faites basculer dans ce sens. Si vous aviez un conseil où existe l'équilibre, cela pourrait fonctionner tout autrement, sinon, en raison de ---

**L'hon. Sean Conway:** C'est certainement le cas dans mon comté. La population francophone est clairement définie dans deux ou trois communautés, dans une région aussi grande ou peut-être pas aussi grande mais de la même échelle que Simcoe, et nous y avons le même défi.

**M. le président:** Je suis convaincu que ce sont des problèmes auxquels vous avez réfléchi pendant vos délibérations quotidiennes.

**L'hon. Sean Conway:** Mais je répète, M. le président, qu'une des raisons pour lesquelles nous sommes ici, c'est pour aider ce processus. Nous avons discuté et rediscuté de ce problème et il y a des aspects dans ce Projet de loi ou qui n'y figurent pas parce que des membres de cette Législature nous ont dit, à moi et à mon personnel: "Écoutez, cela ne marchera pas. Vous devez savoir qu'à Long-Lac, Hearst et Carleton, cela ne marchera pas si vous le laissez comme ça". Et je veux que ce dialogue continue. La situation torontoise tombe dans cette catégorie, et j'estimais et estime encore que nous devons essayer de bien réaliser quelque chose d'important.

C'est sans préjugé aucun que je fais des commentaires sur la situation torontoise car je considère ces délibérations comme significatives, dans la meilleure tradition de l'activité et de l'examen législatifs. Mais je m'inquiète, et la Législature aussi, que la communauté francophone croie que nous remettons tout aux calendes grecques. Ce Projet de loi arrive -- et je veux être tout à fait franc ici -- il arrive à un moment où il se produit beaucoup de choses. Le rapport entre les Projets de loi 75 et 30 est assez étroit et les deux ensemble



plus que séparément soulèvent toute la question de la représentation aux conseils scolaires. J'ai passé quelques très belles journées dans le nord-ouest et j'ai dit à mon ami du Lac Nipigon que, vous savez, en écoutant les gens de --de la côte nord --ou de la région du Lac Supérieur -- parler des injustices actuellement en place conçues par des personnes de ces communautés, il est évident pour moi que peut-être le moment est venu de faire un examen à fond de la base de cette représentation afin de réaliser un système plus juste et équitable. Cela ne veut pas dire que tout ce que nous avons est mauvais -- loin de là. Mais il y a des régions où le principe de l'évaluation résidentielle et agricole égale ne respecte pas le sens de la démocratie au niveau local. Autres questions?

**M. le président:** M. Guindon.

**M. Guindon:** Merci M. le président. C'est au sujet du changement de compétence à la page 12, numéro 4. Or, si je lis cela correctement, les numéros 3 et 4, je dirais un vote à majorité double.

**M. Steele:** Oui.

**M. Guindon:** Bon. Maintenant, au sous-paragraphe 227 (m) (2), est-ce qu'il ne devrait pas y avoir un vote à majorité double aussi?

**M. Steele:** Plusieurs personnes nous ont recommandé cela, oui. C'est une des recommandations qui figure sur notre liste. Je crois qu'on peut très bien l'appuyer.

**M. Guindon:** C'est une arme à double tranchant.

Maintenant, si nous faisons cela, si nous ajoutons le vote à majorité double à l'article 2 de 277 (m) ---

**M. Steele:** Oui.

**M. Guindon:** --- Si nous revenons à la page 20 de la Gestion intérimaire de la langue française -- et si vous avez un membre aux deux organismes, il vote deux fois.

**M. Steele:** On ne peut avoir de membre dans les deux sections.

**M. Guindon:** S'il retient ses compétences au conseil, comme vous l'avez mentionné, et s'il est aussi au conseil d'enseignement de langue française ---

**M. Steele:** Oui.

**M. Guindon:** --- et il a besoin d'un vote à double majorité, il votera deux fois. Je sais que c'est une hypothèse.

**M. Steele:** Vous votez au sous-paragraphe 277 (m) pour établir s'il y a une circonstance possible qui mériterait le changement d'affectation des fonds déjà déterminés entre la section de langue française et le reste du conseil. Or, les estimations budgétaires sont -- un procédé auquel tous participent, c'est une activité centralisée de sorte que tout le monde y participe. C'est pourquoi nous disons que ce doit être un vote pour services centralisés pour qu'on puisse le répartir ou en faire une compétence exclusive. On peut le répartir en deux sections et avoir un -- un vote à double majorité. Pour le moment, -- vous voyez, ce dont il s'agit dans cet article, c'est d'un membre du conseil qui vote sur l'affectation des fonds. Celle-ci fait partie des prévisions budgétaires. Lors des estimations budgétaires, on cherche à savoir où les diverses dépenses tomberont et par conséquent où affecter de l'argent.

Par conséquent, dans la mesure où elle fait partie des estimations budgétaires, elle fait partie des services centralisés. S'il s'agit de répartir les fonds selon les trois étapes de l'affectation des fonds, des doutes sont possibles, à savoir si c'est vraiment du ressort des services centralisés ou de la compétence exclusive, mettons à l'étape 2. Les conseillers peuvent donc décider qu'en vertu de la Loi, cela fait partie des services centralisés, et par conséquent, ils mettent les fonds dans l'étape 2 du procédé d'affectation. Par la suite, ils acquièrent de l'expérience et les événements au conseil sont tels qu'ils se rendent compte que ce n'est pas un service centralisé; que chaque section doit s'en occuper, de sorte que nous devons modifier le système. Au lieu de figurer à l'étape 2, ce procédé doit être reporté à l'étape 3 et être réparti entre les deux étapes en fonction du nombre d'étudiants.

Ils doivent donc changer leur décision antérieure, à savoir si une dépense serait à la limite entre les services centralisés et une compétence exclusive. Ainsi, tous les membres votent et la majorité l'emporte. Le plus grand nombre.

L'ennui, c'est que la section minoritaire perdrait dans un tel cas, dans un cas limite, parce que la majorité, si elle le désire, pourrait faire apporter la modification et nous devons examiner comment résoudre ce problème.



**M. Guindon:** Je pense bien car si on affecte des fonds à une école en particulier, qu'elle soit française ou anglaise, et qui est minoritaire, et après, les conseillers modifient l'affectation des fonds, et s'il n'y a pas de majorité double, ce conseil pourrait connaître d'affreux problèmes.

**M. Steele:** Oui, oui.

**M. Guindon:** Merci.

**M. le président:** Autres questions pour aujourd'hui?

Merci à tous les participants. Merci M. le ministre.

**L'hon. Sean Conway:** Merci M. le président.

Je ne partirai pas sans penser au pouvoir de trancher les votes nuls dont le président du conseil est investi.

**M. le président:** Merci, M. le ministre.

La séance est levée à 16h50.

CADON  
XC 16  
- G 24

G-24

Government  
Publications

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES GOUVERNEMENTALES  
RAPPORT ANNUEL,  
L'INSTITUT DES ÉTUDES PÉDAGOGIQUES DE L'ONTARIO,  
1984 - 85

LE MARDI 25 MARS 1986

Séance du matin





**M. LE PRÉSIDENT:** McCague, G.R. (Dufferin-Simcoe PC)  
**VICE-PRÉSIDENT:** Dean, G.H. (Wentworth PC)  
Bryden, M.H., (Beaches-Woodbine NDP)  
McFadden, D.J., (Lanark PC)  
Knight, D.S. (Halton-Burlington L)  
Poirier, J. (Prescott-Russell L)  
Guindon, L.B. (Cornwall PC)  
McKessock R. (Grey L.)  
Hennessy, M. (Fort William PC)

**Secrétaire:** Deller, D.

**Personnel:**

**Témoins:**

**Pour lui-même:**  
Massey,

**Le Comité consultatif de l'Ontario sur les question féminines:**  
Ramkhalawansingh, C.  
Marszewski, E.

**Le Centre de recherche franco-ontarien:**  
Heller, M.  
D'Aoust, P.

**L'Organisation d'Informatique éducative de l'Ontario:**  
McKye, G.

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE L'ONTARIO  
COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES GOUVERNEMENTALES

Le mardi 25 mars 1986

Le comité a commencé à 10h15 dans la salle de comité 1.

RAPPORT ANNUEL - L'INSTITUT DES ÉTUDES PÉDAGOGIQUES DE  
L'ONTARIO, 1984-85  
(suite)

**M. le président:** Est-ce que je peux ouvrir la séance, s'il vous plaît?

Dr Massey est venu par Alliston, je crois, n'est-ce pas?

**Dr Massey:** Non.

**M. le président:** Non? En tout cas, c'est une belle région. Et nous voulons être à l'heure, et nous avons déjà perdu 15 minutes. Si vous voulez bien poursuivre Dr Massey.

DR MASSEY

**Dr Massey:** M. le président, tout d'abord, j'aimerais m'excuser du retard. Nous nous sommes perdus sur l'autoroute Allen, ce que le gouvernement devrait étudier à une date ultérieure, à mon avis.

M. le président, les membres du comité, nous les membres du grand public apprécient l'occasion de nous faire entendre devant ce comité. Cela indique à tout le moins que le gouvernement de l'Ontario n'a pas l'esprit fermé et qu'il pratique bel et bien la discussion, l'essence même de la démocratie.

M. le président, je ne suis venu critiquer aucun membre du gouvernement. Le trésorier est une personne pour qui j'ai un profond respect et que j'admire depuis toujours. Que nous ayons la même formation en agriculture et en pédagogie est un atout, à mon avis.

Quant à l'IEPO, cependant, je ne suis pas d'accord avec le trésorier.

L'IEPO, sans sa composition actuelle, a fourni des services considérables à la population ontarienne. Il a assuré une formation sur les lieux et des occasions d'études avancées à un public de plus en plus grand.

À titre de professeur et d'ancien conseiller scolaire, j'ai pris un grand plaisir à certains des résultats de l'IEPO dans ce système scolaire.

À l'Université York où je travaille présentement, bon nombre de mes collègues sont diplômés de l'IEPO.

Je crois que ce ne serait pas trop de dire que dans un climat éducatif terne et peu intéressant, l'IEPO fait l'exception.

Le gouvernement de l'Ontario a annoncé son intention de rattacher cet institut à l'Université de Toronto, ce qui n'est pas une bonne idée.

Je ne dis pas cela par malice ou jalousie -- j'ai des diplômes de deuxième cycle de l'Université de Toronto, dont un en pédagogie -- mais parce que j'ai la conviction profonde que la grandeur ne permet pas toujours une amélioration et qu'en éducation, comme dans d'autres domaines, la variété des institutions, des idées et des approches est la pierre angulaire de notre société pluraliste et bien entendu très démocratique.

Je m'oppose à la fusion de l'IEPO avec l'Université de Toronto pour les raisons suivantes:

(1) Les universités ontariennes ne sont pas suffisamment financées de sorte que les administrations sont tendues à l'extrême limite. Tous ceux et celles qui travaillent dans le réseau universitaire peuvent vous dire que nos universités ne sont plus ce qu'elles étaient.

Les directeurs se plaignent d'être constamment forcés d'appliquer les ressources d'hier aux besoins d'aujourd'hui.

Les professeurs, jusqu'ici fiers de leur métier, sont désormais démoralisés par le manque d'avancement financier et ne sont plus sûrs s'ils sont professionnels ou membres du prolétariat.

Et les universités, autrefois des institutions fières représentant le sommet des réalisations culturelles ne sont plus certaines de leur rôle dans la société.

L'Université de Toronto ne fait pas exception à cette règle. Et même, ses dimensions gigantesques viennent compliquer ses problèmes.

La fusion de l'IEPO avec cette université en mal de financement reviendrait à introduire le renard affamé dans le poulailler.

Avec un budget d'environ 27 millions de dollars, l'IEPO s'est servi de son mandat et de ses ressources pour créer un institut de classe mondiale. Son programme de deuxième cycle est acclamé à l'échelle internationale. Ses programmes de recherches appliquées influent sur le cours de l'éducation en Ontario et ses huit centres de recherche à travers l'Ontario lui assurent une influence sur la totalité de la province.



M. le président, les membres du comité, l'IEPO doit être affermi, et non émasculé. Nous ferions mieux de le laisser tel quel.

(2) L'IEPO représente une partie nécessaire de ce que je considère comme notre pluralisme éducatif.

L'histoire éducative ontarienne n'est pas à l'uniformité et à la conformité. Dès le début, nous avons eu des écoles publiques et privées, toute une gamme d'universités et de collèges d'origine religieuse, et depuis les années 60, un réseau de collèges communautaires en plus des universités, financés par la province.

Le rôle de l'IEPO est unique. Ce n'est pas une université. C'est un institut. Et en ce qui concerne les instituts, Dieu sait que notre société de plus en plus technologique bénéficierait d'un plus grand nombre et non de moins.

L'IEPO accorde des diplômes de l'Université de Toronto, toute en maintenant une autonomie saine.

Il est situé à Toronto, mais sa portée atteint toute la province et même tout le pays.

Et enfin mais non en dernier, ses étudiants, ses professeurs et son personnel représentent de plus en plus la mosaïque dont nous sommes maintenant si fiers.

Dans la mesure où nous appuyons le pluralisme dans la religion; où nous sommes fiers d'avoir un état à multiples partis où ceux-ci proposent des programmes différents; où nous sommes fiers de notre liberté de pensée et d'opinion, nous ne devons pas bâtir notre espoir sur des continents de similitude ni laisser nos coeurs échouer dans les mers du désespoir.

Oui, M. le président, je demande à ce comité d'appuyer l'entente actuelle de l'IEPO avec l'Université de Toronto.

L'IEPO devra être une institution habilitée à remettre ses propres diplômes mais puisque ce n'est pas possible pour le moment, j'encourage le comité à appuyer la filiation avec l'Université de Toronto, mais à résister à la fusion.

Merci beaucoup.

**M. le président:** Merci.

Je sais que ce discours provient droit du coeur, et il est encourageant de vous voir vous présenter à titre de particulier, qui, je crois, a très peu d'intérêts personnels, mais ---

**Dr. Massey:** Un petit intérêt personnel.

**M. le président:** Eh bien, un peu.

Des questions de la part du comité?

Marian -- Mme Bryden?

**Mme Bryden:** Oui, merci M. le président.

Je suis très contente que Dr Massey ait pu se faire entendre ce matin parce que si je comprends bien, il ne sera pas en ville en avril au moment où nous serons de nouveau réunis. Et à mon avis, il valait bien la peine de rester pour soumettre votre présentation aujourd'hui.

J'ai été particulièrement frappé par une de vos expressions: "appliquer les ressources d'hier aux besoins d'aujourd'hui." Et voilà, me semble-t-il, un des problèmes possibles de cette proposition, essayer d'économiser de l'argent.

Lors de nos visites dans le nord pour étudier les centres ontariens, nous n'avons trouvé aucun dédoublement du tout. Au contraire, nous avons trouvé que les services de l'IEPO complétaient le travail de tous les conseils scolaires et que ceux-ci ne pouvaient fournir parce que cela aurait été trop cher.

Connaissez-vous le travail "sur le tas" qui provient de l'IEPO?

**Dr Massey:** Oui, Mme Bryden.

J'ai été conseiller au Conseil scolaire régional de York, et pour la première fois, j'ai pu apprécier l'influence qu'exerce l'IEPO sur les réseaux scolaires dans la province d'Ontario: les projets de recherche, le travail des professeurs et du personnel de l'IEPO comme personnes ressources, et la multiplicité des services toujours offerts à la fois aux conseillers et aux divers conseils scolaires.

Mes nombreux voyages à travers la province n'ont fait que confirmer mon opinion.

**Mme Bryden:** Et je crois que cela a confirmé l'opinion de la plupart des membres du comité aussi comme service unique à tout le réseau scolaire.

**Dr Massey:** C'est ça.

**Mme Bryden:** Croyez-vous que la réputation internationale de l'IEPO puisse être maintenue à l'intérieur de l'Université de Toronto?

**Dr Massey:** À présent, l'Université de Toronto -- dont je suis d'ailleurs diplômé de sorte que je suis favorablement disposé à son égard -- je crois que la plainte que j'entends

des professeurs -- et bon nombre de mes amis enseignent à l'Université de Toronto -- est que puisqu'elle est forcée de fermer des écoles, et que les professeurs sont de plus en plus malheureux à cause des ressources limitées, la fusion de l'IEPO à l'Université de Toronto reviendrait à créer un empire qui n'est pas forcément de cette époque.

À mon avis, ce serait réduire les ressources de l'Université de Toronto et le danger existe toujours que l'influence de l'IEPO diminue, non seulement sur la province, mais encore sur la scène internationale.

Je crois qu'une analyse des années 60 permettrait de constater que c'est une de nos meilleures créations.

Cela n'a pas toujours été ainsi. Il a commencé un peu comme une tour d'ivoire, mais à mon avis au cours des dernières années, l'IEPO s'est trouvé un rôle et il joue ce rôle brillamment.

**Mme Bryden:** Ainsi, vous pensez qu'il est assez bien établi pour pouvoir remettre ses propres diplômes?

**Dr Massey:** À mon avis, ce serait tout à fait logique, comme dans le cas de nombreux instituts de ce genre aux États-Unis. Et cela permettrait d'en maintenir son unicité.

Mais, je ne veux pas soulever ce problème en ce moment-ci. À mon avis, la bataille la plus importante à l'heure actuelle consiste -- comme l'a déclaré l'évêque Butler au 16<sup>e</sup> siècle: "Tout est ce qu'il est et non autre chose." Voici un institut qui fonctionne bien, pourquoi y toucher?

**Mme Bryden:** Merci.

**M. le président:** M. McFadden?

**M. McFadden:** Dr Massey, je suis juste -- votre engagement dans l'IEPO, est-ce à titre de conseiller?

**Dr Massey:** Oui.

**M. McFadden:** Avez-vous également enseigné à l'IEPO? ou est-ce au fond à titre de conseiller pour la région de York?

**Dr Massey:** J'étais conseiller au conseil scolaire régional de York pendant deux ans.



**M. McFadden:** Je vois.

**Dr Massey:** Mais je connais les travaux de l'IEPO.

**M. McFadden:** Mais voilà ce que je voulais savoir, est-ce en fonction de la région de York et les travaux que -- d'abord l'IEPO a fait beaucoup de travail avec la région de York, que vous connaissez; et deuxièmement, quel était l'avis des conseillers et des directeurs d'après ce que vous avez pu comprendre quant aux services de l'IEPO à la région de York? Ou n'êtes-vous pas en mesure de --

**Dr. Massey:** Non, je suis en mesure parce que j'ai siégé à plusieurs comités.

Et autant que je me rappelle, l'opinion du conseil au sujet de l'IEPO était toujours de la plus haute estime.

Les directeurs consultaient constamment l'Institut. Celui-ci a toujours été notre agence ressource pour les conseils scolaires à travers la province; et ses professeurs fournissaient constamment des programmes, des cours et ainsi de suite, et aussi des séances d'étude.

À ce propos, j'ai été à Aurora la semaine dernière et une des psychologues du conseil me parlait d'un cours intéressant qu'elle suivait en direction dans le réseau scolaire à titre de programme d'éducation permanente. Et elle est pédagogue chevronnée et trouvait le cours fort utile au point où elle en est.

À mon avis, on fait erreur en considérant que l'IEPO joue le même rôle que les Universités de Toronto et York dans leurs facultés d'éducation. Ses programmes et son influence sont uniques.

**M. McFadden:** Une des choses que j'ai trouvées dans toutes nos audiences est que personne que j'aie rencontré jusqu'ici n'a rien à dire de mauvais contre l'IEPO.

Je suis simplement curieux. Or, vous êtes conseiller. Vous n'avez pas été directement engagé dans l'IEPO. Peut-être que les personnes que nous avons rencontrées ont participé beaucoup à l'IEPO et elles auraient donc des intérêts personnels.

Je m'intéresse à savoir si, à votre connaissance, il y a des critiques de l'IEPO et de ce que celui-ci fait depuis les dernières années pour être transféré à l'Université de Toronto.

**Dr Massey:** Je n'ai trouvé aucune raison valable du transfert de cet institut à l'Université de Toronto.

Je pense au contraire que le jour de la "multi-versité" semble disparaître. Au début des années 60, nous étions tous obsédés de l'idée de créer des institutions massives et gigantesques. Or, maintenant, nous savons que l'administration de celles-ci est un cauchemar et qu'il vaut mieux chercher la qualité plutôt que la quantité. À mon avis, l'IEPO représente une belle qualité dans une belle ville.

**M. McFadden:** Merci beaucoup.

**M. le président:** M. Knight?

**M. Knight:** Dr Massey, vous étiez très clair dans votre dernière déclaration sur la continuation de la filiation avec l'Université de Toronto, mais la résistance à la fusion.

J'aimerais entendre vos commentaires sur le Rapport Marsden et sa recommandation d'une fusion sous une certaine forme avec la Faculté d'éducation, et ensuite, ce nouvel organisme travaillerait à une entente de filiation avec l'Université de Toronto. Considérez-vous cela comme avantage possible pour l'IEPO, soit avoir sous sa direction toute la Faculté d'éducation?

**Dr Massey:** je ne connais pas le Rapport Marsden. je ne suis pas politicologue, au fond, comme bien d'entre vous le savent.

Mais, je dirais que je -- la filiation avec la Faculté d'éducation de l'Université de Toronto, je n'en vois pas l'avantage. La plupart des universités ont des facultés d'éducation et celles-ci ne poursuivent pas les mêmes travaux que l'IEPO.

Je crois que le rôle de l'IEPO est fondamentalement différent. À mon avis, c'est un rôle de recherche, de ressource. Il assure une formation avancée dans certains domaines en éducation, que l'Université de Toronto ne pourrait fournir par l'intermédiaire de sa Faculté d'éducation.

Que je sache, l'Université de Toronto offre un baccalauréat en pédagogie après la fin d'un bac. Par hasard, j'en ai un parce que je suis aussi professeur au secondaire.

Mais je ne vois pas l'Université de Toronto fournir les possibilités et les fonds pour le genre de recherche que poursuit l'Institut.

Et en février dernier, je crois, je participais dans l'est des Caraïbes à un projet, et j'ai fait la connaissance de personnes qui-avaient fait des études avancées à l'IEPO.

Et l'IEPO jouit d'une réputation internationale, non seulement là-bas, mais aussi en Europe et aux États-Unis. C'est

la première fois que vous avez créé quelque chose qui, comme le dirait John Dewey, a contribué dans une grande mesure au bien créateur.

**M. Knight:** Merci, M. le président.

**Mr. le président:** Merci beaucoup.

**Dr Massey:** Merci beaucoup.

**M. le président:** Nous sommes contents de vous avoir réservé du temps à l'ordre du jour et j'espère que vous passerez un bel avril.

**Dr Massey:** Merci beaucoup, M. le président.

**M. le président:** Vous ne nous avez pas dit où vous allez.

**Dr Massey:** Je vais en Europe participer à un projet de recherche pour l'OTAN.

**M. le président:** Je vois. Très bien.

**Dr. Massey:** J'espère que l'OTAN existe toujours, cependant.

**M. le président:** La prochaine présentation est de la part du Conseil consultatif de l'Ontario sur les questions de la femme, et je prendrai -- je me risquerai.

Il y a deux femmes avec nous, Mme Ramkhalawansingh?

**Mme Ramkhalawansingh:** Oui.

**M. le président:** Est-ce proche?

**Mme Ramkhalawansingh:** Oui, tout à fait.

**M. le président:** Et Mme Marszewski.

**Mme Marszewski:** Marszewski.

**M. le président:** Marszewski?

**Mme Marszewski:** Marszewski. Oui.

**M le président:** Marszewski. Désolé.

**Mme Marszewski:** C'est très bien. Nous en avons l'habitude.

**M. le président:** Oh.



Si vous voulez bien commencer.

## LE COMITÉ CONSULTATIF DE L'ONTARIO SUR LES QUESTIONS FÉMININES

**Mme Ramkhalawansingh:** Nous n'avons pas de présentation officielle ni par écrit à vous soumettre.

Sam Ion, qui, comme vous savez, est présidente du Conseil, n'a pu assister aujourd'hui mais nous a demandé de présenter les préoccupations du Conseil à ce sujet.

Une des raisons pour lesquelles nous sommes ici, du moins en partie, c'est que, lors de l'annonce par le trésorier l'automne dernier, le Conseil a reçu un nombre d'appels de groupes et d'associations de femmes de toute la province.

À ce moment-là, nous avons envoyé une lettre au trésorier, avec photocopie à M. Scott, le ministre responsable des questions féminines. Nous y avons fait remarquer l'influence précise que la fusion proposée pourrait exercer -- et je souligne "pourrait exercer" -- sur les études féminines et toutes les questions qui en découlent.

Parce que le Conseil fait de la consultation avec le gouvernement de l'Ontario sur ces questions, nous avons cru important de venir vous présenter nos préoccupations.

Beaucoup de nos membres de toute la province ont reçu des appels d'organisations communautaires, de conseils scolaires et de nombreuses personnes qui utilisent les bureaux régionaux de l'IEPO. Ils s'inquiètent aussi de l'influence que ce changement exercerait sur le fonctionnement de l'IEPO.

J'ai parlé tantôt de l'influence que la fusion proposée exercerait sur les études féminines et à mon avis, cette fusion doit être bien située. La perspective à adopter est l'histoire des deux institutions. Cela devient plus évident lorsque nous examinons les mesures nécessaires pour améliorer le statut de la femme comme étudiante, comme professeure, comme membre du personnel de soutien et les études féminines en ce qui concerne les programmes et l'orientation de ceux-ci.

L'automne dernier, le Comité du Centenaire des femmes à l'Université de Toronto, comité établi pour fêter le 100<sup>e</sup> anniversaire de l'admission des femmes à titre d'étudiantes à cette Université, a retracé l'histoire des femmes à l'Université, et je vous recommande un livre intitulé "A Path not Strewn with Roses" (Un chemin non jonché de roses - N. du T.). C'est au sens propre un chemin non jonché de roses à l'endroit du statut de la femme à l'Université de Toronto.

Voici mon exemplaire personnel, si je -- eh bien, je vous en recommanderais la lecture dans tous les cas.

**M. le président:** Où peut-on l'acheter?

**Mme Ramkhalawansingh:** À l'Université de Toronto, section Études féminines -- à la librairie de l'Université. Je crois que ce livre coûte six dollars.

Vers cette même époque (l'an) dernier -- il y a un an, j'ai parlé à la coordonnatrice du programme d'études féminines à l'Université de Toronto et je lui ai posé des questions sur les bourses établies à l'intention des étudiantes en études féminines. Il y a deux bourses.

La première était un prix de 50\$ en livres. Et les professeurs ne croyaient pas qu'il y avait assez d'argent à l'Université pour accorder ce prix. Ainsi, les femmes professeurs qui donnent ce cours étaient -- elles avaient l'intention de passer le chapeau pour pouvoir accorder ce prix en particulier.

La deuxième bourse était de 400\$, en mémoire d'Elsie Gregory McGill qui, comme vous savez, était membre de la Commission Royale sur le statut de la femme.

Ces bourses sont, à mon avis, révélatrices du statut et de l'importance qu'une institution accorde à un programme d'étude, et si elles -- si cela est révélateur de l'importance que l'Université de Toronto accorde aux études féminines, je dirait qu'elle n'est pas très grande.

Une des corrections apportées à ce moment-là était qu'un certain nombre de femmes membres du Conseil municipal de Toronto a proposé d'établir une bourse de la part de la Ville de Toronto pour encourager des jeunes femmes à poursuivre des études féminines à l'Université de Toronto. Et cette municipalité a créé un fonds qui réaliserait une bourse de 5 000\$ par an pour les études féminines et l'influence -- vous savez, dans les domaines qui, vous savez, aideraient les recherches futures.

Cependant, il y a d'autres aspects qui à mon avis, sont évidents à l'Université de Toronto. Jusqu'à présent, par exemple, aucun centre n'existe pour femmes; il y a aucune chaire de professeur en études féminines non plus.

Vous savez, étant affiliée aux deux institutions depuis longtemps, je connais très bien les détails.

Et je sais aussi qu'il y a une histoire très longue de résistance à la création d'un programme même à mi-temps. Enfin le collège Wordsworth a été mis sur pied.

À mon avis, cela en dit long dans une certaine mesure sur l'Université.

Or, quand vous passez de l'autre côté de la rue Bloor pour regarder l'IEPO -- bien entendu, c'est un programme de deuxième cycle et non une université au complet -- une des choses

que nous remarquons est que c'est un institut engagé dans l'étude de l'éducation, et par conséquent c'est un domaine où beaucoup de femmes travaillent. L'éducation est un domaine où on trouve de nombreuses femmes.

Et dans la courte histoire de l'IEPO comparativement à celle de l'Université de Toronto, nous avons noté la création d'un programme complet en études féminines, offert dans plusieurs départements à cet institut.

Nous avons remarqué la recherche et la recherche active -- des mesures pro-actives prises par cet institut pour chercher des femmes savantes actives non seulement dans les études féminines mais aussi dans leur discipline.

Nous trouvons aussi que la structure du programme scolaire permet aux étudiants de le suivre à mi-temps ou de façon saisonnière et nous estimons cela particulièrement important pour les femmes.

En plus, les ressources sont nombreuses, telles que le Centre de ressources pour femmes, en plus du Centre d'études féminines. Et encore une fois, je crois que cela est révélateur de son engagement envers les femmes.

En résumé, nous trouvons une approche intégrée des études féminines qui comprend à la fois les cours spécialisés aussi bien qu'une orientation et une approche dans d'autres cours qui tiennent compte de l'apport des femmes.

À notre point de vue, il faut que les études féminines progressent et nous croyons que l'intégration à une autre institution n'ayant pas montré son engagement dans ce domaine peut bien se traduire par la régression ou plus aucun progrès.

Nous limiterons nos commentaires principalement aux questions relatives aux femmes et non à d'autres points pour le moment.

Voulez-vous ajouter quelque chose?

**Mme Marszewski:** Je veux souligner ce qu'a dit Ceta, et c'est que ce serait une mesure régressive du point de vue des femmes dans cette province -- et régressive pour plusieurs raisons. Elle en a souligné certaines. C'est tout à fait alarmant et préoccupant pour nous.

C'est un autre sujet que de savoir pourquoi l'Université de Toronto n'est pas progressive ou aussi avancée que l'IEPO.

Toujours est-il que la question que nous examinons est quel statut l'IEPO devrait-il avoir et de ce fait, nos



commentaires sont orientés dans cette direction. Cela est d'une importance capitale pour les femmes de la province.

**Mme Ramkhalawansingh:** J'aimerais ajouter un dernier commentaire que voici: la question consiste vraiment à demander comment affecter les ressources et établir l'ordre de priorité. Je crois d'un côté que nous avons une institution qui a affecté ses ressources et établi des orientations d'une manière qui, à notre avis, profité aux femmes de cette province. Au contraire, nous ne sommes pas aussi convaincues que l'autre institution a ces mêmes priorités ou établira et utilisera ses ressources pour les mêmes raisons.

**M. le président:** Merci beaucoup.

M. McFadden?

**M. McFadden:** Oui. M. le président.

Vous vous rappelez peut-être que le budget indiquait que la raison du transfert de l'IEPO à l'Université de Toronto était d'éliminer le dédoublement. Je voulais faire rapidement le tour de cette question.

D'après ce que vous avez dit, j'ai compris, exception faite de ce que l'Université de Toronto peut faire dans le domaine des études féminines, que celles-ci ne refont pas ce que poursuit l'IEPO. Est-ce ça? C'est ça que vous avez compris?

**Mme Ramkhalawansingh:** C'est cela.

Mais si on voulait l'étudier davantage, une des stratégies possibles, en effet, pour changer les attitudes de la population à l'égard des femmes consiste en cette affaire de socialisation sexuelle. Et à mon avis, les écoles sont le terrain le plus fertile pour le faire. Par conséquent, même s'il y avait un programme d'études féminines à l'Université de Toronto en plus de celui de l'IEPO, l'approche pratique et l'orientation professionnelle de cette institution n'auraient pas forcément -- on n'aurait pas forcément la même direction même si des programmes complets existaient aux deux écoles. L'objectif en serait très différent.

**Mme Marszewski:** C'est, je crois, la conséquence de la formation des professeurs d'une manière non sexiste qui par la suite influe sur toute la province. Et voilà une des raisons pourquoi c'est d'une grande importance, parce que si la formation des professeurs ne progresse pas d'après ces directives, nous n'avons pas grand espoir pour nos étudiants.

**M. McFadden:** Et si j'ai bien compris, vous estimez que compte tenu de l'Université de Toronto -- du moins jusqu'ici -- que cette importance particulière que l'IEPO y accorde sera réduite.

**Mme Ramkhalawansingh:** C'est possible.

**M. McFadden:** Elle pourrait être réduite et vous ne voulez pas courir le risque, je pense ---

**Mme. Ramkhalawansingh:** C'est cela.

**M. McFadden:** Qu'est-ce que vous proposez?

**Mme Marszewski:** Disons cela autrement. La lutte pour établir un genre d'équité ou de traitement équitable, dans une lutte aussi importante -- et elle est difficile. Je ne pense pas qu'on puisse -- nous puissions nous leurrer. C'est une lutte très pénible. Pour celles d'entre nous qui sommes quelque peu privilégiées ou qui vivons dans les grands centres, il est peut-être plus facile de passer aux études supérieures. C'est sans doute plus facile, mais c'est néanmoins une lutte capitale. Et courir tout risque avec les gains si petits soient-ils -- et l'IEPO est un centre où nous avons vraiment une communauté prospère dans ce sens -- courir tout risque qui nuirait à ce climat est un risque que nous ne pouvons nous permettre.

**M. McFadden:** Et ce que c'est, ce n'est pas en double exemplaire à l'Université de Toronto, à ce que je vois, voilà le fond de l'histoire?

**Mme Ramakhalawansingh:** C'est ça.

**M. McFadden:** Merci beaucoup.

**M. le président:** Mme Bryden?

**Mme Bryden:** Merci M. le président.

J'aimerais remercier le Conseil consultatif sur les questions féminines de l'Ontario d'avoir décidé de se présenter parce qu'à mon avis, vous êtes en contact avec les femmes de toutes les parties de la province puisque vos membres sont nommées de toute la province. Ainsi, vous êtes en position de nous informer de la façon dont les programmes d'études féminines influent sur la province.

Mais, j'ai surtout aimé votre proposition selon laquelle changer les attitudes envers les femmes dans la société est une chose très importante à réaliser si nous allons atteindre une véritable égalité, et voilà l'objectif que poursuit l'IEPO, grâce à ses programmes de recherche et d'études féminines par l'intermédiaire des conseils du réseau scolaire.

À votre connaissance, est-ce que l'Université de Toronto fait une tentative de changer les attitudes par ses programmes de formation des professeurs au niveau du premier cycle ou des programmes de relance qu'elle offre?

**Mme Ramkhalawansingh:** Je ne suis vraiment pas en mesure de répondre à cela.

Mais d'après mes connaissances du programme d'études féminines de l'Université de Toronto, c'est surtout un programme scolaire dans lequel les étudiants suivent un corpus de cours, et vous savez, qui peut avoir ou non de rapport avec ce que -- avec un programme actif. Alors, dans ce sens, je proposerais que peut-être, vous savez, cela ne se produit pas. Vous savez, à mon avis, ce n'est pas là l'objectif d'un programme de premier cycle en études féminines.

**Mme Bryden:** Non, cela est probablement vrai.

Or, je crois qu'il existe une différence très distincte entre, comme vous dites, le genre d'études féminines de nature scolaire et le genre d'études spécialisées que vous avez mentionnées à l'IEPO, plus l'orientation des questions féminines dans ses autres cours. À mon avis, cela fait partie intégrante de la question. Je pense qu'il serait plus difficile de faire accepter à d'autres facultés de l'Université de Toronto, à part le programme d'études féminines que cette orientation doit faire partie de leur enseignement.

**Mme Ramkhalawansingh:** Au fond, il n'y a qu'une faculté à l'Université de Toronto qui a une part importante d'études féminines, et c'est la Faculté des arts et sciences.

**Mme Bryden:** Oui.

**Mme Ramkhalawansingh:** Ainsi, ce serait dans les disciplines scolaires enseignées dans cette faculté.

J'ignore l'existence de tout programme d'études féminines, par exemple, dans la Faculté de, vous savez, de dentisterie ou de médecine. Je veux dire qu'il serait très beau d'avoir des programmes scolaires qui examinent l'influence de cette discipline sur les femmes. Je crois qu'il n'y a rien. Je ne connais rien dans, vous savez, la foresterie ou -- peut-être quelque chose à la Faculté de droit, mais je ne crois pas que cela ait pénétré dans l'Université.

**Mme Marszewski:** Par exemple, à la Faculté de droit, un cours est offert presque tous les ans, mais pas tous les ans, dans le domaine des études féminines et les questions juridiques qui touchent les femmes. Voilà un tout petit cours parmi la multitude de programmes juridiques à l'intention des étudiants et c'est une petite classe aussi. C'est une partie mineure du programme à la Faculté de droit.

**Mme Bryden:** Et la vraie question est de savoir si l'U. de T. a les ressources pour multiplier ces cours ou si la fermeture de facultés comme celle de l'architecture indiquerait que l'Université ne multiplierait sans doute pas les cours relatifs aux femmes en ce moment.



Une autre chose que vous avez mentionnée était que si l'IEPO faisait partie d'une manière ou d'une autre de l'Université de Toronto, qu'il y aurait régression dans les ressources consacrées aux études féminines ou au maintien du Centre de ressources pour femmes. Pensez-vous que ce Centre se poursuive comme endroit auquel tous les groupes de femmes auraient accès pour utiliser ces installations ou deviendrait-il un centre auquel seuls les universitaires auraient accès?

**Mme Ramkhalawansingh:** Je crois que la vraie question est de savoir dans quelle mesure, vous savez, l'organisation peut établir ses propres priorités et décider comment elle va dépenser ses ressources. Si cela peut être garanti, alors, à mon avis, voilà la raison pour laquelle l'IEPO a pu établir ses priorités aujourd'hui. C'est qu'il a la mainmise sur ces décisions.

**Mme Bryden:** Oui.

**Mme Ramkhalawansingh:** La forme des rapports avec l'U. de T., vous la connaissez, je ne la connais pas -- il y a tant de "si" et de "mais" dans cette discussion que je ne veux pas particulièrement faire de commentaire. Mais à mon avis, c'est la mainmise sur les priorités et les ressources qui est la considération la plus déterminante.

**Mme Bryden:** Vous savez, je crois que vous avez touché à la clé de la question devant nous, à savoir qui va diriger les ressources et le programme et si l'IEPO demeurera assez indépendant pour faire cela.

Maintenant, saviez-vous que chez les professeurs de l'IEPO le pourcentage de femmes est beaucoup plus élevé qu'à l'U. de T.?

**Mme Ramkhalawansingh:** Oui. À mon avis, voilà le point soulevé sur les décisions actives prises pour embaucher des femmes savantes. Et je crois que cela s'est produit à l'IEPO. Je ne suis pas du tout sûre de cela à l'U. de T. Je crois que le pourcentage des femmes à l'U. de T. est encore probablement à 10 pour cent du professorat.

**Mme Marszewski:** Une autre ---

**M. le président:** Vous avez fait allusion ---

**Mme Marszewski:** Oui, une autre manière, je suppose, de l'exprimer serait que tant qu'il y a une enveloppe budgétaire séparée pour l'IEPO, il n'est pas tenu de concourir avec d'autres départements de l'Université lors du dépôt du budget et se battre contre le génie ou les lettres ou tout autre programme spécial que quelqu'un veut mettre en place. Et il doit dans un sens faire du démarchage pour maintenir son engagement envers les questions féminines, que je verrais comme situation -- si le fonds budgétaire était commun aux deux institutions. C'est vrai-

ment la séparation budgétaire qui permet à l'IEPO d'établir les priorités qu'il a choisies jusqu'à présent. Et celles-ci comme nous l'avons vu, reflètent clairement cet engagement, pas un jeu de passe-passe, mais un engagement envers une ambition. Quand celui-ci est transformé en balles qui atterrissent pour établir le budget, alors je pense qu'il y a une bonne chance que cette balle soit coupée parce que nous faisons des coupures partout.

C'est donc presque un risque clair, pas seulement une possibilité. C'est beaucoup plus une probabilité, peut-être pas la première année, mais certainement au cours des deux prochaines années.

**Mme Bryden:** Merci, M. le président.

**M. le président:** Autres questions?

Merci beaucoup.

**Mme Marszewski:** Merci.

**M. le président:** Malgré ce que vous dites, vous faites mieux que vous ne le croyez.

**Mme Marszewski:** Je déteste vous le dire, aussi bien que nous semblons faire, nous sommes -- c'est un compliment que nous apprécions.

C'est encore tout à fait alarmant pendant nos voyages dans la province et c'est au fond aussi difficile comme mandat que pour nous et coûteux aussi -- certains font des commentaires sur les coûts et le "spectacle en tournée". L'inquiétude que je ressens quand je vois des problèmes sérieux et effrayants dans la province -- dans le nord ontarien et les régions rurales. C'est ---

**M. le président:** Je viens d'une région rurale, alors attention.

**Mme Marszewski:** Tant que nous parlons de faits ---

**M. le président:** Nous en parlerons lorsque nous ne sommes pas en comité.

**Mme Marszewski:** Pardon?

**M. le président:** Nous en parlerons lorsque nous ne serons pas en comité.

**Mme Marszewski:** Nous serions ravies d'en parler à tout moment.

**M. le président:** D'accord.

Mme Marszewski: Merci.

Mme Ramkhalawansingh: Merci.

M. le président: Très bien fait. Merci.

Mme Marszewski: D'accord.

M. le président: Pause-café de cinq minutes.

Le comité a pris la pause à 10h55.



Le comité a repris à 11h dans la salle de comité 1.

**M. le président:** Monica Heller? Est-ce que d'autres vous accompagnent?

**Mme Heller:** Paul D'Aoust.

**M. le président:** D'accord, si vous voulez bien commencer?

#### **CENTRE DE RECHERCHE FRANCO-ONTARIEN**

**Mme Heller:** Nous sommes prêts à faire notre présentation en anglais ou français ou -- je ne sais pas.

**M. le président:** Me demandez-vous?

**Mme Heller:** Vous êtes le président.

**M. le président:** Oui, je préférerais que vous fassiez votre présentation en anglais.

**Mme Heller:** Très bien.

**M. le président:** Autrement, je ne comprendrais pas, je dois le dire.

**Mme Heller:** Eh bien, c'est ---

**M. le président:** Cela est mon problème, non le vôtre.

**Mme Heller:** D'accord.

J'ai demandé à M. D'Aoust de distribuer notre dossier qui renferme essentiellement des documents relatifs au Centre de recherche franco-ontarien.

Je ne vais pas en parler explicitement, mais j'ai pensé que ce serait utile pour vous d'avoir de plus amples documents et détails sur le fonctionnement du Centre.

**M. le président:** Et nous vous en remercions.

**Mme Heller:** comme j'ai déjà mentionné, il se peut que Paul D'Aoust vienne ou ne vienne pas.

Aussi Anne-Marie Garrillon, présidente de l'Association ontarienne des professeurs de français, aurait aimé être ici aujourd'hui, mais elle n'a malheureusement pas pu venir. Par conséquent, j'ai tenté d'intégrer son point de vue à ma présentation ce matin.

Ce que j'aimerais faire, c'est parler brièvement du Centre, de ce qu'il est, pourquoi je crois que vous devriez vous intéresser à nos travaux et vous donner de plus amples détails sur le genre de services qu'il fournit aux professeurs franco-ontariens.

Le Centre franco-ontarien est un des six centres de recherche internes de l'Institut, et à ce titre, il est chargé d'un mandat à trois volets, comme le reste de l'Institut d'ailleurs, à savoir la recherche, la formation sur les lieux et les études de deuxième et troisième cycle dans le domaine de l'éducation franco-ontarienne.

Le principal message que je veux transmettre est qu'en raison du mandat, le fonctionnement -- l'autonomie budgétaire de l'Institut assure l'existence de ce genre de centre et par conséquent permet de dispenser des services directs aux professeurs franco-ontariens. J'aimerais souligner que ce genre de service n'existe pas à l'heure actuelle à l'Université de Toronto.

Cependant, pour lui rendre justice, cette année, l'Université de Toronto prévoit un programme de relance à l'intention de la communauté franco-ontarienne à Toronto seulement.

Mais il est très, très clair -- nous discutons beaucoup avec les responsables du genre de services que nous fournissons et qu'ils peuvent fournir. Ils ne peuvent le faire à l'échelle de la province au même point que nous, et ils peuvent offrir des services très différents.

Par conséquent, je pense qu'il est tout à fait évident que ce genre de priorité n'existe pas à l'Université de Toronto et en effet que cela est très difficile à offrir à l'intérieur de la structure universitaire traditionnelle.

Le mandat à trois volets que nous avons -- la recherche, la formation sur les lieux et les études de deuxième et troisième cycle et l'accès aux subventions de péréquation nous permettent de répondre directement aux besoins des professeurs franco-ontariens pour assurer une mesure de direction dans ce domaine tout en maintenant -- vous m'excuserez si je me -- mes notes en français, de sorte que je dois faire un peu de traduction simultanée -- pour maintenir un programme de recherche universitaire théorique.

Nous accomplissons cela grâce à six activités différentes que je veux vous décrire en bref maintenant.

Ainsi, d'un côté, nous sommes engagés dans, si vous voulez, la recherche pure de nature théorique et universitaire, financées, par exemple, par le Conseil de recherche en sciences sociales et en lettres du Canada, le Secrétaire d'État, etc.

Nous participons aussi à de nombreuses recherches qui ont pour but explicite d'intégrer la théorie à la pratique -- par exemple pour l'élaboration des méthodes d'enseignement et de matériel innovateurs qui, d'un côté, revêtent une importance capitale, répondent aux besoins précis des professeurs franco-ontariens -- par exemple, l'étude des problèmes de l'enseignement du français en situation minoritaire, ou, par exemple les élèves possèdent une bonne maîtrise du français dans la salle de classe, alors que les ressources sont limitées à l'extérieur du milieu scolaire et ainsi de suite. Ainsi, nous nous efforçons de répondre très directement à des questions relatives à l'éducation franco-ontarienne à l'intérieur d'une perspective théorique générale.

Cela nous permet de fournir de l'appui à l'enseignant dans la salle de classe, et comme je suis sûre que vous êtes nombreux à le savoir, cet appui est souvent crucial, surtout pour les professeurs franco-ontariens -- il est souvent plus difficile, surtout en situation extrêmement minoritaire, pour les professeurs franco-ontariens d'obtenir cet appui que pour d'autres.

Nous assurons le genre de formation professionnelle que l'on trouve -- par exemple, la formation sur les lieux, la dissémination de la recherche, la participation à des conférences d'associations professionnelles. Par exemple, cette année, dans quelques semaines, nous parrainons en effet la conférence annuelle de l'Association ontarienne des professeurs de français. Nous participons donc activement à la formation professionnelle en éducation franco-ontarienne.

Nous fournissons également des services de consultation aux professeurs. Nous avons collaboré avec le ministère de l'Éducation, par exemple, sur des directives de programme. Nous avons travaillé avec d'autres organisations éducatives telles que l'Association des conseils scolaires francophones de l'Ontario, le Conseil de planification en éducation française de la région torontoise, pour fournir des conseils divers, des commentaires, réactions à leurs programmes. Nous avons participé à un certain nombre d'études commanditées expressément par des conseils scolaires dans le domaine de l'éducation française. Et nous avons agi de façon générale en consultants avec des organismes tels que l'ACFO, l'Association canadienne-française de l'Ontario pour son Plan de développement global, sa planification générale. Nous pouvons ainsi fournir ces services de consultation.

Quant aux études supérieures, ce que nous pouvons faire d'un côté consiste à organiser une série de cours où le genre de recherche que nous faisons sert directement à l'éducation permanente des professeurs en maîtrise et au doctorat.

Nous participons aussi très activement aux initiatives à l'intérieur de l'Institut en études supérieures pour les programmes où la langue d'enseignement est le français. Nous portons un vif intérêt à la possibilité d'offrir aux professeurs



franco-ontariens des cours au niveau de la maîtrise et à la longue du doctorat. Et, comme vous savez sans doute, ces programmes post-secondaires sont rarissimes dans la province et représentent un grand besoin chez les professeurs franco-ontariens.

Nous essayons de poursuivre ces objectifs non seulement au niveau local, mais aussi selon notre mandat à l'échelle de la province. Grâce à la télé-éducation par exemple, nous pouvons atteindre des professeurs franco-ontariens dans de nombreuses régions, et à mon avis, il est extrêmement important de se le rappeler.

Enfin, la dernière activité dont nous nous occupons a trait à la formation des chercheurs. Les chercheurs professionnels dans notre centre représentent un programme de formation permanente et c'est un des rares endroits en Ontario où nous pouvons former des chercheurs dans le domaine de l'éducation franco-ontarienne. Encore une fois, le besoin est pressant dans ce domaine.

En résumé, à mon avis, les trois points essentiels sont notre capacité d'intégrer la théorie et la pratique à diverses activités, l'appui direct aux professeurs franco-ontariens, et aussi la représentation du point de vue des francophones, si vous voulez, dans l'Institut et dans les rapports que l'Institut entretient avec la communauté -- avec la province en général.

Merci.

**M. le président:** Merci beaucoup.

Deux membres de notre comité peuvent vous parler dans l'une ou l'autre langue, M. Guindon et M. Poirier, qui ne pose jamais de questions, mais il va en poser une cette fois après M. Guindon.

**Mme Heller:** Merci.

**M. le président:** Ou du moins va-t-il faire un commentaire, je crois.

**M. Poirier:** Et comment!

**M. le président:** M. Guindon?

**M. Guindon:** Thank you Mr. President

Mme Heller ---

**M. le président:** Vous pouvez le faire en français si vous voulez, même si nous n'avons pas de -- oui, vous pouvez le faire en français.

**M. Guindon:** Très bien.

Regarding OISE, are you directly involved with the issues of, for instance, French governance and minority issues? -

**Ms Heller:** That depends. I don't know what you mean by "directly". Of course, everything regarding Franco-Ontarian education concerns us.

Various projects, let's say, we could have at a given time could be related to governance issues, demographic concerns, school board structure issues, or in-class teaching.

So we have a wide range of activities, but obviously, everything relating to the situation in French-language schools must impact on our activities and everything we do.

Right now, we have no research projects per se which deal with this issue, but ---

**Mr. Guindon:** It's possible.

**Ms Heller:** It's possible and it is something -- we must take into account, in all we do.

**Mr. Guindon:** Then do the school boards call on your services often?

**Ms Heller:** Quite often. I would say as a general rule -- usually there is at least one project at any given moment that is sponsored by a school board. Sometimes, there are more. There are times when there are none, but that occurs very often, yes.

**Mr. Guindon:** Is there a report for Ottawa-Carleton regarding homogeneous boards? Did they approach you to do a study or for ---

**Ms Heller:** No.

**M. Guindon:** Have you had that happen yet?

**Ms Heller:** No.

Most recently, the study -- we were in the Toronto area; at the present time, there is a possibility of doing a study in the east of the province, but we are still at the negotiating stage.

**Mr Guindon:** So, what happens to OISE if it is integrated into the University of Toronto? What happens to your department -- to the Franco-Ontarian Educational Research Centre?

**Ms Heller:** Excellent question.

Seeing that, as I said a moment ago, there is nothing now at U. of T., that there are no structures per se which would supply this kind of service, and seeing that this kind of direct contact has never been a priority for the University of Toronto, personally, I would have concerns about that.

There is -- that has not been mentioned, but it is important -- it is not their kind of activity. It is not the kind of involvement the university usually furnishes.

For us, it is extremely important to be able to integrate the academic theoretical aspect to a real involvement in the community. That does not exist now.

So, since we are speaking really without knowing, I don't know what would happen if I were to ask the question sometime. But it would be difficult, I think. There is also -- it would require great effort and much negotiating to insure continuity. I am not convinced we could continue supplying the variety of services which we now offer.

**Mr. Guindon:** Of course.

Could we say it is going to be very dangerous if there is ---

**Ms Heller:** In my opinion, yes.

**Mr. Guindon:** Thank you. Merci.

**M. le président:** M. Poirier?

**Mr. Poirier:** I will begin my comments in French which I will translate afterwards for Mr. President because I would not like him to have to wait for the Hansard translation to understand.

I wanted to know -- but before I ask the question, je traduirai tout de suite, M. le président, pour vous n'ayez pas le plaisir d'attendre un peu le Hansard pour pouvoir comprendre mes commentaires.

Je voulais simplement dire que nous ne sommes pas payés à l'heure, ni à la question, bien entendu, de sorte que lorsqu'on pose une bonne question, je n'ose pas la reposer, et Luc a posé des questions très intéressantes, bien sûr.

**M. le président:** Vous ne feriez pas très bien de le faire.

**M. Poirier:** Je ne le sais que trop bien.

**M. le président:** Vous êtes payés à la journée.



**M. Poirer:** C'est ça. Oui, c'est ça. Comme tout le monde. Cela dit, that's it, since I have now cleared up that situation, what I wanted to know is if there are other groups of Francophones in Ontario province-wide, who shared your concern regarding the possible transfer of OISE to the University of Toronto.

**Ms Heller:** Of course. You will find in your file copies of letters sent ---

**Mr. Poirier:** Quite recently?

**Ms Heller:** ---during the year by different French-speaking organizations, either educational or not -- among others, l'ACFO, AEFO, etc.

So I think it is obvious the French-speaking community at large reacted with the same kind of concern as we did to this possibility.

**Mr. Poirier:** I make a very clear distinction between the two possibilities, namely, of course, everyone all over Ontario, including the members of the government, has a great deal of respect for the work -- the mandate of OISE in general and the Franco-Ontarian Research Centre in particular. So, supporting letters were received left and right for OISE's work and we are not questioning that fact; what we are trying to distinguish -- on the other hand, are the fears -- and preferably justify, because you know we can have fears of moving without these fears coming true in daily life. We try to look for exactly the fears which could occur as the result of a change -- if there are any of course -- as a result of a change in jurisdiction -- of being joined to the University of Toronto.

You had just begun to answer my friend Mr. Guindon regarding your fears about that move. Do you have the feeling that those fears are generalised around the province?

**Ms Heller:** But it's Mr. D'Aoust. Of course.

Since we have a provincial mandate, we are trying to furnish services at the provincial level, that's part of our fears, considering that in the very beginnings we saw this year, University of Toronto showed some interest, at least related to the community, but very much limited to the Toronto area, period.

**Mr Poirier:** Yes.

**Ms Heller:** Well, those very-beginnings that -- I have an enormous amount of respect for these efforts but they are very limited, and there are really no indications that they will widen out. So, province-wide, I cannot see how those services could continue to be offered ---

**Mr Poirier:** Yes.

**Ms Heller:** --- within the University of Toronto.

**Mr. Poirier:** The budget aspect -- the budget pocket you have, what does it come out as?

**Ms Heller:** For the centre as such?

Well, obviously, since it is a research centre, it's almost entirely research subsidies.

Now it varies enormously, of course, from one year to the next, but there is, I would say, about 50 percent from research subsidies obtained from transfer grants and 50 per cent, let's say, from other sources -- the Research Council in Social Sciences, the Secretariat of State, school boards, etc. So it can vary, as I said, 60/40, but in general that's it.

So, in theory, we could go to other sources.

Sponsored activities are obviously another matter.

But what relates to the bonds between theory and practice, the transfer grant is extremely important for those endeavors.

**Mr. Poirier:** Yes.

I just must -- because, as I have been working a long time with my colleague Paul, since 1979, at ACFO, it is the first time I have actually held a copy of your report of this kind in my hands.

It is not a resource that is commonly known province-wide -- perhaps in very specialized milieus, but not commonly; you obviously have research which would be very interesting to many Franco-Ontarian men and women who should be brought up to date on what goes on here.

One thing I found odd while very quickly going over the research bibliography that was prepared, I found it interesting to note that you have done a great deal of research on Francophones outside Quebec, but outside Ontario as well, as the Ontario Institute for Studies in Education. I found it interesting that you went to Newfoundland, Nova Scotia and New Brunswick.

**Ms Heller:** I think that is a list of conferences.

**Mr. Poirier:** Yes.

**Ms Heller:** It is not a list of publications.

**Mr. Poirier:** This is not your research?

**Ms Heller:** No, one of our professors last year ---

**Mr. Poirier:** Yes.

**Ms Heller:** --- gave a conference series on the situation of francophones ---

**Mr. Poirier:** Well.

**Ms Heller:** --- outside of Quebec.

So those people are researchers from Newfoundland, etc.

But our research per se is, I would guess, 98 per cent within Ontario.

**Mr. Poirier:** Fine.

**Ms Heller:** We obviously have contacts with researchers ---

**Mr. Poirier:** Of course.

**Ms Heller:** --- outside. We find that very stimulating as well.

**Mr. Poirier:** Understandable.

**Ms Heller:** There were attempts at exchange and analysis with researchers in the West and ---

**Mr. Poirier:** Yes.

**Ms Heller:** --- Acadia.

But our activity is completely in Ontario.

**Mr. Poirier:** And your mandate is only concerned with the situation of Franco-Ontarian men and women? You do not deal with French immersion, if I am not mistaken?

**Ms Heller:** No.

Of course, they are our colleagues; we are in contact, but it's not our mandate.

**Mr. Poirier:** Of course.

So, how would you find your present mandate if -- assuming the situation is to remain as is? If we assume that, how do you see the future?



**Ms Heller:** I think there is a lot of work to be done in our services to educators -- once again, developping this aspect by means of relating theory to practice.

We also took the initiative to expand graduate studies in French. We are trying to develop that in conjunction with other French-speaking post-secondary institutions in Ontario because there are obviously limited resources and what must be the priority for French-speaking educators, that now has priority for us.

**Mr. Poirier:** Yes.

En 25 mots ou moins, M. le président, voilà la situation. Thank you very much.

**Ms Heller:** Thank you.

**M. le président:** Très bien. Merci Jean.

**Mme Heller:** Merci.

**M. le président:** Nous vous avons mise dans l'embaras et vous vous êtes bien tirée.

**Mme Bryden:** J'aimerais vous féliciter de nous avoir brossé un tableau très complet de la façon dont l'IEPO dessert la communauté éducative franco-ontarienne, et je vois bien que vous constituez un lien vital entre la communauté francophone et les professeurs de langue française dans les salles de classe, à la fois en ce qui concerne la recherche et la traduction de la théorie issue de l'IEPO en pratique.

Alors, j'aimerais demander combien de responsables bilingues y a-t-il dans les centres régionaux de l'IEPO? Le savez-vous?

**Mme Heller:** Vous parlez des responsables de recherche dans les centre régionaux ou des professeurs --

**Mme Bryden:** Oui.

**Mme Heller:** --- dans les centre régionaux?

**Mme Bryden:** Oui.

**Mme Heller:** Un francophone à Ottawa et un professeur bilingue à Sudbury.

Nous sommes très conscients de ce problème. Nous considérons que c'est un problème et à mon avis il est très clair que surtout dans les régions d'Ottawa et de Sudbury, le personnel francophone doit augmenter en nombre. Comme toutes les autres

institutions post-secondaires, nous sommes à court de débouchés et il n'y en a pas assez.

**Mme Bryden:** Pensez-vous que si l'IEPO était transféré à l'Université de Toronto, d'autres membres francophones du personnel seraient engagés pour poursuivre ces rapports avec les écoles de langue française en Ontario?

**Mme Heller:** À mon avis, nous avons une meilleure chance si l'IEPO réussit à maintenir son autonomie.

**Mme Bryden:** Au moins s'il garde la mainmise sur ses ressources actuelles.

**Mme Heller:** C'est ça.

**Mme Bryden:** Combien de publications de l'IEPO qui viennent -- qui sont destinées aux professeurs -- sont dans les deux langues.

**Mme Heller:** Les publications en général par opposition à celles du Centre proprement dit?

**Mme Bryden:** Eh bien, je présume que celles du Centre sont entièrement en français.

**Mme Heller:** C'est cela.

D'habitude, les principales publications sont surtout en anglais, avec très souvent un article ou une section en français ou parfois le sommaire d'un article en français.

Les bulletins, par exemple, sont parfois en français ou dans les deux langues.

Encore une fois, il y a un domaine où nous examinons la différence entre ce que fournit le Centre en tant que tel et ce que fournit l'Institut dans sa totalité. À mon avis, ce qui se produit la plupart du temps, c'est que nous, comme centre, assumons le rôle de lien avec la communauté plutôt que d'obliger celle-ci à venir chercher les renseignements.

Cependant, à des fins précises, ou pour quelque raison que ce soit, quelque chose peut être en anglais une semaine et en français la semaine suivante.

**Mme Bryden:** Ainsi, le Centre est en effet la principale source d'information pour les Franco-ontariens --

**Mme Heller:** Oui.

**Mme Bryden:** --- dans le domaine de l'éducation?

**Mme Heller:** Oui.

**Mme Bryden:** Et je ne crois pas que l'Université de Toronto offre un service pareil en ce moment.

**Mme Heller:** Non.

**Mme Bryden:** À mon avis, c'est un point important, que vous êtes le moyen par lequel ces professeurs peuvent se tenir au courant des travaux de recherche.

La formation des chercheurs est un aspect que j'ai trouvé notable car il y a peu de chercheurs francophones qui étudient notre système d'éducation, et je trouve cela très significatif.

**Mme Heller:** C'est un aspect à notre avis très important et, vous savez, un aspect qu'il serait honteux de perdre. Je crois que les chercheurs et aussi les étudiants de deuxième et troisième cycle que nous avons qui, entre autres choses, sont formés en recherche, pourront, surtout avec le temps, assurer une direction extrêmement importante dans la communauté francophone en éducation.

**Mme Bryden:** Merci.

**Mme Heller:** Merci.

**M. le président:** M. D'Aoust, avez-vous -- votre retard vous a fait vous taire -- quelque chose que vous voulez dire en ce moment?

**M. D'Aoust:** Oui.

Tout d'abord, je suis l'agent de développement communautaire du chapitre de Toronto de l'Association canadienne-française de l'Ontario.

À ce titre, nous avons des liens privilégiés, à mon avis, avec le Centre de recherche franco-ontarien à l'IEPO. Nous nous servons de leurs études, leurs recherches, analyses et statistiques. Grâce à ces études, par exemple, nous avons une meilleure compréhension de la population de la paroisse du Sacré-Coeur, de l'école elle-même -- une meilleure compréhension de la structure de notre communauté -- la communauté franco-ontarienne de Toronto. En plus, nous avons fait appel aux services de son personnel comme personnes ressources pour bon nombre de nos conférences; et nous faisons appel à ceux-ci lors de l'étude des conséquences des politiques dans notre communauté. Il se peut que ce soit une question de proximité et le fait que nous connaissons certains d'entre eux personnellement.

En outre, il existe un échange constant de renseignements sur ce que nous trouvons et ce qu'ils découvrent.



Mais l'aspect le plus important, à mon avis -- et qui transcende notre propre domaine -- est à l'échelle provinciale.

Ce qui nous importe -- et nous l'espérons, c'est que le Centre de recherche franco-ontarien demeure autonome. Lorsque nous envisageons le transfert à l'Université de Toronto comme tel, nous posons la question: Gardera-t-il son autonomie? D'une manière -- comment dire -- si impartiale comme dans le passé, pourra-t-il faire cela? Quant aux budgets affectés à des fins franco-ontariennes -- existeront-ils? Aurons-nous encore cela?

L'autre aspect important au le Centre est que c'est un centre de formation et de recherche spécialisée -- hautement spécialisée pour les Franco-ontariens. Nous n'avons cela nulle part ailleurs dans le domaine de l'éducation.

Voilà les deux principaux facteurs que nous aimerions -- qui nous préoccupent dans le transfert possible à l'Université de Toronto. Nous voudrions le voir rester tel qu'il est maintenant, à moins que des garanties complètes soient établies advenant le transfert.

**M. le président:** Questions?

Monica, dans une minute, pouvez-vous faire le point à ce sujet?

**Mme Heller:** De façon générale ou par rapport à l'éducation franco-ontarienne?

**M. le président:** De façon générale.

**Mme Heller:** À mon avis, son mandat particulier, et la capacité de diriger ses ressources permettent à l'IEPO d'assurer des services qui n'existent nulle part ailleurs. Être obligé de se battre pour ces ressources, cette autonomie et le pouvoir de décision sur les travaux à faire à l'Institut, je pense que ce serait dommageable aux services très innovateurs et extrêmement importants qu'il offre à toute la province.

**M. le président:** Merci beaucoup.

**Mme Heller:** Merci.

**M. le président:** Et merci d'avoir fait bouger Jean aujourd'hui.

**Ms Heller:** A pleasure. Any time.

**M. le président:** Merci à tous les deux.

La prochaine présentation est de la part de l'Organisation d'informatique éducative de l'Ontario, M. Gordon McKye.

Bienvenue Gordon.

M. McKye: Merci beaucoup.

M. le président: À vous.

## L'ORGANISATION D'INFORMATIQUE ÉDUCATIVE DE L'ONTARIO

M. McKye: Bon. Merci.

J'aimerais remercier tous les membres de ce comité de l'occasion de faire cette présentation.

Permettez-moi de vous dire un mot sur l'Organisation d'informatique éducative et ensuite sur l'importance que revêt l'IEPO à ce sujet.

L'Organisation d'informatique éducative de l'Ontario -- E-C-O-O, connu familièrement comme "ECOO" -- est une organisation pédagogique de 200 -- pardon de 2 000 membres qui cherchent à assurer une orientation dans l'emploi de la technologie dans les écoles ontariennes. Nous avons un budget annuel de plus de 100 000\$; un bureau au 252, rue Bloor, l'immeuble de l'IEPO; nous tenons une conférence annuelle pour environ 1 500 professeurs; ECOO a deux publications: le Bulletin, publié huit fois par année et l'"ECOO Output", publié quatre fois par année. Nous faisons régulièrement des représentations de la part des professeurs de toute la province d'Ontario au ministère de l'Éducation, tout particulièrement par l'intermédiaire du Centre informatique en éducation.

Il ne fait aucun doute que l'IEPO a joué un rôle significatif dans la formation et la mise sur pied de cette organisation.

Je n'ai aucun renseignement permettant d'indiquer quelle structure à l'IEPO serait le mieux adaptée à la nature d'organisations telles que l'ECOO, mais j'estime que peu importe la structure choisie, elle doit garantir la liberté nécessaire à l'organisation -- l'IEPO -- de continuer à influencer sur l'éducation de la même manière dont il a aidé l'ECOO.

Permettez-moi de préciser.

L'IEPO a joué un rôle significatif dans la formation de l'ECOO; dans la formation de ses directeurs; dans les publications qui font partie de l'organisation; la conférence; et même dans la direction de l'ECOO.

Les premières recherches sur l'influence de la technologie sur l'éducation proviennent, à ma connaissance, de l'IEPO. En 1980, comme partie de ma maîtrise en pédagogie, j'ai suivi un cours de M. Bob Maclean sur "L'ordinateur personnel et l'éducation." C'est ce cours qui m'a fait prendre conscience du

potentiel de la technologie dans l'amélioration de l'apprentissage dans ma salle de classe.

Les étudiants au tout début du département de mesure, évaluation et applications informatiques étaient conscients du besoin d'une organisation pédagogique qui aiderait les professeurs en classe qui n'ont pas accès aux études de l'IEPO; d'où la naissance de l'ECOO. C'est le personnel de l'IEPO -- en particulier Bob Maclean, Irv Rubincam and Ron Ragsdale -- qui a aidé un petit group de professeurs intéressés -- tous, je crois, étudiants à l'IEPO -- à fonder l'ECOO.

L'IEPO continue à jouer un rôle significatif dans la formation des directeurs de l'ECOO. Les anciens présidents de l'ECOO -- moi-même je suis le président élu -- tous ont plus ou plus participé aux études à l'IEPO. Je crois que la formation des directeurs dans les domaines de -- dans les nouveaux domaines tels que la technologie éducative est extrêmement importante à l'IEPO et est devenue très significative pour l'ECOO.

Et en troisième lieu, je crois, figurent les publications. L'ECOO publie à l'heure actuelle deux documents dont l'"ECOO Output". Celui-ci était précédé d'une publication intitulée le "ECOO Newsletter".

Pour ces deux publications, des membres du personnel de l'IEPO ont été les rédacteurs, Bob Maclean d'abord, et maintenant Irv Rubincam. Leur contribution depuis leur point de vue à l'IEPO a été significative. Ils apportent à la publication une autorité, une compétence en recherche et en technologie qui, à mon avis, ont été extrêmement significatives pour la revue et pour les professeurs de l'Ontario.

En effet, l'IEPO a joué un rôle important dans les débuts de la première publication en fournissant une subvention SEED, qui nous a été accordée et nous a permis de commencer à élaborer nos publications.

Dans ce domaine, notre association avec l'IEPO et la contribution de l'IEPO ont été très significatives.

Quatrièmement, la conférence -- nous tenons une conférence annuelle qui réunit entre 1 000 et 1 500 professeurs. Elle offre à ces professeurs -- la septième conférence annuelle se tiendra le 1<sup>er</sup> et 2 mai.

Chacune des sept conférences s'est tenue dans l'immeuble de l'IEPO. Nous payons le plein tarif de conférence à l'organisation de l'IEPO et nous avons l'avantage de son comité de conférence et de sa structure d'organisation. Néanmoins, si nous devions tenir la même conférence à l'extérieur de cet immeuble, nous ne croyons pas pouvoir le faire au même prix pour les participants, les professeurs de l'Ontario.



La conférence de cette année réunira 1 500 professeurs; nous présenterons 250 séances dans neuf fuseaux horaires différents. Il y aura de nombreuses séances concomitantes, plus de 25 de chaque séance, réunissant des sommets de l'éducation du monde entier dans ce domaine, présentant ainsi aux professeurs ontariens de nombreuses possibilités -- idées relatives à l'emploi de la technologie dans nos salles de classe.

La conférence est la manifestation la plus significative de l'ECOO et s'organise comme partie de l'établissement de l'IEPO et grâce à l'appui de cet institut.

Le dernier domaine où à mon avis celui-ci joue un rôle important est dans la direction de l'organisation. Nous sous-louons un bureau à plein temps et avons embauché un employé à plein temps de l'OCLEA, le Conseil ontarien de direction dans l'administration scolaire, qui a, à son tour, loué les locaux à l'IEPO.

C'est une occasion unique pour nous d'avoir un bureau dans ce genre de climat avec ce genre -- le genre de personnes réunies par cet institut. Nous sommes, après tout, dans un domaine de recherche, dans un domaine qui évolue et même je dirais, qui évolue rapidement. L'éducation est une des institutions les plus floues, les plus conservatrices de notre société, et je crois que l'occasion d'influer sur l'éducation à partir du climat fourni par l'IEPO est très significative.

Je vous dirais que les changements apportés à l'éducation au cours des prochaines années, de la prochaine décennie, vont revêtir une importance capitale. J'envisage des changements -- à mon point de vue j'envisage des changements dans les bases de ce que nous enseignons. Si nous faisons un sondage -- le comté de Peel vient de réaliser un sondage visant à déterminer ce dont les professeurs -- les parents se préoccupent le plus, et ce sont les matières de base. Je vous dirais qu'au cours des prochaines années, les matières de base que nous demandons à nos élèves vont évoluer. Et ces années vont être formidables, passionnantes mais tumultueuses pour l'éducation.

À mon avis, les organisations telles que l'ECOO qui ont l'occasion d'influer sur les professeurs en classe sont très importantes, et je crois qu'elles ont besoin d'un climat propice à leur croissance et à leur épanouissement. L'IEPO nous a fourni ce climat.

Je ne sais quelle est la meilleure structure pour l'Institut, mais elle devra être capable de nourrir, de développer et de mettre en oeuvre de nouvelles idées comme le fait l'ECOO.

Merci beaucoup. Je me ferai un plaisir de répondre à toute question que vous pourriez avoir.

**M. le président:** Merci.

M. McFadden?

**M. McFadden:** J'ai trouvé votre présentation tout à fait passionnante. Justement le -- je n'étais pas du tout au courant de cet aspect de l'IEPO, et j'ai trouvé votre description fort intéressante.

Je pense que ce qui m'a impressionné était qu'une organisation comme la vôtre peut collaborer de façon symbiotique avec l'IEPO. Vous êtes au fond une organisation indépendante, avec votre propre direction mais vous travaillez évidemment de concert avec l'IEPO.

Et d'après ce que vous avez dit, j'ai compris que l'IEPO est un principal -- a exercé une influence déterminante sur vos débuts.

Votre statut me paraît intéressant. J'ai vu que vous êtes sous-sous-locataire --

**M. McKye:** Oui.

**M. McFadden:** --- de quelqu'un mais vous poursuivez vos travaux sans ennui, sans problèmes juridiques.

Je suis curieux de connaître votre opinion sur le transfert proposé lui-même, sur l'influence qu'il pourrait exercer sur vous. Que l'éducation à l'Université de Toronto -- connaissez-vous un aspect que couvre celle-ci qui ressemble aux activités auxquelles vous participez, ou un type de programme qu'elle offre qui ferait double emploi avec votre activité?

**M. McKye:** Non, pas que je sache.

Au contraire, je ne suis que trop conscient d'une certaine partie du personnel à la Faculté d'éducation et je dirais -- je n'en connais pas assez bien la structure pour savoir pourquoi -- mais je dirais que la possibilité que ce genre de recherche se fasse est inexistante à cette Faculté.

Les professeurs sont très -- et je n'exprime que mon point de vue et mes rapports personnels avec l'IEPO n'ont été qu'à titre d'étudiant, mais les professeurs semblent -- à la Faculté -- que je connais très bien -- semblent beaucoup plus s'attacher au rôle structuré. Or ils enseignent au premier cycle -- oui, un baccalauréat en pédagogie -- c'est peut-être pour ça. Mais à l'heure actuelle, je ne vois aucune possibilité à la Faculté de poursuivre le genre de travaux que nous voyons à l'ECCO.

**M. McFadden:** Ce que je trouve d'intéressant dans votre organisation -- votre activité -- est qu'elle joue un rôle

semblable au genre de relance que le bureau régional et ainsi de suite à l'IEPO ---

**M. McKye:** Oui.

**M. McFadden:** --- font partout en Ontario. Ce n'est pas, comme vous l'avez mentionné, un climat hautement structuré, mais les services sont rendus à un grand nombre de personnes.

Si justement l'Université de Toronto prenait en main l'administration de l'IEPO, avez-vous l'impression que le genre de rapports que vous avez nourris en tout en commençant par les conférences seraient difficiles à établir à cause de son administration? Est-ce que vous dites: au fond l'administration de l'Université est plus structurée et serait moins susceptible d'être ouverte à ce genre de rapports non officiels?

**M. McKye:** Pas nécessairement, M. McFadden.

Je veux dire, je crois que -- je ne sais pas. Je veux dire, je n'ai pas de -- je n'ai pas d'intérêt personnel ici. Je n'ai pas d'opinion d'un côté ni de l'autre.

J'estime tout simplement qu'on doit faire une place à ce genre d'épanouissement, surtout dans les domaines de la recherche et les idées nouvelles. Je veux dire, cette idée de technologie n'est que la pointe de l'iceberg. Les changements qu'elle va apporter à la société et, par conséquent au réseau scolaire qui la reflète, sont considérables.

Et je crois que -- peut-être la -- je ne sais pas. L'Université peut-elle -- l'Institut peut-il être rattaché à l'Université tout en gardant le genre d'autonomie qu'il a maintenant? Je ne sais pas.

Mais quand vous me demandez de le comparer à la Faculté, j'ai des idées très précises là-dessus. Peut-être parce que c'est le premier cycle -- elle offre un baccalauréat en pédagogie. Peut-être que c'est ça. Je ne sais pas.

Mais je vous implore qu'après les changements que vous apporterez, sous la direction -- sous quelque direction que ce soit, qu'il garde la même nature.

**M. McFadden:** Dans la mesure où les services que l'IEPO vous rend ---

**M. McKye:** Oui.

**M. McFadden:** --- et, vous savez, son personnel etc., avez-vous trouvé ces services bons, utiles et pratiques?

**M. McKye:** Absolument.



Maintenant, nous -- je devais dire pendant ma présentation -- laissez-moi reprendre -- ajouter que nous payons ce que nous recevons.

**M. McFadden:** Bien entendu.

**M. McKye:** Il ne s'agit pas pas d'être là à titre d'invité. Je veux dire que nous payons ce que nous recevons.

Ainsi -- mais nous faisons appel aux services. Nous utilisons le service d'imprimerie, par exemple. Un bon exemple serait l'imprimerie et le service postal.

Mais nous les payons et en plus nous recevons un très bon service. Nos rapports sont ceux de l'amitié. Vous savez, dans le style "Mon ami, pouvez-vous faire ça pour demain?"

Et je ne le fais pas personnellement. Nous passons par notre bureau. C'est un bureau de sous-location intéressant, mais la raison en est que nous avons pu obtenir ainsi non seulement un bureau, mais un personnel. Voilà la raison de conclure une entente de sous-location avec l'OCLEA.

Mais grâce à ces personnes et à leurs rapports avec l'IEPO -- dans le bureau des conférences se trouve un autre exemple formidable, au service de l'imprimerie, chez ceux qui s'occupent de l'équipement, et la facilité d'obtenir des salles pour les réunions -- nos rapports sont très amicaux et nous recevons un excellent service. Je veux dire, il y a toujours le courrier qui arrive en retard, vous savez. Alors, je pourrais penser à des sujets de plainte si on m'y forçait, mais en règle générale, nos rapports avec ceux qui nous rendent les services sont excellents.

**M. McFadden:** Bref -- eh bien, vous n'essayez pas vraiment de critiquer l'Université de Toronto.

**M. McKye:** Non, pas du tout.

**M. McFadden:** Je pense que ce que dites au fond est que vous êtes très content de l'IEPO et des services rendus, et vous estimez que, compte tenu de cette situation, vous préféreriez voir les choses rester telles quelles, que vous n'avez aucune raison de vouloir les changer.

**M. McKye:** Oui.

**M. McFadden:** Et vous préférez les voir rester telles quelles.

**M. McKye:** Je dirais que oui, même si je ne m'oppose pas aux changements comme tels. Je veux dire, les changements, c'est mon fort au travail. Ainsi, je ne m'oppose pas aux change-

ments tant qu'on peut maintenir la capacité de nourrir et de développer de nouvelles idées et organisations telles que l'ECOO.

Si j'avais le choix -- est-ce que nous n'accepterions pas tous que si nous étions contents du statu quo, alors je dirais que vous avez raison. Je préférerais que cela reste comme ça.

**M. McFadden:** Bien entendu, la logique de toute la révolution technologique des dernières années si nous tournons vers l'avenir tend vers la réduction des dimensions. Vous savez, l'industrie partout se dirige dans cette direction. Du moins est-ce le modèle dans la fabrication: les petites usines plutôt que les grandes installations -- l'avènement virtuel des cottages industriels grâce à l'utilisation des ordinateurs etc.

Ainsi, j'estime que d'une certaine manière, le transfert de l'IEPO à l'Université de Toronto serait faire marche arrière par rapport à la direction où l'innovation technologique semble nous orienter, dans ce sens où nous augmenterions l'administration et tout le reste, tandis que l'IEPO, sans aucun doute à cause de sa structure, est assez bien adapté au climat technologique actuel et à la direction dans laquelle la technologie tend à nous orienter.

**M. McKye:** Oui -- très bien dit. J'ajouterais que je considère que moins il y a de bureaucratie et de paliers de superstructure, mieux ça vaut.

Je veux dire, quand nous voulons -- quand nous avons besoin de faire quelque chose, moins il y avait d'autorisations à obtenir et de bureaucratie -- plus il y avait de liberté pour le personnel.

Et je pense qu'un autre palier d'administration à l'Université de Toronto apporterait -- aurait tendance à compliquer la structure.

**M. McFadden:** Vous ne seriez donc pas content de l'occasion de travailler à Simcoe Hall, à ce que je vois?

**M. McKye:** Eh bien, je suis diplômé de l'Université de Toronto et j'y ai reçu une maîtrise, et je n'ai pas -- non je n'ai vraiment aucune critique à formuler, Monsieur. Je n'appuie pas et je ne critique pas. Je n'en sais pas assez long sur l'Université de Toronto, sauf à titre d'étudiant, pour faire un commentaire.

Mais je crois très fort qu'il doit y avoir -- que vous devriez vous attacher à retenir cette capacité de l'Institut de stimuler de nouvelles idées et d'y donner suite.

**M. McFadden:** Merci. Une présentation très juste. Merci.

La prochaine fois, si vous voulez bien vous rapprocher du micro.

**M. McKye:** Très bien.

**M. le président:** Mme Bryden?

**Mme Bryden:** Merci, M. le président.

Je dois dire que je n'avais pas entendu parlé de votre organisation.

**M. McKye:** C'est très bien.

**Mme Bryden:** Mais je pense qu'il est très valable que vous soyez venu nous en parler et nous décrire ses rapports avec l'IEPO.

Je pense que la portée -- un des aspects principaux de votre présentation était que nous devons nous tenir à la pointe des changements technologiques, et surtout dans le système scolaire. Cela n'est pas facile lorsque le système scolaire est aussi étendu que toute la province.

Pensez-vous qu'il y ait un besoin d'augmenter vos services? Mettons qu'il se produit une nouvelle innovation technologique dans un an ou deux et que vous voulez augmenter vos services pour des raisons d'information. Comment feriez-vous pour que l'IEPO participe à l'expansion de vos services? Qui devez-vous approcher?

**M. McKye:** Oui, merci. Je pense que c'est une bonne question parce qu'elle me donne l'occasion de bien penser à la façon dont de nombreux buts de l'IEPO et les objectifs de l'ECOO, s'ils ne sont pas les mêmes, se correspondent.

Permettez-moi de vous donner un exemple. Comme vous avez indiqué dans votre question, nous nous dirigeons vers des changements scolaires. Je vous donne un exemple.

À l'heure actuelle, nous avons une technologie permettant de stocker des informations sur des disques. Nous les appelons des disquettes souples. Nous avons aussi des disques rigides. Bientôt, nous disposerons de disques compacts -- réservés à la lecture -- qui permet d'enregistrer sur un simple disque audio, comme ceux que vous avez vus dans les magasins -- les petits disques, à lecture par laser -- nous pourrions y mettre l'Encyclopédie Britannica au complet.

**Mme Bryden:** Oui.

**M. McKye:** Toutes les pages de l'Encyclopédie avec index permettant à un étudiant d'indiquer "Trouvez-moi toutes les références aux mammifères," vous savez, vite comme ça, quasiment instantanément.



Pas tout à fait.

Mais je propose que ce genre de technologie -- je veux dire l'accès aux bases de données, aux télécommunications -- les domaines sont nombreux où la nouvelle technologie va être significative dans nos salles de classe.

Maintenant, où en Ontario les recherches se font-elles à ce sujet? À l'IEPO. Nulle part ailleurs, que je sache.

Or, nous avons pour rôle d'aider les professeurs en classe.

M. McFadden a parlé de -- il n'a pas posé de question précise -- mais a parlé de la structure régionale de l'IEPO. Cela touche les gens de près -- les professeurs qui suivent des cours, et c'est un petit nombre. Nous avons beaucoup de professeurs. L'âge moyen est de 45 ans. Ils ont des familles, comme moi, -- avec des adolescents. Vous savez, j'ai étudié à l'IEPO et ailleurs pendant des années et des années. Je ne veux plus faire cela. Je m'intéresse à rendre mes cours efficaces et c'est à cela, et à ma famille, que je veux consacrer mes efforts. Par conséquent, l'IEPO ne touche pas la majorité -- il est évident qu'il ne touche pas la majorité des professeurs qui enseignent dans les salles de classe à l'heure actuelle.

Voilà le rôle de l'ECOO. L'ECOO possède la technologie -- eh bien, pas au complet, évidemment -- vous n'en aviez jamais entendu parler -- mais il touche à beaucoup de salles de classe pour les aider à comprendre cette technologie et son influence.

J'avance donc que la correspondance est parfaite. Je n'y avais pas pensé avant, mais il me semble qu'il y a une parfaite correspondance entre les recherches menées à l'IEPO et la mise en pratique dans nos salles de classe -- bien sûr par les personnes qui fréquentent l'IEPO, mais aussi par l'ECOO car il est en communication avec tous les autres professeurs du système.

Je vous propose donc -- je ne -- vous avez posé une question plus précise sur la structure, comment nous pourrions réaliser cela. Je ne pense pas qu'une structure compliquée s'impose. Nous ne demandons pas la permission à l'IEPO à moins qu'il s'agisse de ses locaux ou de son personnel. Nous fonctionnons, mais dans ce climat -- qui nous donne accès à ce genre de renseignements avec les chefs qui passent par l'IEPO.

**Mme Bryden:** Eh bien, je pense que vous avez répondu à ma question.

En principe, comme vous dites, vous êtes indépendant. Si vous voulez introduire une nouvelle technologie, vous n'avez qu'à le faire et à la présenter dans vos exposés en classe.

Faites-vous des voyages en province pour visiter ces classes qui utilisent votre matériel?

**M. McFadden:** Très bien merci.

Mon rôle à plein temps est celui du coordonnateur de l'informatique en éducation au Conseil scolaire d'Etobicoke. Je suis président de l'ECOO, un rôle que je joue à mi-temps.

Donc, pour répondre à votre question, si je voyage, oui. Mais je pense qu'une meilleure réponse à votre question consiste à dire que l'ECOO s'intéresse à toute la province.

Voici un bon exemple. Nous tenons une conférence à -- c'est la septième année -- elle a toujours lieu à Toronto. Et encore cette année -- difficile de tenir une conférence de cette envergure pour répondre aux besoins de tout l'Ontario sans que ce soit à Toronto

Cependant, nous avons soumis une proposition au ministère de l'Éducation -- et elle a été agréée -- pour offrir une série de colloques. Nous commençons un premier en rapport avec notre conférence. Il portera sur l'avenir et aura pour conférenciers Lester Sinclair, John Kettle, Marion Shannon, J. Henry Becker, spécialistes éminents de l'éducation et des technologies de l'avenir. Nous offrons le colloque dans le cadre de l'ECOO et il dure une journée complète. Nous allons présenter des colloques semblables dans presque toutes les régions du ministère. Alors, oui, nous sommes très -- nous allons faire cela en collaboration avec le ministère de l'Éducation.

Oui, cela nous préoccupe, beaucoup en effet.

Nous avons tenu de nombreuses conférences à London. Nous avons appuyé bon nombre de conférences dans le nord, à North Bay et Thunder Bay. Alors, oui, nous avons participé -- par les membres du Conseil -- des membres de l'ECOO dirigent diverses activités dans toute la province.

**Mme Bryden:** À mon avis, l'aspect le plus important pour se tenir au courant de l'évolution technologique consiste à pouvoir apporter les changements rapidement, et c'est -- la souplesse que possède l'IEPO en étant indépendant l'a aidé à collaborer avec des groupes comme le vôtre et à veiller à ce que son éducation informatisée soit à jour.

L'Université de Toronto cherche aussi sans doute à se tenir au courant, mais la mise en pratique constituerait-elle un problème supplémentaire si l'IEPO était rattaché à l'Université de Toronto?

Bien entendu, ce n'est pas très juste de vous poser la question.



**M. McKye:** Je ne sais pas vraiment. Tant qu'on maintient -- quoi qu'on fasse, si on maintient la sou -- je suppose -- je suis plutôt d'accord avec vous, mais je crois que c'est peut-être injuste. À mon avis, il est important de garder cette structure souple.

Je veux dire, oui, j'aimerais que cela reste tel quel, si vous voulez mon opinion personnelle.

**Mme Bryden:** Merci, M. le président.

**M. le président:** M. McKessock?

**M. McKessock:** M. McKye, vers la fin de votre présentation, vous avez mentionné quelque chose au sujet des matières de base, qu'elles changeront. Si vous pouviez préciser et élaborer davantage, à savoir si vous parlez des matières de base en éducation comme la lecture et les maths, ou si vous parlez de ---

**M. McKye:** Oui.

**M. McKessock:** --- matières de base.

**M. McKye:** Je parle des lettres et des maths.

**M. McKessock:** Vous voulez dire que nous ne serons plus obligés de lire, d'écrire et d'additionner?

**M. McKye:** Je m'excuse. Je n'aurais pas dû dire cela parce que je ne suis pas -- oui, je pense -- bien, je me suis adressé à notre conseil -- je ne veux pas aller trop loin parce que je ne suis vraiment pas expert en la matière. J'exprime simplement mon opinion.

Mais permettez-moi -- je me suis adressé à notre conseil scolaire -- à nos conseillers élus par le grand public mercredi dernier -- et un des conseillers était à cheval sur les claviers. Nous enseignons le clavier en 9<sup>e</sup> année, vous savez. Autrefois, on l'appelait la dactylographie alors que maintenant, nous disons "faire du clavier". Si nous voulons enseigner cela en 5<sup>e</sup> année, nous devrions être un peu -- et je venais de prononcer un petit discours dans le style de ce que j'ai dit ici au sujet de nos chemins de l'avenir. Ils en ont parlé et je leur ai dit: "Je ne crois pas que quand nos élèves en 5<sup>e</sup> arriveront dans le monde des affaires, ils aient besoin de savoir dactylographier. Les entrées se feront par la voix."

Eh bien, quant à moi, c'est vrai. Oui, je veux dire, quand est-ce qu'on lit des textes manuscrits -- excusez-moi. J'exagère un peu, mais vous avez posé la question. Quand lisez-vous des textes écrits à la main? Quand faites-vous des divisions en long? Je vous propose que la technologie -- voyez-vous, voilà la "société de l'information". Voilà la technologie de l'information. Voilà notre travail: l'information. Et je



vous dirais que la technologie qui en est à la mise au point -- l'ordinateur va être le crayon de l'avenir.

**M. McKessock:** Mais si nous abandonnons nos maitères de base comme la lecture, l'écriture et les maths --

**M. McKye:** Bon, j'abandonne.

**M. McKessock:** --- nous ne saurons pas penser comme il faut pour comprendre.

**M. McKye:** Non, non. Non, non. Non, non. Non, je ne suis pas d'accord.

Permettez-moi de vous donner un autre exemple. Un logiciel dans lequel un jeune introduit sa note -- il s'agit d'un élève en 3<sup>e</sup>. C'est un cours de création littéraire, d'accord? Et il dactylographie -- le clavier ne pose aucun problème. J'ai déjà vu des enfants à la maternelle dactylographier à vue, dans regarder le clavier. Les techniques du clavier ne sont pas le problème. Un jeune de 3<sup>e</sup> année introduit sa rédaction littéraire dans l'ordinateur -- avec les fautes de grammaire et d'orthographe, vous savez, le genre d'erreurs qu'un jeune peut bien faire -- je ne parle pas d'un élève doué mais d'un élève ordinaire -- oui il dactylographie sa rédaction -- littéraire -- dans l'ordinateur et celui-ci imprime quelque chose qui est en tous points correct, du point de vue dramatique, syntaxique et orthographique.

Pourquoi pas?. Pourquoi l'enfant doit-il apprendre la grammaire, la syntaxe et l'orthographe lorsque la machine peut le faire pour lui? Maintenant, vous avez dit: "Parce qu'il n'apprendra pas les techniques, il n'apprendra pas à penser." Non. Desormais, un professeur peut dire à Jean: "Jean, ce n'est pas la façon dont tu le dis. C'est ce que tu dis qui est important. Passons notre temps ensemble ..." -- et je crois que l'éducation est une entreprise humaine -- "...passons notre temps ensemble à parler de choses vraiment importantes, non pas de la façon dont tu l'a écrit."

**M. McKessock:** Eh bien, cela pourrait être très bien si vous aviez un ordinateur pour faire tout cela à votre place, mais il faut quelqu'un d'assez intelligent pour concevoir l'ordinateur.

**M. McKye:** Ô oui, ce n'est pas la question. Absolument pas. Les gens seront assez intelligents pour concevoir les ordinateurs et tout le monde en aura.

Quand est-ce la dernière fois que vous avez fait une division en long?

**M. le président:** Sans doute hier soir.

**M. McKye:** Écoutez, je veux dire, ce n'est pas l'objet de la discussion, mais c'est vous qui m'avez posé la question. C'est comme ça que je vois l'avenir.

**M. le président:** Autres questions?

Gordon, merci de votre excellente présentation.

Le Hansard n'a aucun problème avec votre présentation, seulement avec M. McFadden.

La prochaine présentation est de la Fédération ontarienne du Travail, mais je pense que ce groupe s'occupe de libre-échange aujourd'hui et qu'il pourrait ne pas se présenter.

Ainsi, je --Marion, où est-elle partie?

Nous aimerions quelques minutes à huis clos. Je suppose que tout le monde connaît le sens de cette expression.

M. Hennessy, nous voulons être à huis clos.

**M. Hennessy:** Comme vous voulez, Monsieur.

La séance est levée à 12h.





CAZAN  
XC16  
- G 24

Co  
Publ

G-25

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES GOUVERNEMENTALES  
RAPPORT ANNUEL,  
INSTITUT D'ÉTUDES PÉDAGOGIQUES DE L'ONTARIO (OISE)  
1984-85

LE MARDI 25 MARS 1986

Séance de l'après-midi



**PRESIDENT:** McCague, G.R. (Dufferin-Simcoe PC)  
**VICE-PRESIDENT:** Dean, G.H. (Wentworth PC)  
Poirier, J. (Prescott-Russell L)  
Bryden, M.H. (Beaches-Woodbine NPD)  
McFadden, D.J. (Lanark PC)  
McKessock, R. (Grey L)  
Allen, R. (Hamilton West NPD)  
Hennessy, M. (Fort William PC)  
Henderson, D.J. (Humber L)

**Commis:** Deller, D.

**Personnel:**

**Témoins:**

**Du Centre d'étude des femmes en éducation:**

Caplan, P., Présidente, Centre d'étude des femmes  
en éducation

Forman, F., Présidente, Centre de ressources pour  
l'éducation des femmes

Staton, P., Coordonnatrice du Centre d'étude des femmes  
en éducation

Bourne, P., Projet d'histoire des femmes

**De l'Ontario Institute for Studies in Education  
(Institut d'études pédagogiques de l'Ontario):**

Greenfield, T. OISE

Holmes, M., OISE

**De l'International Council for Adult Education**

**(Conseil international de l'éducation permanente):**

Hall, B., Secrétaire général, International Council  
for Adult Education

**Se représentant lui-même:**

Winchester, I.

**De l'Association of Educational Research Officers  
of Ontario (Association ontarienne des chercheurs  
en éducation):**

Cholvat, J.

Murray, J.

**Département de Psychologie appliquée, OISE:**

Wine, J., Département de Psychologie appliquée, OISE

Hunt, D., Co-président

Orme, M., Professeur

Cline, J., Ancien élève

Smye, M., Ancien élève

Cole, E., Ancien élève

# ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE L'ONTARIO

## COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES GOUVERNEMENTALES

LE MARDI 25 MARS 1986

Le comité s'est réuni à 14h00 dans la salle de comité 1

### RAPPORT ANNUEL - INSTITUT D'ÉTUDES PÉDAGOGIQUES DE L'ONTARIO, 1984-85 (Suite)

**M. le président:** Puis-je avoir votre attention, s'il vous plaît?

La première présentation, cet après-midi, sera faite par le Groupe d'études des Femmes en éducation d'OISE et le Dr. Caplan est ici.

Dr. Caplan, voudriez-vous s'il vous plaît vous asseoir près des micros et si vous êtes accompagnée, demandez s'il vous plaît à vos collègues de vous rejoindre, et s'il y en a cinq, nous avons un problème.

**Dr. Caplan:** Il y en a quatre.

**M. le président:** Veuillez procéder

### CENTRE D'ÉTUDES DES FEMMES EN ÉDUCATION

**Dr. Caplan:** Je vais d'abord nous présenter. Mon nom est Paula Caplan. Je dirige le Centre d'études des Femmes en éducation. À ma droite il y a Freida Forman qui dirige un des projets au Centre, le Centre de ressources pour l'Éducation des femmes. Immédiatement à ma gauche vous avez Paula Bourne, qui travaille sur le Projet d'histoire des femmes, qui fait aussi partie du Centre.

**M. le président:** Bienvenue.

**Dr. Caplan:** Merci. Nous sommes heureuses d'être ici.

Nous sommes heureuses d'être ici aujourd'hui. En fait, ce que nous avons à présenter est plutôt bref. Nous avons apporté du matériel que nous pouvons rendre disponible au comité.

Ce que nous aimerions d'abord faire, serait de vous décrire un peu notre Centre. Presque tout est sur cette feuille d'information -- je ne sais pas qui veut ces copies - où nous décrivons, d'abord, le Mandat



du Centre d'Études des Femmes en éducation à OISE, qui produit et diffuse de la recherche reliée à l'éducation des filles ou des femmes, dans un sens très large.

Le Centre a officiellement été créé il y a plus de deux ans et à grandi par sauts et par bonds depuis. Une des raisons pour lesquelles nous voulions parler à ce comité est que les choses ont très bien été, et le Centre s'épanouit si bien, que nous savons ce que nous avons. Nous n'avons aucune idée de ce qui se produira si le transfert a lieu.

Et ce qui est décrit sur cette feuille qui est distribuée, c'est la description des projets que le Centre réalise.

Comme vous le voyez, nous avons 11 catégories de projets, incluant des projets de recherche qui produisent du matériel qui est rendu disponible aux groupes d'éducation à tous les niveaux: les écoles primaires, les écoles secondaires, les collèges communautaires et l'université, les universités qui veulent inclure dans leurs curricula des informations sur les filles et les femmes.

Notre plus récente demande d'information nous est parvenue du gouvernement provincial, qui a réalisé qu'il n'avait rien sur les femmes et l'histoire des filles et des femmes dans son cahier pour le niveau secondaire. Et nous pourrions aller dans plus de détails là-dessus, si vous voulez en entendre parler.

Alors, nous avons des projets qui produisent de la recherche; nous avons plusieurs moyens de disseminer cette recherche, incluant par écrit car nous avons une série de publications, nous avons des livres et des papiers éducatifs qui sont envoyés aux éducateurs, aux professeurs et aux membres de la communauté, en général, non seulement dans la province, mais dans l'ensemble du Canada et dans d'autres parties du monde. Nous avons un certain nombre de séries de conférences qui s'adressant à la communauté des éducateurs et à la communauté de façon générale. Nous avons un programme de professeurs résidents, un communiqué, et ainsi de suite.

Une des choses uniques à propos du Centre, comme vous pouvez le lire sur la feuille qui a été distribuée, est que d'abord, nous avons -- nous sommes le seul Centre de femmes au Canada qui a cette combinaison inhabituelle de capacités très forte de recherche, et beaucoup d'énergie et de temps disponible pour disséminer la recherche, une connection avec le milieu académique et un contact très, très proche avec

le communauté de l'éducation dans son sens le plus large.

OISE a toujours eu pour politique d'encourager la plus forte intégration possible entre les services terrains et la recherche, les activités d'enseignement et la production de recherche de première qualité et ceci est reflété d'une façon puissante dans le Centre et c'est aussi reflété dans la façon dont OISE a encouragé le Centre à croître aussi rapidement qu'il l'a fait dans ses deux années d'existence. En fait nous avons eu tant de succès et de reconnaissance internationale, que cette année -- je veux vous lire un bref extrait d'une lettre que nous venons de recevoir ce mois-ci et ensuite je vous la remettrai. C'est de l'Institut canadien de la Culture des femmes. C'est de la présidente.

"Il me fait grand plaisir, au nom du Centre canadien de la Culture des femmes, de vous informer que le Centre d'Études des femmes en éducation, a été proclamée TRÉSOR NATIONAL.

Cette proclamation, faite conjointement avec le Congrès canadien des opportunités d'apprentissage pour les femmes, institut canadien de recherche pour l'avancement des femmes, le Comité national d'action sur le statut de la Femme, le Conseil national de la femme et l'Association canadienne pour l'avancement de la femme dans les sports, reconnaît la contribution exceptionnelle que vous et les femmes du centre avez faite à notre pays, et plus spécialement, aux femmes de notre pays et du monde."

Et ça continue. Alors nous sommes maintenant officiellement un "TRÉSOR NATIONAL", ce dont nous nous étions toujours douté, mais nous allons déposer cette lettre.

Alors nous avons une très bonne chose, c'est ce que ça revient à dire, et nous aimerions dire à ce comité qu'elles sont nos inquiétudes aujourd'hui. Comme je l'ai dit plus tôt, essentiellement notre sentiment est que ça va si bien maintenant, pourquoi changer à moins qu'il y ait des garanties sûres et raisonnables que nous pouvons continuer comme nous sommes.

Je devrais dire que je travaille à temps plein à OISE. Avant de venir à OISE, j'enseignais au le programme d'études des femmes à l'Université de Toronto et je continue toujours à le faire. Alors une partie de mon coeur est à chaque endroit et je pense donc être dans une situation unique pour pouvoir parler

de pourquoi OISE ne devrait pas être transféré à l'Université de Toronto.

Car bien à côté de toutes les attaches que j'ai à l'Université de Toronto, je serais vraiment alarmée si OISE était transféré à l'Université de Toronto, à cause, je crois, de ce qui arriverait au Centre des Femmes.

Alors laissez-moi énumérer nos inquiétudes. D'abord, je veux mentionner trois inquiétudes par rapport aux Études des Femmes en particulier, et alors quelques mots sur OISE, en général.

Premièrement, le Centre des Femmes. La grande partie de nos budgets de fonctionnement à OISE vient de Ministère des Collèges et des Universités. Si ça devait être filtré par l'Université de Toronto il n'y a aucune garantie sur combien ils en retiendront.

Si vous regardez comment l'Université de Toronto opère, pour certaines de leurs unités budgétaires, il y a apparemment à peu près 50% de cet argent qui est retenu. Il ne retourne pas à l'unité budgétaire. L'argent généré par les inscriptions va à l'Université de Toronto et ne revient jamais à l'unité. Je comprends qu'une des pires unités budgétaires à ce chapitre est la Faculté d'Éducation de l'Université de Toronto.

Dans le plus pur contraste, aussi à l'Université de Toronto, il y a le Centre d'Études médiévales où le ratio professeurs - étudiants est très élevé. Il est évident qu'ils ne ramassent pas suffisamment de fonds par les inscriptions pour même payer tous leurs professeurs. Alors cet argent qui va au Centre d'Études médiévales doit venir d'ailleurs.

Et je suis sûre que vous en êtes conscient, mais depuis que le gouvernement a annoncé le transfert nous n'avons pas entendu une seule parole qui était destinée à nous rassurer, qui nous a effectivement rassurées, de la part de l'Université de Toronto, à l'effet qu'il ne nous arriverait pas ce qui est arrivé à la Faculté d'Éducation de l'Université de Toronto.

Alors je veux simplement dire qu'une de nos plus grandes peurs, si nous étions transféré à l'Université Toronto, est que nous n'avons aucune garantie que nous puissions garder l'argent qui vient actuellement à OISE.



Deuxièmement, au Centre d'Études des femmes beaucoup de notre recherche est menée par des agents de recherche et la plupart de ces argents proviennent de transferts de subventions du Ministère de l'Éducation. Différents membres de la communauté d'OISE ont essayé de recontrer le Ministre de l'Éducation, depuis que l'annonce du transfert a été faite, mais sans réussir à le rencontrer. Nous n'avons eu aucune rassurance de quiconque au sein de gouvernement, à l'effet que la subvention ne serait pas tout simplement coupée, dans le cas d'un transfert à l'Université de Toronto. Nous ne savons pas. Ça là une autre de nos peurs.

Si nous perdions l'argent de la subvention de transfert, le Centre d'Études pour les Femmes s'effrondrerait tout simplement. Et si, en plus de perdre cet argent, nous devions perdre une portion substantielle de l'argent versé à OISE par le Ministère des Collèges et Universités, pour les dépenses d'opération, nous serions alors complètement dévasté, comme centre.

Le troisième point qui nous inquiète à propos du Centre lui-même, est que, comme je l'ai déjà dit, beaucoup de notre recherche au Centre est effectuée par des agents de recherche. C'est une catégorie de poste qui n'existe même pas à l'Université de Toronto. Et encore une fois nous n'avons aucune indication, depuis le dépôt du budget, l'automne dernier, que l'Université aie un quelconque intérêt de faire des arrangements pour accommoder cette toute nouvelle catégorie de travailleurs.

Les agents de recherche à OISE, sont syndiqués. Ils ont des avantages sociaux, leurs règlements de séniorité sont en place, et ainsi de suite. Et vous pouvez vous imaginer que ce ne sera pas une petite tâche pour intégrer tout ça dans une université qui n'a même pas cette catégorie de postes.

À propos de nos inquiétudes face à OISE en général, certains d'entre nous au Centre ont exprimé ces inquiétudes à propos du Centre et d'autres programmes progressifs et éducatifs à OISE qui seraient coupés dans le cas d'un transfert.

Et je dois dire que nous sommes particulièrement surpris parce qu'OISE est rempli de programmes progressifs comme notre Centre. Et j'ai indiqué aux membres du gouvernement, qu'on pourrait, si on le désirait, qualifier beaucoup de ces programmes de libéraux, avec un petit "L" ou un grand "L", au choix, bien que la plupart de ces programmes, aient été

appuyés, philosophiquement, par les membres de tous les partis en Ontario.

Je veux faire un dernier commentaire, et c'est que l'Université de Toronto et OISE, ont développé de très mauvais sentiments entre eux depuis que le budget a été déposé. Qu'on procède ou non avec le transfert, tout ça a été fort destructif pour OISE, ça a été terriblement destructif pour l'Université de Toronto et ça a rendu virtuellement impossibles toutes discussions raisonnables entre les deux institutions. Ça n'engendre rien d'autre que des effets négatifs.

Il est maintenant évident que ma préférence et la préférence des gens du Centre et la préférence d'OISE en général, est de garder OISE comme elle est et où elle est. Mais une crainte supplémentaire que nous avons est que beaucoup d'énergie, de temps et d'argent des deux institutions ont été dépensés pour parler, s'inquiéter et se battre contre toute cette affaire et la fin n'est pas en vue.

Une des choses que nous voudrions que le gouvernement fasse, comme premier petit pas -- et j'ai personnellement demandé à David Peterson de le faire, mais sans résultat -- est de faire en sorte que beaucoup de pressions viennent peser sur le président de l'Université de Toronto, pour qu'il négocie avec OISE, qu'il parle raisonnablement, parce que quand le Trésorier fait son discours du budget il donne OISE à l'Université de Toronto sur un plateau d'argent et nous n'avons plus aucun pouvoir de négociation.

Nous serions heureuses, quiconque d'entre nous, de répondre à vos questions.

**M. le président:** Il n'y a pas de commentaires de la part des membres de votre groupe?

**Mme Bourne:** En fait, il est probablement préférable de répondre aux questions, si quelqu'un a des questions spécifiques sur les programmes du Centre.

**M. le président:** M. Poirier.

**M. Poirier:** Merci, Monsieur le président.

Je veux que vous sachiez que quel que soit la position du gouvernement, elle se fonde sur beaucoup de respect. Peut-être ne nous entendons-nous pas sur le quoi ou le comment et quoi d'autre, mais je dois avouer que j'ai été surpris par certains des qualificatifs puissants que vous avez utilisés. Vous semblez réagir comme si vous étiez placé devant un fait

accompli. Ça s'est déjà fait dans le passé, que nous regardions le post mortem d'une opération, en jugeant par la force de vos mots, et je -- ne vous m'éprenez pas, je peux évidemment comprendre pourquoi vous vous sentez ainsi par rapport à votre programme. Je ne voudrais pas réduire vos sentiments. C'est juste que votre réaction au programme, vous avez dit que vous avez parlé à des membres du gouvernement, compris Peterson, et l'objet même du gouvernement était que ce comité puisse recevoir votre opinion, d'une façon ou d'une autre, et nous ne sommes pas en face d'un fait accompli, ou pire encore, un post-mortem. C'est pourquoi, il est encore temps pour vous de dire ce que vous ressentez et encore temps pour nous tous, en tant que comité, de faire des recommandations au gouvernement. Et c'est pourquoi j'étais - je voulais tout simplement vous dire que j'étais triste de vous entendre parler comme si c'était passé, fini.

**Dr. Caplan:** Oh, je ne crois pas que ce soit passé. Mais l'intensité de nos craintes et de nos inquiétudes vient d'une compréhension profonde de ce qui est en jeu ici, et ça fait si longtemps que ça dure.

**M. Poirier:** C'est exact. Je suis peiné d'entendre qu'il y a, vous semblez décrire, il y a un manque de communication. Ça semble assez intéressant de noter que l'annonce de cette proposition ait causé autant de difficultés. Vous avez dit "destructif", le mot "destructif" qui est, dans ma langue -- l'anglais étant ma langue seconde - est encore un mot très destructif et je suis surpris et attristé de vous entendre dire que ça a été très destructif, si je vous cite exactement, en ce qui a trait à ce qui s'est passé considérant que le processus est encore en cours et qu'il y a encore beaucoup de travail à faire et plusieurs opinions à recevoir et beaucoup de travail à faire par notre comité sur tout ceci.

**Dr. Caplan:** Je l'espérais.

Une partie de mon inquiétude est que ceux à qui nous avons parlé au gouvernement n'ont pas semblé le voir de la même manière. Ils ont simplement dit: "De quoi parlez-vous?" C'est une citation verbatim. "Ne t'inquiète pas, Paula, tu ne perdras pas ton emploi". "Nous avons à nous soucier de choses beaucoup plus importantes", est une autre citation verbatim. C'est ça la qualité des sortes de réponses qu'on nous a faites.

Et oui, ça a été destructif. En fait, l'analogie qui m'est venue à l'esprit lors de



l'annonce, c'était si tôt après les élections provinciales, et je me suis dit, vous savez, le parti libéral et le NPD se sont assez bien entendus au moment des élections et je me demande ce qui arriverait aux Libéraux et au NPD si soudainement, quelqu'un d'en haut annonçait. "Maintenant, vous devez vous marier complètement tous les deux. Pas de place pour négocier les termes, etc." C'est juste que, ça va se produire, que vous le souhaitiez ou non. Ça place le groupe le plus faible dans une position fort inconfortable, sans pouvoir négocier et ça ressemble beaucoup à ce qui s'est produit.

Et donc OISE dit: "Vous ne nous écoutez pas; vous ne nous donnez pas de garanties; vous ne voulez pas nous parler des conditions," et l'Université de Toronto dit: "Je vous tiens. De quoi vous plaignez-vous? Pourquoi nous traitez-vous comme si nous allions vous faire quelque chose de terrible?" Et nous disons: "S'il vous plaît, dites-nous que vous ne nous ferez rien de terrible. S'il vous plaît, précisez comment ça va se passer."

**M. le président:** M. Poirier vous a provoquée à dire ces choses. Je comprends cela. Nous ne sommes pas un comité politique, je l'espère -- mais parfois nous le sommes.

**M. Poirier:** Monsieur le président --

**M. le président:** M. Poirier, voulez-vous continuer? Est-ce cela que vous me dites?

**M. Poirier:** Non, je -- je veux juste que vous compreniez que je ne vous provoque pas, contrairement à ce que le président disait.

**M. le président:** Oh, si.

**Dr. Caplan:** Oh, j'ai un --

**M. le président:** Oh, si.

**Dr. Caplan:** -- Je ne dis que ce que je veux bien dire.

**M. le président:** Nous allons passer ça aux voix.

**M. Poirier:** Aurais-je à m'abstenir, Monsieur?

**M. le président:** Même le docteur Henderson sera d'accord avec moi, je crois.

**Mme Staton:** Pourrais-je continuer?

**M. le président:** Certainement, que vous le pouvez. Certainement, que vous le pouvez.

**Mme Staton:** Mes remarques n'auront rien à voir avec des conversations avec des politiciens et ça pourrait aider.

Je pense que si vous essayiez de vous mettre à notre place pour un instant et pensiez aux déclarations publiques prononcées par le président de l'Université au comité de développement social, au conseil des gouverneurs de l'Université de Toronto et à ses déclarations publiques aux médias et dans les lettres qui ont circulé à OISE, sont vraiment tout ce dont nous disposons pour se convaincre de la bonne foi de l'Université de Toronto. Et le Dr Connelly a été véhément dans son refus de dire s'il y a la moindre chance que l'institut obtienne un statut particulier. Dans ses conversations privées il a semblé nous comparer, par exemple, à l'Institut d'études sur l'enfant -- non pas que j'ai quelque chose contre l'étude de l'enfant, mais, à lui seul, notre Centre rapporte près de \$200,000 par année en bourses de recherche extérieures, en plus de ce que nous obtenons et nous ne sommes comme aucune des facultés ou des départements de l'Université de Toronto.

Mais le refus de l'Université de Toronto à dire publiquement qu'ils auraient une volonté de trouver ouvertement un moyen d'apaiser nos inquiétudes --notre principale préoccupation est l'autonomie budgétaire. Je veux dire, je ne pense pas qu'il est possible de le dire en termes plus clairs. Nous ne sommes pas intéressés à passer notre temps à débattre de notre cas contre la Faculté de Médecine, de Génie, de Droit ou toute autre faculté à l'Université, et clairement c'est ainsi qu'ils préparent leur budget.

Le processus à l'Université de Toronto -- j'avais moi-même 18 ans d'expérience, avant de venir au Centre, à observer ce processus de budget en cours. En fait, nous nous sommes fait dire par un haut-placé à l'Université de Toronto que le problème avec la faculté est que le doyen en n'est pas assez dur pour se battre contre le Droit ou la Médecine.

Maintenant, quiconque parmi vous a lu la théorie féministe sait que ce n'est pas comme ça que nous souhaitons opérer. Je ne suis pas intéressée à passer mon temps à préparer des mémoires sur pourquoi nous devrions avoir plus d'argent que la Faculté de Droit, ou que quiconque. A l'Institut, nous nous

entendons presque tous sur nos priorités et il y a un certain échange auquel nous nous sommes habitués et nous ne voulons pas nous retrouver dans une situation où il sera inévitable d'avoir un plus petit budget.

Je pense que le deuxième point que j'aimerais faire est que dans toutes les conversations écrites ou parlées et dans les rencontres qu'aucun de nous ait eues avec l'Université, on parle beaucoup de ce qu'on peut mutuellement s'offrir, entre nos deux institutions.

Maintenant, nous savons ce que nous avons à offrir. Nous avons un budget, des subventions, nous avons des coûts fixes de recherche, un édifice -- quel que soit ce que vous ressentiez par rapport à cet édifice -- mais personne ne nous a dit ce que nous avons à gagner de l'Université de Toronto, autre que dans des termes très vagues l'idée de plus de conversations et de rencontres et de choses qui pourraient arriver et ne le font pas -- Rien maintenant ne peut empêcher ça d'arriver maintenant, en autant que je comprenne. Je veux dire, la rue Bloor est une avenue très étroite, comme quelqu'un la fait remarquer. Nous sommes très près de là. Je ne crois pas que de transférer l'Institut et son budget à l'Université de Toronto puisse amener de meilleures relations.

Au contraire, comme le Dr Caplan l'a indiqué, je peux voir que ça va causer beaucoup de problèmes, spécialement si on a l'air de souffrir de quelque façon que ce soit.

**Dr. Bourne:** Pourrais-je juste ajouter qu'en termes d'attitudes -- je suis impliquée dans le Projet d'histoire des femmes canadiennes depuis plusieurs années, et c'est un projet qui nous permet de travailler directement avec les écoles et avec les professeurs pour développer du matériel sur l'histoire des femmes et de l'intégrer au curriculum.

Juste récemment nous avons reçu une lettre de l'Université de Toronto, du Département d'histoire -- c'est un département de 72 professeurs et ce département a finalement décidé qu'il était peut-être temps d'embaucher un professeur dans le domaine de l'histoire des femmes. La requête qu'on nous a adressée nous demandait si nous croyions que ce devait être un poste à un-tiers, deux-tiers ou plein temps. Nous parlons, vous le savez, de l'histoire de la moitié de l'humanité, du début des temps à aujourd'hui, de par le monde, et l'Université de Toronto et une faculté de



72 personnes sa demande s'il devrait nommer quelqu'un au tiers du temps.

Et ici à OISE, notre département qui a, je crois, un total de 8 personnes, nous avons deux postes à temps plein en histoire des femmes, nous avons tout un projet qui se concentre à développer du matériel sur l'histoire des femmes et à l'acheminer là où il devrait être, c'est-à-dire au niveau de l'école. Si nous devons changer les attitudes, nous ne le ferons pas avec les gens qui sont à l'université; nous avons besoin d'envoyer du matériel dans les écoles et travailler avec les enfants dans les plus basses classes.

**Dr. Forman:** Puis-je ajouter un commentaire? Ce n'est pas, je l'espère, pour dorer l'or, mais ça renforce ce qui a été dit. Les programmes d'OISE en général -- mais je vais parler plus spécifiquement des programmes des femmes -- ont été engagés face à la communauté dès le début dans son sens le plus large. Nous nous voyons comme une institution financée par les contribuables et donc ayant à en répondre à eux.

Le résultat est que notre centre, Le Centre d'études des femmes en éducation, spécifiquement, est ouvert au public, ce qui veut dire qu'on n'interdit personne. N'importe qui peut entrer, se servir du matériel, recevoir de l'aide, si nécessaire et continuer à en bénéficier. Les gens que nous desservons se retrouvent à travers le pays; en fait ils viennent du monde entier. Plusieurs programme d'études des femmes, de par le monde, nous envient. Et je pense que ça, ça fait une différence.

Ce n'est pas que l'Université de Toronto se perçoive comme n'étant pas responsable devant le public, mais je crois que notre responsabilité est clairement énoncée et nous avons agi en conséquence. Et à mon avis c'est quelque chose qui vaut la peine d'être nourri et protégé plutôt que balancé. Et c'est une des choses que nous croyons seront mises en danger et nous ne pourrons plus nous étendre comme nous l'avons fait de par le passé.

**M. le président:** Merci

Mme Byden.

**Mme Byden:** M. le président, je suis familière avec le travail du Centre d'études des femmes et lorsque, récemment, une de mes électrices est venue me voir en espérant mettre sur pied un centre de

counselling et d'aiguillage dans non comté, mais voulant fouiller le sujet avant de présenter une proposition pour obtenir un financement ailleurs, elle m'a demandé où elle pourrait obtenir de l'information sur d'autres centres pour femmes et quelle sorte de besoin il y avait dans cette ligne de travail. Et bien sûr, je lui ai immédiatement dit d'aller au Centre d'études des femmes à OISE parce qu'ils ont plusieurs ressources et matériels et qu'il est ouvert au public. C'est juste un exemple du type de service que je sais que le Centre peut offrir.

Je crois que vous avez mis le doigt sur le principal problème devant nous aujourd'hui, et c'est que vous croyez que c'est une question de survie. Si le transfert est fait vous pourriez ne pas survivre, à tout le moins dans votre forme actuelle.

Vous ne pourriez peut-être plus obtenir de subventions de recherche. Quel pourcentage du travail du Centre des femmes est réalisé grâce à des subventions de recherche que vous avez su attirer?

**Dr. Staton:** Environ la moitié. Notre budget total est d'environ \$250 000 par année. Nous n'avons pas d'avoir honte de notre ration d'attraction de recherche, ou quel que soit le nom qu'on lui donne à l'Université de Toronto. Je crois en fait que nous avons autant de fonds pour la recherche que toute la Faculté d'Éducation, et ce dans notre seul Centre et c'est parce que nous avons huit -- sept agents de recherche à temps plein en plus des professeurs. Nous avons pour l'administration -- nous n'avons pas un gros budget, il vient d'OISE, environ \$30 000; et ensuite nous avons environ \$150 000 en transferts de subventions. Nous avons donc trois sources de financement.

Nous croyons que nous serions encore capables, je le croirais, de continuer à augmenter notre niveau de subventions extérieures, bien qu'avec les règlements de l'Université nous perdriions beaucoup de notre argent pour les coûts fixes, argent qui se passe dans l'administration et revient au Centre.

**Mme Bryden:** J'en comprends que vous craignez qu'en étant sous l'Université de Toronto que non seulement les frais d'inscription des étudiants, mais aussi les bourses de recherche iraient dans la caisse de l'Université et peut-être que tout l'argent ne reviendrait pas à l'organisation qui l'avait amassé.

**Mme Bourne:** Je crois aussi que nous avons la capacité de recherche parce que nous avons ces personnes qui ont les antécédents et la capacité de sortir et d'attirer la recherche.

Si nous étions transférés et plus faibles, si les gens devaient être mis à pied, nous n'aurions plus cette capacité et ne pourrions continuer à attirer le genre de bourses que nous attirons présentement.

**Mme Bryden:** Ce matin, le Conseil consultatif de l'Ontario sur les questions de la femme a dit -- qu'ils n'étaient pas conscients que plusieurs autres groupes travaillaient dans le domaine des questions de la femme et, en particulier, ils ont demandé: est-ce que la Faculté de Médecine a jamais travaillé sur des problèmes spécifiques aux femmes face à leurs médecins et d'avoir, dans le domaine de la santé, des services adaptés à leurs besoins spécifiques?

Êtes-vous consciente d'autres formes de travaux en cours dans d'autres départements que celui de l'éducation qui serait dans le domaine des femmes et qui vous auraient aidé dans votre travail?

**Dr. Caplan:** Peut-être que je pourrais répondre à cette question. Vous parlez de l'Université de Toronto, en particulier?

**Mme Bryden:** Oui.

**Dr. Caplan:** Il ne se passe presque rien à la faculté de médecine. En fait, récemment -- j'enseigne également au département de psychiatrie, et il y a environ un an, ils essayaient d'obtenir une nouvelle chaire au département de psychiatrie. Ils avaient un comité de sélection d'environ 16 personnes sans aucune représentation féminine. Et quand j'ai écrit une lettre de protestation, on m'a répondu avec la plus grande condescendance que les hommes étaient parfaitement capables de prendre en considération les préoccupations des femmes.

À ma connaissance, il y a une ou deux personnes qui travaillent sur des questions féminines à la faculté de médecine. Elles sont extrêmement isolées. Elles sont avides de contacts avec d'autres femmes. Elles viennent parler avec nous à OISE. Le programme d'études féminines lui-même, à l'Université de Toronto, est à peine sous-financé. J'y enseigne un tiers d'un cours de quatre ans depuis huit ans et je gagne encore aujourd'hui la même chose pour le faire qu'il y a huit ans.



Et à l'Université de Toronto, en études féminines, ils viennent enfin d'obtenir un poste menant à la permanence pour éviter de perdre une des meilleures enseignantes qu'ils aient jamais eues. Elle était tutrice, affiliée à l'un des collèges. Elle n'avait absolument aucune sécurité d'emploi et il a fallu se battre énergiquement et obtenir beaucoup de soutien pour qu'on transforme ce poste de sorte qu'il mène à la permanence. Et ils ont bien failli perdre cette collègue.

Je suis donc membre de leur comité des programmes en études féminines à l'Université de Toronto depuis des années, et ils n'arrêtent pas de se plaindre du manque d'argent, de l'énorme demande pour les cours, de la difficulté de payer les salaires et des efforts du principal de New College qui fait de son mieux mais qui doit subir la concurrence des autres programmes et des autres collèges. Donc on n'accorde pas beaucoup d'importance à cette question à l'Université de Toronto. D'ailleurs, il y a un comité ad hoc qui vient d'écrire un rapport sur le statut de la femme à l'Université de Toronto. Pat Staton et d'autres membres d'OISE y ont participé, ainsi que des tas de gens de l'Université de Toronto. Et on reste interdit devant tout ce qui reste à faire dans ce domaine.

**Mme Bryden:** Eh bien, je crois que ce que vous demandez, c'est le maintien de l'institut actuel avec son Centre d'études des femmes, parce qu'il est unique et qu'il ne sera probablement pas reproduit à l'Université de Toronto --

**Dr. Caplan:** Non.

**Mme Bryden:** -- avant longtemps, peut-être même jamais.

Merci.

**M. le président:** Merci.

Professeurs Connelly, Greenfield et McLean, accepteriez-vous de donner quelques minutes de votre présentation au groupe qui nous parle actuellement?

**Le professeur Connelly:** Eh bien, j'espère que nous n'allons pas sacrifier ce temps-là parce que je crois que le point de vue que nous allons présenter est très différent de ce que nous avons entendu ces derniers jours avec de nombreux groupes.

**M. le président:** Ça, c'est intéressant.

Dr. Caplan, nous avons vu beaucoup de monde habillé en vert, lundi dernier. Nous vous félicitons de vos couleurs printanières et de votre présentation.

Merci beaucoup.

Dr. Caplan: Merci.

**M. le président:** Nous allons maintenant entendre la présentation des professeurs Connelly, Greenfield et McLean.

**ONTARIO INSTITUTE FOR STUDIES IN EDUCATION**  
(Institut d'études pédagogiques de l'Ontario)

**Dr. Greenfield:** M. le Président, j'aimerais me présenter, Tom Greenfield, ainsi que mon collègue, le Dr Mark Holmes. Les autres membres du corps professoral d'OISE qui ont signé le mémoire n'ont pas pu se libérer cet après-midi. Le Dr Holmes, cependant, est signataire d'un autre document que vous avez devant vous et qui, en général, soutient le mémoire; je lui ai donc demandé de m'accompagner ici.

Passons au mémoire. Je signalerai tout d'abord que les quatre personnes qui présentent le mémoire sont professeurs à OISE et à la Faculté des études supérieures de l'Université de Toronto. Deux d'entre nous sommes à l'Institut depuis sa création et deux de nos membres sont Anciens Présidents de l'Association des professeurs à l'Ontario Institute for Studies in Education.

Nous avons décidé relativement tard de préparer ce mémoire et de le présenter, au moment où nous avons pratiquement abandonné tout espoir que les points de vue tels que ceux que nous avons entendus vous soient présentés ou soient sérieusement pris en considération dans la résolution du problème auquel OISE fait face actuellement.

Nous croyons représenter un point de vue considérablement plus vaste au sein d'OISE. Et pour étayer cette affirmation, j'ai présenté la copie d'une lettre ouverte circulée à OISE la semaine dernière et comprenant 33 signatures, soutenant l'idée qu'OISE devrait continuer à faire partie de l'Université de Toronto, si possible, et soulignant fortement que, les négociations à ce sujet n'ayant même pas commencé, il devenait urgent de les entreprendre.

Permettez-moi maintenant de résumer l'argumentation du mémoire. En tout premier lieu, nous croyons qu'il y a de bonnes raisons pour qu'OISE fasse

partie de l'Université de Toronto et qu'il y reste. Nous croyons que ce serait à l'avantage à la fois de l'Institut et de l'Université.

OISE n'est pas une université. Elle n'en a pas le rayonnement ni la structure et nous croyons sincèrement qu'un OISE totalement indépendant finirait par abaisser ses standards, par se replier sur lui-même et par tomber dans l'isolement caractéristique des études en éducation d'autrefois. Les études en éducation récentes ont fait un grand progrès enrégissant à s'inscrire dans le cadre des responsabilités universitaires.

Autrefois l'éducation était toujours considérée comme un cas spécial, ce qui fait que la recherche en éducation a trop souvent été de moindre qualité, et nous croyons que l'atmosphère vivifiante et stimulante de l'université est essentielle pour un institut tel qu'OISE.

Notre deuxième point est que la possibilité de rester à l'Université dans des conditions satisfaisantes semble avoir été rejetée prématurément par les responsables décisionnels actuels d'OISE et nous ne pouvons pas comprendre pourquoi -- quand on considère que l'Université a offert à de nombreuses reprises la possibilité de négocier raisonnablement avec l'Institut -- pourquoi ces offres ont été refusées par l'Institut.

Ce qui est arrivé, semble-t-il, c'est que la politique d'indépendance d'OISE a été acceptée et promulguée en très peu de temps et, j'ajouterai, sans beaucoup de discussions à OISE même. Puisque c'est là notre nouvelle étoile, nous sommes tous censés la suivre aveuglément. Et l'offre -- comme j'ai dit -- l'offre de négociation avec l'Université ou à l'intérieur de l'Université a simplement été mise de côté.

L'éventualité d'un institut indépendant n'est pas très attirante, je crois, pour ceux et celles qui se dédient au maintien d'un niveau élevé de recherche en éducation.

Et la possibilité d'affilier un OISE indépendant à une autre université nous dépasse tout à fait. Pourquoi devrait-on entamer des négociations avec une autre université quand nous n'avons pas accepté de négocier avec l'université avec laquelle nous sommes affiliés depuis 20 ans?



J'aimerais maintenant vous soumettre également la preuve qu'il existe une véritable possibilité d'accord avec l'Université de Toronto, un accord qui maintiendrait et soutiendrait toutes les bonnes choses que -- j'en suis sûr -- vous pensez d'OISE depuis quelques mois. Et je ne remets pas en question tous ces bons programmes, toutes ces initiatives valables, le mandat tout entier d'OISE, que je soutiens de tout coeur.

Je dis simplement qu'il y a la preuve que ce mandat peut être maintenu et soutenu à l'intérieur de l'Université de Toronto. Et cette preuve se trouve dans le rapport du Conseil conjoint, qui est un conseil de liaison entre OISE et l'Université. Ce document a été préparé pendant ces derniers mois. Il vient de sortir publiquement hier, non sans difficultés considérables, je dois dire. Il donne la preuve qu'il existe une volonté, et que, là où cette volonté existe à l'Institut et à l'Université, un arrangement, une structure, peut être envisagée pour respecter les intérêts de l'Université et le mandat cher à OISE.

Il présente également l'avantage d'intégrer les programmes d'OISE et de la Faculté d'Education, à la fois au niveau des études de premier cycle et à celui des études supérieures. Et il contient aussi des provisions selon lesquelles les sommes actuellement versées à l'Institut et à la Faculté continueraient à être versées à la nouvelle unité.

Donc l'argument que vous avez certainement entendu et selon lequel l'Université terminerait tout simplement les bonnes choses qu'on fait actuellement à OISE est nettement contredit par cette affirmation.

Je suppose que la dernière chose que je voudrais dire ici, c'est que nous sommes venus présenter notre mémoire avec une certaine trépidation, une certaine déception, parce que nous avons essayé à maintes reprises de nous faire entendre par les différents niveaux de représentation de l'Institut et que notre point de vue a été constamment écarté.

Il existe des déclarations voulant qu'OISE soit unanime, que ceux qui représentent OISE représentent tous ses membres. Je peux vous affirmer qu'il y a depuis longtemps la preuve à l'intérieur de l'Institut que ce n'est pas le cas. Et pourtant on continue à affirmer que la position des membres d'OISE est unanime.

Il y a une provision dans le rapport du Conseil conjoint qui verrait, en fait, une division au

sein d'OISE s'il fallait en arriver là. Certains d'entre nous resterons avec l'Université si on nous permet de le faire, et nous croyons que nous devrions pouvoir garder la partie des ressources d'OISE que nous représentons et rester avec l'Université parce que nous pensons fermement que c'est bien là la place d'un institut de ce genre.

Voilà l'essentiel de notre soumission et nous vous remercions de nous avoir donné l'occasion de vous la présenter.

**M. le président:** Merci beaucoup.

M. McFadden.

**M. McFadden:** Je me demande si je pourrais -- j'essaie de repenser à ce que vous dites et de décider à quel point cela diffère de ce que nous avons entendu jusqu'ici.

Pour commencer, dans les premiers paragraphes de votre mémoire, vous annoncez ou déplorez la manière avec laquelle le Trésorier a annoncé le transfert, la façon arbitraire de l'annoncer. Est-ce que vous dites qu'en fait c'est l'annonce elle-même et la manière d'annoncer, le manque de consultation, et ainsi de suite, qui vous préoccupe le plus? Est-ce que finalement vous êtes en faveur d'un transfert à l'Université de Toronto, de l'élimination de votre conseil et essentiellement de l'élimination de l'Institut comme institut indépendant, ou bien est-ce que vous dites au fond -- j'essaie de déterminer où nous sommes parce qu'il y a eu tant de manières d'aborder la question.

Il y a des gens qui parlent de fusions organiques, de transferts et affiliations et tout le reste. J'essaie de voir où vous vous situez à ce sujet. D'abord, êtes-vous en faveur ou contre le transfert? Si on pouvait commencer par une très simple qu --

**Dr. Greenfield:** Eh bien, nous essayons d'éviter des mots comme "transfert".

Ce qui nous préoccupe, c'est le mandat de l'Institut et ce qui permettrait de le préserver. Quelles formes de structure permettraient de le sauvegarder, tout en préservant une relation très vivace avec l'Université?

Et je dois vous signaler que le rapport du Conseil conjoint envisage le maintien d'un conseil,

responsable à la fois de la Faculté, de l'ancienne Faculté des Sciences de l'éducation et de l'Institut. Donc il n'est pas question d'abandonner ce conseil.

Ce que nous aimerions voir -- et nous en avons parlé dans notre mémoire -- c'est à la fois le maintien de l'autonomie de l'Institut et une intégration plus étroite à l'Université de Toronto. Et nous pensons qu'on peut résoudre ce problème avec un peu de volonté et d'imagination.

**Dr. Holmes:** Si je peux me permettre d'ajouter quelque chose ici, je dirai que nous ne sommes pas en faveur d'un transfert direct, simple et arbitraire de l'Institut à l'Université dans lequel l'Institut disparaîtrait. Nous y sommes absolument opposés. Et je crois que c'est le cas pour tout le monde. Je ne pense pas que l'Université elle-même le proposerait.

Cependant, nous serions en faveur d'un échange dans lequel nous aurions une sorte de relation permanente avec l'Université alors qu'actuellement nous avons ces affiliations de cinq ans, et des disputes tous les cinq ans à propos des termes de la nouvelle affiliation, ce qui est déjà très pénible. En échange de la suppression de cette affiliation et de l'obtention d'une relation permanente avec l'Université, eh bien, nous accepterions le genre de choses qui sont indiquées dans le mémoire du Conseil conjoint, pas nécessairement -- je suis sûr que nous ne serions pas tous d'accord avec chaque virgule, et ainsi de suite -- mais nous accepterions le principe qui sous-tend le mémoire du Conseil conjoint et qui situerait l'Institut en grande partie à l'intérieur de l'Université tout en lui assurant une autonomie considérable. De telle sorte que, par exemple, les fonds de recherche viendraient directement à l'Institut, la subvention du Ministère de l'Education arriverait directement à l'Institut, tandis que les fonds calculés d'après la formule MCU seraient canalisés par l'Université. Mais il faudrait qu'il y ait un accord assurant que ces fonds ne seront pas brusquement et considérablement réduits.

**M. McFadden:** Donc ce que vous dites, si j'ai bien compris, c'est que vous êtes en faveur d'une affiliation perpétuelle à long terme avec OISE?

**Dr. Holmes:** Encore une fois, nous préférons ne pas utiliser les mots "affiliation" et "transfert" parce qu'ils sont tabous pour certaines personnes. Le mot "affiliation" est tabou pour l'Université, ainsi que pour le Trésorier; le mot "transfert" est tabou



pour OISE. Nous pensons donc que la solution se trouve dans un compromis qui n'utiliserait ni l'un ni l'autre de ces mots, mais qui parlerait d'une association permanente avec un degré d'autonomie pour l'Institut, un peu moins que maintenant, mais en échange cette relation serait permanente et non quelque chose qu'il faudrait renouveler tous les cinq ans.

**M. McFadden:** Je vois.

Quelle importance accordez-vous au mandat provincial d'OISE, c'est-à-dire les programmes offerts par ses diverses succursales et ceux qu'il offre à l'extérieur du contexte universitaire?

**Dr. Holmes:** J'ai été pendant à peu près six ans l'administrateur responsable des succursales; je n'ai donc pas besoin de dire à quel point je les considère importantes dans le mandat de l'Institut. Je pense que c'est un secteur qu'il faudrait préserver et que cela doit être consigné dans l'accord avec l'Université, quel qu'il soit.

**Dr. Greenfield:** Et ce point est soulevé spécifiquement dans le mémoire du Conseil conjoint et, quoiqu'il ait été dit ou suggéré bien souvent que l'Université était opposée à ce genre de choses, en fait il existe actuellement à l'Université des entités de ce genre et l'accord auquel on est parvenu inclut le maintien et la continuation de ces centres.

**M. McFadden:** Quelles sortes d'"entités de ce genre"? Des succursales dans tout l'Ontario?

**Dr. Greenfield:** Oui. Ça existe.

**M. McFadden:** Dans quel domaine?

**Dr. Greenfield:** L'agriculture, je crois.

**M. McFadden:** L'agriculture. Je veux dire par là que la Faculté des Sciences de l'éducation n'a pas -- ce qui nous a frappés, ce qui m'a frappé, particulièrement quand je traverse le nord, mais aussi dans la région d'Ottawa, c'est que les gens ont une mauvaise opinion de l'Université de Toronto et de ce qu'elle a fait à l'extérieur de Toronto. Et encore, je ne suis pas méchant! On aime bien OISE, mais pas l'Université de Toronto.

Et, vous savez, j'ai trouvé intéressant que vous disiez qu'elle a un programme d'expansion extérieure. Son image, certainement à l'extérieur de Toronto -- je suis diplômé de l'Université de Toronto,

donc je n'ai rien de spécial contre elle -- je vous dis simplement ce que nous -- l'information que nous avons obtenue en tant que comité législatif, en ce qui concerne les gens à l'extérieur de Toronto, il y a certainement un véritable problème dans le transfert à l'Université de Toronto. Maintenant, il est possible que votre accord à long terme puisse dissiper cette peur. Je ne sais pas, mais je vous dis simplement que les sentiments envers l'Université de Toronto et son expansion externe sont particulièrement mauvais.

**Dr. Greenfield:** Cela n'est pas vraiment surprenant, parce que l'Université de Toronto n'a rien de comparable au réseau d'OISE. Mais nous ne voyons pas pourquoi cela mettrait en danger les bonnes choses qu'OISE a accomplies de les intégrer à l'Université, si l'Université s'engage envers elles, ce qui sera probablement le cas, je crois.

**Dr. Holmes:** Il y a aussi de bons arguments pour continuer l'attribution des octrois du Ministère de l'Education directement à l'Institut, et cela signifierait certains changements dans la manière d'allouer les fonds intérieurement. Mais il n'y a pas de raison pour laquelle une partie de ces octrois ne pourrait pas être utilisée pour la continuation des succursales qui, aux débuts de l'Institut, étaient un but avoué de ces octrois. Et soudainement nous pensons qu'ils devraient venir directement à l'Institut de sorte qu'il ne puisse y avoir aucune possibilité pour l'Université, sauf par décision délibérée du gouvernement, de dire: Eh bien, nous ne voulons plus nous casser la tête avec ces centres du nord.

Donc -- il n'y a pas de désaccord dans notre engagement envers ce mandat provincial, mais nous pensons qu'on peut justifier un compromis stipulant que ce mandat peut être pour-suivi et que cela peut être négocié avec l'Université. Au moins il faudrait faire un sérieux effort.

Je crois qu'il est très compliqué de commencer à parler d'affiliations avec, par exemple, l'Université York, parce que les programmes de diplômes approuvés par l'OCGS, l'Ontario Council on Graduate Studies (Conseil ontarien des études supérieures) qui sont offerts par l'intermédiaire de l'Institut, mènent à des diplômes de l'Université de Toronto. Il serait extrêmement difficile d'obtenir de l'OCGS que l'on enlève à l'Université le pouvoir de décerner des diplômes et qu'on le donne à York.

Il est parfaitement possible que l'Université de Toronto dise qu'elle veut continuer à

décerner ces diplômes. Nous aimerions développer la possibilité d'offrir les programmes qui mènent à ces diplômes. Et je pense que favoriser ce genre de dispute serait au grand détriment de l'Université et de l'Institut.

**M. McFadden:** Une dernière question, et je passerai aux autres. Dans le budget, la rationalisation du transfert était l'élimination de la duplication. Jusqu'à maintenant, la seule duplication qui ait été signalée par le gouvernement, autant que nous sachions, était celle des conseils d'administration et peut-être une partie du personnel administratif. Avez-vous connaissance de duplications qui seraient éliminées par le transfert d'OISE à l'Université de Toronto, pour commencer, si en fait cela devait devenir une réalité?

Et deuxièmement, en ce qui concerne la proposition du gouvernement -- j'essaie de déterminer exactement ce que vous approuvez et ce que vous désapprouvez -- je crois comprendre que si on ne pouvait atteindre aucun accord, disons, et que les options étaient de laisser OISE comme tel ou de le transférer à l'Université de Toronto comme simple partie de la Faculté des Sciences de l'éducation, vous seriez en faveur de laisser les choses comme elles sont plutôt que d'accepter le simple transfert et faire partie de la Faculté des Sciences de l'éducation. Ai-je bien compris?

**Dr. Holmes:** Nous ne désapprouvons pas entièrement le statu quo, sauf que c'est un arrangement très temporaire, que nous avons ce problème tous les cinq ans et que l'Université n'a manifestement pas l'intention de poursuivre l'arrangement actuel. Mais nous ne sommes pas particulièrement en désaccord avec l'actuel -- je pense que presque tous les membres de l'Institut accepteraient le statu quo si tout le monde était d'accord pour le préserver.

**Dr. Greenfield:** Mais j'aimerais ajouter que, bien que nous soyons satisfaits du statu quo, nous ne pensons pas que ce soit là une pleine réalisation du potentiel que représenterait une meilleure association entre l'Institut et l'Université. Il n'y a pas de raison, par exemple, pour laquelle il devrait exister une séparation entre les programmes de premier cycle et les études supérieures. Nous croyons qu'une intégration plus étroite serait à l'avantage des deux programmes et par conséquent à l'avantage de l'ensemble de l'éducation ontarienne.



**M. le président:** Ce qui représente un problème.

**Dr. Greenfield:** Pardon?

**M. le président:** Son introduction est un problème.

**Dr. Greenfield:** Quelle introduction?

**M. le président:** Je pense que nous sommes en train d'examiner si oui ou non il devrait y avoir fusion. Alors, vous introduisez un nouvel aspect de la question quand vous dites que les choses ne sont pas parfaites sous leur forme actuelle, mais nous ne voulons pas faire ce que veut le Trésorier, et nous aimerions faire autre chose que ce que nous faisons maintenant.

**Dr. Holmes:** Je pense que ce que nous suggérons, c'est un compromis. Nous avons actuellement deux positions très rigides qui sont totalement opposées. Il me semble que, dans ces circonstances, il serait utile de proposer un compromis plutôt que choisir entre deux extrêmes.

**M. le président:** Cela pourrait se faire quand vous vous rencontrerez.

**Dr. Holmes:** C'est ce que nous suggérons.

**Dr. Greenfield:** Nous suggérons que c'est cela dont nous avons besoin.

**Dr. Holmes:** Je crois qu'il y aura probablement trois partis au lieu de deux puisque, de toute évidence, le gouvernement est aussi impliqué dans cette affaire.

**M. le président:** Il est intéressant de noter que M. McFadden est diplômé de chacune des institutions où on a été.

Oui, je vais lire votre histoire un jour.

Madame Bryden.

**Mme Bryden:** Je crois comprendre que vous êtes convaincus qu'OISE a un avenir à préserver et que vous reconnaissez la valeur de son travail externe, de sa recherche et de son travail dans les succursales, mais peut-être que ce que vous suggérez représente une manière différente de préserver OISE et son mandat grâce à de nouvelles négociations.

Mais j'aimerais vous demander si vous considérez que le genre de résolution limite adoptée par l'Association des professeurs à sa réunion du 13 janvier 1986 est essentiel et qu'il doit faire partie de tout accord signé avec l'Université? Les six parties de la résolution étaient: un conseil d'administration indépendant, une affiliation d'une durée minimale de 20 ans, la préservation du nom, Ontario Institute for Studies in Education, le contrôle des locaux actuels de l'Institut, le contrôle du budget et des revenus d'OISE, et la continuation du mandat d'OISE pour la recherche, les études supérieures et le développement externe. Est-ce que vous approuvez chacune de ces six conditions limites que l'Association des professeurs, je suppose sa majorité, considère comme essentielles?

**Dr. Greenfield:** J'étais président quand l'Association des professeurs a adopté tout ça et je voudrais préciser que ce ne sont pas des conditions limites. Elles ont été adoptées en tant que positions à négocier.

Mais malheureusement la position de négociation est devenue la position ferme de l'Institut, sans l'accord de l'Association. Et c'est contre cela que nous protestons.

**Mme Bryden:** Eh bien alors, j'aimerais vous demander si, vu que les présentes négociations instituées avant l'annonce du Trésorier ont atteint une impasse, vous pouvez entrevoir la possibilité d'un compromis entre deux groupes qui ne négocient pas en tant qu'égaux? Parce que l'Université de Toronto a de son côté le droit de décerner des diplômes et les déclarations du Trésorier et qu'OISE n'a d'autre part qu'une déclaration indiquant son désir de maintenir son indépendance et son habilitation à poursuivre le mandat qui lui a été confié par la loi. Et la seule communication -- la plus récente communication du Président de l'Université de Toronto -- nous apprend qu'il veut continuer les négociations avec deux comités différents, sans qu'il soit fait mention d'aucune de ces conditions limites, mais il n'est pas prêt à abandonner les deux as de l'Université de Toronto, à savoir le droit de décerner des diplômes et la déclaration du Trésorier. Est-ce qu'il y a là une possibilité quelconque de négociations fructueuses?

**Dr. Greenfield:** Eh bien non, je ne crois pas. Certainement pas, mais je ne comprends pas comment on peut parler de négociations quand on veut que la personne avec qui on négocie accepte tous les as comme condition d'ouverture des négociations.

**Mme Bryden:** Celui qui n'a pas de pouvoir n'est pas à égalité.

**Dr. Greenfield:** Alors -- c'est une des choses que je ne comprends pas non plus -- si nous n'avons aucun pouvoir, vous savez, pourquoi est-ce que nous négocions?

**Mme Bryden:** Eh bien, je crois que nous le faisons -- OISE le fait parce qu'il doit obtenir le droit de décerner ses diplômes.

Maintenant, ne reconnaissez-vous pas que plusieurs instituts dans le monde sont aussi prestigieux que les universités, et qu'un institut mondialement reconnu comme l'OISE, qui offre une très grande quantité de disciplines -- il n'est pas une université et il n'a pas toutes les disciplines mais il s'occupe d'une très grande partie du domaine de l'éducation et il dessert tout le système d'éducation provincial, et il a aussi un mandat pour servir de conseiller auprès des ministères, les deux ministères qui s'occupent du domaine de l'éducation, n'admettez-vous pas qu'un tel institut doit mériter le droit d'avoir le pouvoir de décerner des diplômes par lui-même? Et ceci lui donnerait une position d'égalité avec l'Université de Toronto dans les négociations visant à trouver la manière dont la Faculté d'Education et les autres disciplines universitaires pourraient être incorporées ou coopérer afin d'atteindre une relation plus riche avec l'OISE.

**Dr. Greenfield:** En un mot, non.

Je ne vois pas l'utilité provenant du fait que l'OISE soit une institution ayant le pouvoir indépendant de décerner des diplômes en dehors de ses programmes et de ses activités. Et c'est seulement si ceux-ci sont bons que l'institut devrait avoir ces pouvoirs.

Maintenant, ce que je dis est que cette affiliation avec l'Université assurera probablement plus que l'OISE continue à appliquer le degré d'excellence adéquat exigé pour ces domaines. Et j'aimerais vous indiquer que la majorité des instituts reconnus mondialement font partie, en effet, d'universités.

**Mme Bryden:** Mais ils ne le sont pas tous. Il y en a ...

**Dr. Greenfield:** Et bien, je pense qu'il n'y en a que quelques-uns.



**Mme Bryden:** Et bien, pensez-vous qu'il pourrait continuer à attirer le genre de bourses de recherches qu'il attire maintenant s'il faisait partie d'une université où les bourses ne seraient pas nécessairement sous le contrôle de l'Institut?

**Dr. Greenfield:** Et bien, encore une fois, la proposition demande qu'elles le soient. Il n'est pas impossible qu'elles soient sous son contrôle.

**Mme Bryden:** Mais ce sont des choses, évidemment, qui devraient être écrites dans n'importe quel accord sur l'attribution des diplômes.

Mais il me semble que ...

**Dr. Greenfield:** Et bien, ceci devrait être écrit à l'intérieur d'un accord avec l'Université, si c'est là où nous voulons rester.

**Mme Bryden:** Pouvez-vous voir la possibilité que l'Université puisse garantir que les fonds versés à l'OISE, par exemple, ne soient pas incorporés dans le budget de l'Université...

**Dr. Greenfield:** Ce mémoire...

**Mme Bryden:** ... comme il est recommandé dans ce rapport que vous avez mentionné?

**Dr. Greenfield:** Ce mémoire vient avec une certaine autorité de la part de l'Université et il place ces questions ...

**L'Auditoire:** Oh, non.

**Dr. Greenfield:** Vous voyez à quoi nous devons nous opposer?

**M. le président:** À quoi vous devez vous opposer.

Puis-je dire quelques mots ...

**Dr. Greenfield:** Je vous sou mets ... Je voudrais juste attirer votre attention sur le fait que ceci a été soumis par J.T. Stevenson, Professeur agrégé de philosophie à l'Université de Toronto, et par des membres du comité, y compris Rose Sheinin, qui est la Vice-Présidente des Études Supérieures de l'Université de Toronto. Ceci est pour dire que ce mémoire a une bonne réputation à l'Université, malgré les sifflements entendus, et ceci a du mérite.

**Mme Bryden:** Avec votre respect, M. le Président, puis-je préciser que le Comité sur les Relations Institut/Université, qui a écrit ce rapport, est formé de trois membres de chaque institution mais qu'il n'a aucun autre mandat en ce qui a trait à ses recommandations.

**Dr. Greenfield:** C'est vrai. Il n'en pas.

**Dr. Holmes:** Ceci n'est pas un mémoire officiel.

**Dr. Greenfield:** Ceci n'est pas un mémoire officiel.

Mais nous affirmons que si ces choses peuvent résulter de telles négociations officieuses, pourquoi ne pouvons-nous pas commencer une négociation formelle afin de voir ce que nous pouvons atteindre officiellement?

**M. le président:** Ce qui est la raison pourquoi nous sommes ici.

**Dr. Greenfield:** Et bien, j'espère que vous allez nous aider à atteindre ce but.

**M. le président:** M. McKessock.

**M. McKessock:** Vous travaillez tous les deux pour l'OISE. Est-ce exact?

**Dr. Greenfield:** Oui.

**M. McKessock:** Une question rapide. Quelle économie la jonction de l'Université et de l'OISE amènera-t-elle, d'après-vous?

**Dr. Greenfield:** Mark, voudriez-vous ...

**Dr. Holmes:** Je voudrais dire qu'il y a peu de chances d'arriver à une économie financière à partir seulement du changement de relation entre l'Université et l'Institut. Je ne pense pas que ce point devrait être un sujet de discussion majeur puisque quelle que soit la somme en question, qui serait très peu élevée, elle ne serait pas assez suffisante pour être prise en considération dans les discussions. Je ne pense pas que ceci soit une question financière dans le sens où le gouvernement épargnerait de l'argent.

**M. le président:** Ce qui est, d'après ce que je comprends, la raison pourquoi nous sommes ici.

**Dr. Holmes:** Je croyais que nous étions ici parce qu'une proposition était présentée par le gouvernement afin de transférer l'Institut à l'Université et parce que cette situation déjà troublée s'était empirée avec ce changement et était devenue encore plus confuse. Je pensais que nous étions ici afin d'essayer de trouver une solution pour établir une relation permanente.

**M. le président:** Ma compréhension était que quelques lignes étaient consacrées à ceci dans la discussion budgétaire concernant l'épargne.

**M. McFadden:** C'est la raison pour laquelle nous sommes ici. C'est ce qui m'a amené ici.

**M. le président:** Je ne dis pas ça pour être drôle. Je dis que c'est la raison pour laquelle nous sommes ici.

**Dr. Greenfield:** Monsieur le président, dans notre mémoire nous faisons la remarque que nous ne sommes pas en faveur de la manière dont cette chose fut annoncée.

Nous avons aussi cité une phrase de Marshall McLuhan qui dit que chaque panne est une percée. Et nous voyons aussi, au travers de cette panne, et c'est essentiellement ce que cet avis était, une percée. Il y a vraiment ici la possibilité de réaliser quelque chose à partir de cette situation malheureuse qui pourra bénéficier à l'Université et à l'Institut et nous pensons alors au système d'éducation de la province.

**M. le président:** Merci beaucoup pour votre présentation.

**Dr. Greenfield:** Merci.

**M. le président:** La présentation suivante sera donnée par le Conseil international pour l'éducation aux adultes, représenté par M. Budd Hall et son groupe, si vous avez un groupe, Budd.

**M. Hall:** Je n'ai pas de groupe.

#### LE CONSEIL INTERNATIONAL POUR L'ÉDUCATION AUX ADULTES

**M. Hall:** M. le président, Membres Honorables, mesdames et messieurs, merci pour m'avoir donné l'opportunité de parler devant cet important comité.



Mon nom est, comme on vient de vous le dire, Budd Hall. Je suis le Secrétaire Général du Conseil international pour l'éducation aux adultes. Le CIEA, un regroupement mondial, représente le domaine de l'éducation aux adultes. Notre siège social international est situé ici en Ontario.

Le fait que les éducateurs pour adultes du monde entier aient choisi l'Ontario pour établir leur bureau principal peut être attribué en grande partie au caractère rafraichissant, indépendant et accessible retrouvé chez l'OISE depuis sa création au cours de années '60.

Dans notre travail, nous correspondons à plusieurs niveaux avec des éducateurs provenant de presque tous les pays du monde. Il vous fera peut-être plaisir d'apprendre que l'OISE est connu et respecté par la grande majorité de ces pays, et que sa réputation provient non seulement de son excellent département d'éducation pour adultes mais aussi de la nature innovatrice offerte par tout le conseil.

Nous, les Canadiens, avons la tradition plutôt curieuse d'honorer les institutions et les peuples du monde entier mais nous le faisons rarement pour les nôtres.

J'offre ces quelques mots de support pour la continuation du statut actuel de l'OISE en vous présentant le point de vue d'un regroupement international et j'espère que vous accorderez ainsi plus de poids à ces arguments.

Mes amis, l'Ontario a créé en l'OISE une institution remarquable. Je ne connais aucune autre institution de ce genre vouée à l'éducation dans le monde entier qui soit devenue connue si rapidement et ceci pour les bonnes raisons.

En pensant hier soir à l'OISE et à cette présentation, un grand nombre d'adjectifs ont parcouru alors mon esprit; plein d'entrain, innovateur, créatif, accessible, pratique, terre à terre, professionnel, indépendant, attentif et unique. L'OISE a été capable de développer un style et une ambiance qui ont permis aux éducateurs pour adultes en provenance de nos villes, de nos régions rurales, du nord et d'outremer d'établir facilement et directement un rapport entre eux.

Ce rapprochement entre le terrain et l'institution d'études supérieures est extrêmement rare. Nous croyons que cette atmosphère et ce

caractère particuliers ont été facilités par la manière dont les structures de base ont été assemblées. Cette accessibilité et cette ouverture sont caractéristiques des plus beaux principes de l'enseignement aux adultes.

Toutefois, vous avez réussi à créer cette structure ou ses caractéristiques, que cela ait été pensé dans sa conception ou survenu par chance, et vous devez maintenant faire tout ce que vous pouvez pour les préserver. Aucune espèce en voie d'extinction ne demande autant d'action immédiate que l'OISE.

La communauté de l'éducation aux adultes en est une qui juge l'instruction et l'érudition à l'aide de son application concrète qui s'ajuste à l'ensemble des besoins des étudiants toujours grandissant. Nous ne sommes pas dupés par l'ensemble de certaines institutions qui célèbrent, en isolation, des constatations ésotériques en dehors des défis véritables de notre époque.

Les étudiants que nous desservons sont des administrateurs travaillant dans des industries de technologie très avancée, des bénévoles dans des coopératives d'habitation, des femmes qui retournent au marché du travail, des résidents nouveaux de l'Ontario qui désirent atteindre un futur productif, des personnes plus âgées qui entreprennent de nouvelles carrières et parfois, un politicien ou deux qui désirent se consacrer à autre chose après une mésaventure électorale.

**M. le président:** Allons. Allons.

**M. Hall:** Ces personnes aiment l'OISE comme il est. Je vais répéter: ces gens aiment l'OISE comme il est, et moi de même, ainsi que tous les membres de notre comité exécutif. Nous sommes certains qu'à la fin, vous serez du même avis que nous et que vous ferez tout ce qui sera nécessaire pour fortifier l'OISE dans ses structures actuelles en tant qu'institution qui fonctionne.

Merci beaucoup.

**M. le président:** Je pense M. Allen a une question.

**M. Allen:** Premièrement, j'aimerais vous souhaiter la bienvenue, Dr. Hall. Nous apprécions votre présence ici.

Je me demande si je peux partager avec vous le fait qu'au cours des voyages de notre comité, nous

avons constaté que ce que vous venez de dire est assez partagé, et que cela fonctionne si bien, de fait, que les personnes travaillant dans ce domaine, du moins celles qui font affaire avec l'OISE à un niveau pratique, ne voient vraiment aucune raison de changer quelque chose; en effet, ils craignent en voyant la possibilité imminente d'une jonction de l'OISE avec la faculté des études du premier cycle, que cette décision ait pour effet de canaliser les ressources à un tel point que la qualité d'autres bonnes choses, y compris les centres opérant sur le terrain présentement subventionnés par l'OISE, se retrouve ébranlée ou même menacée. Alors, les mots que vous venez de prononcer sont généralement partagés, d'après nos constatations.

Une des choses que nous voulons parvenir à faire au cours de ces séances est de comprendre, évidemment, comment l'OISE est arrivé à ce point-ci afin de trier les choses qui lui sont nécessaires et celles qui ne le sont pas.

Et avec tout le respect pour l'éducation aux adultes, j'aimerais préciser que cette activité n'a pas atteint des proportions stellaires en Ontario par l'intermédiaire des activités des universités entreprises par elles-mêmes. Même l'Université de Toronto, qui est séparée de l'OISE, n'a pas réussi à faire de grands progrès ou à se bâtir une grande réputation mondiale dans ce domaine. Mais qu'est-ce qu'il y a de spécial chez l'OISE, au niveau de l'éducation aux adultes, est-ce sa structure, son caractère ou autre qui ont aidé à ce bon fonctionnement alors que les facultés traditionnelles d'éducation des autres universités n'ont pas réussi à le faire?

**Dr. Hall:** Et bien, évidemment, une partie de ceci est simplement une question d'échelle. Si l'éducation aux adultes est un domaine dont nous pensons naturellement qu'il n'est pas connu suffisamment, et c'est un domaine où inévitablement dans les universités ... et ceci non seulement dans les autres universités de l'Ontario et du Canada; c'est un modèle retrouvé partout dans le monde, alors inévitablement, lorsque les départements d'éducation aux adultes, sont laissés entièrement sous la responsabilité des universités, ils en souffrent, parce qu'à l'intérieur des universités, et je veux préciser que ceci ne se retrouve pas seulement à l'Université de Toronto puisque ce comportement est typique de la plupart des universités du monde, le crédit et la priorité y sont habituellement donnés aux domaines qui ont traditionnellement plus de prestiges, que ce soit certaines bourses d'études qui sont à la mode, certaines activités scientifiques ou d'autres dignes



d'intérêt. Ceci explique la raison pour laquelle la dimension concernant l'enseignement dans une société se retrouve souvent conçue, vous savez, sans beaucoup de planification avant son établissement.

Alors, une raison est que l'éducation aux adultes à l'intérieur de l'OISE fait partie d'une plus petite unité, et par conséquent, la communauté de l'éducation pour adultes est capable, vous savez de ramasser ses forces et de défendre sa situation avec plus d'efficacité.

Je pense que l'autre raison provient de sa nature assez indépendante, qui a amené, d'après nous, un type assez flexible de fonctionnement, en tant que toute l'institution a développé différentes façons de travailler. Par exemple, il est plus ouvert aux étudiants adultes; les personnes d'âge mûr, qui désirent retourner à l'université, ont souvent beaucoup de difficultés à être acceptées par les bureaux traditionnels de nos universités. Ce n'est pas parce que les comités d'admission ne sont pas intéressés par eux, mais plutôt parce qu'il existe tellement de pression et que l'accent est mis sur la jeunesse et ceux qui suivent le cours normal d'éducation. Alors, il faut vraiment prêter une attention toute particulière à ceux qui ont des besoins spéciaux afin de reconnaître les équivalences académiques obtenues au cours d'expériences vécues ou administratives. Et c'est pourquoi l'OISE est capable de donner cette attention spéciale à cause de sa dimension adéquate et de son développement à réaliser cette relation sur le terrain, ce qui a d'ailleurs été le sujet de plusieurs mémoires, ce qui a donné à ses administrateurs et ses comités d'admission leur propre pouvoir et ceci a fortifié la main de ceux à l'intérieur de l'OISE qui aimeraient avoir ce genre de base là-bas.

Il y a d'autres choses qui ... il y a un bon nombre d'autres raisons mais je ne veux pas prendre trop de temps sur ce point.

**M. Allen:** D'après votre propre expérience des structures des systèmes d'éducation autour du monde, voyez-vous un problème majeur se développer si jamais l'OISE devenait plus indépendant de l'Université qu'il ne l'est actuellement ou s'il atteignait un statut indépendant réel, en reconnaissant qu'une telle institution desservirait toutes les facultés d'enseignement de toutes les universités dans tous les domaines...

**Dr. Hall:** Oui.

**M. Allen:** ... En Ontario, inévitablement...

**Dr. Hall:** Oui. Oui. Oui.

**M. Allen:** ... et qui serait reconnu ainsi, si cela devait se produire, par le gouvernement?

**Dr. Hall:** Non. Je pense qu'il y a des modèles, si l'on regarde ceci sur une base globale. Il existe des modèles, vous savez, des modèles comparables. Vous savez, je ne veux pas prétendre savoir si cela serait mieux pour l'OISE ou non.

Je peux dire que les électeurs du Conseil international pour l'éducation aux adultes ne connaissent pas vraiment le lien existant actuellement entre l'OISE et l'Université de Toronto. Et ceci n'a pas été un facteur déterminant d'une manière ou d'une autre dans leur relation avec l'OISE. Et je suis certain que de leur point de vue--et je ne parle pas ici de l'opinion des gens de Toronto, qui vous savez, peut être différente-- de leur point de vue, ils pensent probablement que l'Institut est assez indépendant et qu'il décerne déjà ses propres diplômes et tout le reste.

**M. Allen:** Alors, l'idée d'affiliation avec une autre direction d'université n'aurait pas beaucoup de sens.

**Dr. Hall:** Je ne pense pas que cela ferait beaucoup de différence pour mes électeurs. Si, de fait, ils venaient ici et suivaient des cours et devenaient plus familiers avec les bénéfices et les avantages, ils auraient alors peut-être des opinions différentes. Mais au stage où ils sont -- le rôle de l'OISE est essentiellement vu comme étant celui d'une organisation indépendante. C'est assez curieux, d'une certaine façon.

**M. Allen:** Merci, M. le président.

**M. le président:** M. McFadden.

**M. McFadden:** Oui, M. Hall. Je suis simplement curieux, votre conseil est un ... le Conseil international pour l'éducation aux adultes a plusieurs affiliés dans différents pays, n'est-ce pas?

**Dr. Hall:** Oui, monsieur.

**M. McFadden:** Est-ce exact?

**Dr. Hall:** Oui, monsieur.

**M. McFadden:** Combien de pays en tout?

**Dr. Hall:** Il y a soixante et onze pays  
(71).

Et le bureau central de ce regroupement  
est ...

**Dr. Hall:** ... est Toronto.

**M. McFadden:** ... juste ici, dans cette  
ville?

**Dr. Hall:** Il est situé en Ontario, oui.

**M. McFadden:** Et vous êtes le secrétaire  
général?

**Dr. Hall:** Oui, monsieur.

**M. McFadden:** Êtes-vous canadien?

**Dr. Hall:** Oui.

**M. McFadden:** Et que faisiez-vous avant  
de ...

**Dr. Hall:** J'étais chercheur ...

**M. McFadden:** Chercheur.

**Dr. Hall:** ... qui était aussi canadien. On  
peut être tous les deux, vous savez.

**M. McFadden:** Oui.

Maintenant, une des choses que je suis  
curieux de déterminer est la réputation internationale  
de l'OISE auprès des membres de votre conseil. Je  
présume que vous êtes la personne la plus ou courant de  
ceci.

**Dr. Hall:** Oui.

**M. McFadden:** Maintenant, je sais que votre  
conseil ne fait pas seulement affaire avec des  
éducateurs. D'après ce que je comprends, vous faites  
affaire avec tout le domaine de l'éducation aux  
adultes...

**Dr. Hall:** Oui, monsieur.



**M. McFadden:** ... sans aucune distinction. Cela peut aller de la maçonnerie à la continuation de l'enseignement pour...

**Dr. Hall:** Oui.

**M. McFadden:** ... pour des personnes en médecine...

**Dr. Hall:** C'est exact.

**M. McFadden:** ... je suppose.

**Dr. Hall:** C'est exact.

**M. McFadden:** Maintenant, parlons du domaine de l'éducation, en l'isolant seulement jusqu'à l'OISE. Quelle serait la réputation de l'OISE au niveau de l'enseignement des études supérieures, et quel serait son rang si on le comparait aux autres institutions de ce type au Canada et à l'étranger? Où se placerait-il?

**Dr. Hall:** Et bien, il se classerait dans les ... je dirais parmi les cinq premiers du monde entier.

Au niveau de l'éducation aux adultes, le département d'éducation aux adultes à l'intérieur de l'OISE, que je connais très bien est reconnu comme l'un des deux ou trois meilleurs départements du monde.

Et comme je l'ai dit, vous savez, comme j'ai fait allusion au début de mon mémoire, il est vraisemblable que la raison pour laquelle ... qu'une des raisons principales pour laquelle l'Ontario a été choisi pour être le bureau central par les fondateurs de mon organisation, est le travail de dix ans effectué par l'OISE qui a précédé la formation de notre conseil. Donc, il est réellement tenu en haute estime.

Et, d'après mes constatations, les autres départements de l'OISE ont seulement fait croître la ... il est vraiment très bien connu. C'est surprenant comme il est bien connu pour un organisme si jeune. Au cours des dernières journées, j'ai pensé à ceci quelquefois et j'ai essayé, je suppose comme vous l'avez fait au cours des mois passés, de comprendre comment il a pu en arriver à ceci en seulement 20 ans. Et vraiment, je suis parvenu à penser tout dernièrement, de toutes façons, quelle différence que ça peut bien faire? Je veux dire, ce sont toutes des institutions d'études supérieures, une telle ou une autre? Je veux dire, cela ne ferait pas tellement de différence, n'est-ce pas?

Et puis, j'ai commencé à penser à toutes ses réalisations effectuées au cours des 20 dernières années en comparaison à un grand nombre d'autres organisations, et de postes d'enseignement; sans aucun doute, je peux affirmer qu'aucun établissement d'éducation n'est arrivé à un tel point. Et ceci doit avoir été causé, d'après nous, par la combinaison des travailleurs de l'OISE et du genre de structures qui lui ont permis une certaine flexibilité et un taux spécial de vibrations; malheureusement, nous ne pouvons retrouver ceci dans la plupart des grandes universités ou autres institutions d'importance de tous genres.

**M. McFadden:** Dans quelle mesure pensez-vous que ceci est relié au fait qu'il a son propre conseil et que celui-ci est très représentatif de toute la communauté d'enseignement de l'Ontario, et au fait qu'à cause de son mandat provincial, il a des bureaux régionaux, ce qui force cette institution, fondamentalement, à être constamment là-bas sur le terrain? Pensez-vous que ceci est très important, le fait d'avoir un conseil indépendant et un mandat à l'échelle de toute la province, ou pensez-vous que ces points ne sont pas du tout importants face au genre de qualité d'éducation que l'on trouve ... du moins dans le domaine de l'éducation aux adultes ?

**Dr. Hall:** Je pense que ces points sont cruciaux. Je pense qu'ils sont cruciaux pour tout le secteur de l'éducation. Ils sont spécifiquement cruciaux pour l'éducation aux adultes qui, à cause de sa nature qui est, vous savez, un domaine d'éducation très terre à terre et pratique, demande presque qu'un institut n'ait pas de département d'éducation aux adultes. Je pense que le fait que ... que c'est précisément le fait qu'il a un conseil indépendant, et qu'il n'a pas seulement la philosophie d'être engagé sur le terrain mais aussi la pratique -- parce qu'il y a d'autres institutions qui ont cette philosophie sans la présence des mécanismes nécessaires qui pourraient permettre la réalisation de cette philosophie -- c'est précisément ces éléments qui ont fait de l'OISE -- qui ont permis à l'OISE de faire ce qu'il a été capable de faire.

**M. McFadden:** Bref, le transfert à l'U. de T. pourrait donc bien éliminer deux ou trois éléments clefs...

**Dr. Hall:** Cela le ferait.

**M. McFadden:** ... qui ont été là ...

**Dr. Hall:** Cela aurait cette conséquence, oui.

**M. McFadden:** ... pour bâtir son excellence.

**Dr. Hall:** D'après l'opinion de notre ... de la communauté de l'éducation aux adultes, cela serait...cela serait totalement à l'encontre des intérêts de, vraiment des intérêts de tous les Ontariens, sans mentionner les personnes des autres parties du monde.

**M. McFadden:** Merci beaucoup.

**M. le président:** M. Hennesy.

**M. Hennesy:** J'aimerais seulement vous poser une question. Dans le budget -- je suppose que plusieurs personnes l'ont lu, les deux lignes mentionnent -- qu'il y aurait une économie budgétaire de \$200,000 si l'OISE se joignait à l'U. de T.

**Dr. Hall:** Oui, monsieur.

**M. Hennesy:** Maintenant, les gens ne se rendent peut-être pas compte que nous avons un budget de \$4.5 milliards. Qu'est-ce que représente \$200,000 si vous voulez -- c'est comme économiser trois sous pour chaque million, quelque chose comme ça, une économie de ce genre-là. Et je dis que cela n'a pas réellement de sens...

**Dr. Hall:** Non.

**M. Hennesy:** ... quand on l'examine. S'ils allaient épargner \$2 millions, je pourrais dire que cela a un certain sens, peut-être pourraient-ils faire quelque chose.

Pensez-vous que l'établissement du budget, s'ils se joignaient à l'U de T, pourrait devenir un facteur ou un problème au bout de la ligne puisque dans ce domaine, c'est toujours soit le festin, soit la famine. On en a toujours trop ou bien, pas assez. Il n'y en a jamais assez, je suppose, mais l'idée que l'on pense qu'on vous en donne trop, à vous ou à d'autres, vient du gouvernement au pouvoir à ce moment-là.

**Dr. Hall:** Oui. Oui.

**M. Hennesy:** Ce que je veux dire est que s'ils n'en reçoivent pas assez, quels budgets seront alors coupés? Est-ce que cela serait les nouveaux



programmes qui seraient coupés ou bien un programme qui n'a pas assez d'importance?

**Dr. Hall:** Je suis certain que, d'après notre expérience, et je parle encore en tant qu'éducateur pour adultes, je suis certain que les types de programmes pour l'éducation aux adultes seraient coupés. Je pense que l'éducation dans son ensemble à l'intérieur de l'université -- et je ne veux pas rentrer dans ce genre de débats, vous savez, celui où les gars de l'U. de T. sont les bons gars ou alors ceux de l'OISE, je ne suis pas d'accord avec ce genre de point de vue, mais, vous savez, personne ne peut échapper à la réalité qui est que dans les universités au travers de l'Amérique du Nord -- et ce n'est pas seulement au Canada -- l'éducation se fait toujours envoyer promener quand son budget est incorporé à celui de l'université. Et mon idée est que si l'OISE était fusionné, ou quel que soit le terme que les gens aiment ou n'aiment pas -- je viens juste d'entrer dans la salle depuis quelques minutes..

**M. Hennessy:** Oui.

**Dr. Hall:** ... si les budgets étaient ... si le budget passait par l'Université de Toronto, la seule question pertinente est de se demander quelle innovation, vous savez, quels programmes seront touchés. Ils ne seraient peut-être pas juste coupés comme ça, vous savez; il existe plusieurs manières de faire cela mais il n'y a aucun doute dans mon esprit, vous savez, ou dans celui des membres de mon organisation, que cela se produira.

**M. Hennessy:** Pensez-vous que si vous le laissiez comme il est...

**Dr. Hall:** Il fonctionne bien. Il fonctionne bien. C'est une institution dont l'Ontario devrait être fier. Mon Dieu, c'est une institution remarquable, vous savez.

--- Applaudissements

**Dr Hall:** Qu'est-ce que vous allez lui faire pour le rendre...

**M. Hennessy:** Essayez-vous d'être élu pour quelquechose?

**Dr. Hall:** Non, monsieur. Je viens tout juste d'être réélu à mon poste pour quatre ans. J'aime mon travail.

**M. Hennessy:** D'accord.

**M. le président:** M. McKessock.

**M. McKessock:** Merci. Nous avons eu déjà la participation d'enseignants qui sont venus présenter à d'autres comités leurs opinions sur ce que l'OISE a exactement fait pour eux. De fait, certains ont même apporté du matériel pour nous aider à comprendre les méthodes d'enseignement innovatrices pratiquées. J'étais ... et ceci était pour des jeunes.

**Dr. Hall:** Effectivement.

**M. McKessock:** Maintenant, vous qui êtes associé avec le domaine de l'éducation aux adultes, que pensez-vous que l'OISE fait pour la population adulte dans la communauté même, sans qu'ils aient à quitter leur région -- Je comprends qu'ils peuvent aller à l'OISE et suivre des études universitaires ou je sais qu'ils peuvent suivre des séminaires pour professeurs; mais, est-ce qu'ils font quelque chose pour les adultes qui vivent dans la communauté?

**Dr. Hall:** Et bien, je pense que l'OISE est -- je pense que l'OISE a plusieurs rôles dans le domaine de l'éducation. Un de ceux-là est un rôle de recherche et de développement. Le second est un rôle d'entraînement.

Et je pense qu'il serait -- l'OISE organise et le département de l'éducation aux adultes organise effectivement des séminaires et des ateliers. Mais je ne pense pas que c'est là où se trouve sa force. Je pense que sa force se situe au niveau de la direction, une direction intellectuelle qu'il développe dans ce domaine. Je pense que sa force est dans l'entraînement qu'il offre aux éducateurs pour adultes qui travaillent, comme vous le savez, au milieu de la communauté ou à un niveau populaire.

Par exemple, il y a ... vous savez, nous entendons maintenant parler que l'alphabétisation recommence à être reconnue comme étant un problème. Il y a présentement, à l'OISE, huit ou neuf étudiants diplômés qui travaillent activement sur plusieurs aspects de l'alphabétisation, soit avec un conseil scolaire, soit en collaboration avec des programmes d'alphabétisation travaillant localement. Et j'ai appris, dans mon milieu professionnel qu'ils sont des sommités dans leur domaine. Ils ont été assez attirés par l'OISE et ils sont venus se joindre à notre équipe. Ce sont des personnes qui, vous savez, ont beaucoup d'expérience et ils amènent avec eux leur

expérience, en la partageant, en la raffinant et en la faisant progresser avec l'aide, vous savez, des professeurs de l'OISE.

Je pense aussi que -- et on y retrouve beaucoup d'exemples -- par exemple, dans le domaine de l'éducation aux adultes, il y a un département -- il existe une section, dans l'éducation aux adultes, qui s'intéresse particulièrement à fortifier les programmes de formation des industries et des compagnies. Comme nous le savons tous, des compagnies comme Bell offrent des programmes de formation et d'éducation aux adultes très étendus, et ils sont parfois plus gros que nos soi-disant écoles. Et beaucoup de ces personnes sont venues à l'OISE et continuent à le fréquenter.

Je pense aussi qu'une grande quantité de travail est exigée pour fortifier, vous savez, ce que j'appelle la sorte de fondations intellectuelles dans ce domaine, dans un domaine très axé sur l'aspect pratique comme celui de l'éducation aux adultes. Et l'OISE effectue ceci d'une manière assez unique. Ils ne le font pas en s'asseyant tous ensemble et en se parlant. Les personnes de l'OISE sont, et je suis certain que vous devez commencer à être fatigués de l'entendre, sont attentifs et engagés dans leur travail, et c'est comme cela que cela fonctionne. Je ne sais pas pourquoi, peut-être est-ce à cause de sa jeunesse relative, il a été fondé voilà seulement 20 ans et ses fondateurs provenaient tous du milieu de l'enseignement ou de l'éducation aux adultes et ils ne venaient pas juste, vous savez, de sortir de l'université. Peut-être, ceci en est la raison; mais ils sont vraiment engagés à fond dans leur travail.

Alors, quand le département d'éducation aux adultes ou de sociologie ou MECA ou une des autres sections de l'OISE désire faire quelque chose, ils le planifient en gardant ceci en mémoire, que ce soit en informatique ou en littérature ou -- il n'est pas parfait. Il n'est pas parfait et je, vous savez, -- il y a des choses, vous savez, qui peuvent être renforcées.

Mais mon point est de dire que c'est une structure qui fonctionne et qui est unique et pourquoi nous ne la fortifions pas? Et je ne pense pas que \$200,000 -- je sais que, je veux dire, on doit -- dans le fond -- dans ma petite organisation, je veux dire, je dois dresser le bilan et je connais l'importance que tout arrive bien. Mais je pense que le montant épargné par la jonction des deux serait si minime en comparaison à la perte de productivité ou la perte, en employant des grands termes, d'une société qui n'a pas



la capacité d'apprendre. Si nous faisons quelque chose -- en d'autres mots, si nous mettons des obstacles devant les Ontariens qui vont leur rendre la tâche plus difficile dans leurs efforts pour se mettre à jour avec cette explosion de connaissances dont on entend parler, ceci va aboutir à nous coûter plus cher en comparaison à la modeste somme épargnée au cours de la jonction suggérée.

**M. le président:** Vous avez choisi là les bonnes personnes à qui parler.

**Mme Bryden:** Je pense que ceci a été la présentation la plus complète pour nous faire comprendre tout le travail effectué par l'OISE dans le domaine de l'éducation aux adultes et je vous remercie beaucoup pour l'avoir partagée avec nous. Mais je pense que les questions de mes collègues ont été de grande envergure et toutes mes questions ont été répondues. Je voulais vous demander quel était votre rôle au niveau de l'alphabétisation et vous venez tout juste de toucher à ce sujet. Alors, merci.

**Dr. Hall:** Oui.

**Mme Bryden:** Je vais passer, M. le président.

**M. le président:** Merci beaucoup, M. Hall.

**Dr. Hall:** Merci.

**M. le président:** Une présentation très enthousiaste. Le prochain orateur est Professeur Winchester.

Avez-vous amené votre comité d'applaudissements avec vous? Je vais leur demander d'être tranquilles.

**Dr. Winchester:** Non, je ne suis venu ni ...

**M. le président:** S'ils désirent applaudir, ils devraient ...

**Dr. Winchester:** ... faire l'éloge de l'Institut ni pour ...

**M. le président:** Ce sont les règlements de la maison, vous n'avez pas le droit d'applaudir des tribunes.

Continuez, s'il vous plaît.

**Dr. Winchester:** Quelles sont les directives pour les présentations? Je suis arrivé en retard pour la dernière.

**M. le président:** M. Hall a aussi déclaré qu'il était arrivé en retard et qu'il n'était pas certain de ce qu'il faisait. Mais nous savions ce qu'il faisait avant même qu'il n'ait fini. Alors, je suis sûr que cela sera la même chose pour vous.

Continuez, s'il vous plaît.

#### **DR. WINCHESTER**

**Dr. Winchester:** D'accord.

Premièrement, laissez-moi vous dire où je travaille.

Je travaille présentement à un endroit qui s'appelle le Higher Education Group (Groupe pour l'enseignement supérieur) situé à l'Ontario Institute for Studies in Education et il est le premier à faire partie de la jonction entre l'Université de Toronto et l'OISE. De fait, le Groupe pour l'enseignement supérieur a vu le jour avec l'approbation du bureau du recteur de l'Université de Toronto et il était constitué d'un seul membre alors, M. Robin Harris.

Et avec le temps, l'Université a vu la sagesse qu'il y aurait à rattacher ce groupe à l'Institut. Il a été décidé qu'il serait sous la direction conjointe du recteur et du directeur de l'Institut pendant un certain temps puis, qu'il serait transféré à l'Institut éventuellement.

Je pense que ceci démontre quelque chose à propos des relations possibles entre l'Université de Toronto et l'OISE. Celles-ci n'ont pas besoin d'être difficiles.

Mes propos d'aujourd'hui proviennent de mon intérêt, non en tant que partisan qui -- évidemment, je pense que je suis probablement aussi un partisan -- mais plutôt en tant que personne intéressée à découvrir quelles seraient les meilleures relations possibles pour le type d'institutions représentées par l'OISE et pour le type d'institutions représentées par l'Université. Il existe, évidemment, plusieurs arrangements possibles sur cette terre et plusieurs modèles ont été essayés.

Justement, un des modèles essayés au cours des années par l'université provinciale, l'université

de Toronto, est la fédération. Et je pense que ce système représente une des possibilités envisagées à la fois par les gens de l'Université et ceux de l'Institut dernièrement; s'il est appliqué d'une certaine façon, peut-être que le système de la fédération est la solution adéquate au dilemme actuel.

Je pense qu'une des façons d'examiner cette approche est de la regarder historiquement, du moins avec l'exemple suivant: celui du collège Trinity qui, au tournant du siècle, a tenté d'engager des négociations avec le gouvernement provincial et l'Université de Toronto sur la question d'un arrangement de fédération avec l'Université.

Laissez-moi seulement préciser la nature même du dilemme actuel, d'après moi.

**M. le président:** Puis-je vous interrompre un moment.

**Dr. Winchester:** Oui.

**M. le président:** Si quelqu'un veut ouvrir la porte dernière, nous le permettrons.

Merci.

Ce n'est pas à cause de votre présentation que les gens s'éventent.

**Dr. Winchester:** Pas encore, j'espère.

**M. McFadden:** Nous n'avons pas encore succombé.

**Dr. Winchester:** Oui, D'accord.

Je pense que le dilemme actuel peut être décrit par les trois points suivants:

Le collège, présentement connu sous le nom de Ontario Institute for Studies in Education, son conseil d'administration et ses électeurs désirent que l'Institut demeure indépendant en ce qui a trait aux recherches et au développement des études supérieures et des études sur le terrain.

Le second point est que l'Université de Toronto est intéressée à fortifier ses programmes de recherche sur l'éducation et d'entraînement pour l'enseignement en établissant une relation plus proche avec ce collège appelé OISE.



Et troisièmement, le gouvernement actuel déclare qu'il voudrait voir d'une certaine manière la jonction de l'OISE et de l'U. de T.

J'utilise cette terminologie "le collège connu sous le nom de Ontario Institute for Studies in Education" délibérément puisqu'il est appelé un institut. L'institut est, de fait, un collège. Et il est un collège non seulement à cause de la nature de sa loi mais aussi parce qu'il fonctionne comme un collège.

Au 19ème siècle, un problème posé par les trois désirs indépendants décrits plus haut aurait probablement été résolu par un accord de fédération entre le collège et l'université provinciale. Et en ce qui concerne le collège Trinity, quelque chose de semblable s'est présenté au tournant du siècle.

Par trois fois pendant la période s'écoulant entre la Confédération et 1901, le gouvernement provincial a entrepris des pourparlers avec Trinity sur la question de son affiliation, ou de sa fédération avec l'Université de Toronto. Les deux premières fois, Trinity n'a pas consenti à ce changement; même s'il avait participé aux discussions avec le gouvernement provincial, il avait décidé de ne pas entreprendre cette fédération avec l'université provinciale.

Mais, en 1901, le collège a décidé d'accepter la fédération avec l'université provinciale. Le fait que son intention ait été rapportée premièrement dans le Globe a eu pour conséquence de froisser le recteur honoraire de l'université provinciale, Sir William Meredith. En entendant cette nouvelle, celui-ci a alors écrit au doyen de Trinity, le révérend Dr Maklem, le 2 novembre 1901, ce qui suit:

"J'ai lu avec très grande surprise et regret le reportage écrit dans le Globe de samedi dernier.

"Si le reportage du journal est de source fiable, vous en avez profité pour, non par une déclaration comme telle, mais plutôt par une inférence nécessaire, faire croire à vos auditeurs et au public que le collège Trinity a fait des avances à l'Université de Toronto afin d'arriver à un accord de fédération et que le progrès des négociations s'est retrouvé ralenti à cause de l'attitude hostile présentée par les autorités de l'Université de Toronto."

"Je ne suis pas capable de comprendre par quel droit vous avez décidé de faire ceci..."

a dit le bon Recteur.

"Il est vrai que pendant et juste avant la dernière session du Corps Législatif, des rumeurs circulaient qui affirmaient qu'une discussion était engagée entre les autorités de Trinity et le Ministre à propos de la fédération, mais il semble qu'aucun des deux groupes engagés dans ces négociations n'ait jugé important ou nécessaire d'entrer en communication ou encore moins de consulter les autorités de l'Université de Toronto sur ce qui était effectué ou proposé, malgré son intérêt si vital sur cette question discutée."

Le révérend Maklem, le doyen de Trinity, lui a répondu qu'il n'avait:

"jamais déclaré ou insinué qu'une avance avait été faite par Trinity à l'Université de Toronto afin d'arriver à une entente sur la fédération ...".

Évidemment, le Globe avait tout compris de travers, hein?

--- Rires

Dr. Winchester: Effectivement il a insisté que ...

M. McFadden: L'histoire ne change jamais.

Dr. Winchester: Non.

"... jusqu'à maintenant, nos négociations ont été entreprises exclusivement avec le gouvernement de l'Ontario."

Le collègue Trinity, pour sa part, avait aussi des accusations à faire; à savoir que, d'après le doyen Maklem:

"... au cours des négociations entreprises entre Trinity et le gouvernement relativement à la législation alors devant la Chambre, ce qui touchait aux intérêts de Trinity en tant qu'une des universités de la province, l'Université de Toronto est alors intervenue pour proposer une loi ce qui, en nous enlevant notre droit à un examen impartial de nos revendications, a eu le résultat de bloquer les discussions futures vers la fédération."

J'évoque cet extrait de l'histoire afin de démontrer que, malgré tous les malentendus et les problèmes de communication entre les trois partis, une entente amicale pour la fédération a été finalement conclue. Aujourd'hui, le collège Trinity, bien qu'il possède une liberté considérable de mouvement puisqu'il est une institution dotée d'un accord de fédération avec l'université provinciale, est peut-être le collège le plus intégré parmi tous ceux de la fédération. Pourtant, Trinity demeure autonome envers tout ce qui lui est important: ses relations spéciales avec l'église anglicane et les écoles attachées aux églises; ses programmes et ses activités internes; le contrôle sur ses bâtiments, qui est indépendant de l'administration centrale de l'Université de Toronto et le pouvoir indépendant d'accepter des legs, de posséder des terrains, d'engager et de remercier du personnel. Vous saviez déjà tout cela, de toute façon.

Je ne veux pas continuer à faire le parallèle trop longtemps entre la situation de Trinity au tournant du siècle et celle qui concerne le collège connu sous le nom d'OISE, même s'il y a du potentiel pour le continuer davantage. Ce que j'aimerais faire est d'explorer brièvement les différences entre une fédération qui relierait l'OISE à l'université provinciale, l'Université de Toronto et le genre de fédération représentée par l'exemple de Trinity avec l'Université de Toronto.

En premier lieu, l'OISE est un collège d'études supérieures et non un collège du premier cycle. Présentement, l'Université de Toronto, contrairement à Oxford et à Cambridge, n'a aucun collège d'études supérieures régulier parmi ses institutions fédérées. Elle a des séminaires mais ceci est une autre affaire. Ceux-là sont des cours professionnels. Le collège Massey n'est pas un collège fédéré de l'Université de Toronto et il ne possède pas de programmes de recherches et d'enseignements propres. Toutefois, puisque les possibilités d'un collège d'études supérieures faisant partie d'une fédération de collèges formant Oxford ou Cambridge sont concevables pour l'imagination des Anglais, il n'existe aucune raison de supposer que ceci ne l'est pas pour la nôtre, non plus.

En second lieu, l'OISE n'est pas seulement un collège d'études supérieures, il est, et c'est ce qui est discuté de toute façon, dépourvu du statut de pouvoir décerner les diplômes. D'après la loi d'instauration dans laquelle les objets ont été épelés pour l'OISE, l'OISE est, parmi d'autres choses, et je cite à partir de la loi sur l'OISE:



"... pour établir et pour diriger des cours menant à l'émission de diplômes en éducation."

J'en déduis que cela a été commode récemment pour le Ministère des Collèges et des universités -- je dois ajouter que je ne parle pas du gouvernement actuel -- d'analyser ceci d'une telle manière que le collège connu sous le nom d'OISE n'a pas reçu spécifiquement le pouvoir de décerner les diplômes. La proposition de loi, qui a été présentée explicitement au cours de la dernière session législative provinciale afin de donner à l'OISE le pouvoir de décerner de tels diplômes, est certainement une façon clairement ambiguë de s'en sortir. Un autre moyen serait de mener toute cette affaire devant la Cour suprême du Canada. Puisque le seul diplôme décerné par l'OISE a été donné à Bora Laskin, le président du conseil d'administration de l'OISE à un moment où il occupait aussi le poste de premier président de la Cour suprême, en 1975, cela veut dire que si la Cour suprême décidait de supprimer le statut de pouvoir décerner des diplômes de l'OISE, cela signifierait que Laskin se verrait dépouiller après son décès de l'un de ses diplômes.

--- Rires

Je pense qu'il est clair qu'à lorsque l'OISE s'est affilié au début à l'Université de Toronto, Bora Laskin, le président du conseil de l'OISE et professeur de droit à l'Université de Toronto, R.W.B. Jackson, le premier directeur de l'Institut et les officiels en place à ce moment-là, y compris le président et le recteur honoraire et d'autres, tous croyaient que l'OISE avait le pouvoir de décerner des diplômes puisque dans l'entente d'affiliation, l'OISE a renoncé alors à ce pouvoir en faveur des diplômes de l'Université de Toronto. Qui plus est, ils étaient en collusion quand ils ont donné le diplôme à Laskin. En effet, dix ans après la première entente d'affiliation, le recteur honoraire de l'université a alors passé officiellement son pouvoir de décerner les diplômes au président du conseil de l'OISE de ce temps, le doyen Vernon Ready de Queens, pour que celui-ci puisse remettre le premier et l'unique diplôme de l'OISE à Bora Laskin au cours d'une cérémonie tenue au Convocation Hall.

Dans les lois provinciales qui ont instauré le collège Trinity, en passant, il n'y a aucune mention du pouvoir de décerner les diplômes dans la loi sur l'incorporation du 2 août 1851. Trinity a obtenu le pouvoir de décerner les diplômes dans une charte royale qui a été octroyée par la reine Victoria. A cette

époque-là, les personnes qui rédigeaient de tels documents étaient prudents. Alors, ils ont présumé que si un mot ou une phrase allait être mal interprété dans le futur, il le serait; c'est pourquoi ils ont inclus une clause stipulant à tout le monde qu'une interprétation de la charte serait toujours comprise pour le meilleur avantage du collège Trinity, particulièrement que sa charte pour Trinity, et je cite la reine:

"... devra être interprétée et déclarée avec le sens le plus bénéfique et favorable et pour le meilleur avantage de notre collège décrit, aussi bien dans nos cours de dépôts et autres endroits, et par tous les juges, les officiers, les ministres et tout autre de nos sujets, nos héritiers et nos successeurs, n'importe quel(le) erreur de compte-rendu, omission de compte-rendu, imperfection, défaut, sujet, cause ou toute autre chose nonobstant quoi que ce soit ..."

signé par Sa Gracieuse Majesté.

Il serait très utile si la loi de l'OISE était interprétée par tout le monde selon les termes utilisés par la reine Victoria lors de ses ordres pour la charte de Trinity, c'est-à-dire avec générosité. Toutefois, même si, pour une raison, la proposition de la loi devait ne pas passer, et ainsi, l'OISE ne recevrait pas le pouvoir de décerner des diplômes, et même si la Cour Suprême allait voter contre la validité du diplôme de Bora Laskin, cela ne semble pas être, d'après moi, une barrière ultime empêchant une entente possible de fédération entre le collège d'études supérieures connu sous le nom de l'OISE et l'U. et T. Après tout, à Oxford, c'est seulement le New College qui revendique le droit de conserver le pouvoir de décerner les diplômes et il exige alors des diplômes pour les étudiants à qui il enseigne de l'université plutôt que de supplier pour les avoir.

Mais ceci n'est pas une barrière à l'établissement d'une variété de collèges autonomes d'études supérieures à l'intérieur de la fédération d'Oxford. Effectivement, les collèges du premier cycle et des études supérieures là-bas sont aussi autonomes que quelqu'un pourrait l'espérer. Cette question est une affaire de bonne volonté.

S'il y a un manque de bonne volonté, il faudra peut-être que l'OISE demande à la Reine du Canada de recevoir une Charte Royale, ce qui serait approprié en considérant la dignité et la réputation internationales de l'Institut.

--- Applaudissements

**M. le président:** J'ai déjà averti l'audience que les expressions de support ou autre sont interdits. La Reine n'aimerait pas cela.

Néanmoins, M. Poirier.

**M. Poirier:** Merci, M. Le président.

Je dois admirer -- l'anglais étant ma langue seconde -- j'ai vraiment aimé lire votre anglais. Votre maîtrise de la langue anglaise se situe vraiment au-dessus de la moyenne.

**Dr. Winchester:** Merci.

**M. Poirier:** Mais qu'est-ce que vous avez dit?

Je pense que je garderai ceci en souvenir, puisque c'est si intéressant à lire, je dois admettre.

Quelle est votre position personnelle face à tout cela?

**Dr. Winchester:** Que voulez-vous dire? Me demandez-vous ce que j'aimerais voir? Ce que j'aimerais voir comme solution?

Je pense que l'arrangement actuel est pratiquement idéal. Je pense que le modèle d'association/autonomie que nous avons présentement nous restreint considérablement dans notre programme d'études supérieures, ce qui est parfois utile, d'après moi. Il n'y a aucun doute qu'il soit parfois utile d'avoir nos programmes d'études supérieures sous le contrôle des critères d'une plus grande université parce qu'il est facile pour une institution de devenir introvertie si elle est relativement petite et complètement autonome.

Par contre, je pense qu'il existe un avantage extraordinaire à avoir le plus d'indépendance possible. Notre type d'indépendance signifie que nous avons une réponse rapide. Cela signifie que nous sommes flexibles. Cela signifie que nous avons une identité indépendante et cela explique pourquoi, lors de mes voyages outre-mer, et quand je me présente en tant que professeur à l'Université de Toronto, ou à l'OISE, il arrive plus fréquemment, c'est curieux, que quelqu'un dise "Ah, oui, je connais cette institution quand je parle de l'Ontario Institute for Studies in Education. Vu que mes domaines sont la



philosophie et l'histoire et que ces conférences ne sont pas nécessairement reliées à l'éducation, j'aurais pensé que cette réaction était assez inhabituelle. Mais j'ai constaté que ceci est une expérience également vécue par plusieurs de mes collègues.

Alors, je pense que la réputation indépendante amenée par ce genre d'arrangement est aussi utile pour une institution de ce genre. Sans cela, elle se retrouverait submergée, je pense, juste comme une autre, vous savez, faculté d'une grande université.

**M. Poirier:** Merci.

**M. le président:** M. McFadden.

**M. McFadden:** Merci, M. le président.

J'ai vraiment apprécié votre mémoire. Il était unique, en comparaison avec les autres mémoires, et vous avez présenté une perspective historique très intéressante.

Voici une question préliminaire. Vous avez fait référence quelquefois, en parlant de l'Université de Toronto, à "l'université provinciale". Est-ce que vous élevez l'Université de Toronto ...

**Dr. Winchester:** Non.

**M. McFadden:** ... à une nouvelle éminence?

**Dr. Winchester:** Non. J'ai simplement cité quelque chose de la Loi qui établit -- de la loi actuelle de l'Université de Toronto de 1971 -- qui fait référence à cette université en tant qu'université provinciale. Elle a toujours été désignée sous ce nom-là. Je me rends compte qu'il existe maintenant d'autres universités dans la province qui sont subventionnées par le gouvernement et qui font partie du système universitaire.

**M. McFadden:** Oui.

**Dr. Winchester:** Mais l'expression "université provinciale" a été utilisée traditionnellement comme une désignation pour l'Université de Toronto. Alors, ce point faisait référence à son appellation originale, soit "l'université provinciale".

**M. McFadden:** Comme "l'université provinciale".

**Dr. Winchester:** Oui.

**M. McFadden:** J'étais curieux de savoir si vous étiez en train d'élever ...

**Dr. Winchester:** Oui, oui. Et elle est encore désignée ainsi dans sa loi actuelle. Et, évidemment, le Collège de l'Université est aussi connu comme "le collège provincial".

Alors, dans le préambule général, article 7, on retrouve l'université provinciale, connue comme l'Université de Toronto, et le collège provincial, connu comme le Collège de l'Université, et ils sont désignés ainsi dans toutes les Lois.

**M. McFadden:** M. le président, étant diplômé des deux ...

--- Rires

**M. McFadden:** Je me sens très chanceux. Je ne savais pas que j'avais eu l'honneur d'avoir fréquenté les deux.

De toute façon, je ne sais pas ce que je viens d'apprendre de tout cela, comme vous venez de le dire, M. le président.

J'avais une question en ce qui concerne le bien-être de la fédération. L'université est une fédération. C'est une situation assez unique au Canada quand on examine la façon avec laquelle elle a été structurée. Je suppose que c'est un peu une anomalie historique dans le sens qu'elle a grandi, vous savez, un peu à la manière d'une pieuvre.

J'ai l'impression que la fédération traverse actuellement une de ses périodes les plus difficiles et ceci pour une foule de raisons; des problèmes administratifs internes, des difficultés académiques avec certaines facultés et puis, des problèmes financiers avec d'autres, et ainsi de suite.

L'inquiétude que j'ai face à ce transfert -- une des inquiétudes majeures que j'ai face au transfert de l'OISE est le -- évidemment, c'est une question financière en tant que je me demande ce qu'il arrivera avec son budget quand il sera incorporé avec celui de tout le monde. Est-ce que les mêmes ressources financières seront disponibles à l'U. de T.

Ma deuxième inquiétude provient du fait que la fédération elle-même est en train de vivre des pressions internes très considérables qui ont pour effet de drainer beaucoup de l'énergie intellectuelle dans leurs efforts pour juste essayer de faire fonctionner tout l'ensemble. Et je me demande, en tant que personne qui a, de toute évidence, analysé l'organisation et la structure des choses, en regardant la situation actuelle à l'intérieur de la fédération si l'addition -- et ceci devrait être pris en considération par le gouvernement, si c'est vraiment le moment adéquat pour une nouvelle organisation de devenir fédérée à l'intérieur d'une fédération qui a de tels problèmes actuellement, et si, de fait, ce n'est pas un bon argument pour expliquer pourquoi aucun collègue additionnel ou autre devrait être plus entièrement fédéré que ce n'est le cas maintenant?

**Dr. Winchester:** Et bien c'est probablement mon opinion qu'une des difficultés rencontrées par l'Université de Toronto, à cause de sa dimension considérable, est qu'elle n'a pas assez de collèges dans son ensemble, et assez de collèges qui ont le statut quasi-indépendant ou le statut de très grande indépendance retrouvé chez les universités et les collèges fédérés du complexe de l'Université de Toronto. Je pense qu'il n'y en a pas assez de ceux-ci. Et je pense que ceci est aussi relié historiquement à la façon avec laquelle l'université s'est développée.

Je pense que l'un des problèmes de l'Université n'est pas les problèmes rencontrés avec les collèges fédérés mais plutôt le fait que la pieuvre est devenue si gigantesque qu'il est extrêmement difficile de contrôler centralement un complexe de dimension si considérable. Et une des raisons pour laquelle il est beaucoup plus efficace de faire fonctionner une université à la manière d'Oxford ou de Cambridge est que les universités sont essentiellement des entités de révision, comme l'était l'Université de Toronto au début. Et à cause de cette raison, les collèges fonctionnent avec autonomie, vivent leurs vies, préparent leurs étudiants à obtenir leurs diplômes, du moins dans le cas des programmes du premier cycle. Les programmes d'études supérieures sont beaucoup plus intégrés là-bas bien qu'ils aient un financement pour les études supérieures.

Alors, je pense, de fait, que si vous voulez une université assez importante qui peut fonctionner avec efficacité, une des façons les plus faciles d'obtenir ce résultat est de la former avec un grand nombre de collèges autonomes. Les collèges



doivent avoir une très grande autonomie sinon vous faites face à des problèmes bureaucratiques centraux en essayant de tous les contrôler.

**M. McFadden:** Si je comprends bien, votre proposition est essentiellement de réduire la dimension des unités administratives. Il y en aurait un plus grand nombre mais ...

**Dr. Winchester:** M'hm. Oui, je pense...

**M. McFadden:** ... ainsi, les diverses facultés...

**Dr. Winchester:** ... les unités administratives sont beaucoup plus faciles et plus efficaces et, de plus, elles amènent moins de trouble.

**M. McFadden:** Oui.

**Dr. Winchester:** ... et les arrangements de fédération sont excellents.

**M. McFadden:** Alors, en réalité, la proposition du budget va exactement à l'encontre du type d'arrangement que vous aimeriez voir se réaliser.

**Dr. Winchester:** Oui. Je pense que cela va précisément dans la mauvaise direction parce que cela amènera, de fait, plus de problèmes administratifs centraux créés par la tâche de s'occuper de ce qui représente, après tout, entre 25 et 30% du programme des études supérieures de l'Université de Toronto, si ce changement est effectué.

Avec la structure actuelle, l'Université de Toronto n'a pas besoin de s'occuper de cela; c'est une organisation autonome qui s'en charge. Mais si jamais ce programme était intégré, cela représenterait alors un gros morceau supplémentaire pour l'administration centrale.

Je peux imaginer un autre moyen possible si, évidemment, il y avait un genre de fusion avec l'Institut, si l'Université reconnaissait que l'Institut est composé actuellement de neuf départements autonomes d'études supérieures au lieu, évidemment, d'un seul département énorme, en ce qui a trait à la gestion des Études Supérieures; alors, vous auriez une relation plus étroite, vous savez, des unités qui fonctionnent avec efficacité à l'intérieur de l'Institut. Mais je ne pense pas que l'Université serait d'accord pour ce genre de fonctionnement.

**M. McFadden:** Ceci est vraiment très intéressant. Ceci amène une toute nouvelle lumière sur cette question et une de nos recommandations possibles serait que l'Université utilise le modèle de l'OISE pour la réduction de tout cela. Ceci mettrait réellement le chat au milieu de canaris.

--- Rires

**M. McFadden:** Merci beaucoup.

**M. le président:** Mme Bryden.

**Mme Bryden:** Merci, M. le président.

Et bien j'ai vraiment aimé votre regard sur l'histoire, Dr. Winchester, et je pense qu'il est très valable pour nous de voir comment la lumière de l'histoire éclaire cette tentative de deux institutions vers un mariage réalisable.

Mais, quand j'ai présenté ma proposition de loi pour donner à l'OISE le pouvoir de décerner des diplômes, en février dernier, je ne m'étais pas rendu compte que si elle n'était pas passée, l'OISE serait encore capable d'aller à la Cour Suprême pour une interprétation de la Loi ou, en dernier recours, d'aller à la Reine.

**Dr. Winchester:** Je ne suis pas sûr qu'il irait à un des deux.

**M. Hennessy:** Ceci est de la discrimination. Pourquoi pas le pape?

--- Rires

**Dr. Winchester:** C'est ce que nous aurions fait, voilà quelques siècles passés.

**Mme Bryden:** Cependant, vous voyez la possibilité d'un arrangement futur avec l'Université de Toronto pour la question du pouvoir de décerner des diplômes mais si l'U. de T ...

**Dr. Winchester:** Ce qui m'intéresse de savoir, en tout cas, est de regarder quelles sont les implications et qu'elles seraient les circonstances, oui.

**Mme Bryden:** Et bien, je me demande si l'Université de Toronto refuse ou bien se considère incapable de donner à l'OISE des garanties d'autonomie budgétaire et de contrôle sur les revenus recueillis

chez ses étudiants et sur les bourses de recherches, ne pensez-vous pas que cela serait un trop grand prix à payer pour recevoir les privilèges de décerner les diplômes?

**Dr. Winchester:** Si une institution se voyait donner les privilèges de décerner les diplômes et qu'elle devenait ensuite fédérée avec l'Université de Toronto...

**Mme Bryden:** Oui, et avait ... n'avait pas l'autonomie ...

**Dr. Winchester:** ... et si l'Université de Toronto disait que ...

**Mme Bryden:** ... budgétaire.

**Dr. Winchester:** ... et la seule façon que ceci pourrait se produire serait que vos revenus viendraient jusqu'à nous...

**Mme Bryden:** Oui.

**Dr. Winchester:** ... et nous vous redonnerions un certain pourcentage ... Je pense que, si c'était fait comme cela, cela aurait un effet nuisible pour les programmes actuels de l'Institut. Je pense vraiment que c'est ce qui se produirait.

D'un autre côté, c'est tout récemment que les collèges fédérés ont renoncé au contrôle de leur propre financement et qu'ils l'ont donné à l'administration centrale. Et c'était très bon comme arrangement. Je veux dire que c'était vraiment bon que l'Université ait conclu ceci puisque les salaires des professeurs étaient moins élevés dans les petits collèges qu'à l'Université. Alors, les collèges avaient quelque chose à gagner dans cet arrangement. Toutefois, ceci ne tient pas en ce qui a trait à l'Institut.

**Mme Bryden:** Alors en plus, vous semblez être préoccupé des grandes universités, sujettes à des contrôles centraux étendus, avec une supervision des bureaucrates sur toutes les facultés; vous aimeriez y voir plus d'organismes semi indépendants?

Mais sans cette indépendance, l'OISE peut-elle garder la souplesse de faire des changements, d'ajouter des professeurs dans des domaines qu'elle veut spécialiser, d'exploiter ses propres programmes, ainsi que de répondre aux besoins des communautés éducatives de la province?



**Dr. Winchester:** Bien sûr, cela dépendrait. Cela dépendrait, selon moi du type de -- je veux dire, nous faisons des hypothèses, là. Je n'ai aucune idée de ce qui pourrait être finalement négocié mais j'imaginerais une négociation pour un college de deuxième cycle, qui se reconnaisse une différence d'un collège de premier cycle, et là, cela donnerait des pouvoirs spéciaux à OISE. Je ne vois -- vous savez, j'imagine que ça peut naviguer. Mais encore, cela prendrait de la bonne volonté. C'est cela, le facteur crucial.

Si cette volonté n'y était pas, ou si on s'entêtait à dire qu'un collège de 2<sup>e</sup> cycle et ses besoins sont les mêmes que ceux d'un collège de 1<sup>er</sup> cycle, alors je dirais que ce ne serait pas possible. Et je crois qu'il faut voir cela comme une entité distincte qui serait éventuellement, qu'il y ait une certaine forme de discussion sérieuse quant à la fédération. Il faudrait que ce soit vu comme une entité différente des autres entités fédérées, parce que ça l'est.

**Mme Bryden:** Avez-vous lu la lettre du Dr. Connelly, envoyée au conseil de direction de l'OISE récemment, ces deux-trois dernières semaines, relative à comment il aimerait voir les négociations se dérouler? C'est réellement ça -- la lettre affirme ---

**Dr. Winchester:** Non, je ne l'ai pas lue. J'en ai entendu parler.

**Mme Bryden:** Cela ne semble pas indiquer de volonté de se distancer de la proposition de transfert du Trésorier ---

**Dr. Winchester:** Je crois que si j'étais ---

**Mme Bryden:** --- ni de considérer une modification ---

**Dr. Winchester:** --- à sa place, ce serait aussi ma position. Si j'étais président de l'Université de Toronto, je crois bien que ma position, compte tenu d'un certain déficit budgétaire, serait inébranlable à savoir que la proposition du Trésorier est ce qu'il y a de mieux pour mon université. Alors, je ne suis pas du tout surpris.

**Mme Bryden:** Mais êtes vous surpris que l'OISE soit inquiète lorsqu'elle considère ce qui est arrivé à la faculté d'architecture de l'université?

**Dr. Winchester:** Oui.

**Mme Bryden:** Et je crois que c'est une des raisons qui expliquent pourquoi les négociations ---

**Dr. Winchester:** Oh, oui, je crois ...

**Mme Bryden:** --- ne progressent pas bien, ne croyez-vous pas?

**Dr. Winchester:** Bien, je ne crois pas qu'il serait vraiment facile de conclure ce genre d'arrangement fédératif. Je ne dis pas que ce soit impossible, je crois que ce serait difficile.

Cela pourrait probablement être accompli de manière à bénéficier à la fois à l'institut et à l'université et probablement à toute la province. Mais ce n'est peut-être pas le meilleur moment.

**M. le président:** Dr. Allen.

**M. Allen:** Bien sûr, en tant qu'historien. Dr. Winchester, j'aime bien l'approche rétrospective et les analogies tirées du passé et tout ça, mais je trouve souvent avec mes collègues qui ne sont pas de la profession, que lorsque je me permets cela moi-même, ils me considèrent comme si je nageais en pleine fantaisie. Mais les analogies sont souvent si éloignées des éléments réels et la correspondance si imprécise, que l'exercice n'est pas toujours aussi bénéfique qu'il pouvait sembler à première vue.

Bon, franchement je ne veux pas faire d'ironie parce que votre intervention ne manque pas d'intérêt. Néanmoins, en vous mettant à la place du président de l'Université de Toronto, vous ne seriez pas vraiment prêt, comme vous venez de le dire, à faire des concessions sur les principaux points qui semblent préoccuper le groupe de l'OISE et, puisqu'il a affirmé qu'il ne tolérerait rien qui ressemble à un conseil des gouverneurs ou autre structure indépendante, qu'il ne serait pas prêt à accorder l'autonomie financière, qu'il ne serait pas prêt à accorder quelque --- qu'il n'est pas heureux de l'état actuel d'autonomie de l'institution et qu'il a avoué à certains d'entre nous qu'il n'est pas satisfait -- qu'il n'est pas du tout d'accord et n'accorderait pas le statut de collège dont vous dites qu'il jouit présentement. Compte tenu de ces conditions ---

**Dr. Winchester:** Oh, je dis simplement que la loi l'appelle un collège. C'est donc pour moi un collège. De plus, je crois que ça fonctionne comme un collège. Je crois que c'est comme ça. Mais bien sûr, ça n'a pas statut de collège à l'Université de Toronto.

**M. Allen:** De toute façon, compte tenu de ses remarques et de la position qu'il a prise et compte tenu de votre désir de voir une reprise des négociations, sur quelles bases suggèreriez-vous d'entamer les négociations? Et que proposeriez-vous pour les amorcer ou pour avoir une bonne prise sur la question?

**Dr. Winchester:** Il aurait pu être plus conciliant sur ce point mais, bien sûr, sur ce sujet précis il me semble que les négociations n'on jamais vraiment débuté.

S'il y avait des négociations -- je veux dire, supposons par exemple qu'il y ait eu beaucoup d'intérêt et de recommandations du gouvernement provincial quant au moment d'entrée en vigueur d'un tel arrangement fédératif. Supposons que le gouvernement ait appuyé ça plutôt qu'une fusion. Je serais porté à croire que lorsque le directeur de l'Institut et le président de l'Université se sont rencontrés pour discuter de la directive apparente, quelle qu'elle fût, que c'eût été le fond de la discussion qui aurait eu lieu. Et ça n'est pas arrivé.

**M. Allen:** Dois-je comprendre que vous suggérez comme condition sine qua non à la reprise des négociations qu'au moins le Trésorier retire son énoncé et sa proposition?

**Dr. Winchester:** C'est certainement une possibilité pour permettre que ça se produise, oui, certainement.

**M. Allen:** Merci, M. le président.

**M. le président:** Merci, M. Winchester, pour votre théorie, votre historique et vos commentaires.

**M. Winchester:** Merci de votre compréhension.

**M. le président:** C'était d'un grand intérêt.

--- Applaudissements

**M. le président:** Vous avez un peu d'appui de l'auditoire. Un mot de ma part et ils font ce qu'ils veulent faire.

--- Rires



**M. le président:** La prochaine intervention est celle de John Cholvat, de l'Association of Education Research Officers.

John, y en a-t-il d'autres avec vous?

**M. Cholvat:** Oui, le Dr. Jack Murray que voici.

**M. le président:** Nous avons ici quatre fauteils et vous pouvez tous les utiliser si vous le désirez.

**M. Cholvat:** Je n'en retiendrai que deux.

Merci beaucoup M. le président.

**M. le président:** Pourriez-vous seulement présenter votre partenaire au micro, s'il vous plaît?

**ASSOCIATION OF EDUCATIONAL  
RESEARCH OFFICERS OF ONTARIO**

**M. Cholvat:** Oui. Mon nom --- je suis John Cholvat, de l'"Association of Educational Research Officers", et voici mon collègue, le Dr. Jack Murray. Nous sommes tous deux impliqués dans le domaine de la recherche en éducation à des conseils scolaires différents. Et l'association que je représente a cru qu'il valait la peine que ce comité entende notre point de vue ajouté à la litanie que vous avez probablement déjà entendue ces derniers jours, et que vous puissiez peut-être nous poser des questions, comme nous sommes également impliqués dans la recherche en éducation. Nous travaillons comme chercheurs-conseils avec nos conseils scolaires. Nous sommes aussi impliqués dans plusieurs sujets dont s'occupe l'Institut.

Je vous ai préparé un document. Je pourrais vous le présenter rapidement en soulignant quelques points saillants que vous aimeriez peut-être prendre en note pour nous interroger ultérieurement.

Tout d'abord, vous ne serez probablement pas surpris qu'en tant qu'association d'agents de recherche nous croyons -- plutôt nous craignons que la fusion proposée aille à l'encontre des meilleurs intérêts. Cela n'est pas dans le meilleur intérêt de l'éducation en Ontario, des écoles ontariennes, ni des élèves, enseignants et administrateurs.

Nous craignons que la fusion, comme je l'ai mentionné au bas de la page 1, affecte gravement les

services en région qui sont actuellement offerts aux conseils par les membres de l'OISE. Nous considérons que la recherche en région sera sérieusement touchée, tout comme le sera l'enseignement servant les intérêts des enseignants d'Ontario.

Et la raison pour laquelle nous croyons ça, au milieu de la page deux, j'ai dit que l'association (AERO) craint que dans l'éventualité d'une fusion, l'OISE perdrait le contrôle de ses propres finances et de ses priorités, de la disponibilité des fonds et l'éventuel siphonnement de ces fonds par d'autres activités universitaires est une possibilité certaine et comme résultat, l'AERO s'oppose à une fusion où les services aux écoles et aux systèmes scolaires seraient touchés.

J'ai entendu d'autres intervenants ici cet après-midi -- et j'ai entendu des membres du comité en mentionner d'autres, qui ont fait porter l'attention sur le calibre mondial de l'Institut et ceci bien sûr signifie que les écoles d'Ontario et le système scolaire ontarien ont à leur disposition des individus de réputation internationale pour le développement professionnel et celui du personnel.

Et j'ai attiré l'attention sur certains d'entre eux; au moins quatre d'entre eux, qui ont une réputation mondiale: Michael Fullan, Ken Leithwood, Howie Russel, David Hunt et Carl Brighter.

Et plus loin en page trois, second paragraphe, j'ai dit que l'AERO craint que les avantages qui sont maintenant disponibles gratuitement pour tous les conseils soient sérieusement touchés par la fusion proposée.

Les fonds disponibles pour la formation continue du personnel scolaire pourraient être réduits et les enseignants de l'Ontario, les administrateurs et les élèves en seraient les grands perdants.

La recherche, qui est d'un intérêt tout particulier, bien sûr, est pour nous un point sensible. Nous sommes particulièrement intéressés par la recherche dans les systèmes scolaires et nous avons loué l'OISE au fil des ans pour leur position bien arrêtée d'appui à la recherche dans les systèmes scolaires. Certaines des études qui se démarquent sont des études comme l'Interface Study que Howie Russel a fait il y a quelques années; des études du Dr. Mark Holmes; la "Second International Mathematics Study" de Merle Wahlstrom, qui commence tout juste à avoir de l'impact et dont plusieurs conseils scolaires ont tiré

un avantage; la "Second International Science Study" du Dr. Connelly que les conseils scolaires utilisent actuellement pour comparer leur propre -- les résultats de leurs propres étudiants comparés à un échantillon international, et d'autres comme la "French Immersion Study" des Drs. Merle Swain et Sharon Latkin.

Au milieu de la page quatre, j'ai dit que l'AERO est très inquiète qu'en cas de fusion la recherche en région effectuée par l'OISE soit sérieusement réduite.

Au domaine de la recherche-conseil, en page cinq. Encore une fois, considérant le calibre des individus qui peuvent être consultés à l'OISE, la recherche-conseil qui est permise aux conseils scolaires, qu'ils soient petits ou gros, est fonction de l'importance des personnes qui pourraient être appelées à la rescousse.

J'aimerais aussi attirer votre attention en bas de la page cinq, sur quelque chose qui est plutôt intéressant, je crois. Il vaut la peine d'être souligné que dans d'autres territoires de juridiction, dont certaines provinces canadiennes et les États-Unis, ce service -- celui dont je parle, qui est la recherche-conseil -- est disponible seulement contre des frais, pour les écoles et systèmes scolaires. Cela veut dire que la recherche-conseil n'a pas été disponible de façon égale dans tous les conseils scolaires comme ça l'est maintenant dans le modèle ontarien.

L'AERO est d'avis -- plus loin en page six -- que ce service de conseils est d'une extrême importance pour les systèmes scolaires ontariens. L'AERO s'inquiète qu'en cas de fusion ce service ne soit plus également disponible à tous les conseils scolaires pour faire face aux problèmes du milieu.

J'ai entendu plusieurs intervenants indépendants cet après-midi et des membres du comité s'informer des capacités d'autres institutions et de ce que seraient leurs contributions respectives dans l'éventualité d'un réaménagement de l'organisation centrale. Nous savons que le ministère soutient par l'appropriation de fonds différents niveaux de formation de professeurs d'université dans le système ontarien d'éducation.

Et j'ai souligné que le mandat des facultés d'éducation -- au second -- troisième paragraphe page 6 -- le mandat des facultés d'éducation est de former les gens qui sont inscrits à un programme de formation



des professeurs et se trouve moins susceptible d'être imparti à l'effort général d'éducation, aux niveaux salle de classe, surveillance et administration. Cet appui professionnel en région relève d'après nous de l'OISE dont c'est une contribution et une responsabilité majeures.

Le Ministère de l'Éducation, nous le savons tous, a des bureaux régionaux. Leur intérêt et leur travail consiste surtout à appliquer la politique pour s'assurer que la loi sur l'éducation, et les principes, pratiques et politiques des ministères sont observés et que les buts de l'éducation sont bien visibles sur une longue échelle, bien plus que les besoins opérationnels au jour le jour.

Nous savons aussi -- en page sept j'ai dit qu'il y a la branche de la recherche au Ministère, il y a une organisation qui administre la distribution des fonds et de la recherche, et c'est la responsabilité de l'OISE de fournir la recherche, le savoir et les habiletés nécessaires au Ministère et à cette branche particulière du Ministère. L'AERO est aussi d'avis que le Ministère de l'Éducation devrait maintenir son soutien direct de l'OISE et s'assurer ainsi que les fonds du Ministère soient utilisés pour faire progresser les écoles d'Ontario par la recherche en éducation.

Finalement, en conclusion, j'aimerais attirer votre attention sur les trois positions que mon organisation considère importantes.

Au second paragraphe, un point important qui touche tant l'AERO que l'OISE, le soutien d'activités de recherche et de projets en région. La crainte que cela soit considérablement réduit aux dépens éventuels de l'enseignement en Ontario constitue une inquiétude majeure de l'AERO.

Deuxièmement, il y a un malaise concernant la possibilité que les fonds disponibles pour les activités de l'OISE soient touchés. Ceci aurait pour effet de réduire une institution d'envergure internationale à quelque chose d'inférieur aux ressources qui devraient être disponibles pour les écoles de l'Ontario.

Et finalement, en page huit. Troisièmement, l'AERO considère qu'en cas de fusion, l'enseignement risque d'être fâcheusement touché. Les enseignants, directeurs et administrateurs voulant améliorer leurs connaissances et leurs habiletés

pourraient être aiguillés vers études d'une portée limitée quant à la pratique en classe.

Finalement, mentionnons cette licence poétique dans le dernier paragraphe; l'OISE a bien servi l'éducation en Ontario et nous considérons que l'OISE devrait être libre de fonctionner comme par le passé en gratifiant l'éducation en Ontario de ce qu'il y a de mieux en fait de services, d'équipe et de ressources.

Merci mesdames et messieurs.

**M. le président:** Merci beaucoup. Mme Bryden.

**Mme Bryden:** Merci M. le président. J'ai trouvé que votre exposé confirme nos découvertes lorsque nous nous sommes rendus dans le nord de la province et ce que nous y avons entendu non seulement des conseils scolaires mais aussi des administrateurs, des parents, des enseignants, des directeurs, tous les gens impliqués dans le système d'éducation, et c'est l'une de ces personnes qui disait que si les agents de l'OISE étaient retirés de leur milieu et si les agents de recherche qui leur sont alloués leur étaient enlevés, ce serait un désastre. C'est le terme qui était employé. Et ils sentaient que si les conseils scolaires fournissaient ces services actuellement dispensés par l'OISE, qu'ils ne seraient probablement pas en mesure de les défrayer, qu'ils ne pourraient aider à l'élaboration de programmes et au développement professionnel qu'à un niveau très réduit.

Est-ce là aussi la position que vous avez découverte pour le sud de l'Ontario ---

**Dr. Cholvat:** Oui. J'ai fait une enquête auprès de tous nos agents de recherche dans les conseils scolaires et ils partagent certainement l'opinion que nous ne pouvons qu'en faire peu par nous-mêmes, et que nous travaillons seulement pour nos propres conseils scolaires. Mais les autres conseils scolaires, nous les encouragerions certainement à s'adjoindre du personnel de recherche parce que nous considérons que c'est très important que les décisions, etc ... soient fondées sur des éléments connus. Et nous croyons que ce serait un coût, ce que -- ces conseils devraient sacrifier autre chose afin de pouvoir entretenir une composante de recherche en éducation.

**Mme Bryden:** Ou encore augmenter ---

**Dr. Cholvat:** Oui.

**Mme Bryden:** --- les taxes foncières.

**Dr. Cholvat:** Bien, le modèle ontarien dans son état actuel permet de demander de l'aide des centres régionaux, ce qui semble bien fonctionner pour le moment.

**Mme Bryden:** Bien, croyez-vous que le besoin a considérablement augmenté suite aux nouvelles directives du ministère qui expliquent maintenant que des conseils portent leur attention aux doués, aux déficients, handicapés et autres clientèles particulières -- vous savez, les élèves avec difficultés d'apprentissage et ceux qui, comme quelqu'un le disait, étaient normalement desservis, les enfants normaux.

**Dr. Cholvat:** Tout à fait, absolument, surtout dans le cas de l'évaluation. C'est très -- cela semble se retrouver de plus en plus dans les documents, de programmes qui sont produits. Il y a cette section qui traite de la nécessité pour les conseils scolaires de pouvoir démontrer leur performance et d'être en mesure de -- d'avoir un système d'évaluation des étudiants qui fonctionne; et certainement ce que vous avez mentionné, j'ajouterais aussi la nécessité d'avoir une composante d'évaluation -- c'est vous savez, ça se retrouve dans tous les documents de programme produits.

**Mme Bryden:** Et nous avons trouvé, alors que nous avons entendu des conseils scolaires de grande et de petite taille, nous avons vu que les petits conseils surtout trouvaient ce service absolument crucial pour interpréter les directives du Ministère ---

**Dr. Cholvat:** Oui, oui.

**Mme Bryden:** --- en fonction de leur système.

**Dr. Cholvat:** Oui.

Et plusieurs des petits conseils ont utilisé les services des membres de l'OISE comme experts-conseils. Je pense au Dr. Regan en éducation primaire, au Dr. Wilson en éducation spécialisée, qui ont servi des conseils scolaires en tant qu'experts-conseils.

**Mme Bryden:** Merci M. le président.



**M. le président:** Dr. Murray, vous vous en tirez facilement.

**M. Hennessy:** Juste une autre.

**M. le président:** Non, ce n'est pas encore à vous. C'est le tour du Dr. Murray.

**M. Hennessy:** Oh.

**M. le président:** Dr. Murray.

**Dr. Murray:** Je travaille au conseil scolaire de la ville de York, ici dans la région métropolitaine. C'est un conseil moyen, environ 15 000 étudiants.

Dans des conseils de cette taille, on y trouve un responsable de la recherche, de la planification et de l'évaluation. Ainsi tout le domaine est couvert par une ou deux personnes et c'est un avantage fantastique que de pouvoir appeler quelqu'un à l'OISE et de lui dire "On m'a posé telle question", ou "J'essaie d'entreprendre telle étude: avez-vous fait des recherches dans ce domaine dernièrement? Pouvez-vous me suggérer quelqu'un qui y a travaillé?" Nous croyons que c'est -- que ça nous permet d'être beaucoup plus utiles au conseil élevé. Et bien que nous n'ayons aucune position, disons, retranchée à l'effet que d'autres accords institutionnels ne pourraient pas égaler la situation actuelle, nous sommes d'avis que le présent accord fonctionne.

Je suppose que je suis un peu ici pour dire que puisque ça fonctionne, n'y touchons pas.

**M. le président:** Dr. Henderson.

**Dr. Henderson:** Merci, M. le président.

Merci pour votre présentation. Si je comprends votre intervention, vous avez exprimé de l'inquiétude vis-à-vis de trois points: Vous avez exprimé la crainte que le soutien aux projets régionaux et aux activités de recherche baisse, ou soit considérablement réduit comme vous dites: que les fonds disponibles pour soutenir les activités de l'OISE soient affectés probablement négativement, et que l'enseignement puisse être touché.

Il m'apparaît -- et de toute évidence il s'agit là d'inquiétudes avec lesquelles on serait porté à sympathiser --- ou du moins avec lesquelles je

sympathiserais. Cependant je suppose que l'argument contraire serait simplement de dire que ces craintes sont sans fondement et que si en fait l'OISE se joignait à une université, la recherche et les projets en région ne seraient pas réduits et les fonds ne le seraient pas non plus et l'enseignement serait maintenu et ainsi de suite et je suis sûr que vous avez considéré tout cela.

Ce qui m'intéresse c'est de savoir si vous entendez pousser la discussion plus loin, étant donné que la réponse attendue serait de vous rassurer et de dire eh bien, ne soyez pas inquiet, tout ça n'arrivera pas.

Y a-t-il quelque chose d'inhérent à ce qui est proposé qui vous fasse croire que c'est, soit assuré, soit très, très probable que ça se produise?

**Dr. Cholvat:** Que la volonté des hommes puisse le prévenir ... Malheureusement, ce n'est pas toujours le cas.

Dans le cas de décisions administratives, des décisions et besoins administratifs, les fonds sont répartis dans divers domaines. Ils pourraient être retirés de là où l'OISE en aurait besoin, pour continuer à fournir le même niveau de services.

**M. Henderson:** Bien sûr, ça pourrait se produire de toute manière. Le Trésor pourrait faire ça, je suppose, non?

**Dr. Cholvat:** Oui, il le pourrait, en effet.

**M. Henderson:** Mais vous croyez que faire partie de l'Université de Toronto est un plus grand risque?

**Dr. Cholvat:** Oui, c'est notre position en ce moment, oui.

**M. Henderson:** Merci.

**M. le président:** M. Hennessy.

**M. Hennessy:** J'aimerais seulement demander, l'Université de Toronto est une grande institution. Cependant, la plupart des gens ne sont pas en faveur de s'y associer, pour utiliser le terme, ou de s'embarquer avec eux. On pourrait se demander pourquoi les gens diraient c'est une grande organisation, comment est-ce que ça ne serait pas à l'avantage de l'OISE de

s'embarquer plus ou moins en tant que partenaire ou associé de la firme? Qu'est-ce que vous répondez à ça?

**Dr. Cholvat:** D'accord.

**Dr. Murray:** S'il vous plaît, M. le président, je n'ai pas entendu que ces avantages aient été énumérés et garantis à l'OISE ou à des clients tels que nous, clients de l'OISE.

**M. Hennessy:** Quels seraient selon vous les désavantages?

**Dr. Murray:** À mon sens le désavantage est dans le changement d'orientation des gens dans l'institution après un certain temps, tel que si la structure administrative est modifiée, et ils sont absorbés, ils font partie de l'université, dans leur manière de penser, dans la manière dont ils choisissent leurs projets de recherche et à qui ils portent attention. Je crois qu'il y aurait un éloignement progressif de ce qui nous apparaît comme une organisation centrée vers l'interne, à une orientation centrée sur l'université et moins d'attention aux régions, moins d'attention aux gens qui font les choses pour les enfants et les enseignants.

**M. Hennessy:** Est-ce possible, monsieur, peut-il s'agir d'un manque de communication? Par exemple, supposons que vous soyez à Fort Frances, dans ce coin-là, et que vous désiriez joindre quelqu'un à Toronto, c'est bien loin, et ils ignorent qui vous êtes et vous ignorez qui ils sont et vous -- est-il possible qu'il y ait un manque de communication? Maintenant c'est plus ou moins une affaire amicale -- vous connaissez tout le monde par leur prénom. Je crois que tout le monde dans le nord-ouest ontarien connaît ceux avec qui ils font affaire sur une base semblable. Si c'était déménagé ici ce ne serait plus une affaire de prénoms. Cela vous inquiéterait-il?

**Dr. Murray:** Je crois que la communication continuerait tant que les gens travaillent étroitement ensemble, tant que la situation que vous avez décrite est préservée.

Si vous changez les arrangements, les structures administratives au sommet, je crois que les gens le font maintenant ensemble et cela deviendrait de moins en moins fréquent, et que des barrières à la communication s'élèveraient avec le temps. Les nouveaux venus n'auraient plus les mêmes raisons de s'intéresser aux conseils scolaires et à ce qui se passe dans les écoles, et ils deviendraient théoriques.



Nous respectons le genre de compétence théorique qui existe à l'OISE, mais il s'agit d'une théorie qui est fondée sur la réalité. Elle est fondée sur les expériences dans les écoles.

Et nous croyons que les arrangements actuels, qui sont là depuis maintenant combien, 20 ans et plus, ont permis à ces modèles de communication de croître sainement et nous considérons que c'est une situation magnifique. Et nous, personnellement, ne voyons aucun avantage à changer.

**M. Hennessy:** Une dernière question, M. le président.

Pouvez-vous me répondre ou que pensez-vous de la sagesse de vouloir changer un programme qui fonctionne bien, très bien depuis de nombreuses années et qui a fait beaucoup de bien? Parce que les gens auxquels j'ai parlé, j'ai siégé à ce comité depuis un bon bout de temps et nous avons eu --très très peu de gens se sont prononcés en faveur de l'université de Toronto. C'est tout en faveur de garder l'OISE dans son état actuel.

Pour épargner 200 000\$ -- c'est ce que le gouvernement énonce -- et vous avez un budget en éducation de 4,5 milliards \$. Où est la logique lorsque vous détruisez un bon programme pour sauver un petit montant, en regard de 4 milliards \$, 200 000\$ n'est pas grand-chose à moins d'être Marcos, alors ça ne signifierait rien du tout.

Je veux dire, qu'est-ce que vous en pensez? Est-ce que ça serait sense, ou ---

**Dr. Murray:** Je ne sais pas si je comprends bien, M. le président.

**M. Hennessy:** Bien, est-ce que ce serait--si vous étiez en affaires, agiriez-vous dans cette optique pour épargner 200 000\$ sans connaître l'autre côté de la médaille. Si ça vous coûte deux millions \$ pour avoir en fin de compte un programme qui soit comparable à ce que vous avez maintenant?

**Dr. Murray:** Ça a tout l'air d'une mauvaise affaire.

**M. Hennessy:** J'ai finalement réussi à vous le faire dire.

**M. le président:** Je l'ai dit l'autre jour, Mickey, que ça fait parti de la rubrique "ne posons pas la question à moins d'être sûr de la réponse".

**Mr. Hennessy:** Vraiment?

**M. le président:** Dr. Allen.

**Dr. Allen:** Merci, M. le président.

Je me demande si je pourrais vous demander tout d'abord si vous, en tant qu'agents de recherche, avez vos entrées aux autres facultés d'éducation à travers la province?

**Dr. Cholvat:** Je trouve que c'est une question très intéressante, parce que dans le domaine de la recherche je n'ai encore vu aucun membre des autres facultés d'éducation passer le seuil de la porte du conseil scolaire où je travaille.

J'ai discuté avec des chercheurs d'autres conseils scolaires qui disent sensiblement la même chose. Cependant nous avons de très nombreux contacts avec les gens de l'OISE.

Je ne suis pas sûr de la raison de tout cela; soit peut-être que le niveau de la recherche dans les autres facultés d'éducation n'est pas très visible, je ne sais pas.

En fait, sous peu le ministre recevra ce rapport, c'est un rapport du Dr. Michael Rapko, qui montre le mode de fonctionnement des facultés d'éducation. L'une des conclusions auxquelles il est arrivé est que moins de dix pour cent des facultés d'éducation investissent leur temps dans la recherche à n'importe quel niveau. Moins de dix pour cent.

Maintenant, j'ignore combien de temps l'OISE investit dans la recherche, je n'ai aucune idée comment ça se compare. À ce moment-ci, je ne peux que mentionner ce chiffre-là.

**M. le président:** M. McFadden.

**Dr. Cholvat:** Non, je crois M. -- J'aurais aimé poursuivre un peu ---

**M. le président:** Très bien.

**Dr. Murray:** Si je puis étoffer ça:

Je crois que ça varie d'un conseil à l'autre. Quant à nous, nous avons des liens de travail avec Queens, avec les gens de London et de York.

**Dr. Allen:** Est-ce la même chose ---

**Dr. Murray:** Tout dépend de ce qui s'y passe, et je suppose de qui connaît qui, comme l'a indiqué M. Hennessy.

**Dr. Allen:** Est-ce qu'il s'agit du même type de consultation, ou des même sujets, de la même chose ---

**Dr. Murray:** Très semblable, très semblable.

**M. Allen:** Est-ce que vos liens avec l'une ou l'autre de ces facultés permet de considérer la possibilité d'une relation entre l'OISE et une autre université? Un des modèles suggéré est de rechercher l'affiliation ailleurs, puisque vous avez vos entrées ailleurs ou du moins que c'est le cas du Dr. Murray et d'autres. Y a-t-il quelque chose de raisonnable dans tout ça?

**Dr. Murray:** Osgoode s'est réaffiliée et semble satisfaite.

**Dr. Cholvat:** Puis-je?

**M. Allen:** Allez.

**Dr. Cholvat:** Je crois que notre position serait sûrement que la situation d'autonomie est idéalement préférable, dans le meilleur des mondes.

**M. Allen:** Je voulais aller de ce côté, juste pour voir si de votre point de vue il y a quelque chose là.

Le modèle autonome, bien sûr, est celui qui se dirige sur le statut de dispenseur indépendant de diplômes, ou qui de plus en plus s'y dirige, aux yeux de certains.

Le désavantage dans tout ça, comme l'ont suggéré certains, c'est que le diplôme n'a plus la prestance conférée par l'Université de Toronto. Jusqu'à quel point l'abstrait est-il important dans le domaine de l'éducation -- À quel point l'association avec une université est-elle distinguée de la compétence éducative et de la renommée dans le domaine même?



En d'autres mots, si vous n'êtes pas associé à une université, possédant une faculté d'éducation d'une certaine renommée, pourquoi voudrait-on -- croire qu'il y a une valeur particulière attachée aux diplômes en éducation?

**Dr. Cholvat:** Le fait est que la renommée était -- si je puis dire -- internationale, l'OISE est reconnue comme étant l'OISE et non pas une faculté de l'Université de Toronto. Cette connotation ne passe pas.

Maintenant, en tant qu'institution conférant des diplômes, qu'un diplôme de l'Université de Toronto confère plus de respect qu'un diplôme de l'OISE, je crois qu'à long terme -- peut-être au début, mais après un certain temps je présume qu'un diplôme de l'OISE aurait autant de poids qu'un diplôme de n'importe quelle autre institution.

**M. Allen:** Dr. Murray.

**Dr. Murray:** Si je peux ajouter ceci, je crois que certains succès de l'OISE ajoutés au calibre du travail qui y est fait proviennent de la solide association que ces gens ont avec ceux des autres collègues de l'Université de Toronto. Et si l'OISE a évolué, c'est en partie parce que Toronto lui a été clément et que c'était un bon endroit pour y travailler.

Et je serais porté à croire que si l'OISE était laissée à elle-même, elle pourrait dériver du courant principal vers des nouvelles vagues de pensée en sciences sociales et que ça pourrait mener à une détérioration à plus ou moins long terme.

**M. Allen:** En tant qu'institution de 2<sup>e</sup> cycle, réceptrice de toutes les universités de la province, croyez-vous toujours que cela serait possible?

**Dr. Murray:** Probablement pas, probablement pas.

**M. Allen:** Vraisemblablement les régions devraient elles-mêmes maintenir les liens et de toute manière ---

**Dr. Murray:** Oui.

**Mr. Allen:** C'est ce qu'elles voudraient et ça réglerait la question. D'accord.

Merci, M. le président.

**M. le président:** M. McFadden, vous avez une minute.

**M. McFadden:** Bien, je serai bref.

En accord avec ce que vous avez suggéré, je me pose une question dont vous soupçonnez peut-être la réponse: seriez-vous d'accord avec moi, messieurs, pour dire que l'OISE est au niveau international dans une classe à part et qu'elle offre un bon service, unique en son genre chez les institutions de haut savoir de la province d'Ontario?

**Dr. Cholvat:** Au niveau où son intervention se situe, oui. À ce niveau-là, oui.

Cela ne veut pas dire que d'autres institutions n'offrent pas ce service mais je soutiens qu'au niveau où l'OISE l'offre, oui, elle est unique.

**Dr. Murray:** Et de cette portée-là, oui.

**M. McFadden:** Merci.

**M. le président:** Jack nous a dit ce qu'il faisait. C'est à votre tour, John.

**Dr. Cholvat:** Pardon?

**M. le président:** Jack vient de nous dire ce qu'il fait. Et vous, que faites-vous?

**Dr. Cholvat:** Je suis l'agent de recherche pour le conseil scolaire de Halton à Burlington.

**M. le président:** Très bien. Merci.

**Dr. Cholvat:** Pour le comté de Halton, oui.

**M. le président:** Merci.

Bon exposé, merci.

Le prochain exposé est celui du Dr. Jerri Wine du département de psychologie appliquée de l'OISE. Êtes-vous accompagné de collègues?

#### DEPARTMENT OF APPLIED PSYCHOLOGY, OISE

**Dr. Wine:** Oui. J'ai demandé aux Drs. David Hunt et Michael Orme de se joindre à moi un moment.

Le Dr. Hunt est vice-président du département et Michael Orme y est professeur. Ces messieurs se retireront dans quelques moments et trois autres personnes me rejoindront alors à cette table.

Certaines des questions soulevées cet après-midi nous semble devoir être considérées dès maintenant et je crois que le Dr. Orme aimerait discuter de l'une d'entre elle, illico.

**Dr. Orme:** Merci.

On me dit que cet après-midi les professeurs Greenfield et Holmes ont présente une expose qui s'appuyait sur un mémoire signé par 33 professeurs et qui en était la pierre angulaire. Je l'ai moi-même signé mais je n'ai pas été informé qu'il serait ainsi utilisé et j'aimerais vous informer que je ne suis pas d'accord avec l'essence de l'exposé tel qu'il m'a été rapporté.

**M. le président:** Merci.

Nous avons eu plus tôt une indication à cet effet, même si elle ne l'était pas verbalement.

**Dr. Orme:** Merci.

**Dr. Wine:** Considérant que le rapport intérimaire du Comité sur les relations entre l'Institut et l'Université est paru hier et n'a été porté au registre qu'aujourd'hui et que je présume que tous en ont copie, j'ai cru qu'il serait important qu'un membre du "Joint Council on Education" commente certains des points soulevés par le rapport, et le Dr. Hunt est l'un de membres de ce conseil.

Il y a aussi dans l'assemblée d'autres membres du conseil qui pourraient répondre à des questions le cas échéant.

**M. Hunt:** Merci.

Nous sommes cinq -- il y a six représentants de l'institut au "Joint Concil of Education". Quatre d'entre nous sommes ici présents. Deux d'entre nous sont venus dans l'intention de corriger ce que nous considérons comme de serieuses mésinterprétations qui ont été énoncées et dont j'aimerais brièvement vous entretenir.

Tout d'abord, en raison du type de document, il s'agit d'une impression au laser et ça



semble très officiel mais c'est inexact. Il est question d'un comité.

En fait, un sous-comité de cinq personnes du "Joint Council of Education" a été prié de faire des suggestions. Celles-ci ont été reçues vendredi dernier par le "Joint Council" et nous avons alors été contraints -- le conseil est composé de -- il y avait 13 membres présents, dont les 5 qui ont rédigé le rapport en question. Les huit autres ont été contraints d'accepter le rapport sans l'avoir vu.

Comme précision, le président du conseil, Jack Stevenson, a écrit dans le sommaire,

"Ce rapport, de manière intentionnelle, ne porte pas la sanction de quelqu'autre autorité, y compris celle du "Joint Council of Education"."

Et c'était non seulement vrai, mais les huit autres membres sont en désaccord avec le rapport, ils ont prié le sous-comité de procéder à des reformulations substantielles et se sont fait répondre que ce qu'il contenait était sans importance puisqu'il s'agissait simplement d'un document pour fins de discussion.

Le second point que j'aimerais préciser c'est que dans le rapport il est suggéré: "Nous proposons que les fonds de OISE-MCU soient versés intégralement à la nouvelle organisation par l'université et que les fonds actuels pour le MCU de l'université de Toronto, qui proviennent de l'université, continuent à y être versés et soient augmentés.

Nous avons toujours été champions de ce genre d'entente, mais nous disons que c'est impossible à moins que ne soient levées les conditions rattachées au transfert de la bourse.

Merci.

**Dr. Wine:** Ce n'est pas tout-à-fait ce que nous avons prévu pour le moment. En fait, je suis ici en tant que directeur du département de psychologie appliquée et j'ai demandé à quelques membres de notre corps enseignant de se joindre à nous, si vous avez des questions à adresser à l'un ou l'autre de ces messieurs, vous êtes priés de le faire rapidement maintenant.

**M. McFadden:** J'ai une question.

La pièce 84 (B) est une lettre ouverte aux membres de la faculté de l'OISE et elle est signée par un nombre de personnes qui je suppose sont toutes membres de facultés parce que --- "Dear Colleagues" -- je suppose que tous sont membres de facultés.

Quel était le but précis de cette lettre? Elle est maintenant entre nos mains. Je suggère que cela n'était pas prévu, mais maintenant nous l'avons et elle appartient désormais au domaine public. Quel effet devait-elle produire? De toute évidence elle n'était pas destinée à nous tomber sous les yeux, mais quel était son but, auquel vous avez souscrit?

**Dr. Orme:** Non. Elle m'a été lue au téléphone. Il m'a semblé qu'elle devait nous fournir une occasion de discussion sérieuse des options offertes à la considération de la faculté dans un forum public. Et j'étais tout-à-fait d'accord avec ça.

J'en ai reçu la version imprimée ce matin.

**M. McFadden:** D'accord. Alors, voilà pour 84 (B).

Maintenant, cette autre pièce que voici, 84 (A). Vous nous dites qu'il s'agit d'un document interne que -- et j'aimerais simplement m'assurer que c'est bien clair ce que nous avons ici. Il s'agit d'un document préparé par un comité. Cela se veut un document de travail -- Je remarque que c'est inscrit au début, en bas, qu'il s'agit d'un document de travail. Cela non plus ne nous était pas destiné, est-ce exact, ce n'était pas l'intention des auteurs, ni de ce "Joint Council"? Est-ce qu'il devait nous parvenir, ou comment est-il ---?

**Dr. Hunt:** Il ne s'agit pas d'un document privé et n'importe qui peut le consulter.

**M. McFadden:** D'accord. Il s'agit d'un document public?

**Dr. Hunt:** Oui.

**M. McFadden:** C'était -- le rapport intérimaire n'a pas été adopté par le "Joint Council", ou l'a-t-il été? On s'est embarqué dans quelque chose d'assez compliqué avec autant de personnes présentes. À-t-il été adopté, ou non, par le "Joint Council"?

**Dr. Hunt:** On nous a demandé, lorsqu'on s'est rencontré, 13 des 15 membres, le président nous a demandé de l'accepter et d'en permettre la distribution

sans l'avoir vu. Nous avons eu une courte discussion, puis nous avons dû passer au vote et le vote a été favorable.

Mais après que le conseil ait pris connaissance du document, cependant, chacun des huit autres membres a soulevé de très sérieuses questions à ce sujet et a réclamé du sous-comité qu'il le revise avant distribution, ce qu'ils ont refusé.

Ce que je veux dire c'est que -- pour reprendre et renforcer le commentaire du Dr. Stevenson, c'est un euphémisme que de dire qu'il n'a pas la sanction du "JCE"; il n'a même pas son assentiment ni son soutien.

**M. McFadden:** Ainsi, la proposition qui a été présentée de même que le vote qui a été pris concernaient surtout son dépôt, en quelque sorte, simplement tel que reçu, plutôt qu'un endossement, ou est-ce que je comprends mal la proposition que vous avez mentionnée?

**Dr. Hunt:** Cela devait être accepté et distribué.

**M. McFadden:** Mais le contenu n'était pas nécessairement approuvé?

**Dr. Hunt:** Non. Nous n'en avons pas pris connaissance.

Mais lorsque nous en avons pris connaissance, ayant été contraints de prendre une décision prématurée, nous avons vu qu'il ne devrait pas être distribué sous cette forme, non pas parce que nous étions en désaccord sur le contenu, mais parce qu'il est extrêmement ambigu. Et on s'est fait dire par le sous-comité que c'était sans importance.

Je crois que vous devriez aussi prendre en compte que le sous-comité qui a produit le rapport a affirmé que son contenu était sans importance; qu'il s'agissait d'un document de travail.

**M. McFadden:** Oui.

**M. le président:** Mme Bryden.

**Mme Bryden:** Oui.

Je trouve en page 13 l'énoncé de conclusion un peu ambigu. Je ne sais pas si vous êtes en mesure de l'interpréter. Il est question d'une nouvelle



organisation éducative regroupant "FEUT" et "OISE" en association. Ça ne mentionne pas qui contrôle qui, pas plus que ça ne précise s'il s'agit d'une "OISE" indépendante renouvelée qui travaillerait de concert avec "FEUT" plutôt que d'une "OISE" qui ferait partie de l'Université de Toronto ou veut-on suggérer de former une nouvelle institution à partir d'une "OISE" élargie, peut-être, en vue d'une meilleure association avec "FEUT".

**Dr. Hunt:** Les auteurs en fournissent des diagrammes.

Mais tout ce que j'en dirais, pour simplifier, c'est que le "Joint Council" a reçu bon nombre de suggestions différentes qui n'ont pas traité des arrangements fiscaux, et ce document ne le fait pas non plus.

**Mme Bryden:** Bien, je note aussi qu'il est dit que la coopération, les échanges fructueux et l'amélioration des programmes d'enseignement, la recherche et le développement régional ne peuvent être poursuivis dans le cadre restrictif des présentes ententes d'affiliation. Aussi envisagent-ils de nouvelles ententes d'affiliation ou -- de manière à obtenir le pouvoir de décerner les diplômes ou ils prévoient que l'OISE aurait le pouvoir de décerner elle-même les diplômes. Croyez-vous qu'ils considèrent ces deux possibilités?

**Dr. Hunt:** Non, parce qu'ils dénigrent ce privilège de décerner les diplômes.

**Mme Bryden:** Ici dans ce rapport.

**Dr. Hunt:** Oui, c'est ce qu'ils font.

Je devrais aussi ajouter que chacun des cinq membres du "Joint Council" qui représentent l'OISE désavouent ce rapport et s'en dissocient. Et Michael Connelly, un des membres, est également un des auteurs.

**M. le président:** Ça n'a pas été long pour rallier les forces.

--- Rires

**Quelqu'un:** Les mauvaises nouvelles vont vite.

**M. le président:** Merci.

Veuillez présenter le reste de l'équipe.

**Dr. Wine:** Le reste de l'équipe est formé de membres du corps professoral du département de psychologie appliquée. Le Dr. Joel Cline est aussi à mes côtés et voici le Dr. Marti Smye; quant au Dr. Esther Cole elle nous joindra plus tard.

Le département est le plus important de l'OISE et nous offrons des diplômes: "Ed.D.", "M.Ed.", "M.A." et "Ph.D." en "educational psychology", "school psychology" et "counselling psychology". Il s'agit vraiment d'un cas unique en son genre puisque le département de psychologie est imbriqué dans une institution éducative. Il n'y a rien de comparable ailleurs au Canada. Nous sommes complètement différents, différents à l'extrême en comparaison avec le département de psychologie de l'Université de Toronto.

Nous avons des inquiétudes très, très sérieuses concernant nos programmes, l'intégrité de leurs contenus et concernant l'autonomie et l'indépendance de l'OISE de continuer à augmenter nos programmes si nous sommes fusionnés ou transférés.

J'ai reçu un bon nombre d'appels de la part d'anciens qui se disent très inquiets du transfert envisagé et j'ai demandé à quelques-uns d'entre eux de se joindre à moi aujourd'hui pour vous entretenir de leur formation, de leur travail actuel et de leurs inquiétudes.

Pourrions-nous commencer par vous, Marti?

**Dr. Smye:** Oui, d'accord.

Je me nomme Martie Smye et je suis administrateur-associé dans une firme de psychologie industrielle du nom de Jackson, Smye. Nous employons 12 personnes et je suis ici non seulement en tant qu'ancien mais aussi parce que nous embauchons des finissants en psychologie appliquée de l'OISE et que c'est l'un de mes premiers soucis.

Nous travaillons pour des organisations comme Dupont, Torstar, Janick, les Soupes Campbell, MTC, LCBO et Hydro Ontario. Si je puis me permettre un seul commentaire sur le genre de recherche que l'OISE permet à ses étudiants comme moi-même de poursuivre, à ses anciens comme moi-même: l'Hydro-Ontario s'est vu décerner dernièrement une position par le "International Assessment Centre Congress", à cause d'une recherche que j'ai menée à l'Hydro Ontario et qui s'appuyait sur ma recherche de doctorat que nous avons faite à l'OISE.

Comme je l'ai dit, je m'inquiète non seulement de l'éducation que j'ai reçue, de ce que d'autres psychologues, psychologues appliqués reçoivent cet entraînement, mais je suis aussi intéressé en tant qu'employeur. Nous avons en ce moment deux postes disponibles et nous considérons les diplômés de l'OISE en premier lieu pour les occuper.

Je crois que le futur de cette institution comme sa capacité de prendre ses propres décisions budgétaires m'a permis de faire -- de recevoir la meilleure éducation pour fournir les meilleurs conseils aux institutions canadiennes. Je considère que ma capacité de servir ces institutions sera rehaussée par les psychologues que j'emploie et ceux que je veux embaucher proviennent d'un centre axé sur le pratique et que dans cette province, il n'y a que l'OISE qui fournisse tout ça.

**Dr. Wine:** Dr. Cline.

**Dr. Cline:** Je suis le Dr. Cline. Je suis professeur agrégé en psychologie à l'Université de Toronto et j'exerce à l'Institut d'étude de l'enfant.

Toute ma vie a été associée au domaine de l'éducation. J'ai enseigné à tous les niveaux, du jardin d'enfants aux études supérieures. J'ai touché à l'administration ayant tenu les postes de directeur-adjoint puis de directeur d'école primaire et secondaire à New-York et à Toronto. J'ai publié une douzaine de publications concernant les enfants difficiles et j'ai aussi publié un livre. Je me considère très chanceux de m'être joint au département de psychologie appliquée, juste au moment de sa formation il y a quelques années.

J'ai fréquenté de nombreuses universités aux Etats-Unis et au Canada et je puis dire que ce qui se produit au premier cycle au département de psychologie appliquée est, à ma connaissance, sans pareil ou que soit ou je regarde.

Il y a une unicité. Vous n'y croyez pas d'abord lorsque vous êtes étudiant, mais après un moment vous rendez compte que c'est vrai. Vous confrontez et rencontrez bon nombre d'éducateurs, parmi lesquels plusieurs sont de toute évidence hautement idéalistes, qui partagent de très hauts critères, et je suis très heureux de ce que tous ceux qui sont acceptés par le département en psychologie appliquée ne se présentent pas un degré à la main.



Ce département a des critères; les documents et la recherche reçoivent des notes, mais il y a une différence énorme, et c'est que tout cela se déroule sans menace à l'étudiant. Toute simple qu'elle soit cette idée, c'est dans ses effets que se mesurent et sa grandeur et sa profondeur.

D'autres endroits ont des devoirs mais seul OISE a ou bien satisfait cette attitude du "nous vous soutiendrons si cela vous semble difficile, nous ne sommes pas du genre" -- vous devez faire ce travail, mais ils ne prononcent jamais la dernière partie de la phrase que vous entendez toujours partout partout ailleurs -- et si vous ne le faites pas, vous savez ce qui vous attend. Une fois dissipée cette aura de menace, l'étudiant est libre de développer pleinement ses habiletés au sein d'une faculté agréable et érudite, qui possède sur place une magnifique bibliothèque pour les problèmes rencontrés.

Quiconque s'y présente avec un potentiel enfoui, l'OISE le fait éclore. Lorsque l'OISE faillit, je ne connais aucun autre endroit où cette personne puisse parvenir au succès.

Et je suis aussi dans le domaine de la psychothérapie pour les enfants. Je ne sais pas à quel point vous êtes familiers avec la difficulté d'obtenir une bonne thérapie pour les enfants-problèmes. Mon téléphone sonne toute le temps. "Donnez-moi une référence, j'ai un enfant-problème." Quant au nombre de gens dans une ville aussi vaste que celle-ci vers qui je peux honnêtement diriger quelqu'un en espérant qu'une amélioration permanente s'en suivra pour cet enfant, ce nombre est très restreint et le taux de succès provient presque toujours de ces gens qui ont été formés à l'OISE. Ils n'ont pas de diplôme médical, mais ce qu'ils ont reçu est introuvable ailleurs.

**Dr. Wine:** Merci.

**Dr. Cole.**

**Dr. Cole:** J'ai eu l'avantage d'étudier à l'OISE. Je suis actuellement "Senior Psychologist" au conseil scolaire de Toronto. Nous possédons l'un des plus vastes départements de psychologie en milieu scolaire. Nous employons 65 personnes dans l'un des plus grands conseils scolaires. Plus de la moitié soit sont des diplômés de l'OISE, soit y retournent pour obtenir leur doctorat.

La raison pour laquelle nous recevons chaque année tant de demandes provenant de gens qui

veulent retourner à l'OISE bien qu'ils travaillent depuis des années dans le domaine de la psychologie en milieu scolaire tient à l'unicité et à l'autonomie conférées par l'OISE.

Le nombre de sujets et de recherches auxquels j'ai moi-même participé et que je continue d'encourager dans les conseils scolaires tient à ce qu'au moment de mon arrivée au Canada comme immigrant, j'ai été accueilli à l'OISE. Dans sa portée on retrouve des sujets qui par le passé étaient du ressort exclusif des institutions de psychologie clinique traditionnelle tel que l'identification des étudiants à taux de risque élevé. Et je suis une des personnes-clé qui dans cette ville ont développé des programmes pour nos écoles qui intègrent la prévention du suicide au programme régulier, qui comprennent dans une perspective de développement le stress et les besoins des étudiants, à des programmes qui étaient perçus autrefois comme purement éducatifs, tel l'appréciation pour de meilleurs programmes, maintenant en vigueur à la maternelle, dans les classes de première, quatrième, septième années, et est introduit maintenant en neuvième année, où le psychologue de l'école travaille en équipe avec les éducateurs.

Et la raison qui nous permet cela, c'est que nous étions en position unique de voir les liens entre la psychologie et l'éducation. Ce n'est pas une institution qui met de l'avant un programme affirmant que le modèle médical doit continuer de fournir les solutions.

Il y a un flot d'information aux Etats-Unis qui porte sur l'orientation de la psychologie particulièrement en éducation, du modèle médical vers l'intégration de counselling et d'une approche plus proactive.

J'aimerais attirer votre attention sur le fait qu'en 1976 il s'est tenu à l'OISE une conférence portant essentiellement sur le besoin d'entraide entre éducateurs et psychologues et l'importance de la consultation. Et à cause de cette unicité mon personnel est maintenant impliqué non seulement en termes généraux dans cette approche proactive, mais a une compréhension solide des programmes de prévention primaire, secondaire et tertiaire.

**M. le président:** Questions?

Dr. Henderson.

**Dr. Henderson:** Merci, M. le président.

Je veux introduire ce commentaire avec l'affirmation que je ne traite pas de la question à savoir si l'OISE ou quelque aspect de l'OISE serait amélioré par une affiliation avec -- plus intégrale, disons, avec l'université de Toronto. Je n'en traite pas parce que dans mon incarnation antérieure j'étais psychiatre et je --

**M. le président:** Qu'êtes-vous maintenant?

**M. Henderson:** Je n'en suis plus sûr, M. le président. Je l'ai déjà su.

J'ai aussi à mon expérience la direction clinique et l'embauche de psychologues. Ma perception des remarques du Dr. Cline me feraient plutôt endosser intégralement ce que vous avez dit. Et je voudrais seulement ajouter ça pour contrer toute impression que quiconque puisse avoir qu'il procédait d'un point de vue idiosyncratique, partisan ou complètement biaisé. C'est là, quant à moi, la façon dont les gens et les diplômés de l'OISE dans ce domaine sont perçus vraiment. Et comme j'y suis aussi relié, ou en tout cas l'ai été -- dans mon incarnation antérieure j'étais relié à la faculté de médecine de l'Université de Toronto, je crois que c'est comme ça qu'ils sont très largement perçus.

Donc, je considère que quelques conclusions ou recommandations auxquelles nous pourrions aboutir concernant ce que l'avenir de l'OISE devrait être, je crois fermement que les commentaires des panellistes et particulièrement ceux du Dr. Cline, sont très valables et attirent beaucoup de -- quel est le terme? -- validation consensuelle parmi les professionnels de la santé mentale, en général.

**M. le président:** Il s'agit là d'un commentaire, je crois, bien plus que d'une question.

Avons-nous des appuis au commentaire du Dr. Henderson?

Dr. Cline, vous approuvez sans aucun doute.

M. McFadden, vous auriez une question?

--- Rires

**M. McFadden:** Non, il y avait un point, à un moment, mais je crois que vous l'avez abondamment réglé.



La seule question que j'avais concernait le département de psychologie appliquée et son rôle exact. Jusqu'à maintenant, la charge des membres de la faculté et tous ceux qui ont défilé ici portait essentiellement sur l'impact que l'OISE, dans ses programmes d'enseignement, a exercé dans le domaine de l'éducation, presque exclusivement. Je retiens des mémoires présentés aujourd'hui qu'il y a -- que les diplômés de ce programme sont impliqués aussi dans l'industrie et dans le secteur commercial.

Devrais-je en déduire que toutes ces personnes ont d'abord été formées pour être des enseignants et ont fini par travailler pour General Foods ou est-ce qu'il s'agit là d'un phénomène habituel, qu'ils s'inscriraient à l'OISE avec l'idée de se diriger vers le secteur privé? Quel serait au juste le plan de carrière normal dans ce domaine?

**Dr. Wine:** Je ne peux répondre pour le Dr. Smye, mais la nature de nos programmes -- presque tous finalement; nous avons quelques programmes axés assez exclusivement vers la recherche -- mais la plupart de nos programmes visent à former des gens en psychologie appliquée et à leur permettre de rendre service à ceux et celles qui font partie des organisations.

Et comme notre département en est un de psychologie -- il ne s'agit aucunement d'un département de psychologie éducative -- nous avons une division de psychologie éducative et une autre de psychologie scolaire. Si vous avez par exemple un diplôme en psychologie de counselling (relation d'aide) -- les gens qui obtiennent des diplômes dans ce domaine ont tendance à travailler dans des environnements variés.

Ils ont tendance à utiliser un modèle, une approche à la relation, la thérapie, le travail organisationnel qui est éducatif au sens large du terme. C'est le genre de modèle théorique ou d'apprentissage qu'ils retiennent.

**Dr. Smye:** Puis-je commenter?

Il y a un besoin de service chez des institutions et organisations canadiennes, de la part d'une composante psychologique. Nous faisons du counselling et de l'entraînement auprès -- au sein de ces organisations. Nous aidons les gens à développer le tracé de leur carrière. Nous aidons au développement de programmes de formation fondés sur les aptitudes à l'apprentissage à la formation que nous possédons à l'OISE. Il existe aussi des besoins de recherche au

sein de ces organisations pour des programmes de recherche qui aideront les gens dans ces organisations.

Ainsi, le bagage en counselling que j'ai reçu, tout comme la recherche -- peut-être davantage le bagage en recherche que j'ai acquis à l'OISE, m'ont permis de fournir ces genres de services à l'industrie.

**M. McFadden:** Merci.

**M. le président:** Dr. Allen

**Dr. Allen:** Merci, M. le président. Je regrette d'avoir été absent de la pièce et de ne pas avoir entendu les interventions, conséquemment j'ignore si on a déjà répondu à mes questions.

Mais une question qui a été discutée est celle concernant l'avenir des départements de l'OISE et de l'enrichissement mutuel lié aux contacts avec des départements d'autres universités, dans l'éventualité d'une redirection de l'Institut et si elle devient, peut-être, une institution qui décerne ses propres diplômes de manière indépendante. Et ce que j'aimerais entendre de votre part c'est votre opinion sur -- bien, tout d'abord, ce qu'est au juste votre association. Comme vous travaillez en psychologie appliquée avec d'autres membres de facultés, soit de l'université de Toronto soit d'autres universités, et si vous prévoyez qu'il y ait quelque coupure ou blocage de la communication ou de l'échange, ou toutes ces choses, dans l'éventualité où l'OISE acquiesce un plus haut degré d'indépendance.

**Dr. Wine:** Comme je l'ai déjà mentionné, le département de psychologie de l'Université de Toronto de même que notre propre département de psychologie appliquée sont en fait très très différents. Nos buts, tout comme la définition de nos programmes sont tout simplement à deux extrêmes.

L'Université de Toronto cherche à se concentrer sur la formation des chercheurs en tant que telle et à mener de la recherche fondamentale, alors que nos programmes sont presque exclusivement consacrés à la formation de gens qui auront à travailler en psychologie appliquée et à travailler à aider autrui.

Il y a des liens de facultés entre notre département et l'Université de Toronto; par exemple, David Olsen est à la tête du centre McLuhan à l'Université de Toronto. Et il y a d'autres liens que les gens ont formés pour soumettre de la recherche en commun. Mais je crois que nous sommes allés

probablement aussi loin que nous le pouvions là-dedans. Et ces liens sont assez limités simplement à cause de la différence dans nos intérêts. En grande partie, nous ne faisons pas le même genre de psychologie.

Mais je ne vois pas ce qui pourrait empêcher ce qui se produit maintenant, si en fait nous devons plus autonomes.

**M. Allen:** En d'autres termes, votre impression générale est que le genre de relations académiques qui existent déjà entre professeurs et étudiants dans les domaines du savoir persisterait vraisemblablement. Il n'y a pas d'empêchement réel à leur croissance de toute manière, du fait d'une plus grande indépendance?

**Dr. Wine:** Je ne puis voir ---

**M. Allen:** Non.

**Dr. Wine:** --- qu'il y en ait, non.

**M. Allen:** Non.

Merci beaucoup.

**M. le président:** Merci.

Le monsieur qui se tient au fond a un macaron, qu'il ne porte pas en ce moment, mais je crois qu'il est sur son manteau. Cela dit OISE. Sont-ils disponibles aussi en rouge et bleu?

--- Rires

**M. le président:** Si oui nous serions heureux d'en avoir un.

Merci beaucoup à tout le groupe pour l'exposé.

Nous nous réunirons le 15 avril pour entendre d'autres interventions de la part de ceux qui en ont signifié l'intention, et puis nous -- nous allons essayer, parce que nous laissons l'OISE concluré, Bill, nous tenterons le 15 d'intéresser l'Université de Toronto à faire un exposé sur ce qui s'est ajouté au registre depuis trois ou quatre semaines. Et ensuite ---



**Dr. Jones:** Je crois que de la manière dont vont les choses, M. le président, il serait préférable que nous ne fassions pas de récapitulation.

**M. le président:** Bien, nous allons accepter cela aussi.

**Dr. Jones:** Je suppose que nous devons en décider d'après ce que l'Université de Toronto aura à dire.

**M. le président:** Vous voulez dire, c'est eux d'abord?

**Dr. Jones:** Nous prendrons cela en considération.

**M. le président:** Alors nous allons réserver cinq minutes pour cela, d'accord?

**Dr. Jones:** D'accord.

**M. le président:** Merci, tout le monde.

Le comité a ajourné à 17 h 06.

CASPH  
XC16  
- G24

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES GOUVERNAMENTALES

SUR LE PROJET DE LOI 75,  
UNE LOI POUR MODIFIER LA LOI SUR L'ÉDUCATION

LE MERCREDI 26 MARS 1986

Séance du matin



PRÉSIDENT: McCague, G.R. (Dufferin-Simcoe PC)  
VICE-PRÉSIDENT: Dean, G.H. (Wentworth PC)  
Guindon, L.B. (Cornwall PC)  
Poirier, J. (Prescott-Russell L)  
Allen, R. (Hamilton West NDP)  
Davis, W.  
Hennessy, M. (Fort William PC)  
Leluk,

Commis: Deller, D.

Personnel: Steele, L., recherchiste

Témoins:

For the French Canadian Association of Ontario:  
Plouffe, S.,

L'Association des représentants scolaires des écoles  
séparées de l'Ontario et l'Association des directeurs  
surveillants catholiques de l'Ontario:

Duffey, J., Président, Association des représentants  
scolaires des écoles séparées de l'Ontario

Moseley-Williams, B., Président, Conseil scolaire des  
écoles séparées RC du district de Nipissing et  
Président, Comité des langues minoritaires de  
l'Association des représentants scolaires des écoles  
séparées de l'Ontario

Giroux, B., Directeur de l'éducation, Conseil scolaire  
des écoles séparées RC du district de Nipissing

Stephens, J., Président, Association des directeurs  
surveillants catholiques de l'Ontario

Conseil scolaire du Grand Toronto:

Tolton, J., Président, Conseil scolaire du Grand Toronto

Moss, P., Vice-président, Conseil scolaire du Grand  
Toronto

Olsen, C., Surintendant des ressources éducatives

Brown, C., Directeur de l'éducation

Pour lui-même:

Churchill, S.,



L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE L'ONTARIO  
COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES GOUVERNAMENTALES

LE MERCREDI 26 MARS 1986

La réunion a commencé à 10:10 dans la salle de comité 1

LE PROJET DE LOI 75,  
UNE LOI POUR MODIFIER LA LOI SUR L'ÉDUCATION  
(Suite)

M. le président: Si je pouvais attirer votre attention, s'il vous plaît? La première présentation sera faite par M. Plouffe et il faut que je m'excuse de mon manque d'habilité en français, mais voilà pourquoi nous avons l'équipement que nous avons ce matin.

Voulez-vous avancer, s'il vous plaît, et tous les autres qui vous accompagnent et qui veulent s'asseoir avec vous?

THE FRENCH CANADIAN ASSOCIATION OF ONTARIO

Mr. Plouffe: Thank you, Mr. Chairman. Good morning everyone.

Committee members, it's a pleasure to have the honour to be the first to make a presentation during your sittings on behalf of the The French Canadian Association of Ontario. We insisted on coming at the beginning of these meetings in Toronto, because we knew the Committee's interest in this bill, and also the interest that we wanted to show on behalf of the Francophones in Ontario concerning this most important bill.

We thank you for having agreed to accept our comments on Bill 75 concerning the management of French schools. The French Canadian Association of Ontario, of which I am the president, counts 22 regional associations and 17 affiliated organizations, distributed throughout the province. Founded in 1910, the Association has as its mandate to promote the interests of Francophones in Ontario and to see to protecting their rights.

The legislation which is now being studied has been awaited for at least 20 years by the Francophones in Ontario. Already in 1976 a parliamentary commission presided over by Mr. Henry Mayo recommended the creation of a Francophone school

system in the Ottawa-Carleton Region. On June 26, 1984, five judges of the Appellate Court of Ontario unanimously recognized the right of the Francophone minority to manage its own schools. In order to satisfy this constitutional obligation, the government in power at the time introduced bill 160 which, in some ways, completed the effort which had produced the law guaranteeing the right to education for all Francophones in the province. Since then, this school legislation has undergone several metamorphoses and has been made better to the point where today it can be considered as an alternative that is clearly superior to the law which is now on the books. Bill 75, in fact, gives French-speaking Ontarians, thanks to a guaranteed representation on school boards, a form of control over the governance of their schools which is far from negligible. Even in those places where Francophones are clearly in the minority, they will be able to actively participate in the future in the governance of their school system. That is why we think, as other organizations will tell you, that the clauses in the bill should also be applied to the six boards of education in the Toronto region, as it will be applied elsewhere in the province. In addition, special measures should guarantee the participation of Francophones in the higher levels of the school system taking into account the six boards in Metro Toronto.

This form of governance of the Francophone school system cannot, and must not, be conceived as unchangeable. As designed, the bill contains clauses which could deprive Francophones of the full exercise of their rights. Their field of expertise is limited, their powers of taxation are non-existent, and, what is even worse, they have no control over distribution of the budget. Thus, Bill 75 offers Francophones, at best, a truncated right to governance which cannot fully satisfy them.

However,

"In a province as diversified as Ontario, it is possible, and even desirable, to set up diversified governance structures."

This enlightened opinion was put forward by the members of the Parliamentary Commission on the Financing of Primary and Secondary Education in Ontario. The commissioners illustrate this principle when they suggest diverse modifications to present-day school governance: maintaining a two-tiered governance structure in Metro Toronto, the possibility of creating new integrated boards of education, bringing together some public and separate boards of education,

redefining administrative zones, authorizing the formation of cooperative service units. Logically, and still recognizing the particular needs of the Francophones in Ontario, they formulated this first recommendation:

"That a French language board of education be created in the Municipality of Ottawa-Carleton and that other French language boards be created where circumstances justify."

We are of the opinion that the most complete governance structure that will respect our rights is that of a French language board of education, a board that will bring together in the same administrative unit both Catholic non-Catholic schools. We are not saying that this formula should be applied in every region of Ontario where there are Francophones. It is possible that it is inappropriate in some places or that it does not meet the desires of the local population. However, we support that the possibility of creating French language boards of education be entrenched in the law. The question of whether or not circumstances will justify that this possibility will become reality should be resolved by a complete investigation in each and every case. The investigation being carried out in the Ottawa-Carleton Region by the Commission presided over by Mr. Albert Roy will illuminate the conditions that must be satisfied in order to respect the desires expressed by the Francophone population while maintaining the quality of education to which all Ontarians have a right.

In conclusion, and in recognition of the legitimate right of Francophones in Ontario to full and complete governance of their own school system, we ask:

"That Bill 75 be amended to include a clause enabling the creation of French language boards of education."

As you will not fail to notice, this principle is unanimous among Francophones interested in the question of education. The application of this legislation will bring along with it consequences which will have to be immediately considered. In particular, we are thinking of the enumeration of Francophones enfranchised to elect school trustees and of the enumeration process that will be used. We strongly hope that this process would be just and equitable and that everything will be done to insure that the results are trustworthy. It is indispensable to consult with members of the Franco-Ontarian community during the different steps in this process, so that their point of



view will be reflected therein. Finally, we encourage the government to inform the population about these changes, and we offer our collaboration, if need be.

Thank you, Mr. Chairman and members of the Committee, and I would be pleased to answer your questions. Thank you.

M. le président: M. Guindon.

Mr. Guindon: Thank you, Mr. Chairman.

I would like to thank the FCAO for a very intense report.

Mr. Plouffe, I would like to ask you a question, if possible, about the boards in Metro Toronto. Do you know, today, what the government intends to do about these boards?

Mr. Plouffe: Unfortunately, we were not able to see the application of the law. They left it somewhat separate. Perhaps they were awaiting the committee's debates in order to see how the law would be applied in the six surrounding boards. What we are recommending is that the application be done in each of those boards, and finally, others, even the Toronto groups, recommend that there be a representation on what they call the "Metro Board", the super board.

Mr. Guindon: Because, right now, nothing is foreseen in Bill 75. They were expecting that as an amendment near the end.

Mr. Plouffe: That's right.

Mr. Guindon: Are you happy with that?

Mr. Plouffe: Well, let's say that I would like to see an amendment that the law be applied in the region, because, as a Francophone, it is certain that in the Metro Toronto Region, the elected trustees -- it is very, very difficult, if not impossible, that to have -- to elect representatives. It is absolutely necessary that this law be applied, because we have French language schools in the boards of education.

Mr. Guindon: I have another question, Mr. Chairman. Do you think that the famous Bill 30 will affect Bill 75? And then, how do you think that we should proceed with both of them?

Mr. Plouffe: That's a very interesting question, because it goes without saying that the

application of Bill 75 will be greatly affected by its completion, because we know that in the territory of the boards of education in Ontario, its completion, in most cases, is not yet finished. We are awaiting an assured, just, and equitable financing programme, and there will probably be transfer payments -- there were even two days ago in some regions -- transfer payments already took place, administratively speaking; and probably for Septembre '87, '88, everything will be done.

The application of Bill 75, to my knowledge, there are even two sections, intermediate and permanent measures; and in '88, everything should be in place by then.

But what's important today is to insure -- because the bill on completion -- we must always remember, still, that Francophone representation on boards of education is done in most cases through a Catholic representative on the Boards, and everyone knows that in December '86 this representation will cease because of completion. And then comes representation -- Bill 75 which will be in effect. We must insure that, in the interim, we still have a Francophone presence on those boards where, naturally, we have students.

Mr. Guindon: If I understand correctly -- and don't fear to tell me if I don't -- you were telling us that Bill 30 should come before Bill 75. Is that what you are saying? Does it make any difference, if there is, what is it, in your opinion?

Mr. Plouffe: Well, in my opinion, we would like Bill 75 to become reality, that is, if one must come before the other, as for me, we should proceed with Bill 75, certainly, because we've been working on it since -- we've been working in its interests for a long time.

If I had to choose between the two simultaneously, in that case, if I had to choose between, me, I'd rather see Bill 75 be passed and then the whole financing of separate schools.

Mr. Guindon: It's a bit because in Bill 30, there, that will affect quite strongly Bill 75, and then, if we pass Bill 75 right away, we will shake up a bit, if I can use that word, those boards of education which are now having problems with the FLAC or the CCLF, and then perhaps there will be changes to the school system later on.

Mr. Plouffe: I don't think that that's a major problem. It's certain that those structures are going to be in place for an interim period, but I don't think that we should necessarily wait for everything to fall into place concerning the financing of separate schools to set into motion Bill 75, a bill which will give us management. I think that it would be unwise for the government to wait, because we always want to wait; it's a bit like the setting up of a homogenized French language board of education in Ottawa-Carleton. Anything can come along to make us wait. Does that mean that the application of its completion, then the application of Bills 30 and 75, that I must then wait for everything to fall into place? Those are decisions which should be -- well studies should be made and decisions taken -- but don't make Francophones wait any longer than necessary.

Mr. Guindon: No, it's because both will be finished this month --

Mr. Plouffe: That's right.

Mr. Guindon: That's what I wanted to know.

Mr. Plouffe: Of course.

Just to finish up, Mr. Guindon, this could be done in a parallel way, simultaneously, both of those bills. I don't think that we will really absolutely shake up the boards of education in a really irresponsible way. I think that the continuation of Bill 75 and then its completion, then in '88 everything will fall into place. Francophones are ready for that; and I would hope that the boards of education are ready to go through this exercise also.

Mr. Guindon: The election system that is foreseen in two years, does it satisfy you?

Mr. Plouffe: I have to come back a bit strongly concerning the last paragraph in your text. What is important for us is really the level of the enumeration. It's to really be able to identify those Francophones who will want to vote to elect their own, and that, we know that during enumeration there are problems with enumerators, because they don't always answer or don't always ask the appropriate questions, and we must insure that the next time, and that's why we are offering our services, our association, as a participant in the organizing of that enumeration to insure that it will be done correctly and that we have electoral lists that are trustworthy and that we can still democratically elect our representatives.



Mr. Guindon: Thank you. That's all for right now, Mr. Chairman.

M. le président: M. Poirier:

Mr. Poirier: Thank you, Mr. Chairman.

Welcome, Mr. Plouffe. Thank you for coming here to give us your comments. We are well aware that you would need much more than one hour to speak about this, aren't we?

As for the question asked by my colleague from Cornwall, concerning special provisions concerning school governance for Metro Toronto, I know that the Chairman of this Committee just this morning received the proposition from the Minister of Education concerning the suggestions for a possible model. I don't know if the Chairman wanted to speak to us about it this morning; I know that this would perhaps cause a particular problem for this sitting of the Committee. I see that the Chairman is not wearing his headphones, but anyway ---

M. le président, si je me répète, je viens de m'apercevoir que vous ne portiez pas votre Walkman spécial.

--- you just received this morning from the Minister of Education, Mr. Chairman, a proposition containing a possible model for Metro Toronto. It was with the intent that the Committee members and the participants could have access to this document, that it would answer a bit the question by Mr. Guindon the member for Cornwall, and that it would perhaps give a suggestion to you members of the FCAO and others interested in the realm of education in Metro Toronto to know what could happen in Toronto.

Thus, I am happy to know that in spite of the gaps that you find in Bill 75, right now you are in favour of acting, because you know as well as I do just how much we have been waiting historically for a bill like Bill 75. You, too, could live with the possible conflict or all the manipulation that one could do with these two bills continuing along together. And you also have the viewpoint on page 2, in the first paragraph, at the top, "The bill, as developed, contains dispositions that could deprive Francophones of the full exercise of their rights." You give some rather preliminary examples of this; could you perhaps give some examples to those who are less familiar with these problems that you in the FCAO see concerning the application of Bill 75?

Mr. Plouffe: Yes. Thank you very much, Mr. Poirier. Everyone knows that the introduction or the realization of this bill in a board of education, there will still be in some places a majority of Anglophone boards and the Francophones will only form an entity. According to governance principles, we are masters in our own house when we can decide exactly where our money will come from and how we will spend it. Thus, the principle of total and complete governance is not even reflected in Bill 75.

We believe anyway that what we are presented with is a partial answer, partly completed, but partial concerning the judgment of the Court of Appeal in June '84, and which will, in fact, give a very great responsibility to Francophones in the governance of their institutions. But it is an incomplete answer, especially concerning budgets, because the one who controls the money controls everything, and as far as Francophones are concerned, as long as we don't have total control of our institutions and their management, we cannot consider ourselves to be completely masters of our own house.

This bill is still, and we consider it to be, a very important step. We will not want in any way to see this bill abandoned, and that's why my association, we are not recommending any major changes to the bill for fear that these majors changes would lead to its withdrawal. And there is still a principle that we would like to see respected, and that is that Bill 75 be permissible; that is, that in the regions -- and Minister Conway even repeated this for us last summer when we had formed a study group with the Ministry of Education -- where work had been done on the development of this document, of this bill; we had always maintained, we in the associations, that the bill be open permissible, that it leave the door open to the regions that want to eventually establish a French language board in their milieu, because the step will be taken with the adoption of this bill which will permit the development, the final step for a French language board, and, wisely, the Minister of Education took steps in the Ottawa-Carleton Region to permit this study, the real, concrete application of a French language school board bill which will, I am sure, be the keystone for other French language boards in the province.

Thus, we are happy to be able to state to the Committee that finally justice is being done, the steps taken by Francophones for many years are being justified and finally people realize that this right, respected in the constitution, is going to become a

reality. However, people realize, at the same time, that this takes time; structures cannot be changed overnight, and yet we are ready to consider these changes. We are realistics, but we want, while being realistic to be sure that this doesn't delay unduly, that this bill can progress.

Mr. Poirier: Thank you. Thank you, Mr. Chairman.

M. le président: Le docteur Allen.

Mr. Allen: Thank you Mr. Chairman, and we meet again, Mr. Plouffe. It's a pleasure to meet you again, here.

First of all, I would like to explain the New Democratic Party's position on school governance by Franco-Ontarians. Like you, I think that Bill 75 offers to Francophones, at best, a truncated management right which cannot satisfy them entirely. I consider this observation to be correct. For us, this bill is strictly a transition type bill. Transition. It is not the end of the road, is it?

Mr. Plouffe: No.

Mr. Allen: Therefore, we wanted to hear the Minister of Education. For him, also, this is a transition measure towards a system of homogeneous boards of education for Francophones in Ontario.

In that context, do you have any observations to amend this bill and make it possible to promote this greater objective in our province?

Mr. Plouffe: Thank you very much, Mr. Allen, and it is also a pleasure for me to be here and see you again and discuss some of our positions with you. It is certain that this bill, we also consider it as a transition towards a correct French language board, and besides, this was the position of the study group last summer -- I'm referring to the study group formed by Minister Conway -- a study group representing all the presidents of Francophone educational associations, and we worked for -- well, we met several times -- and we still considered this eventual Bill 75 to be transitional, because we had developed by then the steps to take.

Myself, what I would like to see in the bill -- since you have asked -- I did not here develop such a clause word-for-word, but the principle is that the bill should be permissible. What we are asking for here



is to be able to insert an enabling clause. That is, that the bill could bring the regions, the boards of education in the regions, to proceed on to the next step without having to come back to amend the law and go through the whole legislative process; that the decision to go from one step to another should be in the hands of the people in the region. Of course, there will be collaboration with the Ministry of Education -- that cannot be done without an agreement between the two parties. But, we would not want to be forced to come back and amend the bill once again when we have the opportunity right now to allow it.

As I said before, the bill already allows the exclusive level of power to come to an agreement with Anglophones, to say, well, this domain will be the jurisdiction of each and everyone. But if we can permit such a clause in a bill, we can also go one step further and say that in those regions that will eventually decide to form a French language board, they will be able to.

Mr. Allen: In how many regions, Mr. Plouffe, is the Francophone population, the French educational modules, etc. ready for a movement towards an homogeneous board?

Mr. Plouffe: Finally, that's a question which -- it's difficult for me to answer because of all the problems caused right now by Bills 75 and 30; but I know personally that the environments like Prescott-Russell, like Cornwall, like the counties in SDG, the eastern part of the province -- and I would go so far as to add Sudbury and some other corners of northern Ontario, there are certainly places there and in the eastern part of the province. In the southwestern part of the province, there are places that are ready to proceed. But everyone is awaiting a bit the results of Commissioner Albert Roy's work to see exactly how it could manifest itself, then they would like to see the reality at home, the application where they live to decide whether or not they would like to proceed or yes -- but we can wait until after '88 to apply it. But certainly there are places. I know that Prescott-Russell is studying it, and SDG, they are studying the application very seriously; and in the north of the province, I am sure that there are people in that milieu who would like to go on to that step. But it's possible for them to wait until after '88; but if they wait until after '88 and then the law is restrictive, won't allow it, well, that'll create problems.

Mr. Allen: Did you have a chance to read the statement by the Minister of Education about an

ipso-facto homogeneous board for Franco-Ontarians in Metro Toronto?

Mr. Plouffe: Unfortunately not. I just received the document a few minutes ago.

Mr. Allen: Yes. Nonetheless, in your opinion, is it necessary to stop the development of an homogeneous board in the Metro Toronto region until the conclusions of considerations in the Ottawa-Carleton Region?

Mr. Plouffe: In my opinion, no. There are jurisdictions. There is an enormous metropolitan Catholic board of education covering the whole of Metro Toronto; myself, I would think that we couldn't have a French language board doing the same thing. But also, for the region of Simcoe, Penetang, in that area, there is certainly -- everything is in place, because the Simcoe Board of Education is enormous in terms of territory. Those regions would be ready to have a French language applying the law only in Toronto; I'm looking at the whole of the province. I am sure that the groups which will make presentations to you today will be happy to be able to comment on that document and see to its reality. I know that there are Committees on the agenda -- the French Language Advisory Committee will be here, and they can comment more specifically on the document.

Mr. Allen: Thank you, Mr. Chairman. Thank you, Mr. Plouffe.

M. le président: Y a-t-il d'autres questions?

Merci beaucoup

Mr. Plouffe: I thank you very much, Mr. Chairman, and once again it was an honour for us to be the first to make a presentation, because we reiterate once again our support of Bill 75, hoping that this spring the Legislative Assembly will, in its wisdom, adopt in third reading and then finally adopt this bill in order to implement it as early as possible. Amen.

Thank you.

M. le président: Merci

Je note que M. Poirier dans ses commentaires, and le docteur Allen dans les siens aussi, a mentionné la soumission que nous avons eue ce matin de la part du ministère.

Étant donné la discussion que nous avons eue l'autre jour et la proposition qui a été adoptée, ce qu'il nous faut maintenant c'est un avis juridique. Pour ma part, je n'ai pas d'objection à ce que l'on procède ainsi, mais je crois qu'il faut savoir si oui ou non on pourra, voilà la question. Et il faudra rapporter ce document que nous avons à un conseiller juridique aujourd'hui pour en déterminer la suite.

M. Davis: Pourriez-vous, M. le président, savoir s'il y avait une consultation juridique avec les conseils du Toronto métropolitain sur la question?

M. le président: Je pourrais le savoir, mais la réponse est oui. Il y a consultation continue sur la question.

Mr. Poirier: The question is whether there was or wasn't about the document that the Minister gave us this morning. The question is whether there was legal consultation with Metro Toronto boards.

M. Steele: Oui, comme je l'ai mentionné lundi après-midi, il y a eu une consultation compréhensive depuis quelques mois avec les directeurs des conseils du Toronto métropolitain -- c'est-à-dire, des représentants des différents conseils métropolitains.

Comme je l'ai indiqué lundi après-midi, on n'a pas eu la chance de consulter sur ce modèle avec la communauté francophone. C'est l'étape suivante.

M. Leluk: M. le président, si je pouvais reformuler la question?

Devrais-je comprendre, donc, que le Conseil du Toronto métropolitain accepte ce document?

M. Steele: Oui, c'est exact.

M. Leluk: D'accord. Merci.

M. le président: Merci beaucoup.

La présentation suivante sera faite par l'Association des représentants scolaires des écoles séparées de l'Ontario et par l'Association des directeurs surveillants catholiques de l'Ontario.

Nous avons M. Joe Duffey et autres, que M. Duffey présentera, s'il vous plaît.



ASSOCIATION DES REPRÉSENTANTS SCOLAIRES  
DES ÉCOLES SÉPARÉES DE L'ONTARIO  
ET  
ASSOCIATION DES DIRECTEURS SURVEILLANTS CATHOLIQUES  
DE L'ONTARIO

M. Duffey: Bonjour, M. le président, membres du comité -- le comité parlementaire des affaires gouvernementales.

Vous me permettez de présenter mon "équipe".

Nous avons Mme Betty Moseley-Williams, présidente du Conseil scolaire du district de Nipissing du Conseil scolaire des écoles séparées catholiques. Elle est aussi présidente du comité consultatif des langues minoritaires de l'Association des représentants scolaires des écoles séparées de l'Ontario.

À côté de Betty se trouve Brian Giroux, directeur de l'éducation du Conseil scolaire des écoles séparées catholiques du district de Nipissing. Betty et Brian viennent tous deux de North Bay.

À côté de Brian on voit John Stephens, président de L'Association des directeurs surveillants catholiques de l'Ontario. John vient de Thunder Bay.

Je m'appelle Joe Duffey, M. le président. Je suis le président de l'Association des représentants scolaires des écoles séparées de l'Ontario, et je viens de Kingston.

Avant d'aborder les détails de notre présentation conjointe, je voudrais faire des commentaires en guise d'introduction pour décrire notre intérêt et appui de l'application du projet de loi 75.

Même avant la décision de la Cour d'appel de l'Ontario de juin 1984 qui est la base légale du projet de loi que vous étudiez à ce moment, l'Association des représentants scolaires des écoles séparées de l'Ontario avait élaboré, de concert avec notre contrepartie chez les francophones, l'AFCO, une entente pour étudier les mêmes questions que vous abordez dans ce projet de loi. Nous l'avons fait parce que nous croyions fondamental que les contribuables francophones de la province devraient recevoir le droit de diriger et de gérer leurs propres écoles. Après plusieurs mois de réunions compréhensives et de longues discussions, nous avons formulé notre entente en décembre 1983. Ensuite nous l'avons envoyée au Ministre de l'éducation comme une expression de notre politique vis-à-vis le sujet.

Nous sommes contents de constater qu'une bonne partie de l'entente se trouve dans le projet de loi 75.

J'aimerais me rapporter à deux passages de la décision de la Cour d'appel de juin 1984 qui reflètent, à mon avis, le sens du projet de loi 75, voici la citation:

"Les représentants des écoles séparées reconnaissent que les catholiques romains d'expression française sont aussi déterminés que les catholiques d'expression anglaise à garder leurs valeurs éducatives et religieuses dans le système d'écoles séparées."

Et encore plus loin cette citation, monsieur:

"La proposition du livre blanc de donner la responsabilité de la gestion de l'instruction à une section minoritaire du conseil scolaire ne nous semble pas différente des autres changements de structure importants effectués de temps à autre au sein de tels conseils depuis 1867. Les propositions tombent sans aucun doute dans le pouvoir de régie légiféré d'établir un moyen efficace d'arriver à une instruction correcte de la langue minoritaire dans cette province."

Alors, M. le président, nos associations appuient les propositions énoncées dans le projet de loi 75. Nous nous engageons à nous impliquer à tout changement dans la livraison des services éducatifs dans la langue de la minorité, parce que nous croyons que nous avons un vif intérêt à la question.

Nous offrons nos recommandations et suggestions avec l'idée de parfaire le projet de loi 75 et non de le défaire.

J'aimerais maintenant demander à John Stephens de lire la déclaration de l'Association des directeurs surveillants catholiques de l'Ontario.

Après ses commentaires nous demanderions à Betty Moseley-Williams et Brian Giroux de faire notre présentation. Quand ils auront eu fini, nous serions prêts à répondre à vos questions.

Merci M. le président.

John, s'il vous plaît.

M. Stephens: Mr. McCague, membres du comité, l'Association des directeurs surveillants catholiques de l'Ontario est un groupe d'éducateurs

professionnels pratiquants qui s'occupe de la qualité de l'éducation et de la vie dans la province de l'Ontario.

Nous croyons que le Canada est une nation qui possède une approche unique et exemplaire à la diversité sociale et culturelle. Différents d'autres qui se sont sentis forcés à faire disparaître les différences dans une mer d'expériences culturelles communes, les Canadiens ont cherché la croissance, la compréhension et la force dans la reconnaissance et la préservation de leur diversité.

Nous croyons que la protection des droits linguistiques de la minorité est fondamentale au bien-être de cette nation et de cette province. L'ADSCO appuie l'Assemblée législative dans cette entreprise. Nous souhaitons l'arrivée du projet de loi 75 comme une réponse raisonnée, bien pensée et logique aux besoins et aspirations des groupes linguistiques minoritaires à travers la province.

Nous sommes contents de voir l'influence de l'entente entre l'AFCO et l'Association des représentants des écoles séparées de l'Ontario sur la législation.

Nous apprécions cette occasion de dialoguer avec le comité. Notre bref et les recommandations qui s'y trouvent sont soumis dans un esprit de coopération et entente.

Betty?

Mme Moseley-Williams: M. le président, membres du comité permanent, nos associations souhaitent la chance de présenter nos points de vue sur l'amendement proposé à la loi sur l'éducation, le projet de loi 75, esquissé par le Ministre de l'éducation, l'Honorable Sean Conway, à l'Assemblée législative le 12 décembre 1985.

Effectivement, il est très rassurant de voir que le Ministre de l'éducation reconnaît les besoins, aspirations et attentes des parents et étudiants de la langue minoritaire dans sa déclaration en mettant l'action du gouvernement de l'Ontario dans le contexte de la Constitution canadienne et la Charte des droits de l'homme. Il disait:

"J'aimerais souligner que nous avons travaillé avec diligence afin de présenter une législation qui rencontre les exigences de la décision de la Cour d'appel de l'Ontario du mois de juin 1984.



Cette législation souligne mon engagement personnel et l'engagement du gouvernement à fournir la gouvernance de l'éducation de la langue minoritaire dans cette province.,

Nous accueillons et endossons la législation proposée de la gestion de la langue minoritaire, le projet de loi 75, comme une réponse logique non seulement aux exigences des minorités francophones mais aussi des minorités anglophones là où elles existent dans la province.

Par conséquent, nous voulons féliciter le Ministre de cette excellente initiative. Nous aussi sommes confiants que la législation proposée fournit des solutions sensibles et à la diversité régionale et aux situations locales. De fait, on pourrait soutenir l'argument qu'une telle action est passée due depuis longtemps.

M. le président, j'aimerais réitérer ce qu'ont dit M. Duffey et M. Stephens. Nous sommes très contents que la législation proposée reflète les principales idées de l'entente conjointe élaborée et conclue par l'AFCO et l'OSSTa sur une période de trois ans.

Merci.

Brian?

M. Giroux: Merci.

M. le président, je n'ai pas l'intention de lire le bref entier, mais plutôt d'expliquer l'approche que nous avons prise dans la préparation du bref, et aussi de parler des sept principes fondamentaux élaborés dans la Section B, qui a mené à quelques-uns des changements suggérés de la Section C. Dans notre approche au projet de loi 75, nous pensions -- nous sentions qu'il y avait des principes fondamentaux majeurs qui devraient être abordés dans le projet et/ou soulignés partout dans le projet.

Et si je puis me le permettre, j'aimerais énumérer ces sept principes fondamentaux, dont le premier est le concept de la gouvernance elle-même. Nous appuyons entièrement les clauses du projet de loi 75 comme une chance de fournir une assurance, stabilité et occasion équitable aux deux groupes linguistiques à l'intérieur des conseils des écoles catholiques séparées. Le projet de loi 75 respecte les droits et garanties acquis des catholiques grâce à l'acte britannique de l'Amérique du nord, ainsi qu'à la Constitution.

En ce qui concerne l'étendue du projet de loi 75, nous suggérons que le projet de loi 75 devrait être décrit plus clairement afin de comprendre les deux groupes linguistiques à l'intérieur d'un conseil donné pour donner ainsi aux deux groupes un sens de propriété égale de cette législation si importante. Nous croyons que dans beaucoup de conseils, le projet de loi 75 est considéré comme un projet de loi français, et nous suggérons qu'il s'agit de beaucoup plus que cela étant donné qu'il aura un impact sur presque tous les conseils et sur les deux sections -- ou deux groupes linguistiques -- à l'intérieur des conseils. Puisque l'intention du projet est "de fournir la gouvernance de l'éducation à la langue minoritaire dans cette province," les mots utilisés devraient refléter le fait que la législation proposée a vraiment un impact sur les minorités et majorités française et anglaise dans les conseils.

Des mesures intérimaires -- puisque l'intention des mesures à long terme est de fournir une représentation scolaire basée sur le rapport du nombre d'élèves et le nombre total d'élèves, on devrait utiliser le même principe pendant la période de transition -- soit, dès janvier 1987. Par conséquent, les inéquités existantes devraient être corrigées dès janvier 1987, afin d'assurer une représentation proportionnelle pendant la période intérimaire. Il y a des endroits dans la province où la majorité des élèves sont représentés par une minorité de représentants scolaires et vice-versa.

Nous croyons que le projet de loi 75 n'aborde pas le dénombrement et nous suggérons respectueusement qu'il devrait figurer dans la législation afin de déterminer comment et quand l'énumération aura lieu. De plus, nous suggérons que l'on ne fasse pas de suppositions en ce qui concerne la langue et/ou l'appui.

Les prévisions et demandes de dépenses d'immobilisations: les deux sections devraient avoir le pouvoir de soumettre leurs demandes indépendamment -- c'est-à-dire, afin d'assurer que le groupe de la langue minoritaire puisse soumettre ses demandes sans interférence du groupe majoritaire.

PDG -- nous proposons que le PDG continue à se rapporter au conseil et qu'il accepte la pleine responsabilité de ses tâches telles que stipulées dans la Loi.

Écoles secondaires de langue française -- une situation difficile se développera à la lumière du

projet de loi 75 là où les transferts en bloc des écoles secondaires de langue française des conseils publics au conseils des ÉSCR ne se seraient pas faits d'ici janvier 1987.

Les écoles secondaires non-confessionnelles de langue française sont déjà un peu artificielles étant donné qu'elles ne figurent pas dans une continuité maternelle-13e année, mais plutôt comme une addition aux conseils scolaires de la 9e à la 13e année. La grande majorité de ces élèves ont fréquenté des écoles de langue française catholiques et étaient alors obligés de fréquenter des écoles publiques de langue française afin de garder leur langue et culture, mais en faisant ainsi ils ont perdu la dimension catholique.

Il est clair qu'une continuité maternelle-13e année de langue française dans les conseils ÉSCR donne une suite logique aux études maternelle-8e année dans ses systèmes. Cependant, là où les conseils n'ont pas agréé ce système normal, qui respecte la langue, la culture et la religion, la confusion totale en sera le résultat dès janvier 1987. Nonobstant la question d'appui, quel conseil sera responsable de ces élèves par l'entremise d'un conseil éducatif de langue? Est-ce que cela encouragera des contribuables des écoles séparées d'aujourd'hui qui n'ont pas d'élèves au niveau élémentaire à changer leur appui? Est-ce qu'ils seront forcés de le faire? Et les parents avec des enfants dans les écoles de langue française aux deux niveaux qui contribuent aujourd'hui à l'école élémentaire séparée et à l'école secondaire publique?

M. le président, voici des questions sensibles qu'il faut aborder soigneusement dans la législation. Nous espérons sincèrement qu'une telle législation permettra, plus encore qu'il facilitera, le parachèvement de l'éducation en langue française depuis la maternelle jusqu'à la 13e année comme une continuité normale des conseils ÉSCR, dès la date d'application de janvier 1987, ce qui coïncidera avec l'application des projets de loi 30 et 75.

M. le président, je répondrais volontiers à vos questions.

And I must add that I would also be pleased to answer any questions in French.

Thank you.

Merci.



M. le président: Merci.

M. Hennessy?

M. Hennessey: M. le président, j'aimerais diriger ma question à M. Stephens.

Je vois que M. Plouffe a fait référence aux projets de loi 30 et 75, et il a comme mentionné une préférence pour une ou l'autre façon. Puis, il a dit que cela n'avait aucune importance. Puis, il a dit qu'il opterait pour le 75.

Avez-vous une préférence en ce qui concerne la façon d'examiner ces deux projets de loi? Y aurait-il un problème si l'on en accepte l'un, peut-être que cela affecterait l'implication de l'autre, d'une façon ou de l'autre. Qu'en pensez-vous?

M. Stephens: Bien, notre association, M. Hennessey, croit que les deux projets vont dans la ligne de l'évolution naturelle des deux systèmes éducatifs que nous avons dans cette province depuis les 100 dernières années. Bien sûr, comme des directeurs surveillants catholiques, nous croyons que plus vite le projet de loi 30 est accepté, et que les ajustements nécessaires aux deux systèmes sont entrepris, mieux c'est pour l'éducation dans cette province.

Cependant, pour ce qui est de l'opportunité des deux, naturellement nous préférierions les voir évoluer en même temps. Et nous avons -- je n'ai pas d'avis sur l'impact de l'acceptation d'un projet avant l'autre.

Peut-être que quelqu'un d'autre sur le panel aimerait s'y adresser.

M. Hennessey: J'aimerais poser encore une question.

Vous croyez avoir maintenant un conseil. Est-ce qu'il serait nécessaire d'avoir un conseil français quelconque si vous n'aviez pas d'école française à Thunder Bay? Je parle de Thunder Bay, ma ville. Est-ce qu'il vous faudrait encore un conseil -- encore deux ou trois personnes qui y siègeraient, comme à Toronto?

M. Stephens: Bien, à Thunder Bay nous avons une école française. Alors nous -- oui cela nous affecterait bien sûr, et il serait logique que ces individus -- les parents des élèves qui fréquentent les écoles françaises -- ont une représentation au conseil.

M. Hennessy: Et dans les endroits environnants -- est-ce que ce serait le même effet, comme à Geraldton, Long Lac et des endroits comme ça?

M. Stephens: Certainement, parce qu'il y a des communautés considérables -- des communautés francophones -- dans ces villes, comme vous le savez bien.

M. Hennessey: Oui.

Je vois que M. Guy O'Brien comme directeur de l'éducation du conseil des écoles séparées catholiques du district du Lakehead a endossé ceci. Et aussi, le conseil; est-ce que le conseil l'endosse aussi?

M. Stephens: Oui, M. Hennessey, le conseil est complètement d'accord avec les efforts de l'Assemblée législative à cet égard.

M. Hennessey: Je suis content d'entendre cela.

Merci.

M. le président: M. Poirier?

M. Poirier: Merci, M. le président.

May I speak in French. You understand?

Est-ce que vous ---

Mr. Giroux: We understand.

Mr. Poirier: D'accord. Good.

Vous avez les équipements nécessaires, j'imagine?

M. le président: Est-ce que c'est officiel, M. Poirier?

M. Poirier: Oui, si vous voulez, M. le président.

M. le président: Plus fort, s'il vous plaît.

M. Poirier: D'accord.

En ce qui concerne le principe de base -- principle number two, the extent of Bill 75, I tried to

understand the principle that you describe on page 2 in your document, and I also tried to understand the implementation that you have on page 3.

I would appreciate it if one of you three could explain to me the rationale behind this principle and also the practical functioning of the application of principle number two that you have in your document.

I've been trying to understand it for some time now and I don't understand it at all.

Mr. Giroux: Okay. What happens is this, in several places within the different boards the bill is seen as a distant bill, one that applies only to Francophones.

Mr. Poirier: Yes.

Mr. Giroux: We think that this is crazy, because if we consider the separate school boards, of which there are about 50, aren't there?

Mr. Poirier: Yes.

Mr. Giroux: I believe that there are about 13 boards where the Anglophones are the minority group, not the Francophones..

Then, the point that we want to make here is that this bill applies equally to Anglophone and Francophone minorities. And also, the minority within a board is unimportant, the bill will necessarily have an impact on or affect the whole board -- will affect both linguistic groups. Thus, the point that we want to underline is that this bill applies to everyone, it applies to both linguistic groups.

That's why on page 3, when we suggest replacing the reference to Francophone committees -- replace that with minority committee because Bill 75 addresses -- or seems to address -- only or especially Francophones, and gives the impression that the Anglophone minorities are are not implicated except -- I think that there is an article or two where it's stated that what applies to Francophones applies equally to Anglophones. So what we are trying to do there is to create a belonging in those case where one -- allow both linguistic groups to identify themselves with the bill.

Mr. Poirier: If I understand you, depending on the board that you are aiming at, at that moment your MILAC and MALEC would depend on the



linguistic proportions in such and such a board of education, and that would vary from board to board.

Mr. Giroux: That's right.

Mr. Poirier: Good. Okay. I'm beginning to understand it a bit better. Good, that's okay.

Do you want to give any other explanations about this?

Mr. Giroux: No, that's all I have.

Mr. Poirier: Okay.

Thank you, Mr. Chairman.

M. le président: Le docteur Allen?

M. Allen: Merci beaucoup, M. le président.

Je vois des visages familiers. Je suis content de vous rencontrer encore une fois.

Tout d'abord, pourrais-je vous dire en accueillant votre bref et votre appui du Projet que notre parti réclame un peu de responsabilité des origines de ce document. Nous avons dit de façon très claire, lors d'un événement notable, que nous n'étions pas contents du Projet de loi 28, que les arrangements contenus là-dedans allaient causer beaucoup d'ennuis à un nombre de conseils et alors nous ne voyions pas l'utilité de continuer avec comme réponse adéquate au problème de la gouvernance scolaire des francophones. Et, grosso modo, nous sommes contents que le Ministre procède d'une approche multi-optionnel le qui satisfait aux besoins des diverses régions sur une base de transition.

En même temps nous espérons que le jugement de la cour que la gouvernance complète par l'entremise des conseils homogènes serait dans l'ultime -- le dernier jour, serait ce qui prévaudrait pour la communauté française, quelque soit la façon de l'arranger. Mais, j'y reviendrai dans un moment.

Mais pourrais-je d'abord répondre brièvement et de façon impressionniste -- aux changements spécifiques que vous énumérez dans la partie plus longue de votre bref -- et je remarque que la plupart d'entr'eux portent sur les mots en ce qui concerne le comité consultatif de la langue française ou à la substitution du mot "anglais" et "français" pour les mots "langue minoritaire" ou "langue majoritaire" dépendant du contexte.

J'ai -- J'aimerais y penser un peu. Je vois les vertus d'une certaine clarté et efficacité étant donné que l'on ne sauterait pas entre les références aux groupes linguistiques. En même temps "langue minoritaire" a d'autres connotations dans notre société -- dans notre société multiculturelle, et je ne serais pas sûr s'il y aurait de la confusion à ce niveau. Je veux y penser.

Pourriez-vous me donner une idée du nombre de conseils séparés catholiques qui ont leur propre comité consultatif de la langue française?

Ou comment -- vous n'étiez pas obligés de le faire sous l'ancienne législation? Avez-vous -- y a-t-il un endroit où vous avez mis en place ces structures à vos propres fins?

M. Duffey: Dans la majorité -- excusez-moi, M. Allen -- dans la majorité des cas où les Français sont minoritaires dans une situation où il y a des écoles françaises, nous avons un comité consultatif de la langue française composé de parents de cette école. C'est comme ce que l'on appellerait "maison et école" ou un genre de CPTA, sauf que c'est seulement les parents avec enfants à cette école ou de la communauté francophone, et ils font des représentations au conseil.

De fait, dans ma région, nous avons à peu près 300 élèves -- élèves de langue française -- et nous avons un tel comité et ils viennent de faire une demande d'une nouvelle école élémentaire par l'entremise de notre conseil. Et c'est le genre de chose qui arrive à la majorité des conseils.

Les chiffres, Dr. Allen -- je ne sais pas les chiffres.

M. Allen: J'imaginerais, d'après votre description, que dans ces circonstances ce sont des communautés qui graviraient dans un français -- en fait, ce projet de loi les ferait évoluer à une section de langue française car vous livrez les services éducatifs français vous-même dans ce conseil.

Il y a d'autres conseils qui achètent des services pour l'instruction au niveau secondaire, j'imagine, mais qui n'auraient pas de module d'instruction primaire en français?

M. Duffey: Brian, pourriez-vous y répondre, s'il vous plaît?

M. Giroux: Aujourd'hui, les conseils des écoles séparées catholiques ne peuvent acheter des services aux écoles secondaires ou conseils des écoles secondaires publiques. Ceci arriverait avec l'application du Projet de loi 30; mais la législation actuelle ne permet pas au conseil des écoles séparées d'acheter un service de niveau secondaire à un conseil scolaire public.

M. Allen: Donc, vous n'avez pas de conseil, autrement dit, qui soit dans la situation que comprend le Projet de loi 75 désignée comme "comité consultatif de la langue française" -- des circonstances où le conseil achète des services --

M. Giroux: Pas à ma connaissance.

M. Allen: --- à ce moment-ci?

D'accord. J'essaie d'arriver au sens des transitions impliquées à --

M. Duffey: Dans la majorité ---

M. Allen: --- ce moment-ci.

M. Duffey: --- des endroits, Dr. Allen, dans le panel de l'école élémentaire, s'il y a une situation d'une minorité française, l'achat se ferait du système scolaire public à l'école élémentaire séparée. Ce que je dis ici, monsieur, c'est que les élèves arrivent à l'école séparée, école élémentaire de langue française, qui appartiennent à --dont les parents sont des contribuables au système scolaire public.

M. Allen: Oui.

M. Duffey: C'est ainsi que le système d'achats fonctionne dans beaucoup de cas.

M. Allen: Oui, j'ai ---

M. Duffey: Je ne suis pas certain d'avoir répondu à votre satisfaction.

M. Allen: Et bien, ça l'éclaircit; petit à petit on l'éclaircit.

Alors il y a des conseils séparés qui achètent des services élémentaires à un conseil séparé à côté?

M. Duffey: Pour?



M. Allen: Pour l'instruction en français.

M. Duffey: J'aimerais mieux que quelqu'un de plus renseigné ---

M. Allen: Que vous ---

M. Duffey: Pas à ma connaissance, mais je comprends qu'il y en a.

M. Allen: Il y en a comme ça?

M. Giroux: Oui.

M. Allen: Alors, dans ces circonstances, j'imagine que vous n'avez pas présentement l'équivalent d'un comité consultatif de la langue française?

M. Giroux: Un CCLF?

M. Allen: Ou d'un CCLF -- l'équivalent d'un CCLF?

D'accord.

M. Stephens: Non, aucun des conseils que je connais ne le fait. Généralement c'est parce qu'ils ont une population francophone très éparpillée et qu'ils croient qu'il n'est pas pratique à ce stade-ci d'avoir un comité consultatif de la langue ---

M. Allen: J'essaie ---

M. Stephens: --- française.

M. Allen: --- de saisir le sens, monsieur le président, des changements institutionnels que cela a impliqué à vos conseils en ce qui concerne le Projet de loi 75.

Pourrais-je vous demander de faire des commentaires si vous -- je ne sais pas si vous avez eu l'occasion de voir ce que le comité a observé dans la situation de Toronto. Avez-vous des observations sur cette question de la livraison de la gouvernance française dans la région de Toronto ou Ottawa?

M. Duffey: Et bien, nous n'avons pas vu le document, bien sûr, mais parce qu'il y a une autre méthode pour le Grand Toronto, je suis sûr qu'individuellement nous avons pensé à ce que cette méthode pourrait être. Et dans mon cas à moi -- et c'est seulement mes avis -- qu'un conseil scolaire de langue française pour comprendre toute la région

métropolitaine comme le Conseil des écoles séparées du Toronto métropolitain répondrait à la question au Grand Toronto.

M. Allen: Je vois. Et vous seriez raisonnablement content de ce développement?

M. Duffey: Je n'y verrais pas de problème.

M. Allen: Oui, je vois.

Pensez-vous, dans votre optique du problème, qu'il s'agit là d'une mesure de transition vers un parachèvement plus vaste, comme semble l'indiquer la Cour d'appel à l'égard de la gouvernance française à travers toute la province. Autrement dit, que, à la longue, nous devrions travailler à la réalisation d'un système de conseils de langue française qui serait complet, intégral et qui comprendrait la livraison de l'instruction à la communauté française?

Mme Moseley-Williams: Nous n'avons pas examiné ce genre de proposition parce que nous appuyerions la gouvernance d'une langue minoritaire à l'intérieur du système des écoles séparées, ce qui -- nous pensons que les écoles françaises sont là de la maternelle à la 10e année -- dans certaines régions, de la maternelle à la 9e -- à la 8e dans d'autres -- et que la continuité naturelle est d'avoir la gouvernance dans un conseil des écoles séparées.

Nous avons dit officiellement que nous demandons à nos conseils, là où c'est possible, d'appliquer la gouvernance d'après la loi sur l'éducation actuelle, et dans quelques régions il y a deux sections du conseil qui travaillent sous un régime de gouvernance modifiée.

M. Allen: Oui, je vois.

Avez-vous des observations au sujet de l'état actuel des négociations dans la région d'Ottawa-Carleton?

M. Duffey: Non, mais il faut que je dise que nos sommes très déçus qu'il n'y ait pas eu de catholique sur le comité. Mais, autre que cela, nous n'avons rien entendu au sujet de cette communauté en particulier.

M. Allen: D'accord.

Merci beaucoup, M. le président.

J'ai hâte de voir quelques-unes des recommandations qui figurent à la fin du bref, quand j'aurai un moment de libre.

M. le président: Une brève question de la part de M. Poirier.

M. Poirier: Merci, M. le président.

J'ai pigé. Il est très bien pour cela.

Je voulais savoir que, en ce qui concerne les négociations qui s'en viennent pour le Projet de loi 75 -- ou les conseils homogènes de langue française -- jusqu'à la semaine dernière la tendance était de faire en sorte qu'ils en discutent après -- après l'application du Projet de loi 75 et des conseils homogènes -- comment les francophones qui sont catholiques et qui veulent se faire instruire dans leur foi et ceux qui veulent que ce soit autrement résoudraient cette différence après, si je ne me trompe.

J'aimerais savoir votre point de vue d'après ce que vous venez de dire -- quelle était votre réaction à la déclaration des évêques la semaine dernière -- comment vous vous y faites et comment -- si vous l'avez vu comme moi avant la déclaration des évêques la semaine dernière?

M. Giroux: M. le président, peut-être que je peux vous éclaircir car j'étais présent à cette réunion.

La réunion, tenue la semaine dernière, était une réunion entre les évêques catholiques francophones de la province et des représentants francophones des conseils des écoles séparées. Le groupe en était aux prises avec la question des conseils homogènes, évidemment -- des conseils français, et la position du groupe est que la seule forme de conseil français acceptable serait un conseil catholique français.

Et je crois que l'on peut en appeler à des raisons très fortes en faveur de cette position grâce aux droits et garanties que l'on trouve dans la Constitution et, bien sûr, dans l'Acte britannique de l'Amérique du nord. Alors, je pense que la communauté catholique française ne veut pas perdre des droits acquis. Et elle a le droit; elle a des garanties de faire fonctionner ses propres écoles, ses propres systèmes. Alors, voilà l'historique de la position, et elle reflète les attentes et aspirations de la communauté catholique française.



M. Poirier: Comme une addition rapide -- encore, très rapide -- à cela.

Vraiment, je ne sais pas alors ce qui arriverait à ces francophones qui voudraient aller du côté public et je ne le sais pas vraiment. Et auriez-vous une suggestion? Y avait-t-il une suggestion là-dessus, parce que nous autres, si nous allons nous asseoir et la mettre en oeuvre, quelle serait votre suggestion là-dessus?

M. Giroix: D'accord.

Il y a des alternatives tout de suite. Il y a des écoles publiques de langue française à l'intérieur des systèmes publics, et je crois que c'est un droit des conseils publics et des francophones. Alors, je ne vois pas de changements là.

L'autre alternative est que les écoles séparées de langue française ont toujours eu un certain nombre -- ou un certain pourcentage -- d'étudiants qui n'étaient pas catholiques. Vous savez, on les a toujours acceptés. Alors, encore une fois je n'y vois pas de changements. De fait, le Projet de loi 30 prévoit ceci.

Mais, je crois que le point critique est qu'un conseil de langue française soit un conseil catholique --

M. Poirier: Oui.

M. Giroux: --- de langue française.

M. Poirier: Qu'arrive-t-il au complexe homogène au point où vous allez avoir un conseil de langue française à l'intérieur du système catholique? Et vous semblez dire que ceux qui veulent aller du côté public peuvent rester avec le conseil public dans des écoles de langue française.

M. Giroux: C'est exact.

M. Poirier: Qu'arrive-t-il à celui qui est homogène -- le conseil? Je ne sais pas comment il figure là-dedans.

M. Giroux: D'accord. Je crois que si vous regardez le pourcentage de catholiques à l'intérieur de la communauté francophone, je vous suggère qu'il est extrêmement élevé. Vous parlez sans doute d'un pourcentage comme 90 ou 95 pourcent. Alors je suggérerai que la solution évidente serait que les

catholiques non-francophones fréquentent le système catholique.

Quelqu'un: Des catholiques non-francophones?

M. Giroux: D'accord, des francophones non-catholiques. Excusez-moi. D'accord.

M. Davis: M. le président, j'aimerais poursuivre cela un peu plus loin.

De fait, ce que je vous entends dire c'est que le -- je devrais le formuler comme une question. Est-ce que le francophone d'une communauté donnée aura le choix d'instruction pour son enfant, un choix qui lui donne le pouvoir de décider, si ce serait basé sur des droits linguistiques ou sur la confessionnalité?

M. Giroux: Je regrette. Je n'ai pas compris votre question. Est-ce que ---

M. Davis: Est-ce qu'un francophone ---

M. Giroux: Oui?

M. Davis: --- dans une communauté donnée ---

M. Giroux: Oui?

M. Davis: --- devrait avoir le choix -- le choix indépendant -- de l'instruction de son enfant basé sur l'un de deux facteurs, ou bien une école basée sur des raisons linguistiques -- autrement dit, elle serait d'abord une école française ---

M. Giroux: D'accord.

M. Davis: --- ou sur la confessionnalité, parce que ça c'est le dilemme auquel on fait face, vous savez?

M. Giroux: Je crois que tout individu dans une société a un choix et une liberté.

Et je crois aussi que nous avons des groupes qui ont des libertés, qui ont des droits et garanties. Et j'imagine que ce que je dis est que puisque la majorité des francophones sont des catholiques alors, évidemment, le conseil francophone devrait être un conseil catholique, ce qui respecterait, effectivement, les droits et garanties de la Constitution.

Le problème -- ou la chose à laquelle vous vous rapportez -- est que si l'école secondaire catholique de langue française est la seule école française, ce qui arrive au francophone non-catholique? Bien sûr, le francophone non-catholique devrait avoir accès à cette école et, encore, je crois que le Projet de loi 30 s'y adresse, et je crois qu'il y a des clauses d'exception.

M. Davis: J'imagine que je cherche encore plus que cela.

Je comprends que chez les francophones c'est leur désir d'avoir la gouvernance complète de leur propre système d'éducation. Ils prévoient qu'une partie de cela serait ce que nous appelons des "conseils homogènes"

Et j'imagine que je vous entends dire que vous êtes d'accord avec un conseil homogène seulement dans ce sens-ci, qu'il y ait gouvernance francophone totale à l'intérieur de la juridiction des écoles séparées pour francophones. Et pour ce qui est des francophones non-catholiques, alors le conseil public aurait le droit d'établir le même genre de gouvernance. Mais pour que le francophone ait juridiction complète de son éducation en ce qui concerne l'éducation basée sur des raisons linguistiques, en premier lieu, que le conseil homogène traite avec les écoles séparées et publiques. Ce n'est pas votre point de vue..

M. Giroux: Oui, j'imagine -- vous savez, je reviens au fait que la majorité des francophones sont effectivement catholiques, et alors le conseil homogène de langue française devrait être un conseil catholique de langue française auquel tous les francophones auraient droit d'accès, avec des exemptions nécessaires.

M. Davis: Je sais. Je comprends votre position.

Permettez-moi de vous poser une autre question. Vous faites une déclaration à la page 4 -- ou une suggestion avec les écoles secondaires de langue française qu'une situation difficile se développerait avec le Projet de loi 75, où les transferts en bloc des écoles secondaires de langue française des conseils scolaires publics aux conseils scolaires des écoles séparées catholiques n'aurait pas lieu en date du premier janvier 1987.

Vous savez, sans doute, que les lignes directrices les plus récentes sur la planification et



l'application, qui ne suggèrent pas que le transfert devrait se faire ---

M. Giroux: Non, je le sais.

M. Davis ---que si le conseil public est en mesure de livrer des services de qualité, alors le transfert n'est pas nécessaire.

Qu'en feriez-vous. Comment transiger avec des conseils qui veulent garder les écoles françaises?

M. Giroux: J'imagine que l'on s'y adresse en partie ici.

Encore, la majorité de ces élèves -- la majorité des élèves de langue française de niveau secondaire sont des catholiques, et les parents seraient des contribuables aux écoles séparées.

Et j'imagine que nous disons ici que dès janvier 1987, avec l'application du Projet de loi 30 -- dans sa forme actuelle -- les contribuables auront le choix -- il faudrait décider de contribuer aux écoles séparées depuis la maternelle jusqu'à la 13<sup>e</sup> année ou aux écoles publiques de la maternelle à la 13<sup>e</sup> année.

Et étant donné cela -- quoi? -- 60 pour cent des contribuables de la province n'ont plus d'enfants ni à l'école primaire ou secondaire, étant donné qu'un bon nombre des contribuables actuels aux écoles séparées ont des enfants seulement au niveau secondaire et non pas au niveau élémentaire, qu'arrivera à ces gens? Je pense que ce qui diviserait, ou même détruire, la communauté francophone c'est que dans une école secondaire, le tiers, la moitié, ou qui sait encore, des contribuables va dans un sens et l'autre partie va dans l'autre sens; je pense que ce sera le chaos total.

Pour répondre à votre question, à savoir qu'est-ce qui se passe où les conseils publics n'appuient pas des transferts en bloc ou qu'ils ne sont pas d'accord avec les transferts en bloc, j'espérerais que la législation permettrait à la communauté francophone catholique de compléter son système ou d'établir ses propres écoles secondaires catholiques.

Encore, je pense que si l'on faisait un sondage auprès de la majorité des parents francophones, je pense que la grande majorité des parents francophones seraient en faveur d'une école secondaire catholique de langue française.

M. Davis: Je peux vous dire que ce n'est pas du tout mon impression la dernière fois que j'étais à Ottawa au sujet du Projet de loi 30.

J'ai une autre question pour clarification. À la page 3, où vous parlez de l'énumération, "Les énumérateurs ne devraient rien présumer en ce qui concerne la langue ou l'appui," pourriez-vous éclaircir cela? Vous voulez qu'ils soient identifiés comme francophones?

M. Giroux: Non.

Une des choses auxquelles nous nous adressons ici est qu'il y a eu un "vol d'essai", si vous voulez, qui a été adopté, je crois, en -- ou est-ce que ça a été mis en oeuvre en '82. Les énumérateurs dans certains endroits, ou dans tous les endroits, de la province étaient censés identifier les votants de langue française. C'était mal fait. Dans bien des cas on n'a pas posé la question. Quand le contribuable a demandé, l'énumérateur n'était pas sûr de son affaire et ainsi de suite.

Alors ce que nous disons c'est que tout devrait être très clair. Les énumérateurs ne devraient jamais présumer que tel et tel appuie l'anglais ou le français ou l'école séparée ou l'école publique. Nous suggérons qu'on les forme, qu'ils devraient connaître la législation, qu'ils devraient comprendre ce qui est en jeu et ce que cela implique pour pouvoir faire leur travail correctement. C'est tout.

M. le président: Merci beaucoup.

M. Giroux: Merci.

M. le président: Nous sommes un peu en retard, et je voudrais vous remercier de votre présentation et passer à la présentation suivante.

Merci.

M. Duffey: Merci, M. le président, et je remercie aussi votre comité.

M. le président: La présentation suivante sera faite par le Conseil scolaire du Grand Toronto -- M. Tolton, le président, et des autres qu'il présentera.

#### LE CONSEIL SCOLAIRE DU GRAND TORONTO

M. Tolton: Bonjour, M. le président.

M. le président: Bonjour.

M. Tolton: Je m'appelle John Tolton, et avant de commencer je voudrais présenter les gens qui m'accompagnent. À ma gauche se trouve Penny Moss, vice-présidente du Conseil scolaire du Grand Toronto ; à sa gauche, Mme Carol Olsen, surintendante des ressources éducatives; et à ma droite, M. Charles Brown, directeur de l'éducation du Conseil scolaire du Grand Toronto.

M. le président, je suis heureux de vous adresser la parole sur la gouvernance des écoles publiques élémentaires et secondaires de langue française du Grand Toronto.

La décision de la Cour d'appel de l'Ontario en juin 1984 au sujet de la référence constitutionnelle de l'éducation de langue française et de la gouvernance des écoles et des classes de langue française a appuyé le concept que les francophones de l'Ontario devraient avoir un certain degré de contrôle des écoles et programmes où le français sera la langue d'enseignement.

Le Projet de loi 119, qui a été adopté en décembre 1984, a donné aux francophones de l'Ontario le droit de faire instruire leurs enfants en français, et le Projet de loi 75 est le moyen choisi par le gouvernement de donner la gouvernance des écoles de langue française à la communauté francophone.

Comme vous le savez, le Projet de loi 75 n'a pas de clause sur la gouvernance de langue française au Grand Toronto. Quand le Ministre de l'éducation a présenté le Projet de loi 75, il a reconnu le besoin d'établir une solution unique au Grand Toronto, solution compatible avec la structure de gouvernance éducative définie par la Loi de la municipalité du Grand Toronto. La région du Grand Toronto est la seule juridiction de l'Ontario à avoir un système de gouvernance à deux niveaux, et toute proposition de gouvernance des écoles francophones au Grand Toronto devrait tenir compte de cet état légiféré. Le Ministre de l'éducation a promis d'initier un processus de consultation sur l'application du projet au Grand Toronto.

À cet effet il a donné instruction aux fonctionnaires du ministère de rencontrer les représentants pertinents du Grand Toronto, processus qui a commencé il y a quelques mois. Les recommandations que nous vous présentons aujourd'hui ont été élaborées pendant ces consultations.

Le Conseil scolaire du Grand Toronto a été créé en 1953 afin de faire un partage de ressources



fiscales de toute la région métropolitaine pour assurer l'égalité de l'éducation à tous les enfants de la région. Depuis 1953 il y a eu des changements de juridiction et des amendements à la Loi de la municipalité du Grand Toronto qui ont changé quelques mécanismes de gouvernance dans la région. Néanmoins, le principe de base à la création du Conseil scolaire du Grand Toronto reste intact.

Quelques trente ans après sa création, le commissaire Bruce Bone a observé dans le "Rapport de la commission d'enquête de la taxe foncière de l'éducation du Grand Toronto" en 1984:

"Le Grand Toronto continue à être une juridiction éducative dont l'homogénéité, la complexité et les aspirations locales ont été bien servies par la structure administrative unique conçue en 1953."

Les six conseils régionaux qui forment la fédération métropolitaine sous l'égide du Conseil scolaire du Grand Toronto sont East York, Etobicoke, North York, Scarborough, York et Toronto. Ces conseils font fonctionner des programmes éducatifs de niveau élémentaire et secondaire pour plus d'un quart de million d'enfants dans leur juridiction. Le Conseil scolaire du Grand Toronto fait fonctionner les écoles publiques des enfants spéciaux de toute la région métropolitaine.

Les conseillers scolaires sont élus directement dans chaque conseil scolaire régional du Grand Toronto.

On devrait observer que les conseillers scolaires ne sont pas élus directement au Conseil scolaire du Grand Toronto. D'après la Loi de la municipalité du Grand Toronto, chaque juridiction est obligée de nommer un nombre désigné de conseillers à siéger au Conseil scolaire du Grand Toronto. La législation mandate chaque conseil scolaire régional d'envoyer son président et de faire élire le nombre de représentants désigné parmi ses membres. À présent, le Conseil métropolitain des écoles séparées a le droit d'envoyer trois représentants au Conseil scolaire du Grand Toronto. D'après la loi, le plus petit nombre de représentants envoyés au Grand Toronto comprend le président et un membre alternatif (de East York et de York). Le plus grand nombre d'une seule juridiction comprend le président et cinq membres additionnels (de Toronto).

Donc, il y a élection directe des conseillers d'un conseil scolaire régional et

nomination de conseillers au Conseil scolaire du Grand Toronto par les conseils régionaux et le Conseil scolaire métropolitain des écoles séparées.

Les fonctions primaires du Conseil scolaire du Grand Toronto telles que légiférées dans la Loi de la municipalité du Grand Toronto comprennent l'élaboration de budgets composés; l'établissement de la taxe foncière; le financement et l'approbation des programmes d'immobilisation; et le fonctionnement des écoles pour enfants spéciaux.

Le Conseil scolaire du Grand Toronto participe à part entière avec les conseils régionaux et les succursales de l'association des enseignants aux séances conjointes de négociation des contrats collectifs des enseignants du système scolaire public au Grand Toronto. Les exigences des négociations conjointes ont été légiférées dans le Projet de loi 127 en février 1983.

En plus de ces fonctions obligatoires, un degré significatif de coopération s'est développé parmi les conseils régionaux pour partager et offrir des ressources éducatives pour le bienfait de tous les enfants dans notre système scolaire. Cette coopération est manifeste dans les politiques comme les endroits de fréquence ouverte à travers toute la juridiction; le développement des projets de curriculum à l'étendue du Grand Toronto; et les clauses touchant la baisse de la clientèle dans les contrats collectifs qui assurent que les enseignants de trop dans un conseil scolaire régional seraient affectés à des postes dans d'autres conseils scolaires régionaux avant d'embaucher de nouveaux enseignants.

Les conseils scolaires publics du Grand Toronto font fonctionner 450 écoles élémentaires comprenant 9,094 enseignants et 155,378 élèves et 97 écoles secondaires comprenant 7,662 enseignants à temps plein et 118,017 élèves.

L'engagement des contribuables du Grand Toronto à financer l'éducation se reflète dans la priorité élevée donnée à l'éducation dans cette communauté. Le Conseil scolaire du Grand Toronto a dépensé 1,29\$ milliards pour l'éducation en 1985, dont 91,5 pour cent ont été levés chez les contribuables et dont seulement 8,5 pour cent proviennent des subventions provinciales. On prévoit qu'en 1986 le Conseil scolaire du Grand Toronto dépensera à peu près 1,3\$ milliards, dont 95,3 pour cent proviendront des contribuables et seulement 4,7 pour cent des subventions provinciales.

Au sujet des programmes de langue française du Grand Toronto, le Conseil scolaire du Grand Toronto et les Conseils régionaux se sont engagés à offrir la meilleure éducation possible aux enfants de la communauté francophone.

On offre au Grand Toronto des programmes d'instruction en français depuis 1969. On a construit l'École secondaire Étienne-Brûlé en 1972 afin d'offrir des programmes de niveau secondaire en français. Nos programmes ont pris de l'expansion pour comprendre des classes allant de la maternelle, à la 13<sup>e</sup> année, dispensée à quatre endroits: Étienne-Brûlé, Jean Lajoie, Gabrielle Roy et Jarvis Collegiate Institute.

À présent, on offre des programmes de langue française dans deux conseils régionaux, Toronto et North York. Les conseils de Scarborough, Toronto et North York ont chacun un comité consultatif de langue française établi d'après la Loi sur l'éducation, tandis qu'un tel comité n'existe pas aux conseils de Etobicoke, East York et York.

Dans nos écoles secondaires les programmes sont plutôt scolaires, avec des cours de niveau avancé, général et de base. On offre un grand éventail de matières depuis les matières scolaires traditionnelles jusqu'à l'informatique, l'administration, les études familiales, les arts industriels et l'éducation physique.

Les écoles de langue française au Grand Toronto desservent un total de 1,569 élèves, dont 1,276 sont des résidents et 293 sont des non-résidents. Les Annexes A et B démontrent le nombre d'élèves et la localisation des programmes par panel et juridiction. Comme on le constate à l'Annexe C, les élèves résidents du programme de langue française au Toronto métro représentent 0,4 pour cent du nombre total d'élèves de nos écoles.

Étant donné le nombre relativement petit d'élèves inscrits aux programmes d'instruction en français, le Conseil scolaire du Grand Toronto a pris la position que l'on devrait désigner un seul conseil scolaire du Grand Toronto pour gérer le programme pour tous les élèves.

Voici des principes de gouvernance de langue française au Grand Toronto: Après l'examen par les fonctionnaires du Ministère, conseillers scolaires, fonctionnaires supérieurs de la fédération du Grand Toronto et membres de la communauté francophone de Toronto des problèmes relatifs à l'application du



Projet de loi 75 à la région du Grand Toronto, nous avons identifié des principes qu'il faut respecter afin de garder l'intégrité d'un modèle de gouvernance de langue française et la structure actuelle de la fédération métropolitaine. Les principes de base sont:

Pour être un électeur ou conseiller scolaire des programmes de langue française offerts dans le système public du Grand Toronto, il faut que le contribuable réside au Grand Toronto, qu'il appuie les écoles publiques et qu'il possède le droit d'après les paragraphes 23 (1) et (2) de la Charte des droits de l'homme de faire instruire ses enfants au niveau primaire et secondaire en français en Ontario.

Deux, tous les contribuables des écoles publiques au Grand Toronto qui sont qualifiés d'après le Projet de loi 75 à voter pour des conseillers de langue française devraient avoir le droit à la franchise s'il veulent, non seulement les contribuables vivant dans certaines juridictions qui offrent de tels programmes -- par exemple, Toronto ou North York.

Trois, les conseillers francophones du Grand Toronto doivent avoir la juridiction exclusive de la gestion des écoles dont ils ont la responsabilité comme le stipule le Projet de loi 75 pour les autres représentants francophones dans la province.

Quatre, un seul conseil scolaire devrait offrir des programmes en français langue maternelle pour tous les élèves du Grand Toronto. Ainsi, on assure la continuité et la viabilité du programme et on garde la plus grande souplesse administrative pour la livraison des programmes.

Cinq, tout changement proposé à la structure de gouvernance pour permettre une représentation francophone au niveau du Grand Toronto doit garder le système actuel de faire nommer des conseillers au Conseil scolaire métropolitain.

Et six, il faut garder les arrangements actuels légiférés au Conseil scolaire du Grand Toronto. Les méthodes et principes d'allocation des ressources aux conseils scolaires régionaux s'appliqueront aux écoles et programmes de langue française. On a créé le Conseil scolaire du Grand Toronto afin de répartir les ressources de toute la juridiction d'une façon équitable qui respecte les besoins spécifiques des conseils d'après l'éventail d'élèves desservis. L'incorporation d'un modèle de gouvernance de langue française devrait garder l'intégrité de ce principe d'allocation de ressources.

Maintenant, une proposition de gouvernance de langue française du Grand Toronto: Étant donné les critères et principes articulés ci-dessus, la solution la plus viable serait d'établir un conseil de langue française portant la désignation du Conseil des écoles françaises du Grand Toronto. Effectivement, ceci créerait un septième conseil régional dans la fédération du Grand Toronto.

Les conseillers du Conseil se feraient élire lors d'élections municipales régulières cédulées pour novembre 1988. On suggère la composition suivante: neuf conseillers élus chez le grand public sur la base de la répartition suivante: North York, trois conseillers; Toronto, trois conseillers; East York/Scarborough, deux conseillers; et Etobicoke et York ensemble, un conseiller.

De fait, le Conseil aurait tous les pouvoirs d'un conseil scolaire d'après la Loi sur l'éducation. Le degré de gouvernance dépasserait celle d'un Conseil d'éducation de langue française ou d'une Section d'un conseil scolaire ordinaire d'après le Projet de loi 75. Le Conseil jouirait d'un statut officiel comme tous les autres conseils régionaux du Grand Toronto.

On propose que la représentation au Conseil sur le Conseil scolaire du Grand Toronto soit la même que la plus petite représentation actuelle, soit le président et un suppléant. Le Conseil serait un associé à part entière des autres conseils régionaux de la fédération du Grand Toronto.

Aucun conseil régional ne possède une juridiction exclusive à ce niveau, et le Conseil n'y ferait pas exception. Le Conseil recevrait l'allocation des ressources de la même manière de tout autre conseil régional du Grand Toronto. Une fois que le Conseil aura reçu sa part des ressources, il jouirait d'une pleine autonomie pour gérer ses écoles de langue française, tout comme chaque conseil régional qui gère ses propres écoles et programmes.

Le Conseil nommerait un directeur surveillant chargé de l'administration et il assumerait les contrats des enseignants affectés à ses écoles. Le Conseil pourrait acheter des services administratifs, financiers et autres aux autres conseils régionaux ou au Conseil scolaire du Grand Toronto, s'il le désire. Parmi les services qu'il voudrait acheter se trouvent des services d'entretien des installations et l'expertise financière pour la préparation et l'administration de son budget. La structure actuelle du Grand Toronto permettrait aussi au Conseil la

possibilitié d'hébergement, soit par provision ou transfert.

Le Projet de loi 75 prévoit que des mesures intérimaires seront en place dès janvier 1987. Étant donné la complexité du modèle que l'on propose ici pour le Grand Toronto, il est évident que les mesures intérimaires proposées dans le Projet de loi 75 ne peuvent pas s'appliquer dans le contexte de notre proposition.

Nous proposerions plutôt la création d'un groupe de travail aussitôt que possible après l'adoption du Projet de loi 75 par le Ministre de l'éducation, y compris des membres pertinents de la communauté francophone, des conseillers et permanents des conseils scolaires actuels et/ou du Conseil scolaire du Grand Toronto pour préparer un plan détaillé de mise en oeuvre pour examen par le premier Conseil élu par les contribuables francophones lors des élections municipales de novembre 1988.

Le Ministre organisera le transfert, par intérim, d'un directeur surveillant pour administrer la préparation de la prise des responsabilités par le Conseil en décembre 1988.

Le groupe de travail devrait être obligé de soumettre son rapport au Conseil des écoles françaises pour examen quand il entrera en fonctions le premier décembre 1988. Le premier conseil pourrait s'inspirer du rapport et des recommandations du groupe de travail et prendre les mesures nécessaires pour assumer entière responsabilité pour le fonctionnement des écoles de langue française le premier décembre 1988, dans le Toronto métropolitain.

Ce modèle convient parfaitement à la structure de gouvernance éducative à deux niveaux telle qu'elle existe aujourd'hui au Grand Toronto. Il respecte les critères et principes qui figurent ci-dessus.

En particulier, il offre aux contribuables qualifiés du Grand Toronto la possibilité d'exercer leur franchise, s'ils le désirent.

De plus, la méthode de mise en nominations et la représentation proportionnelle des conseillers au Conseil scolaire du Grand Toronto sont respectées sans donner à un conseil la juridiction exclusive en contraste avec les autres conseils régionaux, qui n'ont pas la juridiction exclusive à ce niveau.



Ce modèle suppose que les provisions pour la gouvernance de langue française du conseil des écoles séparées du Grand Toronto seront établies dans une autre tribune.

Cette proposition permettrait aux conseils publics et séparés du Grand Toronto de garder la responsabilité de la gestion des programmes de leurs élèves résidents.

Il est difficile de prévoir l'impact du Projet de loi 30 sur les programmes de langue française. Étant donné cela et d'autres incertitudes vis-à-vis le Projet de loi 30, nous recommanderions que les deux systèmes du Grand Toronto soient responsables de la gestion des programmes de langue française pour leurs élèves résidents, et qu'une structure de gouvernance séparée soit établie de part et d'autre. Si la Cour suprême du Canada détermine que le Projet de loi 30 est inconstitutionnel, on n'aurait pas dérangé la livraison des programmes de langue française dans les conseils publics du Grand Toronto.

Nous reconnaissons que beaucoup des élèves présentement inscrits aux programmes de langue française au niveau secondaire sont les enfants des contribuables aux écoles séparées. Nous comprenons que le projet de loi 30 a des clauses qui permettent aux élèves des contribuables aux écoles secondaires séparées et qui sont inscrits aujourd'hui au système public de finir leur programme dans le système public.

Il est difficile de prévoir si, à cause des clauses au sujet de la désignation de la taxe foncière dans le Projet de loi 30, le nombre d'inscriptions va augmenter au niveau de la 9e année. Un tel événement forcerait un examen de la viabilité d'offrir un programme complet de langue française dans les deux systèmes. En même temps, le Ministère serait obligé, dans le cas d'un changement si dramatique d'une juridiction à l'autre, de réviser la validité de garder deux structures de gouvernance.

Si l'on déterminait que le maintien de deux structures de gouvernance n'était pas pertinent, le Ministère devrait agir pour présenter les amendements législatifs qui s'imposeraient. Il serait de la responsabilité du Conseil et de sa contrepartie au Conseil scolaire des écoles séparées du Grand Toronto de prendre les mesures qui s'imposent à ce moment-là afin d'assurer le maintien de la viabilité et la vigueur des programmes de langue française dans la régions du Grand Toronto.

Le modèle que nous avons présenté satisfait à tous les critères politiques importants élaborés par la communauté francophone et par les deux conseils scolaires: juridiction exclusive, autonomie, application dans le Grand Toronto, un seul conseil, et l'égalité fiscale parmi tous les conseils scolaires, y compris le Conseil.

Qui plus est, l'application de ce modèle donnera aux francophones de notre communauté une chance unique de faire avancer l'éducation et la culture de langue français dans le Grand Toronto.

À la lumière de tout cela, on recommande que, premièrement ---

M. le président: Je me demande, M. Tolton, si nous pouvions -- je crois que vous résumez les points élaborés tout à l'heure. On devrait peut-être passer notre temps à poser des questions?

M. Tolton: Comme le comité le veut, monsieur.

M. le président: Je crois que nous avons tout cela, et c'est excellent. Alors, je ne pense pas qu'il faille le reprendre.

Dr. Allen?

M. Allen: Merci, M. le président.

J'apprécie que beaucoup de pensées et de réflexions ont été faites au sujet de la proposition, et elle est certainement très intéressante, M. Tolton. Et je suis content de discuter des questions éducatives encore une fois avec vous et vos collègues.

Peut-être pourrions-nous examiner pour nous les arrangements financiers qui régiraient les opérations des conseils au Grand Toronto.

La question, j'imagine, que j'ai dans la tête -- et je n'ai pas de réponse toute faite, dans mes connaissances -- c'est si, étant donné l'étendue du conseil dont il est question et qui serait créé pour gérer l'éducation française à Toronto, est-ce qu'il y aurait un problème de ressources à une entité si petite, puisque, comme tout le monde le sait, les frais administratifs sont souvent plus grands simplement parce qu'il faut les avoir peu importe le nombre à un niveau donné. Mais, y a-t-il des accommodations pour des circonstances du genre, et y aura-t-il des inégalités à cela?

M. Tolton: Bien, je m'imagine que le Conseil scolaire du Grand Toronto est fier d'assurer qu'il y a égalité; et comme vous le savez, il y a toutes sortes de cours et d'élèves au Grand Toronto actuellement, et nous sommes confiants qu'ils sont tous traités de la même manière.

Je m'attends à ce que cela se continue.

M. Allen: Comment la grandeur de ce conseil se comparerait avec les autres conseils plus petits?

Mr. Tolton: Elle est ---

Mr. Allen: Bien, elle est ---

M. Tolton: Comme je l'ai dit tout à l'heure -- Je demanderais au directeur d'y répondre. Je suis essoufflé.

M. Brown: Bien, comme nous le mentionnons dans notre bref, dans le système public nous avons 1500 -- 1250 élèves francophones environ. Le deuxième conseil est le Conseil de East York avec 10 000 ou 11 000; et puis le Conseil de la ville de York avec 14 000; jusque Scarborough avec 80 000 élèves. Alors c'est pas mal petit en comparaison avec les autres.

Mais sa représentation politique d'après la proposition d'un président et d'un suppléant serait égale à celle du Conseil de East York avec ses 10 000 élèves et le Conseil de York avec ses 14 000 élèves.

M. Allen: C'est peut-être mon manque de connaissance de la façon dont les arrangements fiscaux sont faits au Grand Toronto ---

Mme Moss: Je pense que c'est une chose très complexe et détaillée. Cependant, il est très évident que les budgets des conseils régionaux se sont développés et que les ressources sont allouées d'après une formule qui respecte ces différences parmi les classes ou groupes d'élèves auxquels fait référence le directeur. Alors, il est très possible de contempler les élèves dont la langue maternelle est le français d'une façon qui, comme une autre formule, donne une pondération aux ressources pour considérer les difficultés que vous avez mentionnées.

Je crois que l'autre chose c'est que, vous voyez que nous proposons la formation d'un groupe de travail, qui ferait un examen très détaillé de ces choses nécessaires au transfert de la gouvernance à un conseil autonome.



M. Tolton: Ça aiderait si la seule opération que nous avons, que je puisse comparer sa taille ---

Mme Moss: Oui.

M. Tolton: --- est l'école des enfants spéciaux, gérée par le Conseil scolaire du Grand Toronto. Dans ce cas, il y a un comité consultatif formé de conseillers et de parents, membres de la communauté, qui agit comme liaison -- une structure semblable, d'une façon, à ce que l'on propose, mais, bien sûr, sans les pouvoirs que nous proposons ici. Et je vous recommande de consulter avec les gens impliqués là-dedans au sujet de vos soucis sur un traitement équitable.

Je crois que je dirais que leur taille, à mon avis, joue en leur faveur. Nous avons à peu près 1000-1100 élèves dans le programme comparativement aux 1200 environ que nous aurions ici comme résidents.

Et s'il vous faut une validation en ce qui concerne l'égalité et la justice, je suggère un examen de cette situation.

M. Allen: M. le président, je ne mets pas en doute votre sens d'égalité, votre motivation ou votre bonhomie. Je sais tout simplement que parfois la structure administrative et les arrangements pris peuvent avoir un impact variable dépendant de la taille, et qu'il faudrait, peut-être, les réajuster dans le cours des événements d'opération. Je veux dire que c'est quelque chose de très normal et correct, je crois, que de s'en soucier. Je ne parle pas de motifs d'action.

Pourrais-je demander une réponse à une autre question, à savoir, on oubliera pour le moment la question constitutionnelle au sujet des droits du Conseil des écoles séparées du Grand Toronto d'offrir des programmes français de son propre chef pour ses propres élèves -- pour les élèves catholiques français de Toronto, qu'y a-t-il dans votre proposition qui la recommanderait plus qu'un seul conseil unique pour toute l'instruction de langue française à Toronto, qui comprendrait tous les élèves des deux conseils?

M. Tolton: Je crois que Penny aimerait répondre à celle-là.

Mme Moss: Ce que notre proposition cherche à faire, bien sûr, c'est --- nous l'avons souligné --- de respecter les arrangements de taxe foncière et de

gouvernance actuels et, de fait, comme on les propose dans le Projet de loi 30.

Le modèle particulier que nous recommandons permet l'accès aux ressources financières disponibles à l'éducation publique d'une manière franche et directe, une manière courante pour l'éducation publique. Je penserais que ce serait la même chose pour le système des écoles séparées, quel que soit le modèle proposé. Nous ne savons pas aujourd'hui s'il existe d'autres arrangements -- ou arrangements faisables -- pour donner accès à ces pouvoirs de taxation.

Nous avons souligné, bien sûr, jusqu'à quel point nous dépendons dans le Grand Toronto de l'allocation des ressources par la taxe foncière par rapport aux subventions provinciales, au moins dans le secteur public.

Et il nous semble la façon sensée de procéder jusqu'à la résolution du Projet de loi 30 et la question des droits et autres choses qui pourraient l'éclaircir.

M. Allen: Oui. J'ai remarqué que votre bref, bien sûr, faisait référence aux -- il y a certaines éventualités qui pourraient nous forcer à envisager cette autre structure.

Mme Moss: Oui.

M. Allen: Et j'apprécie le fait que vous traitez des réalités que nous vivons actuellement.

Mme Moss: Bien sûr que vous remarquerez de par notre nombre que, différents d'autres juridictions en Ontario, la majorité de nos élèves sont présentement inscrits aux écoles élémentaires publiques, et que le secteur secondaire est plus petit. Et, bien sûr, dans bien des juridictions en Ontario c'est le contraire.

Et nous ne pouvons pas prédire ce qui pourrait arriver à nos programmes au secondaire.

Et je crois, grosso modo, que nous n'avons pas de doute qu'il existe une base viable pour l'éducation élémentaire du secteur public pour les élèves de langue française.

M. Allen: Merci beaucoup.

M. le président: M. Poirier?

M. Poirier: Merci, M. le président.

Une excellente présentation.

M.Tolton: Merci.

M. Poirier: Je me rends compte et j'apprécie tout à fait ce que vous avez dû faire pour préparer et faire tout cela, croyez-moi.

Je sais que Richard a commencé à dire "mises à part les considérations d'ordre constitutionnel," mais si nous impliquons la considération de la décision de la Cour de 1984 et l'esprit du Projet de loi 75, et bien sûr, la suite encore à venir du Projet de loi 30, on pourrait, j'imagine, considérer cela comme mesure temporaire étant donné que, car je vois que dans votre texte vous semblez dire --présumer que le Projet de loi 30 sera refusé. Mais il faut en rendre compte si nous allons regarder les deux côtés de la balance, présumer que le Projet de loi 30 sera adopté. Alors, dans ce cas ça changerait quelque chose. Tout l'esprit de la décision de la cour de '84 et du Projet de loi 75 était de réunir ensemble tous les francophones.

Et comme groupe à part, ils en seraient combien au Conseil des écoles séparées du Grand Toronto? Le sauriez-vous?

M. Brown: Je crois qu'ils sont 1500 ou 1800 ---

M. Poirier: Alors, vous ---

M. Brown: --- concentrés au panel primaire.

M. Poirier: Seulement? D'accord, c'est juste.

Alors, dans l'ensemble vous parlez de 3000-3200 ---

M. Brown: Oui.

M. Poirier: --- dans le Grand Toronto.

Comment voyez-vous cette décision de la cour de '84 dans la réunification de tous les francophones? Cela semble les séparer encore, n'est-ce pas?

M. Tolton: Je crois que c'est une autre juridiction. Je crois que ce n'est pas à nous de traiter de ---

M. Poirier: Oui.



M. Tolton: --- comme le disait M. Allen --- nous essayons de traiter de la réalité, mais ---

M. Poirier: C'est ça.

M. Tolton: --- j'essaie de dire qu'il y a des choses là-bas qu'il faut noter, qu'il y aura d'autres mesures de prises plus tard.

Cependant, étant donné la proposition qu'il faut mettre cela en oeuvre comme le résultat des recommandations d'un groupe de travail en décembre '88, j'imaginerais que toutes les autres choses seront connues alors. Et nous serons en mesure de traiter de la réalité d'alors.

M. Poirier: D'accord.

Je voulais tout simplement vous indiquer que ma question était très, très honnête. Comment l'aborder, vous savez?

Vous avez dit que vous consultiez, évidemment, des groupes francophones, et ---

M. Tolton: Oui.

M. Poirier: --- vous avez leur appui total sur la proposition d'aujourd'hui.

M. Tolton: Je ne dirais pas cela.

Nous n'avons pas consulté depuis un certain temps, et, franchement, la proposition que vous voyez a évolué depuis quelques semaines seulement. Il y a eu un -- vous pouvez apprécier que c'est loin de ce qui figure au Projet de loi 75 pour les autres juridictions.

M. Poirier: Oui.

M. Tolton: Et notre dilemme c'était d'essayer de garder l'intégrité des représentations actuelles du Grand Toronto et d'y faire convenir quelque chose, et ce n'est pas quelque chose qui a marché comme une ampoule électrique.

M. Poirier: Je l'apprécie, croyez-moi.

M. Brown: Nous avons -- M. le président, nous avons livré des exemplaires de cette soumission aux membres de la communauté francophone. Alors ils l'auront.

M. Poirier: Je vois. Mais vous n'avez pas eu leurs réactions ---

M. Brown: Non.

M. Poirier: --- jusqu'à maintenant?

D'accord, merci beaucoup.

Merci, M. le président.

M. le président: Le docteur Allen?

M. Allen: Juste une petite note -- je suis certain que c'est une erreur qui s'est glissée dans le bref quand vous notez à la page ---

M. Tolton: Sans doute que non.

M. Allen: Je ne ---

M. Tolton: Vous êtes à quelle page?

M. Allen: La première page au deuxième paragraphe.

Mais je viens de -- pour poursuivre le point de M. Poirier, j'observe que dans vos références à la cour qui dit -- et la conclusion -- que le concept "Les francophones devraient avoir un degré de contrôle sur les écoles et programmes de français langue maternelle." Je crois que la cour a dit que cette communauté devrait avoir un contrôle complet sans égard aux juridictions ou géographie actuelles des conseils scolaires -- des districts scolaires.

M. Tolton: Merci.

Si je puis y répondre, c'était l'un des dilemmes dans la mesure où l'application exacte et complète voudrait dire, à mon avis, le démantèlement ou quelque chose du genre de la Loi du Grand Toronto qui a créé le Conseil du Grand Toronto.

Et nous n'étions pas prêts à faire des recommandations comme ça, même si je vois ici M. Grande, qui donnerait, j'en suis sûr, un coup de main à un projet comme cela.

M. Allen: Il a déjà sa trousse d'outils.

M. Tolton: Bien, je crois que, pour être logiques avec nous-mêmes, nous étions obligés d'employer un tel langage, et j'espère que vous respectez cela.

M. Allen: Non, et bien, M. le président, je serais un peu disputeur là-dessus. Je crois que ce que vous dites est absolument vrai -- absolument.

Mais je crois que la décision de la cour était différente de votre interprétation.

M. Tolton: Et bien, il y aura peut-être une référence dans ce qui sort du Projet de loi 75.

M. Allen: Et une nouvelle directive, bien sûr.

M. le président: La question est de savoir s'il s'agit d'une pleine mesure ou d'une demi-mesure ---

M. Tolton: Exactement. Vous avez raison.

M. le président: --- quoique il s'agisse quand même d'une mesure.

Merci beaucoup. Une excellente présentation.

M. Tolton: Merci.

M. le président: La prochaine présentation vient de la Commission de l'institut du langage de l'Ontario, le professeur Churchill.

Je regrette d'être en retard.

M. Churchill: Bien, je vais essayer d'être bref.

M. le président: Bien, vous -- je n'ai pas voulu vous -- nous vous donnerons tout le temps prévu, si vous voulez.

Le professeur Churchill n'a pas de bref écrit.

#### MONSIEUR STACEY CHURCHILL

M. Churchill: C'est exact.

M. le président, je pense qu'il faudrait d'abord quelques mots pour éclaircir ma position et l'emploi du langage.

Mr. Chairman, I intend to address you mostly in English, but when it comes time for questions, I will answer in French any questions asked in French, because in my presentation I will sometimes run the risk of emphasising a point in French, but that's all.



M. le président, quand j'ai demandé du temps pour me faire entendre ici, j'ai avisé la secrétaire que j'étais membre et vice-président de la Commission des langues d'instruction, mais que j'allais faire ma présentation comme individu particulier pour deux raisons que je voudrais vous expliciter maintenant.

La première est que les membres de la Commission des langues d'instruction ont discuté de ces questions avec moi, mais la Commission comme telle n'a pas eu le temps à l'ordre du jour de sa dernière réunion de formuler une position commune.

La deuxième est que je veux aborder des questions qui dépassent les limites de la Commission des langues d'instruction.

Puisque je vous adresse la parole comme simple citoyen, je devrais m'identifier. Je suis le professeur Stacey Churchill de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario -- et, oui, c'est bel et bien le bon jour. Je suis ici en partie grâce à mon rôle à la Commission des langues d'instruction, mais aussi grâce à mon rôle de chercheur sur l'éducation franco-ontarienne.

Je suis anglophone et résident de l'Ontario -- anglophone en ce qui concerne ma langue maternelle. Je n'ai pas de droits d'après l'interprétation de l'Article 23 de la Constitution, et je ne suis donc pas un des francophones qui seraient touchés par cela. De fait, je pense qu'il serait juste de dire que je n'ai pas d'option ou rôle personnel dans les questions qui vous préoccupent.

Ma raison d'être ici vient de ma recherche indépendante.

Et j'ai eu récemment l'honneur et le privilège de finir, pour le gouvernement de l'Ontario et de concert avec deux collègues, une étude de recherche importante sur l'éducation et les besoins des Franco-ontariens. Il s'agit d'un document long de 700 pages environ, presque entièrement en français. Et j'avais le privilège là-dedans d'aborder dans un chapitre tout l'éventail des soucis qu'aborde ce projet de loi. Alors, j'ai, disons, un point de vue indépendant des questions, mais je n'essayerai pas dans ma présentation d'aujourd'hui de reprendre tout ce qui est dit dans le rapport.

Je parlerai de trois choses: la première, le besoin d'un mécanisme d'appel et de décision dans le cas de conflits -- ceci a quelque chose à voir avec la

Commission des langues d'instruction; la deuxième, qui est en rapport avec une trouvaille de notre étude en guise de recommandation, à savoir, le besoin d'une application rapide d'une représentation des Franco-ontariens en Ontario et sur les conseils scolaires; et troisième, je mentionnerai des problèmes dans le Projet de loi que je -- des problèmes majeurs que le Projet de loi n'aborde pas.

Tout d'abord, la question de mécanismes d'appel et de résolution de conflits. Si je comprends bien, le Projet de loi, à présent, est en train de créer -- je dirais des "segments" pour éviter toute erreur de nomenclature -- des segments anglais et français de conseils scolaires. Et qui plus est, on va former un nouveau genre de Comité consultatif de langue française. Cependant, il ne semble pas y avoir de clause traitant des conflits éventuels, et je vous suggère que la version finale du Projet de loi devrait comprendre des changements qui vont traiter de cela.

Je crois qu'il y a deux genres de conflits qui ne sont pas couverts, des légistes spécialisés pourraient me reprendre.

Le premier est que je crois qu'il faut une résolution de conflits entre des parties du même conseil scolaire. Il me semble impossible dans la pratique de la gestion des écoles -- surtout avec des édifices partagés, des budgets partagés, du personnel partagé -- il me semble inconcevable qu'il n'y ait pas de différends.

S'il s'agit de différends ou de conflits dépendra, à mon avis, de la présence d'un mécanisme clair pour résoudre des différends. S'il existe un clair mécanisme pour résoudre des conflits, je crois que les conflits seront résolus principalement par les gens impliqués eux-mêmes, sachant bien que, s'ils ne peuvent pas les résoudre, quelqu'un d'autre les résoudra, et nous avons vu cela déjà à la Commission des langues d'instruction au sujet d'autres choses. Voilà le premier point.

Le deuxième est plus difficile à comprendre au début, et il a à voir avec les droits des citoyens individuels de langue française. Je crois qu'il est nécessaire de fournir le moyen de résoudre les différends entre les parents francophones et le segment français des conseils scolaires.

Je crois qu'il faut de l'élaboration là-dessus, parce que ce n'est peut-être pas facilement compris.

La définition de qui est et qui n'est pas citoyen francophone aux yeux de la loi dépend de l'Article 23 de la Charte canadienne des droits de l'homme, et ceci permet à un grand éventail de gens de voter indépendamment, par exemple, de leur engagement à la langue française, qu'ils le parlent chez eux ou non, qu'ils le parlent avec les enfants ou non.

Le deuxième point est que nous avons des changements démographiques majeurs en Ontario, et il est possible et très probable que -- à cause de la grande pression de s'assimiler --- le nombre de gens qui ont la franchise d'après cette section mais qui ne parlent pas le français régulièrement auront tendance à augmenter. Tout indique que ce sera le cas. Il s'ensuit, donc, logiquement qu'il y a possibilité de faire élire des conseillers et même une majorité de conseillers parmi la population locale qui ont la franchise d'après l'Article 23 et qui ne s'identifient pas fortement à la langue française et à la continuation de la culture française.

Cette possibilité amène la possibilité suivante, qu'ils prendraient des décisions sur les programmes et le contenu des écoles qui enfreindraient les droits des parents et contribuables individuels.

S'il n'y a pas de mécanismes spécifiques d'appel pour ces gens, leur seul recours sera par la cour; et nous avons amplement de preuves qui suggèrent que cela c'est très difficile pour des parents individuels ou des groupes de parents. Et lors qu'ils y ont recours, ils sont obligés -- ça prendrait des mois ou des années pour se faire entendre à la cour, et ça coûterait très cher -- très cher pour les individus ou les plaignants, mais encore plus cher pour les juridictions qui ont à se défendre.

Je crois que ce genre de conflit devrait être, qu'il soit possible d'être, renvoyé devant la Commission des langues d'instruction.

Alors j'aimerais faire la recommandation suivante, que les pouvoirs de la Commission ontarienne des langues d'instruction soient étendus pour comprendre: (1) une résolution des conflits de juridiction entre les sections française et anglaise des conseils; et (2) le résolution des conflits entre des groupes de parents qui considèrent que leurs droits linguistiques de l'Article 23 et de la législation provinciale ne sont pas respectés par leur conseil scolaire local.



Alors il y a un problème de la façon d'organiser le travail de la Commission. La législation actuelle oblige la Commission d'agir --comme "devoir", dit-elle -- dans tous les différends devant elle qui satisfont à certains critères.

Je crois que ce mode d'opération devrait continuer dans une révision de la Loi, dans le cas des disputes du premier genre, soit les conflits de juridiction.

Mais, pour ce qui est du deuxième genre -- soit les parents qui font une demande vis-à-vis leurs droits linguistiques de l'Article 23 et autres législations, je ne -- je crois que la Commission devrait être mandatée de refuser d'y intervenir, si à l'avis de la Commission c'est dans les meilleurs intérêts des enfants des parents plaignants, étant donné le respect de leurs droits de l'Article 23 et la législation provinciale pertinente -- de l'Article 23 et la législation pertinente. Je soulignerais que nous ne voulions pas -- et la Commission jamais, dans aucune circonstance -- des pouvoirs plus grands -- moi, comme membre, dirais que -- ne voudrais pas avoir le pouvoir d'intervenir dans chaque petit différend entre un parent et un conseil scolaire. Donc, je crois essentiel de donner ce pouvoir aux gens habilités à fournir les propos juridiques nécessaires pour donner à la Commission le droit de traiter de ces questions où il est de l'intérêt public et de l'intérêt des enfants à la lumière de leurs droits de la Charte.

Je crois que de tels mécanismes de résolution de conflits épargneraient deux choses à la province: d'abord, beaucoup d'argent; mais, plus important, beaucoup de mauvais sang et de conflits qui ne seraient pas résolus au niveau local sans ces mécanismes.

Avec les mécanismes, notre expérience nous démontre que, grosso modo, quand des conflits arrivent, les gens savent qu'ils ont un recours et, donc, ils font des compromis et arrivent à des solutions raisonnables au niveau local, sans recourir à nos services. Voilà mon premier point majeur.

Le deuxième point a à faire avec ma perception de la nécessité de faire diligence avec le Projet de loi actuel.

Dans une étude faite par moi et mes collègues sur l'éducation des Franco-ontariens, Education et besoins des Franco-ontariens, nous avons analysé la législation précédente, qui ressemblait un

peu à celle-ci. Et à la lumière de notre compréhension de la décision de la Cour d'appel de 1984 nous avons fortement recommandé une action immédiate pour garantir une représentation intérimaire.

Nos raisons à cela se rapportaient, d'abord, à la nécessité d'agir rapidement pour respecter la volonté de la Charte et de la décision de la Cour d'appel.

La deuxième raison était que notre recherche a indiqué beaucoup de cas dans le passé où les conseils scolaires contrôlés par des majorités non-francophones n'ont pas agi devant des demandes légitimes des Franco-ontariens. C'est une situation importante, et ne devrait pas continuer.

Le troisième point est que le manque de fournir la gestion de l'éducation aux Franco-ontariens est la cause de la provision de services éducatifs inférieurs à la population franco-ontarienne dans bien des endroits de la province.

La raison remonte à la décision de la Cour d'appel, voici la citation:

"La qualité de l'éducation fournie à la minorité sera égale à celle de la majorité. Nous croyons que les Franco-ontariens devraient gérer leurs écoles parce que, sans ce contrôle, ils ne peuvent pas recevoir un traitement égal et des services égaux dans bien des endroits de l'Ontario."

Il y a des problèmes qui ne sont pas résolus, et vous devriez, je crois, interpréter mes propos sur l'action rapide comme quoi les trouvailles de notre rapport suggèrent clairement qu'il faut agir rapidement pour réviser un peu le Projet de loi et rendre compte des difficultés techniques. Mais il faut agir de façon à assurer un mécanisme quelconque.

Mais, encore y-a-t-il des problèmes à résoudre.

Le premier est que, comme vous l'avez dit tout à l'heure, les limites territoriales actuelles des conseils scolaires ont été tracées pour faciliter l'administration avant l'entrée en vigueur des provisions de la Charte. Ces limites déterminent le nombre de gens éligibles à une représentation garantie. Et notre point de vue, notre recommandation, est qu'à un moment donné il faudra tracer de nouveau ces limites afin de regrouper les Franco-ontariens en des conseils régionaux plus grands qui couvriront essentiellement toute la province.

Ces conseils offriraient l'accès universel aux Franco-ontariens au droit de gérer leurs écoles; mais ce qui est encore plus important à notre avis, est qu'il s'agit du seul moyen -- j'insiste sur le mot "seul moyen" -- pour offrir des services égaux à long terme. Des unités plus grandes sont les seules aptes à fournir un grand éventail de services administratifs et de soutien.

Le deuxième point est que les provisions financières actuelles du Projet de loi pour diviser l'argent entre les deux sections des conseils aboutiront à des anomalies. Nous croyons que l'application mécanique aboutira, dans certains cas, à une nette baisse de services déjà inférieurs aux Franco-ontariens.

Nous avons recommandé dans notre étude plus longue que des mesures soient entreprises dans une période de transition ainsi qu'à long terme pour assurer que cela ne se produira pas -- plutôt que le contraire devrait se produire.

Enfin, il y a un problème important auquel aucun projet de loi actuel ne touche. Il y a des endroits éloignés de la province, ainsi que des endroits où les Franco-ontariens ne forment qu'une petite partie de la population totale. Les mécanismes fiscaux actuels dans quelques-uns de ces endroits n'offrent même pas une lointaine possibilité d'égalité des services.

Nous avons recommandé qu'un niveau de services minimal soit légiféré ou ordonné et que, là où la taxe foncière est inadéquate, tous les frais soient assumés par l'autorité provinciale centrale.

Alors ce qui ressort de tout ce que je vous ai présenté est mon souci personnel que, dans tout ce que nous ferons, nous devrions nous souvenir que le but premier du processus législatif est de défendre les droits individuels des Franco-ontariens individuels, et qu'ils ont besoin d'accès à des mécanismes raisonnables de résolution de conflits. Immédiatement, la grande majorité d'entr'eux ont besoin d'avoir le droit à leurs propres conseillers et que leurs conseillers gèrent leurs écoles; et qu'à long terme, ils ont besoin, à mon avis, d'accès à un mécanisme politique qui leur donnera les ressources financières et autres nécessaires à leur égalité devant, autour et partout dans la loi en ce qui concerne les droits à l'éducation.

Merci, M. le président.



M. le président: Merci beaucoup.

Et la première question -- leur faim est plus forte que leurs questions.

Dr. Allen?

M. Allen: Non. M. le président, je crois que le manque de questions n'est pas dû à la faim mais plutôt au bon sens et à la clarté des propos sur la question devant nous.

Et tandis que moi, personnellement, je n'ai pas eu l'occasion de m'asseoir avec votre étude au complet pour la comprendre, j'espère pouvoir le faire bientôt; et nous vous en sommes tous reconnaissants.

Pour ce qui est -- pourrais-je vous demander si vous étiez ici pendant la présentation du conseil du Grand Toronto?

M. Churchill: Oui, j'étais ici.

M. Allen: Quelles sont vos observations à la suite des recherches en ce qui concerne la situation du Grand Toronto, et quelles limites seraient nécessaires dans cette région pour créer le genre d'entité efficace et effective capable d'offrir une vraie égalité au français dans la région?

M. Churchill: Bien, pour ce qui est des limites territoriales, nous recommandons spécifiquement que, pour réaliser notre proposition de conseils régionaux, qu'il y ait une commission spéciale ou groupe de travail qui aurait comme mandat d'aborder les questions spécifiques de gouvernance et organisation qui, je crois, nécessitent beaucoup de détails et d'informations.

Cependant, sur la question plus large, nous soulignons clairement dans notre étude que l'on pourrait tracer -- ceci a été fait -- je l'ai fait sérieusement et juste comme exercice -- les limites d'un conseil scolaire régional allant de, mettons, Markham jusqu'à la péninsule de Niagra quelque part. Et cela dérangerait beaucoup de gens qui diraient "Mon Dieu!" Mais la distance ainsi tracée est inférieure à la distance -- ou presque la même -- qu'entre Cochrane et Iroquois Falls. Et j'ai toujours souligné que les chemins dans le sud sont beaucoup meilleurs en hiver que là-bas.

Alors, en pratique nous n'avons pas abordé la question spécifique de limites territoriales dans la

région, mais nous avons dit clairement qu'il faudrait des considérations spéciales dans les deux régions métropolitaines ainsi désignées -- Ottawa et Toronto -- non seulement en ce qui a trait à cela, mais aussi à d'autres questions touchant la confessionnalité et s'il y aurait des écoles séparées ou publiques -- des conseils scolaires.

En somme, nous avons recommandé comme mesure générale que les conseils seraient sous le régime des écoles séparées, mais qu'il y aurait une représentation garantie semblable à celle trouvée dans les endroits où il existent des contribuables au système public.

Alors nous avons indiqué que le Grand Toronto et le District d'Ottawa étaient clairement des régions où il fallait des mesures spéciales, et nous avons même suggéré que des conseils des écoles séparées de langue française seraient une solution si le nombre le justifiait après une étude administrative.

M. Allen: Pour vous, est-ce que la proposition du Conseil du Grand Toronto ou l'alternative appliqué directement par le Projet de loi 75, à savoir des sections de langue française sur des conseils pertinents et des comités CCLF sur les autres, est un empêchement du mouvement vers une solution plus grande?

M. Churchill: Je n'aime pas -- j'hésiterais à faire des commentaires détaillés sur des brefs que je n'ai pas étudiés.

Quand même, permettez-moi de dire ceci, qu'il est nécessaire de fournir une mesure de contrôle intérimaire aux contribuables des écoles publiques et séparées du Grand Toronto.

À long terme, je crois qu'il faudrait des unités plus grandes. Vous voyez, il s'agit de la question d'égalité des services que -- si vous avez 300 élèves et que vous vouliez embaucher un surintendant et cinq conseillers pour les desservir, alors le pourcentage devient exorbitant. Et nous -- voilà pourquoi, en fait, on ne fait pas cela. Par contre, si vous pouvez les regrouper en unités plus grandes, ça donne la possibilité d'embaucher alors le personnel spécialisé, nécessaire et d'offrir ces services vraiment importants. Ils sont vraiment importants, et ils sont cruciaux à l'égalité -- égalité non seulement dans le sens de l'individu, mais il faut se souvenir que ces services sont livrés en partie aux enseignants de la salle de cours. Et s'ils ne sont pas là, alors ça augmente la charge de l'enseignant et diminue le temps

que l'enseignant peut donner aux élèves et fait diminuer inévitablement la qualité de l'instruction.

M. Allen: Alors je comprends donc que votre avis est de procéder aussi rapidement que possible sur cette mesure, mais de procéder aussi rapidement que possible vers les structures plus grandes qui aboutiront à un résultat plus satisfaisant.

M. Churchill: Exactement.

M. Allen: Merci.

M. le président: M. Guindon?

M. Guindon: Merci, M. le président.

Et merci, M. Churchill. J'apprécie votre rapport en plus de votre bref aujourd'hui.

Vous avez déjà répondu à l'une de mes questions, mais l'autre que je veux poser est celle-ci: dans votre rapport vous mentionnez que les Francophones en Ontario ont le pourcentage le plus élevé de ceux qui ne finissent pas leurs études secondaires?

M. Churchill: Mon rapport contient beaucoup de données que je préfère ne pas résumer ici, mais je vais indiquer une couple de ces choses.

Historiquement, ils étaient sous-privilegiés jusqu'en 1968. Vos chances de fréquenter l'école jusqu'à la 13e année étaient de cinq fois et demie plus élevées en 1967-68 si vous étiez un non-francophone que si vous étiez un francophone. Comme résultat, par exemple, le niveau d'analphabétisme fonctionnel aujourd'hui parmi les adultes franco-ontariens dans la province est presque deux fois plus élevé que pour la population totale. Et je vous rappelle que cette population comprend des groupes sérieusement sous-privilegiés. Voici les restes du passé.

Aujourd'hui, à présent, les Franco-ontariens finissent l'école et arrivent à la 13e année, par exemple, dans une proportion qui représente seulement de 75 à 80 pour cent de la population totale. Ça varie beaucoup d'une école à l'autre. Dans des écoles mixtes ça tombe à 50 pour cent des chances dans bien des écoles. Dans la majorité des écoles c'est à peine supérieur à 50 pour cent.

Alors, nous avons une situation où il y a des groupes encore plus sous-privilegiés que les Franco-ontariens -- par exemple, les autochtones. Il y



en a d'autres, mais à la base ils ont des chances à l'école secondaire inférieures à celles de la moyenne de la population dans la province et dans les régions qu'ils habitent.

M. Guindon: Et aussi le nombre est pas mal inférieur -- les Francophones qui fréquentent l'université.

M. Churchill: A l'université leurs chances sont encore moindres. Elles sont tombées à 50 pour cent au niveau du premier cycle universitaire, et ces 50 pour cent sont concentrés dans une ou deux disciplines, surtout l'éducation et un peu moins en droit, ils sont presque exclus des carrières de prestige et des postes en science et génie.

Et au niveau post-secondaire -- au niveau du doctorat et de la maîtrise, bien sûr, ça baisse à cause du problème d'accès, mais c'est un peu embrouillé. Mais, quand même. leurs chances sont infimes d'entrer dans un poste qu'on dirait prestigieux: génie, informatique, des choses comme ça. Elles baissent jusqu'à 10 pour cent ou moins. En études dentaires ça baisse à moins de 10 pour cent de la moyenne.

M. Guindon: D'accord.

Alors, diriez-vous que l'une des raisons à cela serait qu'ils sont obligés de maîtriser -- ou essayer de maîtriser -- deux langues. Il faut étudier en anglais.

M. Churchill: Ce n'est pas de maîtriser deux langues, d'après moi. C'est d'étudier en anglais.

Ils possèdent tous très bien l'anglais -- toute la jeune génération. Chaque système de mesure -- il y en a de bonnes études -- démontre qu'ils possèdent très bien l'anglais parlé. Mais tout le reste indique que là où ils peuvent recevoir l'instruction en français avec d'autres membres du groupe minoritaire -- voici la logique derrière l'Article 23 de la Charte -- où ils étudient en français, leurs chances se rapprochent de la moyenne: et quand ils sont obligés d'étudier en anglais, leurs chances descendent à 50 pour cent ou moins. C'est ça la situation.

Donc, si vous voulez que les Franco-ontariens soient des citoyens à part entière, la conclusion est que, dans la mesure du possible, il est de leur intérêt et de celui de la province, de leur offrir une éducation entièrement en français, même si beaucoup d'entr'eux craignent qu'ainsi ils ne

posséderont bien pas l'anglais. Tout dans la recherche scientifique démontre que quand ils ont l'éducation, ils n'ont pas de problème à fournir en anglais, et que fréquenter l'école en anglais est une bonne assurance qu'ils ne finiront pas leurs études, et n'auront donc jamais l'occasion de fournir en anglais.

M. Guindon: Où pensez-vous -- J'ai tellement de questions, mais ce sera la dernière.

M. Churchill: D'accord.

M. Guindon: À votre avis, est-ce que la population francophone devrait se fondre avec les écoles séparées au niveau secondaire?

M. Churchill: Voulez-vous répéter, s'il vous plaît?

M. Guindon: Est-ce que les conseils français -- les conseils de langue française -- est-ce qu'il serait préférable qu'ils fassent partie des écoles séparées ou publiques, d'après vous?

M. Churchill: Nous avons -- à long terme nous recommandons des conseil régionaux. Et en nous basant sur notre meilleure interprétation de la loi, nous pensions que la solution la plus raisonnable serait des conseils régionaux du régime séparé avec des exemptions pour ceux -- autrement dit, avec des clauses spéciales pour ceux qui ne voudraient pas cela.

Le point sous-jacent était que nous pensions que la Charte -- il faut certainement vérifier cela devant les tribunaux -- qu'un parent individu qui était en face du choix entre la langue d'instruction et la religion pourrait raisonner que le parent était placé devant le choix entre la langue et la culture, parce que, indéniablement et grâce à beaucoup de jurisprudence aussi, la religion fait partie de la culture de langue française de la majorité des Franco-ontariens. Il s'ensuit donc que cela est la chose la plus raisonnable.

Je ne puis commenter la nature des détails constitutionnels des propositions de former des conseils formés de deux panels. C'est très contesté, et les évêques de l'Ontario, vous le savez, ont effectivement fait des commentaires défavorables à cet égard, plus dans le sens de mes recommandations que de celles à l'étude dans Ottawa-Carleton. C'est très complexe, et je ne peux -- je ne suis pas juriste.

M. Davis: Une question rapide, M. le président.

Vous avez dit "avec exemptions" faites pour la personne qui ne veut pas fréquenter une école séparée. Quelles genres d'exemptions?

M. Churchill: Nous avons recommandé -- c'est une recommandation relativement détaillée, mais en général nous recommandons que ceux qui ne sont pas des contribuables des écoles séparées verraient leurs droits protégés grâce à la législation provinciale, et ils iraient au conseil scolaire public local et demander des services.

M. Davis: D'accord.

M. Churchill: Ce serait -- si le nombre de gens qui demandent des services était suffisamment grand, ils auraient le droit à une représentation garantie ou aux comités consultatifs comme aujourd'hui.

Dans des endroits comme Toronto et Ottawa, une étude spéciale démontrerait le besoin d'un conseil scolaire séparé -- un conseil différent pour ceux qui contribuent aux écoles publiques.

Nous croyons qu'avec cette méthode le conseil public se tournerait sans doute vers le conseil régional pour voir si les services pouvaient être fournis, tout en gardant les droits individuels; et si l'on pouvait faire une entente, alors on protégerait entièrement les droits des contribuables des écoles séparées, car c'est une entente. Ce n'est pas imposé par la structure. De l'autre côté, si l'on n'arrive pas à une entente, alors, évidemment, le conseil public serait obligé de respecter les provisions de la loi actuelle en ce qui concerne l'instruction. Autrement dit, nous croyons que dans la majorité des cas on pourrait les acheter avec des exemptions claires en termes de la décision des gens de l'endroit sur ce qu'il faut avoir comme exemption.

M. Davis: Mais cet élève qui contribue aux écoles publiques, est-ce qu'il fréquenterait l'école séparée, une vraie -- ou est-ce que cette personne fréquenterait l'école publique où le conseil public achète des services. Car, si l'élève fréquente l'école séparée, on a indiqué au comité, pas à celui-ci, mais à celui du Projet de loi 30 -- que ce qui distingue le système des écoles séparées est son catholicisme, ce qui n'a rien à voir avec l'instruction religieuse. Alors, en effet, ce que vous dites est "Bien, le contribuable aux écoles publiques fréquenterait l'école séparée et serait exempté de l'instruction religieuse, mais qu'il serait plongé dans le catholicisme du système."



Alors, la seule alternative, à mon avis, c'est que l'élève aurait alors le droit de fréquenter l'école publique et recevoir des services, même de la part d'un conseil plus large.

M. Churchill: Bien, je suis venu ici pour parler de votre législation plutôt que de mes propositions, Alors je veux souligner cela.

Mais, pour ce qui est de ma compréhension de nos propositions, si elles devenaient loi à la suite d'une étude détaillée et des amendements, je verrais qu'il existerait une grande variété d'arrangements locaux et dans certains endroits on dirait que le degré de catholicisme n'était vraiment pas un problème si l'élève fréquentait certaines écoles, était exemptés de certaines activités comme l'instruction religieuse. Dans d'autres cas, un tel arrangement ne marcherait pas, et il serait possible, cependant, pour le conseil public d'embaucher un enseignant -- ou deux ou trois enseignants -- et alors de louer des services de surveillance au conseil local, ou l'accès aux services de l'informatique nécessaires pour enseigner l'informatique en français, ou quelque chose du genre au conseil local.

Autrement dit, nous avons agi d'abord au niveau des principes, les basant sur les besoins des Franco-ontariens et sur leurs droits, mais nous croyons que les arrangements locaux seront pris au niveau local, pourvu que l'on respecte certains principes.

M. Davis: Mais, vous voyez -- vous savez, je crois que j'arrêterai maintenant, monsieur,

Il est important de partager vos idées avec nous parce que nous avons un sacré problème à Ottawa ---

M. Churchill: Oui.

M. Davis: --- par rapport à cette question spécifique.

M. Churchill: Oui. Bien, les ---

M. Davis: Que les anglophones, les francophones ---

M. Churchill: Oui.

M. Davis: --- si je comprends bien, veulent garder leur identité d'anglophone ou francophone -- ou francophone, anglophone, comme vous voudrez -- à l'intérieur de leur juridiction, et ils

ont de grands soucis au sujet d'un déménagement vers le système séparé. Alors j'apprécie vos commentaires, parce qu'ils nous aideront quand il faudra adresser cela.

M. Churchill: Bien. M. Davis, je dirais que comme individu je serais prêt à rencontrer tout individu impliqué dans ses affaires. Je suis venu ici seulement pour aider. J'ai beaucoup de soucis. Je n' ai aucun intérêt personnel d'aucune sorte en ce qui concerne mes intérêts personnels, mais je serai heureux de vous offrir mes services, de les offrir à n'importe qui ou à la commission qui étudie l'affaire d'Ottawa ---

M. Davis: Merci.

M. Churchill: --- n'importe quand.

M. Davis: Merci

M. le président: Votre présentation était si bonne que nous devrions vous inviter de revenir.

M. Churchill: Merci, monsieur. Quand je verrai l'invitation je viendrai immédiatement.

M. le président: Et les honoraires sembleraient parfaits d'après ce que vous avez dit

M. Churchill: Exactement, monsieur.

M. le président: Oui.

M. Churchill: C'est un citoyen qui vous parle.

M. le président: Merci beaucoup. Nous allons remettre cela jusqu'à 14 heures. Est-ce que tous les partis sont d'accord pour recommencer à 14 heures, même s'il manque un parti? Je crois que je l'ai eu, cet accord.

Le comité a ajourné la séance à 12h45.

CA2ΦN  
XC 16  
- G 24

G-27

Government  
Publications

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES GOUVERNEMENTALES  
PROJET DE LOI 75, UNE LOI MODIFIANT LA LOI SUR L'EDUCATION

MERCREDI 26 MARS 1986

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

Séance de l'après-midi.





PRESIDENT: McCague, G.R. (Dufferin-Simcoe PC)  
VICE-PRESIDENT: Dean, G.H. (Wentworth PC)  
Poirier, J. (Prescott-Russell L)  
Guindon, L.B. (Cornwall PC)  
Allen, R. (Hamilton West NDP)  
Hennessey, M. (Fort William PC)  
Grande,  
Knight, D.S. (Halton-Burlington L)

Commis: Deller, D.

Personnel: Steele, L., Researcher/Recherchiste

Témoins:

Toronto Region French Language Education Council  
Ladouceur, A., Coordinatrice  
Popiel, M., FLAC, North York  
Rastoul, J., Président-élu

Gabrielle Roy Parents' and Teachers' Association  
Watkins, F., Co-President  
Clandfield, D., Outgoing President

Ontario Public School Trustees' Association (une association des  
conseillers scolaires des écoles publiques de l'Ontario):  
Morrow, K., Présidente  
Phillips, B., Directeur exécutif  
Parry, R., Directeur des affaires publiques

Ontario Federation of Home & School Associations (fédération  
ontarienne des associations de parents et enseignants):  
Shaw, A., President  
Bawden, M., Présidente du comité de la fédération  
Obeda, M., Membre du comité de la fédération

ASSEMBLEE LEGISLATIVE DE L'ONTARIO

COMITE PERMANENT DES AFFAIRES GOUVERNEMENTALES

Mercredi 26 mars 1986

Le comité a repris ses délibérations à 14h05, dans la salle des comités no. 1.

PROJET DE LOI 75, UNE LOI MODIFIANT LA LOI SUR L'EDUCATION

Le Président: Est-ce que je pourrais avoir votre attention, s'il vous plaît? La première présentation cet après-midi -- je me suis excusé ce matin pour mon incompétence en français, mais on m'a facilité les choses cet après-midi -- la première présentation sera donc celle du CPEFRT et c'est Mme Ladouceur, sa coordinatrice, qui va nous présenter son groupe. A vous la parole.

CONSEIL DE PLANIFICATION DE L'EDUCATION  
FRANCOPHONE DE LA REGION TORONTOISE

Mme Ladouceur: Okay. Bonjour. Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de m'adresser à vous cet après-midi.

Je voudrais vous présenter les gens qui m'accompagnent aujourd'hui. Monique Popiel, qui est de North York, du CCLF de North York, et qui est membre du CPEFRT; et Jacques Rastoul, Président-élu du CPEFRT, qui va faire la présentation cet après-midi.

Le Président: Merci. Continuez.

M. Rastoul: Merci, monsieur le Président. Thank you, Mr. Chairman.

The CPEFRT is a non-profit organization which was created in 1983 and which brings together francophone representatives from the field of education, that is, French-language trustees and members of the French-Language Advisory Committees (FLACs) of Durham, North York, Peel, Scarborough, Toronto and York Region, as well as parents' representatives.

CPEFRT activities are aimed at promoting the interests of the francophone population in the area of education through concentrated efforts and coordinated actions.

Since its inception, the CPEFRT has always demanded autonomous school governance for francophones. The only way Toronto-area francophones will ever exercise full control over their schools will be through an autonomous French-language school board that is independent of existing structures.

The CPEFRT, therefore, would like to see the

language module at Jarvis Collegiate Institute.

Classes in these two schools represent more than 700 pupils who are receiving the benefit of an education in French in schools of the Toronto Board of Education.

We were told that it was not reasonable to want three French-language trustees in the city of Toronto, for such a small number of students. In order to have that much representation under the aegis of the Metropolitan Toronto School Board or the board of one of the municipalities in Metro, it would be necessary to combine the French-language schools of several jurisdictions of Metropolitan Toronto.

We would like to remind you that our figures are higher than the total number of students registered in each of the following forty school boards: a board for Protestant separate schools (Penetanguishene); a combined board for Catholic separate schools (Red Lake); a secondary school board (James Bay Lowlands); two boards of education (Chapleau and Hornepayne); three Canadian army bases (Kingston, North Bay and Trenton); eleven Catholic separate school boards; and twenty-one boards in electoral districts.

In the town of Chapleau, there are two school boards, while the total number of pupils registered is less than 900. Neither of the two boards has a higher number of students than we do.

What is more, in three Ontario districts, two school boards govern a total number of students that is much lower than ours: Foleyet, 124 pupils; Gogama, 126; and Moosonee, 365.

Since the telephone directory of each school administration publishes the name of the chairman of each board of education, we suppose that each one of them has its trustees. No doubt we will be told that these are all special cases. The same thing can be said for the French-language schools in the city of Toronto.

Le Président: Je m'excuse, mais les interprètes ont du mal à vous suivre. J'ai l'impression que vous allez un peu trop vite.

Mme Watkins: M. le Président, est-ce qu'ils veulent que je revienne en arrière?

Le Président: Non, ralentissez, simplement.

Ms. Watkins: Toronto's Ecole publique Gabrielle Roy opened its doors in 1975. At that time, it was situated in the oldest public school building in Toronto, in an industrial district. For two years we had to share this space with a very small English School before being able to occupy the premises



creation of an autonomous French-language school board for the Toronto region as soon as possible.

Nonetheless, in the event that the government should decide not to create this autonomous board immediately, the CPEFRT asks:

First, that the provisions of the act to amend the Education Act, Bill 75, apply to the municipal boards of education of Metropolitan Toronto and to the Metropolitan Separate School Board.

Secondly, since the school administration in Metro is divided into two tiers, namely the municipal boards and the Metropolitan Toronto School Board, that francophone representatives participate in the governance of the French-language educational system at both these levels.

Thirdly, that the Act's provisions concerning the minimum number of French-language representatives apply to the Metropolitan Toronto School Board as well as to the municipal boards of education.

Finally, the CPEFRT generally supports the recommendations of the AFCSO, ACFO and other Franco-Ontarian bodies regarding the provisions of Bill 75.

Thank you, Mr. Chairman.

Le Président: Merci. Nous avons eu un problème. Est-ce que c'est vous qui avez dit "Ottawa" en parlant du premier point, ou est-ce que c'est notre traducteur ?

M. Rastoul: Ca a dû être le traducteur. I said "Toronto".

Le Président: Okay. Merci.

M. Poirier.

Mr. Poirier: Thank you, Mr. Chairman.

I was just looking at your presentation. I had the pleasure of comparing your recommendations with those of the Metropolitan Toronto School Board from this morning. Obviously, I believe that like ourselves, you learned about them at the same time as we did. I believe you spent a good part of the lunch break comparing these notes with what you wanted to say. Would it be possible for you to comment on what you heard this morning to compare--to draw a parallel, if possible, or on specific points, I don't know, but I would like to have your comments if you don't mind, some ideas, some clarifications.

Mr. Rastoul: Thank you, Mr. Chairman, I did not in fact see the text of the presentation by the Metropolitan Toronto

School Board until about five minutes ago. For that reason I would like to call on the coordinator of the CPEFRT who in fact knows about the submission, although she only had about 30 minutes more than I did to look at it. I would like to mention, though, that CPEFRT held a meeting a few weeks ago with representatives of the Metropolitan Toronto School Board to discuss bringing the position of the CPEFRT into line with that of the Metropolitan Toronto School Board; and from what I understand, the provisions in their presentation are completely different from what we discussed when we met them. What I mean is, during that meeting they reiterated the position they had adopted in 1984.

During the meeting, we clarified our respective positions; the meeting, moreover, was preliminary, and was supposed to be followed by other consultations, which haven't taken place -- and this makes it somewhat difficult for us to comment on their presentation.

I would like to call on Anne Ladouceur, with your permission, Mr. Chairman. Thank you.

Ms. Ladouceur: I haven't got much to add to what my President has just said. In fact, I saw the document exactly 35 minutes before he did. Also, we only learned yesterday about the statements made by Ms. Carrier-Fraser. Unfortunately, what happened was that neither the FLACs nor the region's francophone bodies were informed about these proposals; so what we really need to do is sit down and study them, and really study the short- and long-term effects of what is proposed here and of everything that is included in the proposal of the Metropolitan Toronto School Board.

Mr. Poirier: If I've understood correctly, the positions that you have taken here today have also been made known to the Minister of Education? Or is this the first time you have taken a public stand on them?

Ms. Ladouceur: No, this is not the first time that we have voiced our position; and in fact, today's presentation is the same that we made to the Metro Board a little more than a month ago.

Mr. Poirier: Therefore, if I've understood correctly again, there has only been one meeting between yourselves and the Metropolitan Toronto School Board.

Ms. Ladouceur: Exactly. We initiated the meeting with the Metropolitan Toronto School Board, as Mr. Rastoul said, in order to bring our activities into line and reach an agreement on ways to satisfy the francophones of Toronto. There was one meeting which was supposed to be, we hoped, followed by other meetings which have not yet, in fact, taken place. But today the Metro Board sent us, by special courier -- and this is what reached our office about 40 minutes ago -- a copy of the

presentation they made this morning.

Mr. Poirier: Fine. May we expect -- do you think -- to receive -- might the members of the committee hear your comments on the presentation which you received a little while ago?

Ms. Ladouceur: Yes, that is exactly what we would ask the committee, to let us study the presentation by the Metropolitan Toronto School Board and reply to it a little later.

Mr. Poirier: Well, speaking for myself as a member of the committee, it would give me great pleasure to have that document in order to weigh the arguments from all sides together, including yours. Thank you. Merci, monsieur le Président.

Le Président: Y a-t-il d'autres questions? M. Guindon.

Mr. Guindon: Thank you, Mr. Chairman.

So in other words, if I've understood what was said, there was some consultation but not more than once. If not with you people, could it have been with another group?

Ms. Popiel: If I could reply here, Mr. Chairman, the consultation that I can see is between the directors of education in Metro and the chairmen of the Metro boards of education, on the English-speaking side only. As for us, they met with us once at our request; it was a strictly preliminary meeting at which nothing was decided. It had been agreed to as such, and they did not offer us any concrete proposals.

This morning, like you, I became acquainted with the document and learned what they were proposing at the same time. And from their presentation, I am happy to see that they have decided to form a committee, what is called a task force, on which there would be francophone members as well as representatives from their side, to see how their proposals could be put into practice. And I think it is worthwhile to explore this suggestion very seriously.

Mr. Guindon: On the other side of the coin, did you approach the Ministry or people in the Ministry to offer your opinion on the school boards?

Ms. Popiel: I think that Anne might be able to answer that one.

Ms. Ladouceur: Yes, in fact. We have had several meetings at the level of the Ministry; even in December, we met Ms. Carrier-Fraser to discuss our needs with regard to governance in Toronto. We also communicated with Ms. Fraser at the time of our meeting with the Metropolitan Toronto School Board. We informed her about our intended meeting, and we spoke with her.



Subsequently, we sent her a commentary on the meeting.

But what we are saying here is that there has been no consultation on the part of the Ministry with the FLACs or francophone bodies concerning a means of governance for the Toronto region. Now, a conference is in the process of being set up, and as we understand it, it is being held at the level of the chairmen of the boards of education, as Ms. Popiel has stated. The trustees have not yet been informed about it. We talked about it yesterday evening, and there are still trustees in Toronto, for instance, who are not aware of such a conference, who have never given their input, nor the FLACs, nor the francophone associations.

Mr. Guindon: If I may, might I ask why it has taken you so long to react? Because it seems to me that it has been at least -- since the month of -- spring, last year, and then...

Ms. Ladouceur: Excuse me, Mr. Guindon. We have reacted at each stage of this extremely long process of dealing with the question of school governance. We reacted to Bill 160, to Bill 28, and we told Toronto what we wanted and what we didn't want many times over.

Mr. Guindon: Because you know that Bill 30 excludes the city of Toronto, Metropolitan Toronto.

The other thing...

Ms. Ladouceur: Seventy-five.

Mr. Guindon: Seventy-five. What did you say? Seventy? Excuse me...

Ms. Ladouceur: Yes, in fact, 75 excludes Toronto completely, both the Catholic side and the non-denominational, public, side.

Le Président: Si je peux me permettre de vous interrompre un instant, je crois qu'il y a peut-être une certaine confusion dans l'esprit de Luc sur ce que le Ministère a dit lundi et ce que le Conseil du grand Toronto a dit aujourd'hui. Si j'ai bien compris, il y a certaines affirmations que vous attribuez... que vous avez peut-être mêlées un petit peu. Ceci dit avec tout le respect que je vous dois.

M. Guindon: Je vous remercie, M. le Président, mais je vous ferai remarquer tout aussi respectueusement que le mémoire du Conseil scolaire du grand Toronto est aussi l'amendement que le Ministère de l'Éducation veut présenter à ce comité. À première vue, c'est du pareil au même, et c'est ça l'amendement qu'ils nous ont montré ce matin.

Ms. Ladouceur: That is what we were afraid of, Mr. Guindon, exactly, because we learned yesterday evening what the Ministry's intentions were regarding Toronto, and that was a good reflection of what the Metro Board was planning to do.

And in fact, that is what we are saying, that we have never been consulted on that, we have never had the opportunity of making our input. We have always asked for a homogeneous French-language school board for the Toronto region; if we didn't have that, we wanted representation on our respective boards and supplementary representation on the Metro Board.

On that point we have always been specific. They haven't brought us the next step, they haven't brought us the other proposition so that we could consider it as well. We have asked for it now, and the francophone community of Toronto is now going to have to sit down and study it, become aware of it, and then give you its reactions. But for the time being we haven't got it; we have only just received it -- like yourself, in fact.

Mr. Guindon: Like my colleague from Prescott-Russell.

Ms. Ladouceur: Like everyone.

Mr. Guindon: We're going to give you the chance to manage that because I would like you to have other -- with the Chairman's permission -- for you to appear before the committee again. (sic) Merci, monsieur le Président.

Le Président: M. Allen.

Dr. Allen: Thank you, Mr. Chairman. It is a pleasure to welcome your delegation and also to read your brief and to consider the CPEFRT's options.

As we know, in the Toronto region there is a very complex problem for school governance. On the one hand, there is the constitutional problem, the separate schools, their rights; on the other hand, the mandate of the Court of Appeal for total school governance for Franco-Ontarians. In addition, the two tiers in Toronto are another complication for us.

For this committee and for me, you might possibly help us by explaining the problems that you see in the three options that we have heard during these sessions: yours; those of the Minister and the Metropolitan Toronto School Board; and that of Mr. Stacy Churchill, who referred to the option of a large regional board from Markham to Niagara. Is the Franco-Ontarian community of this region ready for such an option? What are the problems in the three options?

Ms. Popiel: Can I answer that?

At the moment, Dr. Allen, at Etienne-Brûlé, we get students from Oshawa, Georgetown, Mississauga and Markham, York County. And so, even the idea of a bigger school board is quite acceptable to us. It would, in fact, regroup all the students who come to Etienne-Brûlé, the French-language secondary school, who could then be represented, would have a say in the governance of this school. So it is very possible, and I recall that not so very long ago, the people of Penetang said the same thing -- in order to be considered, join a large school board, a large territorial board like that. And as was said, roads in southern Ontario are in pretty good shape, so we could -- as francophones, we are used to having to move.

Mr. Guindon: Not like in the east and north, right?

Dr. Allen: And between the two other options, (what are) the problems and preferences for us?

Ms. Ladouceur: Dr. Allen, I think that this also comes back to what we were saying earlier. Unfortunately we haven't had the opportunity to really study the proposals which were made before you, so it would be very important for the francophone community to take the time to really study these three -- well, the two other proposals, which are very important, and which were presented to this committee. As for the idea of a regional school board which would extend beyond the present borders, I think that this has already been discussed in the community, but the ways and means as such have not been specified, and it would certainly be necessary to study this type of proposal more seriously.

However, one of the problems we have with what we are proposing is that we francophones, until we have French-language school boards for the francophones of this province, find ourselves in a situation where we have to work within the existing systems. In Toronto, people have expressed the desire to continue working within their respective school boards, to be able to run their schools in their district, not to find themselves lost in some kind of "umbrella" organization where they are lost with the anglophones and in this whole kind of large "umbrella" school board.

Dr. Allen: Yes, I understand.

Therefore, I expect you to come back another day to express your opinion about the other options.

Mr. Rastoul: Certainly. One of the points that must be stressed, Mr. Chairman, is that it is rather difficult to bring all the members of the CPEFRT together since they represent the entire region and are already involved with their local school boards or FLACs, and it is especially difficult to reach



a consensus among all the members of the CPEFRT. The position we presented was the consensus on the basis of maintaining school governance at the local level, but also of representation at the Metro level, since Metro participates directly in the governance of schools in Toronto, and we felt that French-language consultants should also be able to have some input at the Metro level if the present structure is maintained.

Now, I have just taken a quick glance at the brief of the Metropolitan Toronto School Board. There are suggestions -- well, there are some very interesting points, in my opinion; there is also as the starting point the fact that the proposal is made for Metro only, and I know that on the basis of the members of the CPEFRT we would like to expand the participation of school boards beyond the limits of Metropolitan Toronto. This, therefore, is a first reaction to reading the document.

But on the other hand, in order to respect our consulting procedure within the CPEFRT, we should send this document and also the position stated by Mr. Churchill to the members of the CPEFRT, then have the opportunity to look at the points which are made, and reach a common position.

Dr. Allen: Yes.

Mr. Rastoul: In order to present it.

Dr. Allen: Thank you, Mr. Rastoul.

Le Président: M. Hennessy.

M. Hennessy: J'ai seulement une question à poser. L'Association canadienne-française de l'Ontario était ici ce matin pour discuter... Est-ce qu'ils ont la même plateforme et les mêmes préoccupations que vous? Est-ce que vous avez des divergences d'opinion?

Ms. Ladouceur: Could I possibly ask for an explanation first? If I understand correctly, it was District No. 4 of the AFCSO which gave a presentation this morning? Oh, it was ACFO. Okay.

ACFO is a provincial body which includes provincial associations as well as regional boards across the province. Now if I understand their presentation from this morning, they were considering the provincial aspects in general and the effects of Bill 75 province-wide, whereas our sphere of action is the region which extends from Peel to Durham and York County, and which includes the city of Toronto. Our concern regarding 75 is the aspect which affects us directly in Toronto. I think ACFO probably made recommendations concerning several of the proposals in Bill 75, and on the whole we support what they recommended for the province, but we came here to speak more specifically of a special situation which exists in Toronto and of the exception made of Metropolitan Toronto by Bill 75.

Does that answer your question a little?

M. Hennessy: Je pense que oui. C'est seulement que, si je vous rencontrais plus tard dans le couloir et que je vous disais: "Eh bien, il y a une chose sur laquelle nous ne sommes pas d'accord avec ce qu'ils ont dit ce matin", il serait un peu trop tard pour demander au Président de reconvoquer tout le monde. Alors il vaut mieux que je pose la question maintenant; comme ça, je suis satisfait.

Ms. Ladouceur: Okay. I can't tell you, because not having read their proposal either, I don't know what they are going to say regarding Toronto as such; but I didn't expect them to say anything that would be the opposite of what we were saying. They make proposals for the province in general, and in general we support their views.

M. Hennessy: Bien, et par ailleurs, je ne savais pas non plus si vous aviez lu leur proposition.

Ms. Ladouceur: We haven't read the proposal, the brief that was presented to you. However, people from the francophone community participated in the discussion which led to the drawing up of this brief, so that ACFO reflects the result of discussions which have taken place over a long period of time in the Franco-Ontarian community.

Mr. Hennessy: Thank you.

Le Président: M. Poirier.

Mr. Poirier: Thank you, Mr. Chairman.

I listened to you speak earlier, Mr. Rastoul; did I understand you to say it is the wish of francophones themselves to continue in future to be divided between the two school boards, each on his own board, that is, homogeneous public and separate? Did that really represent the view of francophones? Did I understand properly when you mentioned that?

Mr. Rastoul: What I mentioned was in fact based on the position that we have repeated of having an autonomous, homogeneous school board for the Toronto region, including the public and separate systems if it is possible to do so. That is the first goal, let us say, of the francophone community in the Toronto region.

Now, as for the other situations or positions that we presented and which I referred to, the consensus that was reached was that we wanted at least additional representation at the level of the Metropolitan Toronto Board.

Mr. Poirier: Good. I see. Thank you for this explanation.

Mr. Rastoul: Okay.

Le Président: Y a-t-il d'autres questions? Merci beaucoup.

Mr. Rastoul: Thank you very much, Mr. Chairman. Merci.

Le Président: La prochaine présentation est celle de Francine Watkins, Co-Présidente, accompagnée d'une personne que vous voudrez bien nous présenter.

THE PARENTS' AND TEACHERS' ASSOCIATION OF  
L'ECOLE PUBLIQUE GABRIELLE ROY

Ms. Watkins: Thank you, Mr. Chairman.

My name is Francine Watkins, and I am Co-President of the Parents' and Teachers' Association of l'Ecole publique Gabrielle Roy. I would also like to introduce David Clandfield, the outgoing president of this association, who is seated on my left.

Thank you, Mr. Chairman.

Le Président: Continuez, je vous en prie.

Ms. Watkins: Thank you. Mr. Chairman, and honoured members of the committee, the Gabrielle Roy PTA's position on school governance in Metropolitan Toronto received a unanimous vote during a general meeting of the association held last June, and was reconfirmed unanimously by the new board which was elected last February. We want the administration of our school and its political representatives, in other words, the French-language trustees, to come under the Toronto Board of Education and not the Metropolitan Toronto School Board.

In this report, we want first to explain the validity of our position within the framework of the present system of democratic representation in the province. Then we want to explain why we feel that the interests of the parents and teachers at our school will be better served by the present school board.

Our school, let us remind you, is a French-language public elementary school, one of fifteen French-language public schools in Ontario. Gabrielle Roy has the highest student population of all these schools, with 550 pupils in September 1985. If we also consider the 250 French-language Catholic elementary schools, we find that our school is in 9th place in the province, statistically speaking.

Our school comes under the aegis of the Toronto Board of Education. This is also the case for the French-



alone and establish a homogeneous school there. However, enrolment was increasing rapidly, and since there was only room in the school for 300 pupils, we had to find a new location. In 1978, the school moved again and again had to share space with an English school. We didn't get the homogeneous school we wanted until 1980.

Throughout its existence, Gabrielle Roy's academic community has had to fight to obtain its due:

first, a good French-language library

secondly, the facilities to handle special needs (don't forget that Gabrielle Roy is not a neighbourhood school, and that pupils come from all areas of the city and do not go home for lunch);

thirdly, appropriate academic programs and a sufficient number of teachers to ensure that pupils would receive quality education in French in a milieu where the assimilating influence of English is very hard to overcome.

We still haven't got everything we asked for, but we have made enormous progress.

The school boards of Toronto's municipalities have an infrastructure which allows them to handle almost the entire central administration of a large urban school board, that is, a department to formulate and implement academic programs, a personnel department, and a department responsible for the maintenance of about 150 schools and administrative buildings. It would therefore be not only expensive but also illogical to have the French-language schools come under the Metropolitan Toronto School Board, as a few people have suggested.

Another scenario proposed having the French-language school come under a local school board, and advocated French representation at the metropolitan level only. The school trustees in question would then represent ratepayers at a level of government which would purchase a number of its services from another level. But this other level (in this case the Toronto Board of Education) would not be responsible to the francophone trustees as they would be to elected trustees. In our opinion, this situation is not acceptable. French-language trustees must not only be able to directly govern French-language schools, but also to participate in decisions affecting the entire system of which their schools are a part.

As parents, we would like to give you a few examples of the advantages offered by the Toronto Board of Education.

First, the Department of community relations. The Toronto Board of Education places at the disposal of groups of parents a network of liaison people whose role is to facilitate

communication between the school board and its schools, on the one hand, and community groups and parents on the other. These people take care of interpreting at parents' meetings. They are there to explain the workings of a very complicated bureaucratic and political system, and to ensure that parents' concerns are passed on to the right authorities. We wonder whether the Metropolitan Toronto School Board would be prepared to provide the funds necessary to establish such a department. We strongly doubt it. Since the trustees on this board are not elected directly, they are there to protect the interests of their respective local boards. Toronto is the only board to have set up this liaison system which permits a whole range of cultural and social activities in French in our schools.

Secondly, the governance committees. According to the conditions set out in the collective agreement of the public school teachers of the city of Toronto, each school elects annually a governance committee composed of parents, teachers and administrators. This committee is responsible for recommending the best use of the number of teaching positions allocated to the school. We consider that the parents' right of participation, a right acquired about ten years ago, is extremely important. We are afraid that this right will be lost if we are no longer part of the Toronto board.

Thirdly, the choice of directors and associate directors. When a new director or associate director is to be appointed, a meeting is held by all the parents, who draw up a list of the criteria they consider important and elect a representative to the selection committee. The parents' right in these circumstances also results from local collective agreements signed by the Toronto Board of Education and its teachers. We risk losing this right also if we suddenly change jurisdictions.

We are giving you these three examples because they illustrate very clearly what we risk losing if we are no longer a part of the Toronto Board of Education. The means which permit us to play an active role in the decision-making process exist because there is a larger community of parents of which we form an equal part. If we are separated from this large group, with our trustees dispatched to a distant metropolitan board, school democracy for francophones will be weakened instead of strengthened.

By way of conclusion, we ask you to let our school remain within the Toronto Board of Education. We want our schools to blossom, we want Toronto's francophone community to blossom. We don't believe this is possible if we are cut off from our present framework of administration and political representation.

We want to have three French-language trustees sitting on a municipal board. We want this entire board to be directly elected and to benefit from the economies of scale that are realized.

Lastly, we want these three francophone school trustees, once they are elected, to have the right to be represented on the Metropolitan Toronto School Board to enable them to participate in discussions on the budget.

We would like to thank you for giving us the opportunity to explain the stand of the Gabrielle Roy PTA. We hope that you will take it into consideration during your deliberations on Bill 75. We are ready to answer any questions you might wish to ask, and I would ask you, Mr. Chairman, to please address all such queries to Mr. David Clandfield. Thank you.

Le Président: Merci beaucoup.

M. Poirier.

Mr. Poirier: Thank you, Mr. Chairman.

If I take a good look at your position, it seems to me that it is different from the two others we've looked at regarding Toronto. Could you explain to me -- there is a good description here of how, as the PTA, you reached that position, but what sort of contact, communication have you had with other francophone groups at the Metro level, at the school board level, at any other level, and your reaction, your precision; how is your position distinguished from that of the others we heard earlier this afternoon and even this morning.

Mr. Clandfield: Mr. Chairman, I do not believe our position differs appreciably from that of the CPEFRT which was expressed this afternoon. We saw the position of the Metropolitan Toronto School Board twenty minutes ago. So obviously our association has not had the time to discuss it, since it is completely new to us.

As for the contacts we have made with francophone associations, well, overall, our primary contact, if I may say so, is always with the FLAC of the city of Toronto, and therefore, I truly believe, our position is the same as theirs, so there is no difference between their position and ours, nor between ours and that of the CPEFRT of this afternoon.

Mr. Poirier: But your reaction to this possibility -- and I stress the word "possibility" -- of a large homogeneous school board, which also includes the religious aspect -- a separate school board. Your comments, please.

Mr. Clandfield: Mr. Chairman, does the question mean that public schools would come under the aegis of the Metropolitan Separate School Board? Is that the question?

Mr. Poirier: The question, yes, I admit that the question is vague in the sense that there are a number of



possible options. We are not dealing with a fait accompli at present, as you well know. We are trying to sound out all the organizations as far as possible to find out the range of their reactions to the range of possibilities we have to work with. If we had a fait accompli, it would be easy to ask your opinion on it, but obviously it would be too late. But that isn't the case. So that is why I am asking you, there was the possibility of two homogenous school boards, one public and one separate, or one large homogeneous school board including both...

Mr. Clandfield: I must say that overall, if parents -- well, French-speaking parents who have chosen to register their children at Gabrielle Roy have made a very definite decision not to enrol them in the separate school system, so obviously, once parents have made this choice, they will be quite disturbed to see their school come under the aegis of a separate school board, because since there are five separate schools and only two public schools, this shows how strong a choice parents have made.

As for the possibility of a homogeneous French-language school board that would also be autonomous, our association for the most part has not considered this possibility within the context of this bill, Mr. Chairman. For us, obviously, if we consider Mr. Churchill's project or that of the Metro Board, our interest lay in learning more about, for instance, the problems that might be posed by economies of scale. Well, if there were a school board in Metro representing four schools, all public, that might pose some problems, and it has been proposed; for instance, I see in this proposal, that maintenance services could be purchased, etc. If that were the case, we come back to our report in order to say that if we have to purchase these services, political control of them becomes less democratic. That is, it isn't as if we had the service under the aegis of the board in question.

Mr. Poirier: A last question, Mr. Chairman, please. In the sense -- the position that was proposed for Metro this morning, to have francophone representation included on the Metro Board as opposed to your preference for having it on the Toronto Board, the first question that comes to mind regarding this issue, is to know what is the reaction, on what side is the Toronto Board? Do they agree with the Metro Board, or how did they accept, how did they receive you and your proposal? Did you have a reaction from the Toronto Board?

Mr. Clandfield: Excuse me, Mr. Chairman, are we talking mainly about the FLAC of the City of Toronto?

Mr. Poirier: No, the large Metropolitan Toronto School Board itself, all of it.

Mr. Clandfield: I haven't got their position in front of me, excuse me, Mr. Chairman.

Mr. Poirier: So you can't tell us whether they gave you a letter in support of your proposal? You don't know?

Mr. Clandfield: If the FLAC is coming here to present its position, the City of Toronto's position, I think that they are the ones who will tell you the results of this motion. If it has been voted in the committee.

Ms. Watkins: Excuse me, Mr. Chairman. In fact, I was at a meeting yesterday evening and the FLAC shares our position, and we are going to receive an official letter; we sent them a letter, and they are supposed to reply. But verbally, they indicated that they share our stand.

Mr. Poirier: That is for the FLAC.

Ms. Watkins: The FLAC of the City of Toronto.

Mr. Poirier: And that would represent the position of the school board as well.

Ms. Watkins: I can't -- you'll have to ask FLAC.

Mr. Poirier: Ah, I see. Fine. Well. Thank you. Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Chairman: Mr. Guindon.

Mr. Guindon: Merci, M. le Président.

Could you tell me -- are there any francophone schools in the separate school system in Toronto?

Mr. Clandfield: There are -- as far as I know, there are five, Mr. Chairman, in Metropolitan Toronto, five schools -- yes, separate schools; and as well there is a Catholic secondary school which has just opened, I think -- at the metropolitan level.

Mr. Guindon: That makes how many pupils -- how many pupils are there in the francophone separate school system? Francophones in separate schools.

Mr. Poirier: Mr. Guindon, when I asked that question this morning we were told that there were about 1500 or 1600 in the separate system in Metro. I already asked that question, and I received an answer.

Mr. Chairman: Dr. Allen?

Dr. Allen: Thank you, Mr. Chairman. Greetings, parents and teachers of Gabrielle Roy.

We obviously have a problem right now to discuss this problem for the Toronto region.

Mr. Clandfield: So do we.

Dr. Allen: We're all in the middle of events, and in a discussion of quite varied options. But to get back to a single proposal, that of the Metropolitan Toronto School Board for a French-language school board for the region, for the French public schools, and also with representation on the Metro Board, do you foresee any problems with this option?

Mr. Clandfield: Mr. Chairman, we cannot present the position of our association here; our association has never considered an option such as the one that was presented here this morning, it seems. The only part of our presentation dealing with this question is where we say that perhaps -- well, where we basically talk of problems if -- problems, for instance, in economies of scale; that is, with 700 pupils, fine, we prefer to stay with a guaranteed representation of three trustees who would govern French-language schools directly, but who would benefit from the fact that they also sat on the board which voted funds for maintenance, for -- there's a whole lot of questions, basically, regarding schools in a physical way, or else regarding guidance services, consultants, etc., all these services can be more easily guaranteed in a large board with a hundred elementary schools than in a board with two elementary schools.

If we found ourselves with the system of the metropolitan board, it is possible -- we would have to ask whether by purchasing these services from another board we would risk losing a little of the political control we would have if we sat on the board which provided these services? So, that may be it, but obviously, without seeing how -- without having the opportunity to study this document and all its implications in depth, we cannot say whether or not this would be the best solution. It's too early, Mr. Chairman.

Dr. Allen: Thank you. I understand the difficulty of your situation and our situation with regards to this option right now.

But to ask a more basic question, is it your opinion that Bill 75 is essentially a transitional measure towards a more comprehensive structure for the Toronto region and for the whole province? This isn't the end of the road; rather, it's a measure leading to a system of homogeneous boards for the whole province?

Mr. Clandfield: Well, overall, our association represents the interests of the parents and pupils and teachers of our school. There have obviously been discussions about this subject, and I think that if we could be assured that educational services would not be harmed by -- if I might say so -- by this kind of administrative unit and political representation, I think the parents would be all in favour of this change -- that is, what I mean is to stress that for us, as a parents' and teachers'



association, our main interest is the quality of education received by our children and the children in our school.

Therefore, we haven't ventured to propose a solution which would affect the community as a whole; we are a part, in fact, of other bodies -- which -- well, there is the Conseil des organismes francophones de Toronto métropolitain (a board of francophone bodies in Metropolitan Toronto) of which we're a member. And there are several other bodies that represent these interests at the regional level, so as for us, we keep a close watch on the interests of our school and of our children, Mr. Chairman.

Dr. Allen: Thank you. Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Chairman: Mr. Guindon?

Mr. Guindon: Merci, M. le Président. One last question.

You have 550 pupils in your school. Do they all comply with Section 23?

Mr. Clandfield: Do they comply with...?

Mr. Guindon: Do they all comply with the regulations of Section 23?

Mr. Clandfield: I certainly hope so, Mr. Chairman. In any case, we are the PTA.

Mr. Guindon: No, that's right.

Mr. Clandfield: I think so...

Mr. Guindon: You think so?

Mr. Clandfield: Normally, Mr. Chairman, it is the school board that has to make sure that the law is respected.

Mr. Guindon: That's what I mean.

Mr. Clandfield: Perhaps I do not understand the question, Mr. Chairman.

Do they comply with...?

Mr. Guindon: The Charter of Rights and Freedoms, Section 23, covers several -- it covers francophones. Are most or all of the pupils in your school covered by Section 23?

Mr. Clandfield: We believe so, Mr. Chairman, but in the beginning, that is when the school opened its doors in '75, there was no Charter, therefore if there were children who came to the school before the Charter, they wouldn't be covered

by the Charter, but afterwards, obviously, they would be covered; and they are also covered by I think it's Section 10 of the Education Act of the Province of Ontario; that is, Admission Committee and all that.

Mr. Guindon: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Chairman: Mr. Poirier.

Mr. Poirier: Thank you, Mr. Chairman.

I think you well understand that Bill 75 only applies to children who meet the present standards of the Charter, Section 23, and that is what Luc meant. You state that insofar as you know, all the children at Gabrielle Roy meet the minimum standards of Section 23 of the Charter.

Mr. Clandfield: Ah, but I am not a lawyer, Mr. Chairman.

Mr. Poirier: Yes, if I've been asking you to play the lawyer, my apologies.

Mr. Clandfield: There are many things in Section 23 of the Charter that have to be resolved by the courts.

Mr. Poirier: But it is a very specific point in that you meet or you do not meet -- it's a very legitimate and honest question that Luc has asked you, I think.

Mr. Clandfield: Do you mean by that, do our children all come from francophone milieux or from families...

Mr. Poirier: I do not have the law, the exact text of Section 23 in front of me here, but it was especially for the children of francophone parents, either that the parents had received their education in French, or that...

Mr. Clandfield: There is also the question, well, the "Grandfather Clause", that is, for brothers and sisters as well, Mr. Chairman. In that case I think that all the pupils who enter the school come under -- either Section 23, that is, they are covered by Section 23, or else, maybe there are always those who enter by way of the admissions committee which is provided for by the Education Act of Ontario.

When the FLAC comes, from the City of Toronto, if they come, well, perhaps that's when you should ask this kind of question.

Mr. Poirier: Fine. Perfect. Thank you. Merci.

Le Président: Merci beaucoup.

M. Grande: M. le Président, est-ce que je pourrais poser une question sur un point de procédure ou un point d'information? Est-ce que nous savons si la Ville de Toronto va venir présenter un mémoire au comité? La Ville de Toronto, le Conseil scolaire pour la ville de Toronto?

Le Président: Ils n'en ont pas fait la demande.

M. Grande: Bon. Merci.

Le Président: La prochaine présentation sera faite par Karen Morrow, Présidente de l'Ontario Public School Teachers Association.

ONTARIO PUBLIC SCHOOL TRUSTEES' ASSOCIATION  
(association des conseillers scolaires des écoles publiques de l'Ontario)

Mme Morrow: Juste une petite correction; c'est "Trustees", pas "Teachers".

Le Président: Incroyable! C'est ce que j'ai devant les yeux, aussi.

Mme Morrow: "Teachers"?

Le Président: Non, "Trustees".

Mme Morrow: Ah, d'accord. Il y a tout de même une petite différence.

Le Président: Présentez votre équipe et continuez, s'il vous plaît.

Mme Morrow: Oui, M. le Président. J'aimerais d'abord vous remercier de nous avoir invités. A ma gauche se trouve le Directeur exécutif de notre Association, M. Bill Phillips, et à ma droite, notre Directeur des affaires publiques, M. Ross Parry.

Le Président: Merci.

Mme Morrow: Au cas où vous ne seriez pas tout à fait familiarisés avec notre association, je préciserai d'abord que celle-ci comprend 51 conseils scolaires publics provenant de l'ensemble de la province, y compris le Conseil scolaire du grand Toronto, qui, je crois, est venu vous parler ce matin.

L'Ontario Public School Trustees' Association n'est pas en désaccord avec le droit fondamental que possède la population francophone de l'Ontario d'avoir une influence primordiale sur l'éducation de ses enfants et nous croyons que des mécanismes doivent être mis en place pour assurer cette



influence. Mais nous hésitons devant ceux proposés par le projet de loi 75.

S'il passait sous sa forme actuelle, le projet de loi 75, une loi modifiant la loi sur l'éducation, poserait un certain nombre de problèmes graves aux conseils scolaires, que je résumerai comme suit:

D'abord le Comité consultatif de langue française (CCLF) modifié: Etant donné que les CCLF n'existeraient que dans les cas où un conseil scolaire "achète" l'instruction en français à un autre conseil parce qu'il ne l'offre pas lui-même, le rôle joué par le CCLF n'aurait aucun sens lors des réunions du conseil puisque son président ou son représentant n'auraient pas le droit de vote. Une fois qu'un conseil scolaire achète l'instruction en français à un autre conseil, l'instruction des élèves devient la responsabilité de ce dernier et on voit mal le conseil acheteur participer aux décisions du conseil vendeur en matière de programmation.

Le Conseil de planification de l'éducation francophone (CPEF): Les membres du CPEF autres que les conseillers et conseillères seraient élus par un petit groupe d'électeurs en vertu de l'article 23 et seraient considérés comme conseillers à part entière par le conseil scolaire. Cela donnerait deux votes aux électeurs de l'article 23, un aux élections du conseil scolaire en 1985 et un autre à une élection du genre CCLF tenue aux environs du 1er janvier 1987. Ce double vote pour élire les conseillers d'un même conseil scolaire est totalement anti-démocratique. Bien que notre association soit prête à soutenir une mesure intérimaire pour la formation des Conseils de planification de l'éducation francophone, elle ne saurait accepter la suggestion d'une équivalence entre les conseillers et conseillères et les autres membres du CPEF.

Les Sections de langue française: La nécessité pour chaque conseil pourvu d'un module scolaire de langue française d'avoir une Section de langue française et d'élire au moins trois conseillers en vertu de l'article 23 est excessive. Un module scolaire de langue française peut consister d'une seule classe et il est futile et exagéré d'exiger la création d'une Section de langue française dans un conseil qui achète de l'instruction en français pour plus de 300 élèves ou au moins 10 % de ses effectifs. Après avoir pris la décision initiale d'acheter l'instruction pour ces élèves, la Section n'aurait plus rien à faire. L'OPSTA se demande également si cela ne créerait pas des disputes à propos de la distinction entre les "services exclusifs" et les "services centralisés". Il me semble que les relations entre les communautés francophones et les conseils scolaires de la province en souffriraient considérablement.

Sur un plan plus général maintenant: L'OPSTA ne trouve rien dans le projet de loi 75 qui tienne compte des difficultés d'évaluation ou de représentation qui se

présenteraient si le projet de loi 30 devait s'avérer inconstitutionnel par décision de la Cour Suprême du Canada.

L'OPSTA s'inquiète devant la possibilité que les parents d'élèves d'immersion française se prévalent des droits sur l'éducation en langue minoritaire définis par l'article 23. Cet article de la Charte se lit comme suit: "Tout citoyen canadien dont un enfant reçoit ou a reçu un enseignement primaire ou secondaire en anglais ou en français au Canada a le droit de faire éduquer tous ses enfants dans la même langue au primaire ou au secondaire."

D'autre part, il semblerait que les classes d'immersion en français puissent passer pour des "modules scolaires de langue française", tels que définis dans le paragraphe 258 (1) (b) de la Loi sur l'éducation, et qu'elles puissent exiger, par conséquent, la création d'une Section de langue française. Un "module scolaire de langue française" est défini comme "une classe, un groupe de classes ou une école dans lesquelles le français est la langue d'instruction." L'Ontario Public School Trustees' Association requiert que le projet de loi soit amendé pour qu'il soit tout à fait clair que l'immersion française n'est pas incluse dans les provisions de la Loi.

Je voudrais maintenant clarifier quelques-unes des inquiétudes de notre Association vis-à-vis de certaines sections du projet de loi 75.

Articles 1 et 3: Les définitions des termes "francophone" et "contribuable francophone" doivent être révisées de sorte à exclure les personnes qui ont des enfants dans des programmes d'immersion où le français est la langue d'instruction. Ces parents pensent peut-être qu'ils acquièrent des droits en vertu de l'article 23 de la Charte canadienne des droits de l'homme parce que leur enfant reçoit un enseignement primaire ou secondaire en français.

Dans l'article 4, le besoin d'un Comité consultatif de langue française est loin d'être évident quand le conseil scolaire n'offre pas lui-même un module scolaire de langue française. Quand un conseil scolaire achète des services à un autre conseil, ce dernier ne s'attend à aucune interférence de la part de l'acheteur. Le mécanisme utilisé pour permettre la participation des parents se trouve au niveau local de l'école, et non à celui du conseil acheteur.

Dans l'article 5, après qu'un conseil a accepté d'acheter des services à un autre conseil, toute discussion complémentaire devient inutile. C'est pourquoi le président d'un comité consultatif de langue française ne pourrait participer à aucune discussion et se rendrait vite compte de l'inutilité de sa présence aux réunions de conseil ou de comité.

Si les comités consultatifs sont couverts par la Loi, le paragraphe (1) (d) devient essentiel pour garantir les

discussions et il est également essentiel que les membres de ces comités soient tenus de faire les déclarations appropriées, comme prévu par les subdivisions de la Loi. Et, bien entendu, cette section de la Loi traite du problème de la confidentialité.

Dans l'article 6, le comité consultatif de langue anglaise est également redondant quand le conseil n'offre pas lui-même un module scolaire de langue anglaise, puisqu'il n'aurait aucun rôle utile à jouer.

Dans le paragraphe 9 (277) (c), les effectifs devraient correspondre à des équivalences à temps plein plutôt qu'au simple nombre d'élèves inscrits.

277 (d): On se demande ce qu'une Section de langue française gèrerait, en vertu de 277 (d), paragraphes (2) et (3), puisque le conseil scolaire ne fait qu'acheter les services d'un autre conseil et que, par conséquent, il n'y a pas de module scolaire de langue française à gérer.

277 (f): La réduction du nombre total des conseillers scolaires par le nombre de membres de la section de langue française -- calculée d'après la règle 1 -- sera bien souvent contraire aux méthodes habituelles de représentation qui datent généralement de la fondation des conseils de comtés. Il y aurait besoin d'une plus grande flexibilité dans cette section.

277 (g): Etant donné les termes du paragraphe 23 (2) de la Charte canadienne des droits et libertés, les parents d'enfants inscrits dans des programmes d'immersion française pourraient se considérer éligibles comme membres de la Section de langue française du Conseil parce que leur enfant reçoit son éducation primaire ou secondaire en français. Comment pourrait-on disputer ce fait évident, même en cour? Et nous rappelons encore une fois que nous demandons que le projet de loi 75 soit amendé clairement pour exclure l'immersion française des provisions de la Loi.

277 (h):. La même difficulté rencontrée en 277 (g) s'applique au choix des personnes qualifiées pour élire un membre d'une section de langue française. Et nous sommes d'accord avec le paragraphe (c) qui stipule que les électeurs ne devraient pas jouir d'un double vote.

277 (i). La provision qui permettrait au Ministre de prescrire les domaines représentés par les membres de la section de langue française du conseil semble être en contradiction avec la provision générale de vote de cet article et avec le nouveau paragraphe 6 (a), qui sera ajouté au paragraphe 49 (1) de la Loi, et qui donne aux électeurs autant de votes qu'il y a de membres dans la section de langue française.

277 (j): Puisque les membres d'une section de langue française seront élus par vote général, le remplacement



d'un membre par élection (paragraphe (2)) pourrait s'avérer très coûteux dans une grande municipalité.

277 (k): Il pourrait être difficile de distinguer entre les questions de juridiction exclusive et celles qui dépassent la juridiction de la section de langue française. Puisque les membres de la section de langue française, à cause de la garantie minimale, risquent de ne représenter qu'un tout petit nombre d'électeurs, on pourrait leur reprocher d'avoir la même voix que les conseillers représentant de grands nombres d'électeurs et de grandes bases d'impôt dans l'établissement du taux au mille et pour toute autre question non-exclusive.

277 (l): Le processus suggéré pour l'allocation des revenus anticipés est très mécanique et peut fort bien résulter dans des inégalités et des dépenses éducatives supplémentaires. Par exemple, quand on examine les subventions accordées au Français langue première, on constate que ce financement supplémentaire est passablement généreux dans le cas des grandes écoles et des grands modules scolaires de langue française. Cependant, dans le cas des classes de français de la partie 11 et des petits programmes, ces subventions supplémentaires sont insuffisantes pour couvrir les frais encourus pour offrir des programmes où les élèves francophones des petits conseils scolaires sont subventionnés régulièrement depuis assez longtemps. C'est certainement là un problème à étudier. Les pressions qu'une telle approche pourrait exercer sur les relations entre les conseillers francophones minoritaires et les autres pourraient fort bien être préjudiciables au bon fonctionnement du système scolaire.

D'autre part, on peut supposer qu'il faudra mettre en place un système plus élaboré de comptabilité des coûts pour enregistrer séparément les revenus et les dépenses des modules scolaires de langue française, celles des unités de langue anglaise et celles des services centralisés. Ce sera vrai pour chacune des subventions -- transport, programme d'enseignement des langues d'origine, éducation spéciale, éducation permanente, besoins techniques, petites écoles, écoles mixtes, et ainsi de suite. Cela pourrait revenir très cher, particulièrement pour les petits conseils scolaires de la province.

277 (m): L'interprétation des expressions "properly provided for" et "change in circumstances or assumptions" sera difficile quand il s'agira de l'appliquer à l'allocation de revenus anticipés aux questions exclusives et non-exclusives.

277 (o): Ce paragraphe modifie les chiffres utilisés pour déterminer si un conseil qui achète des services éducatifs en français est tenu d'avoir une section de langue française, de 10% à 9 1/2% et de 300 élèves à 285. Si ce sont bien là les chiffres qu'on va utiliser, il vaudrait mieux les inscrire dans la Loi plutôt que de supposer que les conseils scolaires fournissent des chiffres inexacts.

277 (p): Ce paragraphe déclare qu'un comité de liaison peut faire des recommandations à la section de langue française sur toute question qui lui est confiée avec l'approbation du conseil. Que se passera-t-il si le conseil refuse de référer une question au comité?

277 (q): Si un Conseil ne remplit plus les conditions nécessaires au maintien d'une section de langue française, la dissolution de cette section par le Ministre devrait être obligatoire plutôt que discrétionnaire. Les mots "the Minister by order may (pourra) dissolve" devraient être remplacés par "the Minister by order shall (devra) dissolve".

277 (r): Les commentaires du document se réfèrent également aux provisions concernant les sections de langue française et les comités consultatifs de langue anglaise.

La partie 11B du projet de loi 75 concerne la gestion intérimaire de l'instruction en français et notre Association s'oppose catégoriquement à l'acquisition, par les membres du conseil de planification de l'éducation francophone qui n'ont pas été dûment élus, des mêmes pouvoirs, devoirs, droits et responsabilités qu'un membre du conseil dûment élu comme conseiller. Il est clair que ces membres d'un conseil de planification de l'éducation francophone seront élus par des électeurs qui ont déjà eu l'occasion de choisir des conseillers ou des conseillères et qui, en vertu de ce projet de loi, auront une nouvelle occasion de voter pour des gens qui auront les mêmes droits que les conseillers.

Ce double vote est totalement anti-démocratique. Bien que l'Ontario Public School Trustees' Association reconnaisse la décision de la Cour suprême de l'Ontario concernant la gestion des affaires francophones, elle ne voit pas comment cette décision pourrait justifier l'attribution aux membres d'un conseil de planification de l'éducation francophone de tous les droits accordés aux conseillers, en plus du droit de gérer au nom du conseil scolaire les modules scolaires de langue française que celui-ci a choisi d'offrir. Nous approuvons l'intention du paragraphe 277 (h) (c) selon lequel aucun électeur ne devrait jouir d'un double vote.

Dans l'article 10, nous pouvons imaginer que les énumérateurs auront des difficultés à expliquer aux citoyens de la province les implications de leur choix dans l'élection des membres de la section de langue française ou de langue anglaise et la signification des droits reconnus dans l'article 23.

M. le Président, nous serions très heureux de répondre aux questions des membres du comité, s'ils en ont.

Le Président: M. Allen?

M. Allen: Merci beaucoup, M. le Président.

Il est évident que l'Association a beaucoup réfléchi au projet de loi, qu'elle a sérieusement examiné ses diverses provisions et qu'elle a su envisager les difficultés éventuelles pour certains de ses conseils scolaires et les implications qui en résultent pour le statut des conseillers dûment élus.

En ce qui concerne vos observations sur les CCLF et les Sections de langue française pour les conseils qui achètent des services pour plus de 300 élèves francophones ou pour plus de 10% de leurs effectifs, vous semblez considérer que ces organisations n'ont aucun rôle à jouer et je suis d'accord avec vous, surtout dans le cas des CCLF. Cela m'a amené à me demander, puisque la Cour suprême -- du moins la Cour d'appel de l'Ontario -- a décrété que les parents représentés dans le projet de loi par ces organismes avaient le droit d'influencer l'éducation de leurs enfants, si cela signifiait qu'il fallait une sorte de structure pour leur permettre de s'exprimer. Etant donné qu'il semble y avoir un grand gouffre dans le projet de loi entre les CCLF et l'endroit où leurs enfants sont éduqués, il m'a semblé qu'il serait probablement utile d'instaurer un système de liaison entre ces CCLF et la Section de langue française du Conseil, qui dispense l'éducation achetée. Cela aurait au moins le mérite d'attribuer aux parents un rôle consultatif et de leur donner une voix qui pourrait être retransmise aux responsables du processus décisionnel. Et inversement, puisqu'ils seraient profondément impliqués, les parents pourraient développer un grand intérêt pour les affaires de leur propre conseil scolaire.

De votre point de vue, est-ce que cela aiderait les choses ou est-ce que cela les envenimerait?

M. Phillips: M. le Président, on voit mal comment le mécanisme suggéré permettrait aux parents d'influencer véritablement l'éducation des jeunes. Je n'y crois pas beaucoup personnellement.

Par exemple, je pense qu'une grande partie des achats sera commune aux conseils scolaires occupant le même territoire. C'est le mécanisme habituel. Et notre expérience nous apprend que ce type de communication n'existe même pas entre les conseils scolaires. La communication, la véritable interaction concernant l'éducation d'un enfant et ses parents, a tendance à se passer dans le cadre local de l'école, comme c'est le cas par exemple pour l'Association des parents et enseignants de l'Ecole publique Gabrielle Roy. Je pense qu'une organisation de ce genre constitue un mécanisme efficace d'influence sur l'éducation des enfants. Il faudrait peut-être considérer certains types de structures gouvernementales qui se rapprochent plus de ce genre de mécanisme.

M. Allen: Naturellement ce genre de liaison est couvert par le projet de loi pour les sections de langue



française, mais pas pour les CCLF. Le problème reste entier, puisque, quelle que soit la manière d'aborder la question, les parents francophones vont rester éloignés de la gestion réelle, dans le cadre des structures actuelles.

Le Président: M. Parry, vous aviez un commentaire?

M. Parry: Oui. Simplement sur l'historique de ce point particulier, M. Allen. Depuis plusieurs années, nous avons eu la Commission Mayo, puis le rapport de Mme Lalonde, puis le Livre blanc, et enfin trois lois qui nous amènent jusqu'à aujourd'hui. Le mouvement général, incluant la décision de la Cour d'Appel, a toujours été en faveur d'une forme de contrôle direct de l'éducation des francophones par les francophones.

On se demande alors pourquoi les CCLF existent encore, à une époque où un projet de loi -- celui-ci -- vise leur suppression, parce qu'ils n'étaient que consultatifs et que cela ne suffisait pas.

La difficulté, comme l'a indiqué le Président Morrow, c'est qu'il y a encore des CCLF malgré les intentions du projet de loi 75. Il faudra trouver moyen d'expliquer aux membres de la communauté et aux francophones de tout l'Ontario qu'il y aura toujours un organisme consultatif parallèlement à un projet de loi qui essaie de leur assurer le contrôle direct de leur éducation -- et les mécanismes ne sont pas simples, comme on a pu le voir. C'est précisément ce que le projet de loi essayait d'éliminer. Et vous ne l'avez pas fait. Je pense, comme nous avons tenté de le montrer, que l'occasion était propice. La Cour d'appel avait déjà donné le ton; elle avait presque établi une politique essentielle à suivre.

Le travail des législateurs et le vôtre consiste à trouver un mécanisme qui respecte les exigences de cette décision. Et vous avez encore laissé dans le projet de loi une partie consultative. Quelqu'un devra rendre compte de ce choix, qui est contredit dans le projet de loi 75, après l'avoir été dans la Loi 160 et le Livre blanc.

Est-ce que vous voyez ce que je veux dire, M. Allen?

M. Allen: Oui, très clairement. Et je pense, M. Parry, que le problème risque de persister à moins que l'on structure l'opération de manière totalement différente. Plusieurs groupes francophones sont venus me réclamer le renforcement des CCLF, mais je pense d'autre part comme vous le suggérez que, si ces organismes n'ont rien à contribuer en matière d'éducation, il sera difficile de les renforcer, puisqu'une telle décision serait vide de contenu, à moins de la replacer dans un contexte géographique différent. Il se peut qu'il n'y ait pas de solution au problème, ce qui m'amène à me demander si j'ai bien lu entre les lignes de votre document que, si la décision de la Cour d'appel continue à influencer nos délibérations et si cela ne

dérange pas outre mesure l'aisance et l'efficacité de vos opérations, vous ne seriez pas peut-être un peu plus favorables que par le passé à la notion de conseils scolaires francophones régionaux?

Mme Morrow: C'est certainement une option que nous avons discutée. Une des choses qui ont été mentionnées au moment de la décision de la Cour d'appel, c'est que celle-ci garantissait aux francophones le droit de gérer leur propre éducation, mais cela ne voulait pas nécessairement dire que le meilleur moyen de le faire était d'élire des conseillers dans les conseils scolaires.

Une des difficultés que nous avons rencontrées en examinant cette question, c'est que la nature géographique de cette province est telle qu'une solution unique ne répond pas nécessairement aux besoins de chaque communauté. Dans cette association représentant 51 conseils dans l'ensemble de la province, nous avons toutes les tailles et localités imaginables, et nous nous rendons bien compte qu'une solution unique à l'échelle de la province ne serait pas satisfaisante.

Nous examinerons attentivement la situation à Ottawa-Carleton dès qu'elle aura été étudiée. Il nous faut plus de renseignements; il y a peut-être là un modèle à suivre en matière de gestion scolaire francophone. Mais sans information complémentaire, nous ne pouvons pas dire que nous avons trouvé de solution, et encore moins pour l'ensemble de la province. Ce qu'il nous faut probablement, ce sont des solutions particulières à des situations particulières.

M. Allen: On continue à poser la question en termes de solutions pour, comme vous dites, l'ensemble de la province. Cela nous amène, bien entendu, à la question de savoir s'il faut rester ou non dans le cadre des juridictions existantes. Il est évident que l'identification d'une solution appropriée pour les élèves et parents francophones d'un conseil donné pourrait varier considérablement si on considérait brusquement une région beaucoup plus vaste et si on abandonnait les districts scolaires existants dans le domaine de la gestion scolaire.

Je sais qu'il y a beaucoup de problèmes connexes à résoudre de ce côté-là, mais si on se limite à la question de la révision des frontières existantes, permettez-moi de vous demander si la création de plus grands conseils francophones vous poserait éventuellement des problèmes de principe.

Mme. Morrow: Vous parlez de réaligner les frontières pour créer un conseil séparé homogène?

M. Allen: Si c'était viable, en termes de taille et de distribution des services éducatifs aux enfants.

Mme. Morrow: La création d'un conseil régional

francophone a certainement été envisagée comme solution par de nombreux conseillers pour leurs régions respectives. Et, comme vous le faites remarquer, il y a un tas de questions sans réponse sur le fonctionnement éventuel d'un tel conseil. En tant qu'association, nous vivons actuellement une situation intérimaire parce que nous avons déjà eu des élections en 1985, et nous aimerions voir le renforcement des CCLF, quitte à leur donner un nouveau nom si vous voulez. C'est bien entendu la solution qui a été proposée par toutes les associations de la province, c'est-à-dire que les conseils d'éducation de langue française assument la gestion de leurs unités pédagogiques de langue française, mais sans devenir conseillers, surtout pour éviter la double représentation. Cela nous donnerait jusqu'à 1988 pour analyser le rapport du comité Ottawa-Carleton et examiner d'autres solutions que nous pourrions vous présenter.

Est-ce que vous vouliez ajouter quelque chose, Ross?

M. Parry: Si je peux me permettre, M. Allen? Merci Mme la Présidente.

Encore une fois, je ne veux pas jouer les historiens sur la question des droits des francophones, que ce soit en éducation ou dans d'autres domaines, mais je crois qu'il faut retourner à l'évolution de la position de cette association, antérieurement au projet de loi 75. J'ai eu l'occasion de travailler sur des mémoires émanant de nos 51 conseils scolaires et il y a une inquiétude qui revient constamment, surtout ce mois-ci, après un examen plus approfondi du projet de loi, c'est la création d'un panel. Je ne suis pas sûr mais je crois que tous les membres le savent, un panel de conseil scolaire est ce qu'on appelle ordinairement "un conseil dans le conseil". Cela crée plusieurs problèmes locaux: des disputes qui s'éternisent et des inquiétudes qui ne sont jamais complètement dissipées. C'est pourquoi ils avaient commencé à penser qu'il vaudrait peut-être mieux qu'ils aient leur propre conseil. Mais ça ne veut pas dire qu'ils aient radicalement changé de position et qu'ils puissent dire aujourd'hui: "Oui, c'est un conseil scolaire francophone qu'il nous faut".

Le problème vient de l'existence d'un conseil dans le conseil ou d'un panel dans le panel et il ne faut pas oublier qu'au début de toute cette discussion, il devait encore y avoir -- et peut-être qu'il y aura encore -- des panels d'écoles séparées dans les conseils scolaires. On aurait donc un conseil scolaire public, avec quelques représentants des écoles séparées et un panel de langue française. Ça fait trois conseils scolaires à l'intérieur d'un seul, ce qui signifie beaucoup de conflits. Je suppose que c'est un peu comme la Législature actuellement, jusqu'à un certain point. Cela ralentit tout et les préoccupations du public restent sans réponse parce qu'il y a beaucoup d'autres besoins à satisfaire. Comme l'a dit notre Présidente, le comité va étudier soigneusement la situation d'Ottawa-Carleton.



Le Conseil scolaire du grand Toronto vient de vous présenter ce matin une proposition intéressante concernant un conseil francophone fonctionnant à l'intérieur de la fédération torontoise, et je pense que M. Phillips est bien placé pour en parler à cause de son expérience dans ce domaine. Mais les conseils ne se sentent pas encore tout à fait prêts à suivre ce mouvement et à dire: "Regardez, on est tous en faveur des conseils scolaires francophones". Mais tant que vous comprenez les raisons pour lesquelles ils s'intéresseraient à ces conseils, c'est-à-dire comme remplacement des panels... Autrement dit, la tendance a été de s'écarter des luttes internes dans le conseil. Et si les conseils francophones peuvent régler ce problème, alors ils sont prêts à s'y intéresser.

**M. Phillips:** M. le Président, je poursuivrai mes commentaires en disant que c'est là un domaine crucial qu'il faut examiner en termes de principes de base à développer et de mécanismes de base à faire fonctionner.

Par exemple, la décision de la Cour d'appel est considérée par certains comme quelque peu créative dans sa solution ou son jugement, mais d'autres diront que la Cour suprême de l'Ontario est quelquefois très créative, au moins dans la plupart de ses décisions. Si on considère la décision dans son ensemble, on constate qu'elle est bien définie dans ce sens qu'elle ne précise pas le mécanisme de gestion à adopter. Ce qui fait que la Cour suprême de l'Ontario, la Cour d'appel, ne dit pas à ce comité ou au Gouvernement ontarien: "Voici comment il faut structurer la gestion francophone".

Surimposée à tout cela se trouve la peur des ramifications si on organise les élections sur une base linguistique. Par exemple, s'il est nécessaire de créer des mécanismes gouvernementaux pour les services éducatifs en langue française en élisant certains conseillers d'après leur langue maternelle, est-ce qu'on ne pourrait pas appliquer le même principe aux conseils municipaux ou aux MP par exemple, si c'est bien là le principe inhérent?

Je ne pense pas que la Cour suprême de l'Ontario ait présenté cela comme une exigence. Je crois qu'elle a dit qu'il faut développer un mécanisme qui permette la gestion réelle de ces services éducatifs par les parents francophones.

Il y a un autre souci qui nous vient du mécanisme décrit dans le projet de loi, c'est qu'il ne développe pas vraiment de conseil à l'intérieur d'un conseil. En fait, il développe un système double comportant deux conseils, chacun gérant indépendamment les écoles de langue anglaise et celles de langue française. Les conseils travaillent conjointement dans certains domaines comme l'établissement du taux au mille, la distribution des fonds, et autres mécanismes du même genre.

C'est presque comme le Conseil scolaire du grand

Toronto, parce que la structure de base comprend le même type de conseils individuels gérant leurs propres systèmes éducatifs, mais se retrouvant pour établir en commun le taux au mille, et allouer les fonds. Je vous ferai observer, cependant, que le Conseil scolaire du grand Toronto n'est pas formé de deux conseils. Il se compose d'un assez grand nombre de conseils. Et malgré cela, il a traversé des périodes de conflit intense et de difficulté, au point d'avoir recours à la loi pour régler les problèmes. Je me réfère ici à la Loi 127.

Je crois que le mécanisme proposé dans ce projet de loi ouvre la porte aux difficultés, parce qu'il diffère de la situation actuelle où vous avez des conseils scolaires avec des représentants élus par les partisans de l'école publique et d'autres élus par les partisans de l'école séparée qui gèrent conjointement les écoles secondaires et forment un seul conseil à cet effet. Ce qu'on a ici, ce sont deux sections distinctes rassemblées dans un système à deux niveaux.

Il me semble qu'il serait préférable d'adopter un type de mécanisme qui ne mène pas à ce genre de conflit dans la distribution et l'obtention des fonds. Il se peut également que, dans leur sagesse, les membres de la Législature puissent trouver un moyen de donner aux parents francophones la gestion et le contrôle réels des écoles sans passer par ce type de système confrontationnel. Et même peut-être sans mettre en place deux systèmes électoraux basés sur la langue, à moins que vous pensiez que les MP aussi devraient avoir ce genre de système. Parce que ce ne serait qu'un genre raisonnable de...

M. Allen: M. le Président, à chaque fois qu'on s'aventure dans l'extension logique de certains principes, cela mène à une impasse. Je vais donc arrêter mes questions ici et passer aux autres membres.

Le Président: M. Knight?

M. Knight: Merci, M. le Président.

Mme Morrow, votre association a soulevé des points très intéressants qu'il serait certainement utile de discuter plus longuement. Mais je suis sûr que notre Président aimerait que je sois bref.

J'aimerais poursuivre la question des CCLF, déjà soulevée par M. Allen. J'apprécie l'historique des interventions de votre association. J'ai reçu un mémoire du Ministère hier ou avant-hier, je suppose, que j'ai passé pas mal de temps à étudier. J'ai remarqué, et vous pourrez peut-être me rassurer là-dessus, que votre association avait changé de position. Le rapport final du Committee of Trustees (comité de conseillers) au Livre blanc m'avait laissé croire -- et je sais que votre association n'était pas un partenaire direct, mais peut-être que bon nombre de vos conseils membres l'étaient -- que les CCLF devraient demeurer sous leur forme actuelle dans les conseils où

il y aura peu de francophones. On n'expliquait pas pourquoi.

Vous venez maintenant de dire le contraire et vous avez donné vos raisons. Je me demande si vous pensez qu'il faudrait peut-être laisser ouverte la possibilité d'un CCLF (qui répondrait), comme prévu par le projet de loi 75, sinon aux trois critères, du moins au dernier -- une demande par 10 francophones identifiés -- dans la mesure où on se trouverait dans la situation de solliciter des opinions sur l'instruction achetée, et s'il ne faudrait pas un jour dépasser le niveau de l'achat et de la mise en place de l'instruction en français à l'intérieur du conseil; et il se peut que ces opinions ne seraient pas exprimées sans l'existence des CCLF. [NdT: paragraphe pratiquement incompréhensible en anglais].

M. Parry: Eh bien, M. Knight, ce dont nous parlons est ordinairement connu sous le nom du Rapport Sullivan, du nom de son auteur, Marilyn Sullivan, qui est maintenant au Ministère de l'Education mais qui était à l'époque conseillère du Conseil scolaire de Niagara Sud.

Le contexte dans lequel vous avez décrit le rapport est tout à fait correct. Ce rapport émanait d'un comité créé par le Premier Ministre d'alors, W. Davis, et il affectait 19 conseils scolaires à l'époque. Le comité a travaillé assez indépendamment des associations, et son rapport, que vous avez décrit dans la dernière partie de vos commentaires, était progressif. Il se pourrait qu'un jour, grâce à une pensée progressive, une communauté qui a déjà eu un CCLF puisse voir son nombre de francophones augmenter au point de provoquer la création d'un CCLF et ensuite de panels. Absolument correct. Et je suis sûr que M. Allen s'en souviendra, parce que c'était avant les estimations du Ministère de l'Education. Il a été question de 19 conseils ayant atteint une sorte d'accord dans lequel ils se sentaient impliqués, qui n'affectait vraiment qu'eux, qui était progressif, qui couvrait tout, des conseils scolaires de langue française d'Ottawa-Carleton jusqu'aux CCLF, et qui représentait un certain progrès. Je crois que plusieurs juridictions pensaient que l'approche des CPEF, le Conseil d'éducation, proposée par l'OPSTA, était le meilleur moyen de résoudre leurs problèmes. Ottawa-Carleton restait inflexible, réclamant des conseils scolaires de langue française ou rien du tout.

Je me rends bien compte que c'est ainsi que vous décrivez les choses dans votre mémoire, mais ce que ce dernier ne dit peut-être pas, c'est que le rapport en question n'a jamais vu le jour, ni à cette époque-là, ni dans le projet de loi 75, malgré le fait qu'il représentait 19 conseils -- et vous pouvez bien imaginer le genre de réunion qu'ils ont dû avoir pour arriver à ce genre de décision. Ils pensaient tout simplement qu'une seule forme de gestion ne serait pas acceptable. Nous devions trouver un moyen de satisfaire les différents besoins des différentes communautés. Et c'est avec cette attitude progressiste que leur rapport a été soumis.



Et je dois dire, sans manquer de respect au gouvernement précédent, que le dossier n'a pas été suivi. La première loi qui a été passée après ça, vous savez, il ne s'est rien passé; tout s'est évaporé et on est revenus à une forme unique de gestion, qui est en fait ce que nous retrouvons dans ce projet de loi. Il y a un comité qui s'occupe d'Ottawa-Carleton et plusieurs autres régions ont été examinées, comme Prescott-Russell, et je suis certain que le Toronto métropolitain va bientôt être considéré sérieusement.

Donc à l'époque, le rapport correspondait aux besoins des 19 conseils participants, dans le contexte dans lequel il avait été conçu. Mais malheureusement, une fois que vous avez un consensus entre 19 conseils et que vous présentez un projet de loi qui ignore cette proposition, malgré tout le travail qu'il a fallu pour arriver à un accord, vous écœurez un tas de gens qui finissent par se désintéresser du processus. Il y avait des francophones qui n'étaient pas très contents, quelques conseils scolaires publics non plus, mais, en général, les 19 conseils étaient satisfaits. Alors je ne veux pas vous renvoyer la balle, mais je crois qu'on peut dire qu'au moment de la présentation du premier projet de loi, c'était comme si le rapport n'avait pas existé et il y a beaucoup d'espoirs qui se sont vite évanouis à cause de ça.

Est-ce que j'ai bien répondu à votre question sur notre position?

M. Knight: Vous y avez très bien répondu et, en tant que vieux joueur de base-ball, je vais attraper la balle avec mon gant pour vous dire que le projet de loi 75 avance peut-être un peu dans cette direction progressiste en incluant le maintien des CCLF pour les petits conseils scolaires.

M. Parry: Une réfutation rapide là-dessus. Encore une fois, je place le projet de loi 75 dans le contexte de leurs espoirs, de ce que sera la vraie gestion de l'éducation en langue française.

Je dois simplement rappeler au comité, et c'est quelque chose que vous allez certainement trouver si vous visitez la province, M. le Président, si ce n'est déjà fait, que le point commun que vous allez remarquer, c'est qu'il y a beaucoup d'espoirs fondés sur cette question dans toute la province. Si vous créez une situation où il y a de la place pour les CCLF, vous avez intérêt à ce que ça marche à cause des espoirs fondés là-dessus. Vous ne pouvez pas dire: "On va vous donner la gestion" et établir en même temps un système de conseils consultatifs, parce qu'il faut faire attention à ces espoirs-là. Et je pense qu'après tout ce qu'il a fallu faire pour l'adopter, trois rédactions du projet de loi, des rapports de commission, des études extensives, les gens vont dire: "Vous voulez dire que mon rôle n'est que consultatif et que je ne peux pas véritablement influencer mon conseil, le conseil acheteur, parce

qu'il n'offre pas les mêmes programmes que le conseil vendeur?". Ce serait épouvantable d'avoir ce genre d'espoir déçu après toutes les difficultés qu'on a connues jusqu'ici.

M. Knight: M. Parry, je comprends vos inquiétudes mais j'espère qu'elles s'avèreront mal fondées après la mise en vigueur de la loi 75.

M. Parry: Je l'espère aussi. Merci.

Le Président: Je crois qu'il est temps de conclure. Nous sommes en retard de 15 minutes, je pense. Alors si vous avez un bref commentaire, d'accord.

M. Allen: M. le Président, est-ce que vous allez informer le comité de la réponse du Ministre dans notre discussion des programmes d'immersion et de leur impact pour les élèves concernés sur les calculs de gestion, ou est-ce que vous préférez que je m'en charge?

Le Président: Allez-y.

M. Allen: Nous avons interrogé le Ministre et ses collaborateurs là-dessus dans une première série de discussions il y a deux jours. Devant la formulation actuelle du projet de loi, ils ont reconnu nettement le problème, tel que vous l'avez identifié tout à l'heure. Ils ont pensé qu'on pourrait le résoudre en insérant à plusieurs endroits appropriés du texte des références aux articles de la Loi qui concernent le projet de loi et ses provisions, de manière à signaler très clairement que la décision qui gouverne le reste doit être comprise dans le contexte de l'enseignement du français langue première et que, par conséquent, elle exclut les élèves d'immersion.

Quand nous avons demandé au Ministre quelles avaient été ses intentions spécifiques à ce sujet, il a répondu très clairement que son intention était de ne pas inclure les élèves d'immersion et qu'il ferait le nécessaire pour que cela soit clarifié dans le projet de loi.

Mme Morrow: Alors nous demandons en tant qu'association que le projet de loi soit modifié pour préciser très clairement que l'immersion en français est exclue. Et ce que vous dites, c'est que c'est promis.

M. Allen: Oui. Je ne pense pas qu'il y ait aucun doute là-dessus. Je crois que nous considérons tous, dans ce comité et à la Législature, que ce projet de loi concerne l'enseignement de la langue première. Il se peut qu'un élève passe entre les mailles du filet de temps en temps au moment de l'inscription, mais les programmes formels d'immersion en tant que tels n'ont rien à voir avec le projet de loi.

Le Président: Merci beaucoup.

Mme Morrow: Merci.

Le Président: Nous apprécions votre critique du projet de loi, parce qu'elle nous aidera dans le travail à suivre.

Nous allons maintenant écouter l'exposé de l'Ontario Federation of Home and School Associations. La parole est à Audrey Shaw, sa présidente, et à ses collègues.

Audrey, pourriez-vous s'il vous plaît présenter vos invités?

ONTARIO FEDERATION OF HOME AND SCHOOL ASSOCIATIONS  
(fédération ontarienne des associations de parents et enseignants)

Mme Shaw: Oui, j'ai invité aujourd'hui Mary Bawden, qui est Présidente de l'Ontario Federation of Home and School Associations et qui a préparé l'exposé que nous allons vous soumettre cet après-midi. Elle est accompagnée d'un membre de son comité, Mary Obeda, qui l'aidera à présenter l'exposé et à répondre à vos questions. Mais je voudrais d'abord vous remercier au nom de la Fédération ontarienne de nous avoir accordé le privilège de venir vous parler aujourd'hui. Merci.

Le Président: Merci.

Mme Bawden: Merci. Je suppose que je devrais vous demander si les micros fonctionnent tous les deux, ou si je devrais déplacer celui-ci pour que Marian puisse intervenir aussi?

Merci, M. le Président et membres du comité. En avril 1983, l'Ontario Federation of Home and School Associations a adopté une résolution qui recommande:

Premièrement, que le Gouvernement de l'Ontario et le Ministère de l'Education ne donnent pas suite au Rapport de la Commission interparlementaire sur la gestion des écoles élémentaires et secondaires de langue française.

Deuxièmement, que le Gouvernement de l'Ontario et le Ministère de l'Education offrent à tous les élèves des chances égales de parler couramment les deux langues.

Troisièmement, que le Gouvernement de l'Ontario et le Ministère de l'Education trouvent un moyen d'élire des conseillers de langue minoritaire qui soit démocratique et juste pour tous.

Les recommandations ci-dessus représentent la position officielle de l'Ontario Federation of Home and School Associations.

Ceci dit, le Comité exécutif de l'Ontario



Federation regrette beaucoup d'être dans l'obligation de s'opposer à la langue française plutôt qu'à la langue minoritaire, dans sa réaction au projet de loi 75. Nous comprenons que le processus peut être inversé dans le cas où l'anglais est la langue minoritaire et c'est en fait la situation des langues minoritaires qui nous préoccupe ici, par opposition à la langue française en tant que telle.

Les Home and School Associations sont convaincues qu'il faut encourager la tolérance et le respect de nos deux cultures fondatrices. Tous les élèves doivent pouvoir trouver facilement et librement l'occasion de devenir fonctionnellement bilingues.

Nos inquiétudes à l'endroit du projet de loi 75 proviennent des énormes dépenses administratives qu'il faudra encourir pour un si petit nombre d'élèves. L'inflation, combinée avec les effets des pertes d'effectifs, taxe lourdement les dollars disponibles dans le domaine de l'éducation. Il est essentiel qu'on n'utilise pas les fonds destinés à la classe pour financer les services administratifs supplémentaires nécessaires à la mise en place de la gestion des langues minoritaires.

Il est difficile de comprendre pourquoi les décisions prises par le gouvernement provincial dans le domaine de l'éducation devraient mener à tant de confusion.

Par exemple, on propose que la gestion des langues minoritaires inclue: (a) un Conseil national francophone à Ottawa-Carleton; (b) un arrangement différent pour le Toronto métropolitain; et (c) les propositions acceptées dans le reste de la province. Et, en tant que dactylo, je vous demanderai de bien vouloir remplacer "propositions acceptées" ('working proposals') par "projet de loi 75" ('Bill 75'). C'était là notre première réaction à la proposition acceptée.

D'autre part, dans le projet de loi 75, Ottawa-Carleton n'est pas exempté. Le Toronto métropolitain, oui, Ottawa-Carleton, non. Mais avec l'étude en cours sur Ottawa-Carleton, je ne sais pas très bien où cette région se situe dans le projet de loi 75.

La question du parachèvement des écoles secondaires catholiques n'est pas encore réglée. Il y a des articles dans le projet de loi 75 qui recoupent le projet de loi 30. Ils sont numérotés de manière identique, ce qui cause certains problèmes d'interprétation du texte.

Nous croyons que ce genre de décision n'est pas dans l'intérêt de tous les élèves. Il est temps d'évaluer les effets des nombreux changements qui ont été effectués pour s'assurer que les changements proposés vont assurer la meilleure éducation possible à chaque enfant.

Malgré le désaccord évident de notre fédération devant toute proposition visant la mise en place de la gestion des langues minoritaires, nous croyons qu'il est de notre devoir, vis-à-vis des enfants ontariens, de communiquer nos commentaires sur le projet de loi 75.

Et puisqu'il y a certains problèmes qui semblent apparaître un peu partout dans le projet de loi, nous avons essayé de les rassembler sous le titre, "Commentaires généraux".

Mary?

Mme Obeda: Les droits de l'article 23 de la Charte. Il faudrait inclure dans la loi la clarification des droits de l'article 23 de la Charte.

Recommandation numéro 4. Que la loi inclue une définition plus précise de ce qui constitue une preuve concrète acceptable des droits de l'article 23 de la Charte.

Nombre minimum d'élèves. Il semble incroyable que l'expression "là où le nombre d'élèves est suffisant" de la Charte canadienne des droits de l'homme, article 23, paragraphe 23 (2) (b) soit interprétée ici de manière à inclure n'importe quel enfant jouissant des droits de l'article 23.

Il ne semble y avoir aucune directive permettant aux conseils d'établir le nombre minimum d'élèves nécessaires à la création de programmes, de classes et/ou d'écoles en français.

Notre première question. Le Gouvernement de l'Ontario a-t-il l'intention de créer et de maintenir des programmes, des classes et des écoles pour un ou deux élèves placés sous la juridiction d'un conseil?

Recommandation numéro 5. Que l'on donne des directives permettant d'établir le nombre minimum d'élèves nécessaires à la création de programmes, de classes et/ou d'écoles en langue française.

Mme Bawden: Elève résident. Le paragraphe 277 (c) définit la notion "d'élève résident". Tous les élèves inscrits à un conseil sont considérés "résidents" pour le calcul du nombre de conseillers qu'il faut ajouter à un conseil.

Il semblerait aussi qu'un conseil qui achète des services éducatifs en français à un ou plusieurs autres conseils doive créer, sur proposition, un comité consultatif de langue française ou une section de langue française à partir du nombre d'élèves résidents pour lesquels on achète les services.

Les élèves "acheteurs" sont donc représentés deux fois, d'abord au conseil où ils sont inscrits, et ensuite au conseil qui finance leur éducation.

Sauf pour les autochtones, le nombre d'élèves n'intervient pas dans le choix des conseillers ou du mode de gestion. Cela est contraire au principe démocratique de représentation par population.

A ces fins seulement, il faudrait considérer comme résidents les élèves inscrits à plein temps (ou leurs équivalents) résidant dans les limites d'un conseil.

Recommandation numéro 6. Qu'un conseil fournisseur de services éducatifs ne puisse pas compter comme résidents, pour l'élection de ses conseillers, des élèves ne vivant pas dans ses limites territoriales.

Mme Obeda: Coûts administratifs. Nous nous inquiétons des énormes dépenses administratives requises pour un si petit nombre d'élèves. L'inflation, combinée aux effets des baisses d'effectifs, taxe considérablement les ressources financières actuellement disponibles en éducation.

Dans notre réponse à la "Proposal in Response to the Report of the Joint Committee on the Governance of French-Language Elementary and Secondary Schools" (proposition répondant au rapport de la commission interparlementaire sur la gestion des écoles élémentaires et secondaires de langue française), datée du 15 septembre 1983, nous évaluons à 353 000\$ les frais supplémentaires occasionnés par les salaires des conseillers, en utilisant l'ancien barème d'indemnisation des conseillers publié dans la Loi sur l'éducation, R.S.O. 1980, chapitre 120, septembre 1981, paragraphe 167 (1), appendice A.

Le coût des cadres, secrétaires, employés et traducteurs francophones et des nombreux suppléments sera astronomique.

Il est essentiel qu'on n'utilise pas les fonds destinés à la classe pour couvrir les services administratifs supplémentaires nécessaires à la mise en place de la gestion scolaire en langue minoritaire.

Recommandation numéro 7. Que le Gouvernement de l'Ontario augmente son soutien financier en éducation pour couvrir les frais supplémentaires provenant de la mise en place de la gestion scolaire en langue minoritaire, c'est-à-dire les livres, les ressources éducatives, les salaires des conseillers, les services d'interprète, et ainsi de suite.

Mme Bawden: Représentation dans les Sections de langue française. Le projet de loi 75 oblige chaque conseil offrant un module scolaire de langue française à créer une section de langue française. Le nombre de conseillers supplémentaires est fonction du nombre d'élèves résidents inscrits dans les modules scolaires de langue française du conseil.

Les propositions et les rapports qui ont précédé



le projet de loi 75 indiquaient qu'un conseil serait tenu d'ajouter une Section de langue française dès que le nombre d'élèves inscrits atteindrait 500. Le projet de loi 75 exige que tous les conseils offrant un module scolaire de langue française ait une Section de langue française.

Les propositions précédentes obligeaient également les conseils scolaires à créer un Comité consultatif de langue française quand les effectifs restaient inférieurs à 500. Le projet de loi 75 a réduit cette limite à 300 élèves.

Ces propositions vont à l'encontre des grands principes démocratiques que nous chérissons tous: représentation par population, le droit de la minorité d'être entendue et le droit de la majorité de s'imposer.

Recommandation numéro 8. Que le nombre de représentants des langues minoritaires soit déterminé à partir de la cote foncière et de la population.

Mme Obeda: Nous allons passer maintenant aux recommandations, commentaires et questions de détail, et je vous demanderai de bien vouloir noter que la pagination dont on parle ici réfère à celle du projet de loi 75, une loi modifiant la loi sur l'éducation.

Le 15 septembre 1983 le Comité exécutif de l'Ontario Federation of Home and School Associations a soumis sa réponse à la Proposal in Response to the Report of the Joint Committee on the Governance of French-Language Elementary and Secondary Schools (proposition répondant au rapport de la commission interparlementaire sur la gestion des écoles élémentaires et secondaires de langue française). Ce document faisait les recommandations suivantes:

(1) Que le nombre d'élèves requis soit maintenu au niveau établi par la Loi sur l'éducation de 1981.

(2) Que le Gouvernement trouve un moyen d'élire des conseillers de langue minoritaire qui soit démocratique et juste pour tout le monde.

(3) (a) Que le Gouvernement continue à avoir des Comités consultatifs de langue minoritaire élus.

(3) (b) Que les Comités consultatifs de langue minoritaire nomment une ou plusieurs personnes ayant les mêmes qualifications qu'un conseiller pour les représenter au Conseil scolaire.

(3) (c) Que cette (ou ces) personne(s) nommée(s) les représente(nt) au Conseil scolaire dans la même proportion que pour les conseillers indiens.

Nous sommes heureux de constater que bon nombre de

propositions du projet de loi 75 concernant les Comités consultatifs de langue française soient reliées à certaines de ces recommandations.

Mme Bawden: Maintenant que nous avons exprimé nos inquiétudes générales sur certains sujets, nous allons examiner le détail du projet de loi en essayant de ne pas trop nous répéter.

A la page 3, paragraphe 262 (2) (b), nous approuvons les qualifications requises pour être élu ou nommé à un Comité consultatif de langue française. Cependant, un conseil n'a pas le droit d'élire au comité trois membres bénéficiant des droits de l'article 23 de la Charte.

Question 2: Que se passe-t-il si un conseil n'a aucun conseiller bénéficiant des droits de l'article 23 de la Charte à nommer au Comité consultatif de langue française?

Page 4, paragraphe 268 (1) (d). Pour être conséquent avec le paragraphe 268 (1) (b), le paragraphe 268 (1) (d) devrait être amendé comme le propose la recommandation ci-dessous.

Recommandation numéro 9. Que le paragraphe 268 (1) (d) soit amendé comme suit: "Le Président du Comité ou un membre du Comité choisi par le Président du Comité pour assister à une réunion du Comité du Conseil tout entier est assujéti à la même règle de confidentialité que les membres du Conseil, quand il est discuté de questions relevant de la juridiction du Comité."

Mme Obeda: Section 11A. Elle traite de la non-exigence d'un nombre minimum d'élèves, des questions de résidence, des coûts et ainsi de suite, mais nous y avons déjà fait allusion dans nos commentaires généraux.

Page 8, paragraphe 277 (f) (1), points 1 à 5.

Le numéro 1 propose que le nombre des conseillers soit fonction du nombre d'élèves inscrits.

Le numéro 2 propose de diminuer le nombre de membres représentant la langue majoritaire.

Le numéro 3 nie le numéro 1, puisqu'il requiert un nombre minimum de conseillers, quelle que soit la proportion. Nous avons bien peur que cela continue d'affaiblir la section de langue majoritaire.

Le numéro 4 propose d'augmenter le nombre de représentants de la langue majoritaire si le nombre minimum de trois conseillers dépasse la proportion.

Il serait très grave de remplacer les conseillers de langue majoritaire par ceux de langue minoritaire.

Il est à déconseiller et peu pratique de toucher au nombre de conseillers de langue majoritaire dans la plupart des conseils. C'est particulièrement vrai lorsque les conseillers sont élus par circonscriptions que ce soit en milieu urbain ou dans des domaines géographiques particuliers comme les conseils de comtés. Enlever la représentation de la majorité pour la donner à 300 élèves est injuste et anti-démocratique.

Recommandation numéro 10. Que le paragraphe 277 (f) (1) (2) soit supprimé.

Mme Bawden: Aux pages 10, paragraphe 277 (g), et 11, paragraphe 277 (h), nous approuvons fortement les qualifications requises des conseillers et des électeurs. Le paragraphe 277 (h) (2) représente une addition utile.

Page 12, paragraphe 277 (k) (3). Cet article est difficile à comprendre. Les explications des juridictions commune et exclusive sont toutes deux ambiguës. L'étendue de la juridiction commune est trop grande. On peut s'inquiéter du pouvoir de décision des conseillers de langue minoritaire quand le principe de la représentation proportionnelle n'est pas respecté.

Page 12, paragraphe 277 (k) (4). Nous ne voyons pas la logique derrière l'attribution de domaines d'influence dans la Loi sur l'éducation aux représentants de langue minoritaire, ces pouvoirs comprenant le droit de changer l'attribution des responsabilités.

Question 3: Pourquoi attribuer des pouvoirs et des responsabilités si les sections ont le droit de changer ces responsabilités?

Mme Obeda: Page 13, paragraphe 277 (1), (3), (4) et (5). D'après notre expérience, les conseils scolaires établissent généralement leurs priorités dans les allocations de fonds au moment où ils font leurs prévisions et adoptent leur budget. Ces articles semblent inverser cette procédure. Il serait irresponsable d'obliger les conseils à augmenter leurs revenus par voie d'impôt sans justifier leurs besoins.

La liste des paragraphes 277 (1) (3) (1), (2) et (3) est très difficile à interpréter. Cette section semble établir une liste de priorités pour la distribution des fonds en éducation. Il est regrettable que les droits et les besoins éducatifs de la moyenne des enfants n'apparaissent pas dans cette liste. Nous croyons que c'est l'enfant dans la classe qui devrait avoir la priorité.

La distribution des fonds entre les deux sections d'un conseil, basée sur les effectifs quotidiens moyens, comme



exige par 277 (1), (4) et (5), est beaucoup plus acceptable.

Recommandation numéro 11. Que la toute première priorité en matière de dépenses éducatives soit la meilleure éducation possible pour chaque enfant.

Recommandation numéro 12. Que le paragraphe 277 (1) (3) soit révisé et reformulé.

Page 16, paragraphe 277 (p). Ce paragraphe prévoit la création d'un comité de liaison qui serait particulièrement utile.

Page 16, paragraphe 277 (q). Ce paragraphe prévoit la dissolution de la section française d'un conseil, dans le cas d'une baisse d'effectifs. Cependant, il faudrait remplacer le mot "may" (possibilité) par "shall" (nécessité).

Recommandation numéro 13. Que le paragraphe 277 (q) (1) soit amendé en remplaçant les mots "may dissolve" (pourra dissoudre) par "shall dissolve" (dissoudra).

Mme Bawden: Et nous arrivons à la partie 11B qui représente une provision intérimaire entre, je suppose, le début de l'année prochaine et les élections de 1988.

A la page 18, paragraphe 277 (v) (1), (1), (2) et (3). Si des conseillers pourvus des droits de l'article 23 de la Charte siègent déjà au conseil, ils peuvent tous devenir membres du Conseil de planification de l'éducation francophone s'ils en font la demande écrite.

Etant donné la distribution des pouvoirs de juridiction exclusive listés dans la partie 11A, nous avons les questions suivantes à poser:

4A. Si des conseillers élus le 12 novembre 1985 et bénéficiant des droits de l'article 23 de la Charte deviennent membres du Conseil de planification de l'éducation francophone, est-ce qu'ils auront seule juridiction sur les modules scolaires de langue française?

Question 4B. Est-ce que les conseillers qui choisissent de devenir membres du Conseil de planification de l'éducation francophone seront tous tenus d'abandonner toutes les responsabilités pour lesquelles ils ont été élus?

Et question 4C. Est-ce que les conseillers restants de langue majoritaire pourront pourvoir les postes vacants dans la section de langue majoritaire, pour que les électeurs soient représentés justement et démocratiquement?

A la page 18, paragraphe 277 (v), (1) à (4). Ce paragraphe mentionne des élections du genre CCLF pour ajouter des membres au Conseil de planification de l'éducation francophone.

Question 5A. Est-ce que ceux et celles qui seront élus au cours d'élections du genre CCLF deviendront automatiquement conseillers?

Et 5B. Est-ce qu'on leur paiera un salaire de conseiller?

Le reste de la partie 11B se rapproche beaucoup de la partie 11A, et nous avons déjà fait part de nos inquiétudes à ce sujet.

Mme Obeda: Et maintenant nos conclusions.

Les membres des associations des parents et enseignants considèrent qu'il faut encourager la tolérance et le respect de nos deux cultures fondatrices, sans pour autant adopter des vues étroites dans la société multiculturelle des années 80. L'égalité des chances doit être accessible à tous les élèves, conformément aux intentions explicites du Ministère de l'éducation.

Les projets de loi du genre 75 et 30, qui divisent les enfants à partir de leur langue et/ou de leur religion, vont à l'encontre de l'objectif concernant le multiculturalisme et inscrit dans les documents de l'OSIS de 1984: "développer l'appréciation des coutumes, cultures et croyances d'un grand nombre de groupes sociaux."

Et: "Cet objectif est lié à l'harmonie sociale et à l'enrichissement personnel. Au Canada cela inclut un certain respect pour la diversité culturelle, l'identité et l'unité nationales.

Nous pensons que le processus de décision suggéré dans les projets de loi 75 et 30 n'est pas dans l'intérêt de tous les élèves. Il est temps d'évaluer les effets des nombreux changements effectués et de s'assurer qu'ils mèneront à la meilleure éducation possible pour chaque enfant.

M. le Président, membres du comité, nous vous remercions de nous avoir invités et sommes prêts à accueillir vos questions et commentaires.

Le Président: Merci beaucoup. M. Allen?

M. Allen: M. le Président, il est évident que l'Ontario Federation of Home and School Associations a passé beaucoup de temps à étudier le projet de loi. Elle a fait de nombreuses comparaisons; elle s'est penchée sur des domaines affectés à la fois par le projet de loi 30 et par le 75 et elle a tenté d'en arriver très soigneusement à certaines positions.

Je ne veux pas essayer de répondre à toutes les questions ou à toutes les recommandations, mais je vous assure

que nous allons les examiner soigneusement et faire nos propres comparaisons. Je suis certain qu'elles vont nous aider dans le processus que nous allons bientôt entreprendre.

Il y a une chose qui me gêne un peu dans votre exposé, même si vous ne l'avez pas dit clairement. Est-ce que j'ai tort de lire entre les lignes qu'au fond vous rejetez le verdict de la Cour d'appel donnant à la population francophone de l'Ontario le droit de gérer ses propres écoles?

Mme Bawden: Ce n'est pas que nous le rejetons, mais nous croyons qu'on a tort de choisir d'autres priorités que la meilleure éducation possible pour tous les enfants. Il me semble que nous avons essayé d'exprimer cette inquiétude. Je pense que si les fonds sont illimités, on peut mettre en vigueur ce genre de proposition, mais ce ce n'est pas le cas... Nous ne voyons pas non plus l'intérêt de séparer les enfants. Ne me faites pas dire le contraire. Mais il faut faire tout notre possible pour développer l'identité et l'unité nationales mentionnées dans les objectifs de l'éducation. Et comment pouvons-nous le faire?

M. Allen: Eh bien, je suppose qu'on ne peut réaliser cette unité nationale, quelle qu'elle soit, si notre système éducatif, par exemple, comme composante de notre nation, ne traite pas également tous les élèves quant à l'accessibilité d'une bonne éducation. Nous souhaitons certainement que les gens se regroupent, travaillent ensemble, se comprennent et nous devrions encourager cela dans la mesure du possible.

Mais je crois que vous trouveriez intéressant, si ce n'est déjà fait, le travail du professeur Stacy Churchill, qui a fait beaucoup de recherche sur ce qui arrive aux petits francophones quand ils n'étudient pas dans leur langue maternelle, et dans le contexte de leur propre culture et orientation. Les résultats signalent une chute dramatique vers les niveaux de performance les plus bas et par suite vers les professions de deuxième et troisième catégorie, bien au-dessous de leur véritable compétence. Je crois que cela devrait nous faire réfléchir puisque nous nous intéressons à l'éducation. Il semblerait que sur le plan éducatif, avoir une chance égale, pouvoir étudier dans votre langue maternelle et dans un contexte dans lequel votre culture est pleinement respectée et qui est géré par votre propre communauté linguistique et culturelle, cela fait une grande différence dans la performance subséquente des élèves francophones, même dans les activités en anglais, simplement dans les aptitudes qu'ils acquièrent au cours des années et ainsi de suite. Je me permets de vous recommander cette étude parce que je crois qu'elle apporte beaucoup d'éléments utiles à la question.

Et merci beaucoup pour votre mémoire.

Le Président: Vous ne leur avez pas dit que ça fait 700 pages.



M. Allen: Il y a des résumés et des tableaux qui sont plus importants que d'autres. Et je ne pense pas que des dames courageuses comme nos invitées vont se laisser intimider par un mémoire de 700 pages, M. le Président.

Mme Bawden: J'aimerais dire que j'aime beaucoup cette expression, "le respect de l'autre". Mais il y a autre chose que je viens de découvrir aujourd'hui et que je voudrais vous signaler.

Nous avons cité ici un certain objectif tel qu'il apparaît dans le texte du Ministère et je remarque cet autre document que nous avons. J'ai reçu aujourd'hui un document qui ajoute deux parties à cet objectif, et j'aimerais que vous les connaissiez. A correspond aux autochtones, B aux peuples fondateurs, anglais et français, C au multiculturalisme, et D à l'identité et à l'unité nationales. Je ne sais pas comment le changement s'est effectué, mais nous ne le connaissions pas au moment de la préparation de notre exposé.

M. Allen: Bon, merci beaucoup.

Le Président: M. Poirier.

M. Poirier: Merci, M. le Président. Oui, vous avez beaucoup travaillé là-dessus et je suis sûr que la lecture d'un rapport de 700 pages n'est rien en comparaison.

J'étais en train de considérer votre seconde recommandation voulant que le Gouvernement de l'Ontario et le Ministère de l'éducation offrent à tous les élèves des chances égales de parler couramment les deux langues. Je suis certain que vous y croyez. Il y a beaucoup à lire entre les lignes ici, et je me demande comment vous envisagez les moyens d'atteindre ce genre de bilinguisme en Ontario.

Par exemple, si je peux me permettre d'évoquer ici mon expérience personnelle, je viens de Prescott et Russell, qui est francophone à 68%. Je viens d'une ville qui est francophone à 96%. Dans le système des écoles séparées, il y a 29 écoles dont 28 sont de langue française et une de langue anglaise. Dans le système public au niveau secondaire, il y a six écoles secondaires dont trois sont françaises et trois bilingues. Etant passés par le système français, il est évident que nous étions déjà bilingues en 3ème année, et ceci dans une communauté presque exclusivement francophone, quelque chose comme 96%. De toute évidence, il n'est pas nécessaire d'aller à une école bilingue pour être bilingue.

Et je crois qu'avec les deux langues officielles du Canada, que je ne vois nulle part ici, deux langues d'un océan à l'autre, les provisions qui s'appliqueraient aux Québécois anglophones s'appliqueraient également aux Ontariens francophones. Et je pense que les Québécois anglophones sont

très fiers d'avoir leurs propres conseils scolaires et leurs propres écoles de langue anglaise. C'est la même chose dans notre région où les enfants qui vont aux écoles de langue française ne sont jamais considérés moins bilingues, moins canadiens ou moins susceptibles de devenir bilingues que ceux qui vont dans les écoles bilingues ou de langue anglaise.

Et je me demandais, à propos des chances égales des élèves de parler couramment les deux langues, quand je regarde les régions d'origine des membres exécutifs et des membres de comités, je constate que, de toute évidence, ils ne viennent pas de régions où il y a un assez grand nombre, un nombre significatif de francophones. Je me demandais si vos enfants et vos petits-enfants sont bilingues?

Mme Bawden: Non, et je crois que c'est ça qui nous y fait penser, au moment où nos enfants atteignent l'âge de la vie active et trouvent des emplois qui pourraient fort bien se situer dans la fonction publique.

M. Poirier: C'est vrai.

Mme Bawden: S'ils n'ont pas eu l'occasion d'être bilingues, ils ne sont pas égaux aux autres. La partie 11 de la Loi sur l'éducation, telle qu'elle a été approuvée, dit que, malgré ceci, ceci et cela, peut-être, -- il y a beaucoup de "malgré" -- l'anglais sera une langue d'enseignement en sixième, septième et huitième années, je crois. Cela donne à ces enfants l'occasion de maîtriser un peu d'anglais tout en perfectionnant leur français, langue principale d'enseignement pour eux. Cette possibilité n'est pas garantie pour le groupe de langue majoritaire. D'accord, elle est offerte de différentes manières dans de nombreux conseils, mais je crois que la garantie de cette possibilité doit devenir prioritaire aux yeux du Gouvernement. On ne peut pas forcer un enfant à apprendre ni convaincre les nombreux parents qui ont des préjugés, mais il faut que la possibilité soit offerte pour le jour où ces enfants entreront dans la vie active. Il y a beaucoup d'emplois qui leur seraient refusés pour une simple raison de compétence linguistique.

M. Poirier: Mais est-ce que vous êtes d'accord avec le principe selon lequel les Franco-Ontariens devraient avoir des écoles de langue française et qu'ils pourraient gérer ces écoles?

Mme Bawden: Eh bien, encore une fois, ça revient à une question de dollars et de la somme qu'on veut bien nous accorder.

En principe, à Prescott-Russell, vous avez une grande représentation francophone dans votre conseil scolaire, n'est-ce pas?

M. Poirier: Il est presque entièrement francophone, mais le Gouvernement, dans une sage décision qui

remonte à longtemps, a décidé d'ajouter six conseillers supplémentaires de langue anglaise pour s'occuper des cinq écoles de langue anglaise du système public, dont la juridiction leur était exclusivement réservée. Les membres francophones n'ont aucune juridiction sur les écoles élémentaires de langue anglaise du système public.

Donc ils ont fait exception pour les anglophones de l'Ontario, et ce que nous essayons de faire, c'est de nous assurer que l'accès soit le même pour tous les Ontariens, qu'ils soient francophones ou anglophones. Et si les anglophones peuvent apprendre le français, puisque vous semblez vouloir que tous les enfants soient bilingues, et s'ils peuvent créer des écoles d'immersion française, alors il serait logique que les francophones eux aussi puissent avoir et gérer eux-mêmes leurs propres écoles de langue française. Ils sont tous comme ça et je vous défie de trouver un(e) seul(e) francophone qui a reçu toute son éducation en français et qui ne soit pas bilingue. Vous pouvez venir à Prescott-Russell ou partout ailleurs en Ontario où il y a des écoles françaises et visiter vous-mêmes les écoles. Ils sortent bilingues d'une école entièrement de langue française où l'anglais est enseigné comme langue seconde. Il faut insister sur le fait que ces enfants sortent bilingues, mais du système scolaire de langue française.

Donc ce qui arrive actuellement en Ontario, et ce que nous voulons garantir, c'est que les francophones y aient accès partout en Ontario. Tout comme les anglophones du Québec ont leurs propres écoles et conseils scolaires de langue anglaise. Et on peut encore devenir bilingue dans un tel système si on le veut vraiment.

Mme Bawden: Je suppose que la difficulté vient de la concentration ou de l'absence de concentration des francophones et des anglophones dans ces différentes régions, et c'est peut-être un principe qu'il faudrait appliquer plus lentement, en commençant par les grandes régions comme Prescott-Russell. Introduisez-le lentement avant de l'imposer à l'ensemble de la province.

M. Poirier: Il n'en reste pas moins qu'au moment où nous parlons, il y a une perte incroyable par assimilation, parce que les francophones de certaines régions n'ont pas accès à des écoles de langue française. Mais, bien sûr, c'est là un autre sujet.

Merci. J'apprécie tout le travail que vous avez fait et, comme l'a suggéré M. Allen, je crois que l'examen attentif des travaux de M. Churchill pourrait vous offrir une alternative à ce que vous avez vu ou suggéré ici, et je suis sûr que vous voudrez lire cette étude, étant donné votre intérêt pour le bilinguisme.

Merci beaucoup.



Le Président: Merci beaucoup.

Merci pour votre critique détaillée du projet de loi, qui nous sera utile quand nous reverrons ce dernier, clause par clause.

Et voilà, c'est tout pour aujourd'hui.

Mme Bawden: Merci, M. le Président.

Mme Shaw: Merci.

La séance a été levée à 16h28.

CA24N  
XC16  
- G 24

G-28



**STANDING COMMITTEE ON GENERAL GOVERNMENT  
BILL 75, AN ACT TO AMEND THE EDUCATION ACT  
THURSDAY, MARCH 27, 1986  
Morning Sitting**

**CHAIRMAN:** McCague, G.R. (Dufferin-Simcoe PC)

**VICE-CHAIRMAN:** Dean, G.H. (Wentworth PC)

Poirier, J. (Prescott-Russell L)

Hennessy, M. (Fort William PC)

Allen, R. (Hamilton West NDP)

Grande, T.

Guindon, L.B. (Cornwall PC)

Davis, W.

Knight, D.S. (Halton-Burlington L)

**Clerk:** Deller, D.

**Staff:** Steele, L., Researcher

**Witnesses:**

L'Association Française des conseils scolaires  
de l'Ontario:

Marion, R.

Lacroix, L.

Picknell, P.

**Simcoe County Board of Education:**

MacKenzie, W., Chairman, French-Language Governance  
Committee

Boswell, R., Director of Education

Dorion, B., French-Language Advisory Committee

**Ms Joan Doiron & Mr. Clay Derstine:**

Derstine, C.

Doiron, J.



**LEGISLATIVE ASSEMBLY OF ONTARIO**  
**STANDING COMMITTEE ON GENERAL GOVERNMENT**

**Friday, March 27, 1986**

The Committee resumed at 10:16 a.m. in Committee Room 1.

**Bill 75, An Act to Amend the Education Act  
(Continued)**

**Mr. Vice-Chairman:** The Chairman will be a little bit late, I am advised, so you will have to put up with me in the meantime. I will do my best to be as fair and as accurate as Mr. McCague always is.

We are pleased to welcome first this morning l'Association française des conseils scolaires de l'Ontario, Central Region, and the names I have here are Ronald Marion, Léopold Lacroix, and Patricia Picknell. Are those the people who are here?

**L'ASSOCIATION FRANÇAISE DES CONSEILS SCOLAIRES DE  
L'ONTARIO**

**M. Lacroix:** Yes.

**Mr. Vice-Chairman:** The floor is yours, lady and gentlemen.

**M. Lacroix:** Thank you very much, Mr. Chairman.

Monsieur le Président, messieurs les députés, mesdames et messieurs, il nous fait plaisir de vous présenter ce matin quelques commentaires et quelques résultats d'une étude qui s'est échelonnée sur plusieurs mois, comme vous pouvez le soupçonner. We have consulted all our membership, and in this area, in this Central Ontario area, our membership numbers about 120 members who are members of Roman Catholic Separate School boards, and about 10 public school boards of education.

La région s'étend d'Oshawa à Kitchener, d'est en ouest, et de Niagara à Simcoe, et nous comptons quelques 10,000 élèves francophones inscrits dans nos écoles. Vous êtes familiers avec le but de l'Association française des conseils scolaires de l'Ontario, qui est d'assurer le plein

épanouissement de la population scolaire francophone de la province d'Ontario. L'Association de la province se divise en cinq grandes régions géographiques distinctes, identifiées par leurs caractères uniques et particuliers, lesquels jouent un rôle déterminant sur le développement culturel et linguistique de la minorité francophone.

Je prends plaisir à vous présenter les membres du Comité exécutif de la région Ontario centre, et nous, mes collègues vont attirer votre attention sur certaines inquiétudes que soulèvent le projet de loi 75. A ma gauche, Madame Patricia Picknell, qui est élue au Conseil consultatif de langue française de Halton, et qui siège présentement sur ce conseil. C'est une ancienne présidente de la Région numéro 4, de la Région Ontario centre. A ma droite, monsieur Ronald Marion, qui est de Niagara-Sud, du Conseil de l'éducation de Niagara-Sud. C'est un ancien président du Conseil consultatif de langue française, ancien président du conseil scolaire, et qui a été élu récemment à la Région numéro 4 pour présider la Région numéro 4.

J'aimerais également vous souligner que notre région est très active et qu'il y a un développement et elle connaît un épanouissement important. Overall enrollment in elementary French-language schools in our area has increased by 13.9 per cent in the last four years. It has increased from 8,377 in 1982 to close to 10,000 students in 1985. It is difficult to determine some of the trends of the expansion and the development, but if there is one clear indication it is that it is on the upswing, that it is expanding rapidly, and will keep on expanding.

Mes collègues vont s'adresser à des questions particulières qui représentent des questions spécifiques, qui représentent les vues de notre région, et ces vues qui ont été obtenues après plusieurs journées d'étude -- et je dois dire ici des samedis d'étude.

Alors sans plus de préambule, j'aimerais dire que notre étude a été axée d'une façon particulière sur la formule ou l'opinion de la Cour d'appel de l'Ontario, et surtout avec cette orientation particulière qui dit qu'on devrait donner une interprétation libérale, généreuse, et large à son opinion dans l'implantation de la gestion scolaire. Je n'ai pas à rappeler l'historique; dans notre mémoire, nous faisons allusion à tout cet historique. Nous allons procéder par des thèmes d'une façon particulière, et avec votre assentiment, nous n'allons pas lire le mémoire, parce que nous voulions tout de même vous donner l'occasion de poser des questions, si vous en avez, à la suite de certaines de nos recommandations.

Alors, j'inviterais tout de suite dans le domaine particulier de la compétence exclusive Maître Ronald Marion de bien vouloir articuler un peu les orientations et les



recommandations que notre région désire vous proposer.

**Me Marion:** Merci, monsieur Lacroix.

Monsieur le Président, ayant établi le point de départ, c'est-à-dire la décision constitutionnelle, et puis ayant sans doute identifié qu'il y a peut-être des déficiences ou, sans doute, des soucis qui existent dans la division des compétences identiques et les compétences exclusives telles que décrites dans le projet de loi, nous sommes sans doute préoccupés par le fait que lorsqu'on nous donne le droit de la gestion scolaire, on ne nous donne aucun droit de contrôler les finances nécessaires pour vraiment effectivement opérer les écoles et les institutions scolaires dont on est supposé d'avoir le contrôle.

Si vous considérez que vraiment c'est un fait qu'en éducation les services qu'on rend à nos étudiants sont reliés au financement qui est à notre disposition, et que cette décision est vraiment dans le contrôle de la majorité, on croit que vraiment -- sans doute on questionne si vraiment on a donné l'interprétation nécessaire à la décision de la Cour d'appel, et est-ce qu'on a donné suite vraiment à cette décision.

Sans doute vous reconnaissez que la répartition des fonds, premièrement, qui sont prélevés par un conseil scolaire vont premièrement aux programmes spéciaux qui sont reconnus par le ministère d'éducation. Après ça, bon, bien, on remet la part pour les services centralisés au conseil scolaire, et puis à la fin on divise entre les deux sections -- c'est-à-dire la section majoritaire et la section minoritaire -- sur une base par tête d'étudiants le restant des fonds.

Surtout dans la région Ontario sud, ce qu'on a c'est des regroupements d'un petit nombre d'étudiants francophones partout dans le sud. Alors, nous et nos regroupements, qui sont petits, vont sans doute être appauvris si on considère que la seule partie des fonds qui sont prélevés qui vont nous revenir sera sur un calcul qui se fera sur le nombre d'étudiants qui font partie du conseil scolaire en question.

Maintenant, le problème, vous allez peut-être dire, sera diminué parce qu'il y a un octroi spécial qui est versé aux écoles de langue française et c'est sans doute vrai que ça peut venir en aide, mais l'octroi n'est garanti par aucun droit, et ceci nous préoccupe beaucoup.

Je dois ajouter aussi que nous avons fait le calcul à Niagara-Sud, par exemple, et puis dans notre conseil vu les coûts des services centralisés, vu l'expérience dans le passé des services qu'on a rendus à nos étudiants -- si on était pour suivre de près le projet de loi et faire la répartition des fonds tel que prescrit, on aurait une déficience, une perte d'au moins \$150,000 à \$250,000 pour l'opération des écoles de langue française. Alors, je vous souligne que c'est un -- je pense que



c'est un sujet qui est très sérieux pour nous dans le sud de l'Ontario, parce que l'expérience de Niagara-Sud n'est pas une expérience qui sera unique dans la province.

De plus, je peux vous dire qu'on considère que le projet de loi ne donne aucune garantie de ce côté, alors nous avons -- et puis on vous rappelle l'opinion de la Cour d'appel, et je cite, que "La qualité d'instruction dispensée à la minorité doit être de même qualité que celle dispensée à la majorité." Alors, nous venons à des conclusions, après avoir examiné le projet de loi, surtout sur l'item des finances, premièrement que le seul moyen ou le meilleur moyen de nous assurer notre survie, d'assurer notre opération, qu'on soit viable dans les écoles de langue française, c'est que des conseillers -- on vous recommande que des conseillers scolaires de langue minoritaire soit dotés de compétence exclusive en tout ce qui touche à l'instruction en langue française, ainsi que tout ce qui touche les établissements d'enseignement, y inclus le droit d'établir son propre budget.

Je peux vous souligner que si vous choisissez ou s'il y a des alternatives dans ce cas-là, au moins, au moins on vous recommande de considérer l'article 277 (m), alinéa (1) du projet de loi, et puis le texte anglais de l'article, je vous le lis, ou je vous souligne qu'est-ce que ça dit, et ça mentionne que, "Every board shall ensure that the matters that are within the exclusive jurisdiction and the matters that are outside the jurisdiction of the French-language section of the board are properly provided for when the board prepares and adopts its estimates, and when the board allocates its estimated revenues."

Alors, on vous souligne que le mot "properly" se trouve entièrement dans la juridiction de la majorité du conseil scolaire, et étant le cas, qu'est-ce qui nous arrive, c'est que une fois pour -- et puis le mot "properly" sans doute sera établi par la majorité qui exposent la minorité à une interprétation qui pourrait sans doute causer des difficultés. Alors, on vous recommande l'abrogation du mot "properly" à la section 277 (m) de la version anglaise du projet de loi.

De plus, pour garantir au moins l'égalité aux services qui sont requis aux écoles de langue française, pour assurer que les services rendus aux étudiants ne sont pas inférieurs, on vous recommande en plus que la loi ontarienne -- ou c'est-à-dire que le projet de loi -- qu'on ajoute une clause obligeant la majorité d'assurer que l'égalité des services soit fournie à tous les étudiants de la section minoritaire nonobstant les frais encourus.

Je change de sujet, et j'apporte votre attention aussi à l'article 277 (k) du projet de loi, et c'est celui qui traite du sujet du changement de compétence, et puis c'est un sujet que je pense que, franchement, qu'on devrait considérer



d'enlever du projet de loi l'article en question. Si vous considérez que l'article, premièrement qu'on veut donner la gestion scolaire à la minorité francophone et que c'est vraiment un droit à tous les individus de la minorité de s'assurer d'avoir la gestion de leurs écoles, et puis qu'on donne le droit à ceux qui -- aux conseillers scolaires qui sont élus après de choisir de diminuer le mandat ou le droit constitutionnelle qu'ils ont acquis, qui leur appartient. Alors, je ne pense pas que c'est logique, ou même peut-être que c'est permis, de dire -- que ça devrait être permis de laisser à un représentant d'enlever ou de soustraire un droit qui est acquis par un membre de la minorité. Alors, l'article -- on vous recommande que la section 277 (k) alinéa (4) soit retranchée en entier.

La période transitoire nous pose -- on se pose beaucoup de questions concernant la période transitoire. Lorsqu'on va à un comité consultatif, à un nouveau comité consultatif, il n'y a aucun problème, mais lorsqu'on va à une représentation garantie il y a sans doute un manque de descriptions des méthodes de transition, et puis ceci, je crois, peut être à cause des difficultés qu'on -- ou pas des difficultés nécessairement, mais sans doute de l'horaire qui était prévu pour la loi 30. Mais je vous souligne sans doute quelques questions qui doivent être adressées, la première étant sur la limite, ou quand est-ce que des élections auront lieu une fois que le projet de loi est en vigueur en Ontario. Si c'est le cas, on n'a aucune date qui est prescrite. On voit pour le comité consultatif que c'est deux mois après que le projet de loi est en vigueur. Mais dans les cas de passer d'un comité consultatif à un conseil d'éducation, ce n'est pas le cas. Alors, on vous recommande de vous adresser à cette question.

L'article 277 (v), alinéas (1) et (6), vous allez trouver qu'il y a sans doute à mon avis une erreur qui a été créée parce que lorsqu'on parle de la période de transition, à la période qui va suivre la transition, et vous voyez que l'article -- sous-section (6) -- que qu'est-ce qu'on dit -- et puis je vais vous le réciter en anglais, parce que c'est quelque chose qui sera peut-être difficile à expliquer, "If Rule 5 (and I am referring to Section 277 (v) (6)) -- if Rule 5 applies to determine the number of members of the French Language Education Council, the total number of members of the board shall be increased by the number of members equal to the difference between three members and the number of members of the French Language Education Council determined according to Rule 1." In determining according to Rule 1, for instance, Niagara South would not get more than one trustee by percentage or proportion. However, the number -- and the school board would have to grow in numbers according to subsection (6) by three minus one, which is two, and that is effectively 22, because we are 20 presently on the board. If we consider that no one on the board does consider to sit on the minority language section, the board must go from 20 to 23, not



20 to 22, as is prescribed by subsection (6); and actually, subsection (6), therefore, should refer, instead of referring to the number or to the proportion -- it should refer to the number of members presently on the board who elect to sit on the minority language section, so it should be three minus the number that elect in order to give proper effect to the growth that the board must have in order to continue its operations, because I do not think any members will give up their seats in order to make room.

L'autre commentaire que je vous fais, c'est peut-être une question qui a été sans doute discutée par de nombreux conseillers scolaires qui sont élus au conseil. Premièrement, les conseillers scolaires en existence qui sont présentement -- qui siègent au conseil ont le droit ou le mandat dans une démocratie de représenter la collectivité qui ont participé aux élections et qui ont voté. Alors, c'est à tout le monde qu'ils doivent répondre.

Le projet de loi, qui donne effet à la gestion scolaire, les place dans une position de dire, "Bon, bien, vous avez un droit linguistique ou un droit sous la Charte des droits et libertés. En conséquence, vous êtes dans une position maintenant à cause de votre droit de faire un choix, mais on vous oblige de faire ce choix." En réalité, c'est sans doute en question si on peut les obliger à mon avis de choisir, parce qu'ils ont acquis leur droit de la population et de toute la population. Alors, ils ont droit de siéger des deux côtés dans les domaines exclusifs, et puis est-ce que c'est discriminatoire de leur dire qu'ils doivent, à cause de leur héritage linguistique, siéger seulement d'un côté?

De plus, je pense que quand on parle sans doute, la réponse serait peut-être que du côté d'un conseiller scolaire qui n'a pas ce choix, lui on l'oblige de siéger d'un côté seulement, et puis sans doute il a été aussi élu par la collectivité; mais la raison qu'on limite ses droits, c'est parce qu'on donne priorité à un droit qui existe déjà, et puis c'est le droit de la population francophone de gérer ses propres écoles. Alors, son droit est subjugué à ce droit qui existe à la minorité, et c'est acceptable.

Le deuxième problème que je vois, c'est que durant la période transitoire aussi, on peut dire que la minorité n'a vraiment pas effectivement la gestion scolaire, parce que durant cette période, ils n'ont pas élu leurs propres représentants pour gérer leurs écoles. Pour une solution, je pense une solution globale, qui limite sans doute pas les droits d'aucun conseiller scolaire, aussi bien qu'il donne vraiment une gestion scolaire à la minorité, on vous recommande que des conseillers scolaires de la minorité linguistique soient ajoutés au nombre présent de conseillers scolaires siégeant au conseil durant la période transitoire. C'est-à-dire s'il y en a trois qui ont le droit de siéger du côté exclusivement minoritaire, on les



ajoute au nombre élu par la population francophone durant la période de transition.

Mon prochain commentaire s'adresse au nombre minimum des conseillers. Le livre blanc proposait quatre comme un minimum de conseillers scolaires. J'ai participé aux discussions durant le rapport Sullivan; j'étais vice-président du Conseil scolaire de Niagara-Sud, et j'étais là lorsque tous les conseils affectés -- et puis c'était Mme Sullivan en question qui était la présidente de notre conseil scolaire, et puis, c'est le rapport Sullivan qui en est sorti. Mais durant ces discussions, les conseils scolaires avaient des difficultés d'accepter qu'il y aurait possiblement un minimum de quatre conseillers scolaires francophones qui siègeraient au conseil scolaire.

La difficulté qui était prévue, c'était que les francophones qui seraient élus seraient premièrement catholiques, et puis qu'on aurait une représentation disproportionnée de catholiques sur les conseils publics. Maintenant, en vue de la loi 30, de la question du parachèvement, et puis son évolution, je crois que cette question, ou ces problèmes sont probablement solutionnés et puis qu'on se trouve maintenant à vraiment sans raison pourquoi on nous suggère aujourd'hui le nombre trois, qui était le nombre acceptable à tout le monde dans le temps à cause du problème du nombre de catholiques qui siègeraient au conseil public.

Et puis, aussi j'ai franchement certains soucis pour ou des difficultés à accepter qu'un conseil de trois personnes, par exemple, au Conseil scolaire de Niagara-Sud, vont siéger sur des matières et puis 19 vont siéger de l'autre côté sur des matières exclusives. Il me semble que cela n'a pas beaucoup de sens, et puis qu'un conseil de trois se fait facilement influencé, et puis franchement, s'il y en avait un qui partait pour la Floride ou un autre qui partait ou qui était malade, on aurait de la difficulté à opérer, à mon avis. Et puis, trois têtes, sans doute, ça ne suffit pas. Je vous recommande qu'on considère que pour faire un bon corps gouvernant, c'est-à-dire un corps qui assure les bonnes et responsables prises de décisions, qu'un minimum soit établi, et puis que vraiment cinq soit le chiffre idéal comme le chiffre minimum.

Je remets maintenant la parole à Madame Picknell, qui va s'adresser aux comités consultatifs et aux comités de liaison.

**Mme Picknell:** Merci, Ronald.

J'aimerais peut-être ajouter aux derniers commentaires de Ronald que je trouve illogique que le projet de loi reconnaisse la nécessité de six membres à un comité consultatif pour aviser un conseil, et trois membres, conseillers scolaires pour administrer les affaires

francophones. Il n'y a absolument pas de logique.

Qui m'apporte à adresser la question des comités consultatifs de langue française. Dans la région du centre de l'Ontario, c'est définitivement les francophones de ces régions qui vont demeurer en grande partie avec des comités consultatifs de langue française, vu la situation scolaire ou parce que les groupes, les francophones sont éparpillés un peu ici et là, nos écoles ont plus ou moins un aspect régional, et sûrement nos écoles secondaires desservent des régions. Moi-même, personnellement, je ne considère le projet de loi qu'une étape envers la vraie gestion, et je ne suis pas du tout heureuse de voir qu'encore là les francophones dans les régions centre Ontario en très grande partie vont demeurer comme on dit en bon français "poignés" avec des comités consultatifs de langue française qui n'ont pas de pouvoir et qui ne peuvent qu'aviser. J'en trouve encore là qu'il y a une contradiction dans le projet de loi vu que le gouvernement reconnaît le droit à la gestion, mais par contre mandate le comité consultatif de faire le travail d'accepter les responsabilités qui appartiennent vraiment aux conseillers scolaires de langue française de la langue minoritaire. Et c'est sûrement dans la région centre sud où je crois nous avons énormément de problèmes; la population francophone est jeune, les communautés de langue française sont très jeunes, et c'est sûrement en construisant, en bâtissant et en voulant préserver la langue et l'héritage que nous devrions avoir plus d'outils à notre disposition.

Le projet de loi suggère que les conseillers qui siègent aux comités consultatifs doivent avoir les qualifications de la Charte, de la section 23; encore là, on se pose des questions. S'ils reconnaissent le droit à la gestion en insistant que les conseillers aient les qualifications de la Charte, pourquoi nous laisser avec des comités consultatifs? Pourquoi pas regarder quelque chose qui serait beaucoup plus efficace pour les francophones, beaucoup plus efficace pour les élèves de langue française?

Si je prends la situation que j'ai vue présentement, je siège au comité consultatif de Halton; le comté de Halton achète l'éducation du conseil scolaire de Hamilton pour 120 étudiants, qui représentent un peu plus qu'un tiers de la population scolaire de l'Ecole secondaire Georges P. Vanier à Hamilton. Il faut dire, presque, que l'argent que nous dépensons représente presque un tiers du budget de cette école. Par contre, on n'a absolument rien à dire. Ceux qui connaissent la région savent très bien que l'orientation à Hamilton est plutôt axée sur l'industrie à cause de la situation réelle, tandis qu'à Halton, sûrement à l'est du comté, Oakville, Georgetown, et ces coins-là, l'orientation diffère, mais là encore, on dépend de la bonne volonté des membres francophones de Hamilton pour s'assurer que les choses que les parents et les élèves de chez nous veulent puissent être obtenues à Georges P. Vanier. La collaboration est excellente, mais encore là, comme tout le



monde, on veut avoir notre mot à dire, puis nous croyons que nous avons le droit, parce qu'en interprétant la décision de la Cour d'appel avec un petit peu d'imagination les structures pourront être changées pour donner la vraie gestion.

Encore en procédant, le projet de loi propose un comité de liaison, et la formation dépend encore là sur la bonne volonté du conseil. Je crois qu'un comité de liaison pourrait servir aux francophones, soit pour discuter des programmes à faire, discuter des services nécessaires, partager les coûts de ces services-là, et il y a toute une gamme de sujets-là qui pourraient être discutés, qui pourraient être échangés, et même partagés. Par contre, le projet de loi ne prévoit pas la création d'un comité de liaison entre conseillers scolaires de la minorité linguistique et CCLFs de langue française, et c'est une chose qui est essentielle dans la région centre sud; et aussi, même si le projet de loi permet la formation d'un comité de liaison, la décision relève du conseil, et encore je ne trouve pas que c'est logique. La décision devrait relever des membres francophones d'un conseil. Alors, nous vous suggérons que le comité de liaison devienne compétence exclusive.

Merci. Je vais retourner la parole à Maître Marion.

**Me Marion:** Merci, Pat.

Je repère aussi sur la question justement de -- on vous a décrit probablement des difficultés qui seraient encourues durant -- si on mettait en vigueur le projet de loi 75, bon, bien, sans doute qu'une chose qui n'avait pas été prévue, c'est un processus d'appel.

Je considère que c'est une déficience assez majeure, parce que pour les conseillers scolaires qui auront -- on ne sait jamais -- à interpréter tout ce qu'on a dit, avoir les difficultés qu'on prévoit, vous pouvez vous imaginer combien ça peut coûter pour aller toujours à la Cour d'appel pour savoir qu'est-ce qui se passe, ou qu'est-ce qui aurait dû se passer, et puis, à titre d'avocat, je peux vous dire que ça coûte assez cher. Alors, on vous recommande sans doute de considérer la création d'une commission, ou même d'utiliser la Commission des langues d'enseignement d'Ontario qui serait un forum adéquat pourvu qu'on lui donnait le pouvoir d'imposer ses décisions. Mais sans doute ça devrait être une addition au projet de loi.

La municipalité du Toronto métropolitain a déjà reçu un traitement unique dans la législation. Nous supportons complètement les recommandations et propositions faites au nom de la population francophone du Toronto métropolitain par le Conseil de planification de l'éducation francophone de la région torontoise. Nous voulions vous apporter sans doute ces commentaires concernant Toronto.

J'arrive sans doute à ma conclusion, et puis je



pense que si vous considérez aussi les droits constitutionnels déjà exprimés, la distribution géographique de la population francophone dans le sud de l'Ontario, les difficultés qui ont fait les manchettes souvent, c'est-à-dire le taux d'assimilation, la difficulté de préserver l'héritage culturel et linguistique dans le sud de l'Ontario, considérant aussi le rôle à jouer des institutions scolaires dans les communautés francophones minoritaires qui sont très petites, parfois, et sans doute nos commentaires qui traitent des difficultés qui sont posées par le projet de loi, vous allez probablement arriver à la même conclusion que nous, que pour le sud de l'Ontario -- et je crois même que probablement pour la majorité de la province d'Ontario -- une solution globale est vraiment une gestion réelle et efficace qui donne suite à la décision de la Cour d'appel ne peut vraiment être pourvue que par la création des conseils scolaires régionaux de langue française.

On vous remercie de votre attention, on serait sans doute prêt à répondre aux questions. Peut-être que monsieur Lacroix voudrait faire un commentaire avant la fin.

**M. Lacroix:** Oui. La conclusion à laquelle nous sommes arrivées dans la région, comme vient de le signaler Maître Marion, c'est la création de conseils scolaires régionaux.

Notre interprétation est la suivante: c'est que la remise de la gestion à la population française soit le contrôle de son budget, la responsabilité de prises de décisions en matières d'éducation, comprend également dans tous les cas où c'est nécessaire la définition de son territoire et de ses limites, de ses frontières, de frontières qui peuvent englober des alliances avec des conseils voisins, de définir l'aire de juridiction.

Il faut se rendre à l'évidence et d'une façon particulière à Toronto, par exemple, que les frontières des conseils scolaires, des conseils d'éducation existants n'ont pas été conçues avec l'attention particulière à une minorité francophone; elles étaient conçues pour une masse différente, la masse majoritaire. Or, si réellement on veut réfléchir et donner, accorder ce droit de gestion, il faut permettre, il faut qu'il y ait une souplesse qui permet une définition d'une région; et je pense que ce qui vous a été soumis dernièrement par le Conseil d'éducation de Metro Toronto, c'est précisément de constituer une zone scolaire, une aire scolaire qui comprendrait toutes les municipalités et qui répondrait efficacement aux besoins. Nous n'aurions qu'à rappeler, par exemple, la création d'une école à North York, d'une école secondaire. Elle n'a pas été conçue uniquement pour la municipalité de North York, mais pour héberger les étudiants qui viennent d'un peu partout.

Nous vous remercions de nous avoir donné l'occasion à la Région numéro 4 de l'Association des conseils scolaires de l'Ontario de vous présenter nos vues concertées, et

nous sommes à votre disposition pour répondre à des questions, s'il y en a. Merci, monsieur le Président.

**Mr. Vice-Chairman:** Thank you very much, monsieur Lacroix and your colleagues. I have two or three people who wish to ask questions. First, Jean Poirier.

**M. Poirier:** Merci, monsieur le Président.

Je tiens à vous féliciter. Fidèles -- je vous connais bien -- fidèles aussi à l'AFCSO, vous faites toujours une critique très intéressante. Ce que je trouve intéressant, ce que durant le texte vous soulevez des points très intéressants en ce qui a trait au projet de loi 75, et je lis votre conclusion; si je ne me trompe pas ce que vous demandez c'est de fait un conseil scolaire régional mais homogène, un conseil scolaire français, qui n'est pas couvert par le projet de loi 75.

Donc, de fait, est-ce que vous verriez -- vous parlez, bien sûr, pour votre région. Ça fait bizarre de voir une critique du projet de loi 75, mais vous demandez autre chose que le projet de loi 75, un conseil scolaire homogène régional. Remarquez bien que je vous comprends bien; vous connaissez mon appartenance égale à moi aussi.

Est-ce que vous voyez aussi ce besoin-là à l'échelle de l'Ontario ailleurs?

**M. Lacroix:** Indéniablement. Nous croyons que ces concepts peuvent s'appliquer à la largeur de la province. Vous vous souviendrez par exemple qu'au moment où il y a eu la concentration des effectifs et qu'on a procédé en Ontario à fermer des écoles rurales, les petites écoles rurales, et qu'on a fait des agglomérations plus larges pour permettre justement de dispenser une éducation qui serait beaucoup plus adaptée aux besoins de notre population, on ne peut pas offrir, par exemple, des cours et des options à une petite poignée d'étudiants parce que ça deviendrait absolument beaucoup trop coûteux.

Alors, il y a un précédent dans l'histoire du développement de l'éducation en Ontario; ça a été la constitution de concentrations scolaires qui ont permis, par exemple, l'alliance d'une municipalité urbaine d'un village avec un canton, même à la largeur du comté. Nous avons réfléchi également, nous avons établi que le conseil des écoles séparées, par exemple, a ce privilège présentement. The Metro Separate School Board englobe toute la masse des municipalités de Toronto, et ça, ça pourrait se répéter si la loi était suffisamment souple pour permettre justement de ces regroupements pour desservir, pour atteindre l'objectif de la loi, qui est celle de donner l'éducation aux francophones, de leur faciliter l'éducation, et de leur donner également quelque chose qui est raisonnable, qui se tient debout.



**M. Poirier:** Donc, si je comprends bien, moyennant l'impossibilité immédiate d'offrir un conseil scolaire homogène régional de langue française, le deuxième choix serait un projet de loi 75 qui soit modifié selon vos recommandations, et comme vous disiez, Madame Picknell, que vous ne voyez que le projet de loi 75 qu'une étape; en attendant, je présume l'exemption de vos vues dans votre conclusion.

**Me Marion:** Si je peux réagir peut-être aussi, c'est peut-être sans doute à votre discrétion de décider vraiment quelle sorte de gestion scolaire va exister; mais si on est incapable de vous démontrer les difficultés qui sont posées par la loi 75, pourquoi est-ce qu'on vous donne une solution globale? Alors, on vous a défini les difficultés avec la loi 75 afin d'arriver à une conclusion, bien, voici ce qui peut résoudre tous les problèmes.

**M. Poirier:** M'hm. Voilà. Mais c'est de là, la raison pourquoi l'Assemblée législative a décidé de tenir ces comités-là, et de là votre présentation devant nous, et je vous en remercie sincèrement. Merci, monsieur le Président.

**Mr. Vice-Chairman:** Thank you, Mr. Poirier. Mr. Hennessy.

**Mr. Hennessy:** Thank you very much for your presentation. I just -- my concern is that -- I think it is your concern, also -- the representation on the board. I find with so many committees you have -- until you get a finger on them -- some people sit on these committees day in and day out, and they have an idea; but myself, sitting on it now -- would you mean that if two or three members sat on the board, would they take care of all the problems that come before the board, or just the ones that pertain to French Canadian problems?

**Mr. Marion:** By reason of the exclusive jurisdiction that is granted to the minority-language trustees, they will in fact -- the body of three -- as is prescribed -- will have to make all decisions pertaining to the French language schools, as well as participate or be involved in the decision-making on all matters of common jurisdiction, which means that they will be sitting, practically speaking, on probably every committee constituted by the Board of Education, and then also all committees which have constituted by themselves to deal with their specific exclusive jurisdictional problems. So they are going to be spread very thin.

**Mr. Hennessy:** This committee of three would make all the decisions pertaining to French-Canadian language rights?

**Mr. Marion:** That is correct.



**Mr. Hennessy:** And what about the other 19? What would they be doing?

**Mr. Marion:** Well, the other 19 will sit -- and that is another matter, and I think that the other 19 will be sitting and dealing with their matters, which are of exclusive jurisdiction, which are the same matters of exclusive jurisdiction to the minority section.

**Mr. Hennessy:** But the three would not be involved with the other aspects?

**Mr. Marion:** Well, my perception of it is that they would come together with the other 19 for a board meeting to discuss matters of common jurisdiction. In fact, I can tell you a firsthand comment that I received, which I think exposes the virtue of protecting the minority, is that when discussing the matter of how the minority section would govern its affairs, when it was suggested that the minority section would sit alone as a body to discuss its exclusive jurisdictional matters and not presently as the boards are constituted, with the separate school trustees and the public school trustees at the same meeting, and of course the separate school trustees not exercising any decision-making power at the elementary level, that it would be separate for the matters of exclusive jurisdiction. The comment was made to me that, well, in that case the majority section might not be as generous as it otherwise might be in determining certain matters under the Act. Well, if that is the case, you are exposing the minority section to a great deal of, I think, difficult circumstances if you don't provide sufficient protection in the law.

**Mr. Hennessy:** Would you be in favour, I guess, to have all boards the same in the province of Ontario, not have something different in Ottawa than they have in the city Toronto? It would be very difficult.

**Mr. Marion:** I think that that probably would be -- the natural evolution of the issue would be that, yes, I would think so, and it would certainly be easier to govern and I can imagine easier for everyone to define what they are supposed to -- how they are supposed to operate a school board in Ontario, because I think with all the different governing bodies and what is proposed for separate school boards and so on, and now this, it is going to be an administrative nightmare or jungle in terms of determining who is to decide what. It is going to be very difficult, and I think that we are suggesting that it makes logical sense to have one solution or one board, which is a French-language board, to administer its own affairs, rather than have this merging of responsibilities at times.

**Mr. Hennessy:** Thanks for appearing, and merci bien.

**Mr. Vice-Chairman:** Thank you, Mr. Hennessy.  
Mr. Allen.

**Mr. Allen:** Merci, monsieur le Président, et bienvenue à Madame Picknell et Monsieur Lacroix, et Monsieur Marion. C'est bon de vous voir encore. J'apprécie beaucoup votre critique rigoureuse de notre projet de loi, et je pense que vous avez fait quelques points très, très nécessaires pour notre considération des amendements de ce projet de loi.

Je ne demanderai pas de questions sur tous les problèmes, peut-être que j'ai avec tous vos points, mais pour quelques points j'ai des questions.

Par exemple, vous avez fait un point un peu dramatique quand vous avez dit qu'il y aura une perte de \$150,000 pour l'éducation franco-ontarienne dans votre région, par conséquence des structures présentes des juridictions de votre conseil scolaire. Est-il possible d'expliquer ce point et préciser pour moi ce point?

**Me Marion:** Nous avons fait l'analyse du montant d'argent qui serait versé à la section minoritaire une fois que la répartition des fonds, une fois que les fonds étaient reçus, c'est-à-dire du ministère aussi bien que de la municipalité, et puis, sachant ce que ça coûte aujourd'hui pour opérer, on a comparé les deux chiffres, et il y avait un déficit d'au moins \$150,000, et moi, j'ai suggéré, et même je vous suggère, parce que mon interprétation c'est que ça serait probablement encore plus, possiblement jusqu'à \$250,000, parce que nous autres, on s'est limité à certains sujets, mais là surtout, lorsqu'on peut, ça serait peut-être encore pire si on fait une interprétation des services centralisés comme étant encore plus élevés que ceux qui avaient été prévus, qui sont présentement prévus par le conseil scolaire. Et puis, c'est une interprétation encore de la majorité et puis ça serait difficile si la majorité décide que ça coûte plus cher qu'on ne pense.

Mais on perdait \$150,000 à comparer à aujourd'hui à ce que vous nous proposez, et puis pour un conseil qui a seulement quatre écoles élémentaires à Niagara-Sud à opérer et une école secondaire, si vous perdez \$150,000, c'est beaucoup d'argent, c'est beaucoup dans le budget qui serait remis à la section minoritaire.

**Mr. Allen:** Est-ce qu'il y a la même situation pour tous les conseils scolaires dans lesquels vous avez un programme des entités francophones?

**Me Marion:** D'après ce que je sais, en discussions avec des conseillers scolaires ça serait probablement l'expérience de beaucoup de conseils scolaires, mais surtout ceux qui regroupent un petit nombre de francophones, et ça



c'est ce qui arrive beaucoup dans le sud; mais ceux qui ont, par exemple, à Ottawa, par exemple, probablement qu'Ottawa pourrait se considérer assez riche. Je ne sais pas, mais je prévois que ça c'est le cas. Mais ceux qui ont des petits -- qui regroupent des petits nombres de francophones, ça ne serait pas le cas. Probablement qu'ils seront appauvris par le projet de loi.

**Mr. Allen:** Oui, merci.

Une autre question au sujet des changements des compétences exclusives, quand vous avez fait référence ---

**Mr. Grande:** Could I have a supplementary to that question, Mr. Chairman? One very brief supplementary regarding the funding and the loss of funding?

**Mr. Vice-Chairman:** This is a supplementary to the previous question?

**Mr. Grande:** To the previous question, correct.

**Mr. Vice-Chairman:** Yes.

**Mr. Grande:** And I am just wondering as to whether you have either approached the Ministry with those figures that you got from your analysis within your particular board, and if you have, what kind of response did you receive?

**Mr. Marion:** Well, we received a polite thank you, and that was -- but we did in fact send our analysis to the Minister and pointed out the difficulties that would be encountered, and I think this is the problem that we have, is that no matter what you do -- you know, you could have two lawyers at the table and you could have two accountants, and they could probably work the numbers differently, and the Minister always likes to work it one way, and boards of education work it this way, but in any event, in this case we can tell you that there will be -- and I think it makes logical sense that where you are smaller you do not have the economies of scale, you are going to have to pay for centralized services, it is going to be more costly, and the smaller sections are bound to be in more of a losing proposition than those that have a large number of students, because it is a per-capita funding that is proposed.

In any event, we submitted it to the Minister and we got a response that -- you know, a polite response. But I think that the problem is that you cannot specify sufficient -- you have to specify something in words that imposes on the majority sufficient funding. Don't just give us a formula and tell us it's sufficient because I think that that is a dangerous proposition.



**Mr. Vice-Chairman:** Mr. Lacroix, did you have a comment?

**Mr. Lacroix:** I would, just with your permission, add a few comments. For example, in Toronto there is one large school in North York where Scarborough, for example, purchases education from North York. The same with Peel, with Oshawa-Durham. In the elementary school, to have the services, the outlay of services that are presently enjoyed in the French-language school -- for example, the establishment of a pupil-teacher ratio -- well, that is established by one formula across Metro. Then it would be extremely difficult to apply that formula to a single school. Some costs, some additional costs, are borne actually by the larger Metro, but abandoned to itself, funding would have to be larger to maintain the same level of services.

One other, for example, would be the services of a psychologist in the school. Well, to have one psychologist for one school, actually, would be a service that might not be affordable, so that there would be a need for supplementary grants, and that -- those costs are shared by the whole province, so that is really the point that we are trying to make, and I thought that this example might also elucidate the question.

**Mr. Vice-Chairman:** Thank you.

**Mr. Grande:** Is it possible that that particular analysis, that particular report that you have, you could table with this committee? It seems to me that it is a very fundamental part of the debate.

**Mr. Marion:** Certainly. We will undertake to do that.

**Mr. Vice-Chairman:** Thank you. Just before Mr. Allen resumes, ladies and gentlemen, I would like to point out that getting a late start, we have exceeded our schedule already, and I do not want to cut off anyone, but could I suggest that you make your questions and answers as succinct and brief as possible?

Thank you.

**Mr. Allen:** Monsieur le Président, oui, un bref commentaire à Monsieur Marion au sujet des changements des compétences exclusives. N'est-ce pas nécessaire d'établir au commencement un niveau des compétences pour éviter une grande lutte au commencement de ces arrangements dans lesquels le panel minoritaire lutte avec le panel majoritaire?

**Me Marion:** C'est peut-être -- ma réaction serait ceci: C'est que probablement que si on a encore la question de

majorité/minorité, une minorité qui serait dominée par la majorité encore, l'échange de compétences se fera sans doute pas nécessairement volontairement, mais se fera parce qu'on est obligé ou on veut être toujours dans les bonnes grâces de la majorité, et puis il y a un danger sans doute dans ça; alors, c'est pour ça qu'on vous propose que ça retransché, et puis plus tôt qu'on ait une commission des langues -- parce que -- en réalité, on vous dit que c'est un droit constitutionnel; on ne peut pas l'enlever à l'individu, alors vous ne pouvez pas permettre à son représentant de le faire.

Et puis, deuxièmement, il faut considérer que si on a un droit d'appel à la commission des langues, c'est pas nécessaire d'avoir un conflit, une confrontation; si on n'est pas d'accord, on peut seulement se dire, "Bon, bien, ça ne coûtera pas cher. On remet la question à la commission des langues. C'est elle qui va trancher la question, et puis on n'aura pas de conflit." C'est encore, je pense, un peu mieux.

**Mr. Allen:** Madame Picknell, à l'égard de la question FLAC, j'aime votre proposition que c'est nécessaire d'instaurer une structure additionnelle pour les FLACs, pour établir des liaisons entre les sections dans le conseil qui donne le service, et les comités FLAC d'un conseil qui achète les services. Est-ce possible de commenter brièvement sur le fonctionnement des juridictions de ce comité de liaison, et caetera?

**Mme Picknell:** Monsieur le Président, ce qui est proposé dans le projet de loi, c'est qu'un comité de liaison peut être formé, et toute question peut être référée à ce comité de liaison, et le comité de liaison peut référer des questions à la section française. Ça ne dit pas plus que ça.

J'aimerais préciser, cependant, que tant qu'à moi, le comités consultatifs devraient disparaître. Nous avons un droit de représentation garantie partout, et même parce que nous achetons des services pour nous, pour 120 élèves de Halton qui voyagent à Hamilton, je crois que nous avons droit à la représentation garantie en attendant la gestion.

Si je me sers de trois exemples qui sont contenus dans le mémoire, pour 284 étudiants si un conseil achète l'éducation, il demeure avec un comité consultatif de langue française. Si le même conseil achète l'éducation pour 286, ils auront une section française. Pourquoi la différence de deux? Est-ce que 120 ou 20 ne méritent pas les mêmes droits que 286?

Un autre exemple en regardant les changements proposés, 32 élèves dans un comté en particulier dans le sud de la province, 32 étudiants seront représentés par trois conseillers de la langue minoritaire, tandis que chez nous, 120 vont être représentés par un comité consultatif qui sert à quoi?



**Mr. Allen:** Merci.

**Mr. Vice-Chairman:** Thank you, Mr. Allen.

Mr. Grande.

**Mr. Grande:** Mr. Chairman, in the interests of time, obviously one of the questions was asked in the supplementary. The second one has to do very briefly with page 8, that the minority language trustees be additional to the present number of qualified trustees on boards during the transition period.

I am just wondering -- I am sure you are aware of some of the comments that others have made in terms of the double voting, as it is referred to. I wondered what your reaction to that would be.

**Mr. Marion:** I am not sure if by "double voting" -- I do not think anyone would have a double vote, in essence, because the board is presently constituted as is. We are talking about the period of transition, and what you could accomplish is first of all you would give a right to the members of the minority to have their representatives there, and then you would also give them -- and to decide their own matters of exclusive jurisdiction, at least; and you would have the right of these people who are presently sitting on the board to sit on that matter, which they are already elected to do, because they can sit on both sides, in essence.

So I do not think -- if you are saying that we are going to be adding to the number of votes that the francophones will have in matters of common jurisdiction for the period of transition, and that is a double vote, I am not really sure it is. In fact, that is the point that is being brought forward, because the French-language community does not think that they will have some representation and some control of their own affairs if they are not allowed to elect the people that are supposed to do it during this period of transition.

So I do not think it is a double vote at all, and they are going to be outnumbered at the board table. For instance, in Niagara South we would have a maximum of five. If three was the minimum, we would have five on one side and 19; if we had five as the minimum, we would have a maximum of seven and 19. So I do not think anybody need to worry: the will of the majority in the matters of common jurisdiction will continue to prevail.

**Mr. Grande:** Well, all I am referring to -- I am not saying to you that I am saying it; one of the presentations yesterday, as I recall, did specifically talk about the double vote, and perhaps then you could explain how you would achieve



that, the additional number of trustees from the qualified number of trustees. What would be the mechanism by which --- ?

**Mr. Marion:** Well, the mechanism is that we will have an election within two months of the promulgation of this act, and that election will be for the number that is prescribed by the statute as for the transitional period, as for the permanent period of governance, and that the number of trustees that are presently qualified to sit on both sides cannot be disqualified -- I would say constitutionally -- so they will just add themselves to both exclusive jurisdictional sections and also sit on all matters of common jurisdiction.

**Mr. Grande:** Thank you, Mr. Chairman.

**Mr. Vice-Chairman:** Mr. Guindon.

**M. Guindon:** Merci, monsieur le Président. C'est surtout pour féliciter puis remercier l'AFCSO parce que je trouve que vous avez pas mal dans votre mémoire couvert à peu près tout ce qu'il y a d'important.

Une question que je sais que mon collègue monsieur Davis a voulu poser; c'est au sujet de la création des conseils scolaires régionaux. Comment prétendez-vous être capables de desservir les petits nombres d'élèves dans les régions du nord, par exemple, dans des régions peu peuplées francophones?

**Me Marion:** Mais franchement, je n'ai pas fait d'analyse. Je ne sais pas si quelqu'un est capable d'adresser la question, mais ---

**Mme Picknell:** Je ne sais pas si je peux vraiment adresser la question dans le nord. Dans le sud, déjà comme nous avons mentionné, nous devons desservir une population régionale. Nos écoles secondaires sont considérées comme écoles régionales. Et j'imagine que c'est possible aussi dans le nord, monsieur Guindon.

En prenant comme centre l'école secondaire de langue française, déjà il y a plusieurs conseils scolaires qui achètent l'éducation du conseil qui gère l'école secondaire. Alors, en regroupant les écoles élémentaires avec l'école secondaire, on peut à ce moment-là regrouper le même nombre d'élèves qui existent présentement dans plusieurs conseils scolaires anglophones. On perd la possibilité de gérer disons les écoles où il y a une population scolaire de 4000 ou 5000, et n'ayant pas vraiment les données statistiques devant moi pour le nord, je soupçonne quand même que la même chose pourrait se produire. Si je prends l'exemple de Hamilton, chez nous l'école se trouve à Hamilton; les comtés de Halton, Waterloo, Wellington, Brant, Simcoe et Wentworth achètent l'éducation du

conseil de Hamilton pour les élèves. En regroupant tous ces conseils-là ensemble, et en formant un conseil régional de langue française, le potentiel est là. La même chose se produit dans le nord, je crois.

**Me Marion:** Peut-être que je pourrais répondre à la question avec une question: Comment allez-vous donner suite à la décision de la Cour d'appel, donner une gestion scolaire? C'est-à-dire, un pouvoir décisionnel à la minorité francophone si vous continuez avec des comités consultatifs qui n'ont absolument pas vraiment de pouvoir, et je dirais peut-être même pas d'influence, surtout si ça va arriver dans les -- justement les régions que tu viens de décrire, si vraiment tu ne leur donnes pas de pouvoir décisionnel? Nous autres, on dit la manière de le donner c'est d'avoir des petits conseils scolaires régionaux, et puis on les fera voyager pour s'exprimer. C'est tout.

**M. Guindon:** Une dernière question, monsieur le Président.

L'AEFO, je crois, va faire une recommandation que les conseils séparés soient divisés en deux paliers, soit à l'élémentaire et au secondaire. Qu'est-ce que vous en pensez? Avez-vous des remarques à faire à ce sujet-là?

**M. Lacroix:** C'est présentement ce qui existe. C'est qu'il y a une double votation, mais il va falloir si on veut constituer un conseil, et l'objectif ultime, c'est de donner -- et je pense bien l'intention du projet de loi c'est de remettre la gestion entre les mains des francophones, la gestion de l'éducation en français.

Or, de séparer les paliers ne donne absolument rien, parce qu'il y a également la continuité, et il pourrait y avoir un morcellement entre deux -- une fragmentation entre deux conseils. Si l'objectif ultime est pour répondre aux besoins, c'est un jumelage ou un assemblage sous l'égide d'un conseil homogène d'un groupe qui soit de l'école, du système des écoles séparées, et l'autre du système public, il faudrait qu'ils se retrouvent ensemble.

**M. Guindon:** Moi, c'est parce que je voulais dire que la loi 30, on peut avoir nos écoles séparées jusqu'à la treizième année, quoi? Je me demandais votre point de vue sur les écoles séparées francophones au secondaire.

**Me Marion:** Je peux peut-être vous suggérer qu'à Niagara-Sud, par exemple, on a une école secondaire publique francophone. Si on avait, par exemple, une deuxième école, c'est-à-dire une école secondaire séparée, on est tout aussi bien de fermer les portes dans les deux places, parce qu'en réalité, ce qu'on vous dit aussi, c'est que pour être capable d'opérer effectivement, on doit regrouper la population autant



que possible, et puis qu'on doit se trouver unis; et puis s'il y a une raison de s'unir, franchement, en éducation si la langue d'enseignement n'est pas uniquement importante pour réunir une population, il n'y a absolument rien en éducation qui est important, parce qu'on n'a pas besoin de regrouper personne.

**Mr. Vice-Chairman:** Well, thank you, lady and gentlemen, and the members of the committee, for giving a fairly exhaustive consideration of the presentation that has been made. We hope that what you have given us will give us a lot of thought as we proceed with the Bill.

Merci, et au revoir.

**Mr. Vice-Chairman:** The next group on the schedule is the Simcoe County Board of Education. If you are present, we welcome you to come to the desk. Forgive us our being a little bit behind schedule, but I think you can understand why, because we got a late start.

Welcome, lady and gentlemen. The floor is yours for your half-hour period. We hope we can accommodate you in that time and we welcome you to introduce yourselves and proceed.

#### **SIMCOE COUNTY BOARD OF EDUCATION**

**Ms MacKenzie:** Thank you, Mr. Chairman.

My name is Wendy MacKenzie and I am Chairman of the French-Language Governance Committee examining the Bill. Mr. Richard Boswell is the Director of Education for the Simcoe County Board of Education, and on my left is Mr. Basile Dorion, who is a member of the French-language Advisory Committee.

We would like to thank you for the opportunity of presenting our brief to your committee this morning.

The Simcoe County Board of Education recognizes the intention of the Government of Ontario to provide for the French-speaking citizens of Ontario a greater degree of control over educational matters affecting their children. In general, the Board supports the notion of self-governance but it has a number of concerns related to the proposed legislation in its application to Simcoe County. The Board appreciates the opportunity to appear before the Committee of the Legislature in order to express its views on Bill 75.

Some background information of Simcoe County's educational system. The Simcoe County Board of Education provides education for approximately 40,000 students over quite a large geographical area. Educational services are provided to about 950 French-language students in the following ways.



The schools that are operated by the Simcoe County Board of Education are: Ecole publique St. Joseph, which is a K to 8 school, and it has 542 students in it. Ecole secondaire Le Caron is a secondary school, of course, and it has 159 students in it. Ecole secondaire Penetanguishene is a mixed French-English school, and there are 167 students in that school.

We also purchase services from Canadian Forces Base Borden in the Barrie area, and from the Separate School Board in Barrie and Orillia, and there are 126 students involved in those two schools.

The schools operated by the Board are located in Penetanguishene, which is predominantly a Roman Catholic community with a strong and long-established French-language heritage. At present, all secondary (by programs) in Penetanguishene are administered by the public school board and a substantial portion of Roman Catholic families have chosen to enrol their children in the public elementary schools. But with the imminent implementation of Bill 30, it is uncertain whether this arrangement, of course, will be continued.

In addition to the schools operated by the Simcoe County Board of Education, the Simcoe County Roman Catholic Separate School Board operates a number of elementary French-language schools.

In the Penetanguishene area there are three: Ecole St. Louis with 185, Ecole St. Croix with 155, and Ecole Martyrs Canadiens which has 144.

In the Barrie area there is Ecole Frère André which has 275 students, and in the Orillia area, there is Ecole Saint Bernard which has 171, making a total of 930 students under the Separate School Board.

The school governance in Penetanguishene is rather unique. There is one public school board, the Simcoe County Board of Education, which operates one elementary English-language school, one elementary French-language school, one mixed secondary school and one French-language secondary school.

There is also the Roman Catholic Separate School Board, which operates one elementary English-language school, one elementary French-language school.

There is also a third board, the Protestant Separate Board, which operates one elementary English-language school. I think rather a unique situation in the Province of Ontario.

As far as the governance of French-language education, the French-language School Board, the Board's response to the initial government proposals for French-language governance was that it supported the establishment of a French-language school board to govern all French-language educational services in Simcoe County. This remains the preferred position of our Board. With the exception of a minority of students from the English-speaking, non-Roman Catholic families, the students in Simcoe County French-language schools share a common heritage of language and religion. The Board believes that the interests of all these students would be best met through a single governing body rather than through the administration of two distinct school boards. The Board strongly endorses, therefore, the establishment of a French-language school board for Simcoe County at the earliest time.

While the total numbers of students in such an organization would be marginally less than 2000, there are several school boards in Ontario where the total school enrolment is not dissimilar. The Board is aware of many of the problems that would be associated with the formation of a French-language board, but it feels that these are not greater than those which the two established boards in Simcoe County will face in implementing the proposed legislation. An autonomous French-language board would provide fully that which the Government professes to promote -- control by French-language citizens over their own educational facilities and programs, along with a level of accountability and responsibility that cannot be matched through the proposed legislation.

We would like to make some comments on the provision of the proposed legislation. In the event that the Government is unwilling to provide an autonomous French-language school board for Simcoe County, the Board wishes to have noted a number of concerns related to the Bill.

The first is disproportionate representation. The Bill will very likely increase by 3 the 21 trustees currently on the Board. The number of French-language students for whom the board has a responsibility represents less than 2.5 per cent of the Board's total enrolment and a lesser percentage of the Board's equalized assessment. Should the number of the French-language students decline, as it very well may, the disproportionate representation by French-language trustees would then be greater. Indeed, the Board would be required to add three trustees if it operated only a single class for French-language students.

The Board believes that the conditions set out in section 277 (d) requiring the establishment of a French-language section are extreme and impractical. A more



reasonable approach would be to continue the provision of a French Language Advisory Committee where the enrolment of French-language pupils in instructional units operated by a board is small or proportionately low. It is not reasonable, in the Board's view, to require a French-language section where the proportion of French-language students is less than 10 per cent of the resident pupils. Furthermore, the Board is unable to see the necessity of creating a French-language section where a Board purchases fully its French-language services from another Board, and recommends that this requirement be withdrawn.

Addressing the governance and funding. The Bill transfers to the French-language section substantial jurisdiction over French-language instructional units, including staffing and salary matters. As well, certain funds are to be made available to the French-language section, but the mechanism for doing this is quite unclear. What does appear clear is that school boards will be required to provide funds adequate for matters within the exclusive jurisdiction of the French-language section, 227 (m). It appears, therefore, that the authority for decision-making will be vested in the French-language section, while financial accountability will be left with the school board.

The Board cannot accept this situation and feels strongly that if the Government wishes to provide a measure of educational self-governance to the province's French-language community, it must ensure that the appropriate mechanisms are in place to provide financial restraints and accountability. The Board cannot accept that its French-language section should be free to act without clearly defined budgetary limits, and it strongly recommends a thorough examination of the section of the Bill related to the division of funds.

Secondly, the Bill appears to grant to the French-language section the right to undertake collective bargaining with teachers in French-language schools. In addition to the concern expressed with regard to financial matters, the Board is concerned that separate collective bargaining processes could provide different pay scales and working conditions for groups of teachers within the same school system and, in the case of a mixed school, within the same school. We have that situation in the Penetanguishene secondary school, which is a mixed school.

This is not acceptable to the Board, which believes that collective bargaining for all employees under its jurisdiction is best left for the consideration of the full board.

Thirdly, the Bill provides for the election of French-language section trustees by electors who must have Charter 23 rights. There is no requirement that a parent who has a child enrolled in a French-language school be a



French-language elector, nor is there any requirement for a minimum number of electors to elect a French-language section. The Board feels that an inordinate amount of responsibility will be vested in a triumvirate of French-language trustees for whom a clearly established electoral base seems to be of insignificant importance. In fact, the additional French-language trustees elected on the basis of disproportionate representation and charged with voting on budgetary items, both within their area of exclusive jurisdiction and on a substantial portion of the Board's estimates for centralized services, would bear virtually no accountability to the ratepayers for amounts raised through local levy. Therefore, in the Board's view, they should not be granted the same powers, rights, duties and responsibilities as other members of the Board who are completely accountable to their constituents.

The Board believes that there is sufficient concern with regard to matters of jurisdiction and finance to require a very thorough review of these sections of the Bill. Negligence in refining the mechanisms in the areas mentioned virtually guarantee that sensitive issues will become contentious and acrimonious. The Board wishes to state again its belief that the Government can best provide for equal measures of autonomy and accountability in French-language educational governance by establishing distinct French-language school boards.

To address the interim governance, for Simcoe County the Board will require the election of a three-member French Language Education Council effective January 1, 1987. The implementation of the jurisdictional provisions of the Bill will similarly be effected from January 1, 1987.

The Board, in addition to its expressed concerns related to the jurisdictional provisions, believes that implementation in January, 1987 is both uncommonly hasty and imprudent. There are sufficient difficulties with the mechanics and interpretation of the legislation to warrant deletion completely of the provisions for interim governance. In adopting the proposed legislation in mid-1986, the Government would provide for school boards an unreasonably short time in which to interpret the legislation, effect changes in budget and management procedures, and to conduct an awareness program for those whom the legislation will affect. And I am sure that the awareness program will be conducted by boards of education. I cannot imagine any other body taking on the onus to do that. In addition, the Board anticipates that it would be required to deal with legislation arising from Bill 30 and the effects of extended funding to separate school boards.

The Board most strongly recommends, therefore, that the effective date of any legislation which might be adopted be delayed until the municipal elections of 1988, and

that in the interim the Government determine ways in which it can better provide for the governance of French-language schools in Simcoe County than those set out in Bill 75.

Again, I thank you for the opportunity for our Board to present and I think Mr. Basile Dorion would like to present the views of the French Language Advisory Committee.

**Mr. Vice-Chairman:** Thank you. Mr. Dorion?

**Mr. Dorion:** Thank you very much, Mr. Chairman, for giving us the opportunity to present our short brief.

Premièrement, nous sommes très heureux de constater que la loi 75 donne aux francophones un certain droit de gérance sur leurs écoles. Cependant, nous considérons cette loi comme une étape transitoire à l'obtention de nos conseils scolaires homogènes. Nous demandons donc qu'une étude soit entreprise et terminée dans un délai ne dépassant pas le mois d'octobre 1986, ayant comme but l'implantation d'un conseil scolaire homogène dans le comté de Simcoe et qu'un tel conseil soit mis sur pied pour les élections de novembre 1988. Ce projet pourrait servir de projet pilote pour une région de moins de 2000 élèves.

Quand je dis "une étude", ça peut aussi prendre la forme d'une commission du genre de ce qui est arrivé à Ottawa/Carleton.

Deuxièmement, nous demandons que la langue de fonctionnement du CELF soit le français.

Troisièmement, nous suggérons que tous les membres du CELF soient élus, et qu'ils soient au nombre de 5 minimum afin de faciliter la prise de décision.

Que tous les CELF soient remplacés par des CELF sans distinction de 300 minimum.

Que les responsabilités financières et les proportions budgétaires de la section française et anglaise du conseil scolaire soient identifiés avant la formation du CELF et ce dès septembre 1986 -- et ceci est afin d'éviter des surprises à la dernière minute.

Nous sommes en accord avec le principe de la compétence exclusive telle que présentée mais nous voudrions y voir ajouter la liste des services centralisés, les considérant exclusifs jusqu'à ce qu'un accord des deux sections, soit anglaise et française, les rende communs.

Et septièmement, nous voudrions que la méthode du vote en ce qui concerne les compétences communes soit clarifiée.



Surtout la place où on voudrait mettre l'emphase dans notre bref, c'est étant donné le contexte historique du Comté de Simcoe, et surtout à Penetanguishene, nous trouvons qu'il est un bon endroit pour instaurer un conseil scolaire homogène de langue française. Nous croyons, comme le conseil scolaire, que le projet de loi 75 invite des conflits, et je crois que nous trouvons -- nous en avons eu assez de conflits; nous voudrions vivre en harmonie avec le conseil scolaire.

Merci beaucoup.

**Mr. Vice-Chairman:** Thank you. Now we are ready for questions, comments. Mr. Allen?

**Mr. Allen:** Thank you, Mr. Chairman.

I appreciate the Simcoe County Board and the Comité consultatif coming before us this morning because I think we all recognize that Simcoe County's educational structures are among the most complex in the province, and the attempt on our part to attempt to frame legislation relating to French schools governance for the whole province obviously meets its test in the most difficult situations, or does not meet it at all. So I am really pleased that you have come and made your presentation and told us what your final conclusion is with respect to your own considerations of the whole question.

Personally, I and I think my party would find your case for moving immediately to a single French board makes a great deal of sense, as I think it does in more regions of the province immediately than just Ottawa-Carleton. But yours is certainly one where it does rationalise the situation and simplify it and, I think, put the delivery of education in your County on a much more sensible basis. So I am quite happy with your proposal.

Coming to one or two of your questions with regard to Bill 75, I wonder if you could explain a little bit further for us why -- I mean you express rather vigorously your views about the lack of electoral base of the French-language section and virtually say that it is a group that is fiscally irresponsible. I know you are not talking morally at that point, but you are saying it in terms of structures. It is fiscally irresponsible the way it is set out in the Bill. Could you perhaps deal a little bit further with that problem for us in terms of the operation of the board in your case?

**Mr. Boswell:** Let me give you an example from the largest French-language elementary school in the County, which is St. Joseph in Penetanguishene. Technically, it is a French-language school serving the Francophone citizens at Penetanguishene. In fact, the history has been that a great



number of Anglophone families register their children in that school in order to become bilingual. And in the past a considerable number of the graduates from the Grade 8 program have gone on to Penetanguishene Secondary School and taken some French but have largely graduated in English.

We would doubt whether the parents of those children would identify themselves as French-language electors. In our view, they probably would remain public school electors. And we simply find it extremely difficult in the Bill to decide where the electoral base would be. There is no requirement, as we have said, that parents who elect to have their children in French-language schools are French-language electors. And it makes it very difficult in our view, then, to point to any specific group of people and say that this is a group that the French-language section of trustees will be responsible to.

**Mr. Allen:** Yes, I think we all recognize that we are dealing with a very difficult topic in that respect. All the discussion around the Charter of Rights, for example, as to who constituted the designated minority of French-language was very difficult to resolve and has been within the context of French education and delivery of French services in Ontario. It may be one of those problems we will never satisfactorily resolve and yet somehow have to find a base to work from. But we will certainly be thinking further about that.

With regard to the interim measures, I would only say that they probably affect various boards very differently. One of the problems of constructing the Bill in this respect, I think, was that there were some boards that were, by virtue of the implementation of Bill 30, should that take place as of January 1, 1987, would remove for a substantial number of boards the only significant and substantial French presence in governing the delivery of education to French children in those boards. It was pretty important to come up with some device and every device that all of us looked at, who wrestled with that question, had a problem, or several problems. And this seemed to be about the simplest way to do it but obviously it left some rather disturbing problems in its train. And I guess the question is a very subjective one, as to how far you are prepared to live with the problems of any given solution to that issue.

**Mr. Boswell:** Well, we would suggest, I suppose, that the problems with the dropping off of the separate school trustees is a problem that the Government has caused for itself in the extension of separate school funding and you ought not to further complicate the issue by implementing the interim measures that are set out in the Bill.

**Mr. Allen:** Well, I think we felt, many of us who tossed that question around, that we had resolved some of the

real complications of French governance by taking the separate trustees off the boards. What that then left was a repercussion which none of us were happy with, namely, that in places like the Carleton Board, for example, you would immediately get rid of virtually all of the French trustee representatives who would be speaking on behalf of French students. And it was to avoid the irrationality of that consequence that we then came back with this measure, which seemed to be a kind of a halfway house between the two problems. But we could go on for some time about that, Mr. Chairman. It is a difficult problem.

**Mr. Vice-Chairman:** Thank you. Mr. Hennessy?

**Mr. Hennessy:** Thank you very much for your brief. I would just like to ask, on item 3, that you suggest that all FLAC members be elected and that the lowest amount be five in order to ease decision-making. Could you explain that?

**Mr. Boswell:** I would just like to clarify that. That is the position of the Board's French Language Advisory Committee. It is not the position of the school board, and perhaps Mr. Dorion would best answer that.

**Mr. Dorion:** Well, the five minimum is for about the same reasons as the previous delegation from AFCSO who mentioned that it would be easier for the decision-making process. However, as it relates specifically to that they all be elected, is that we find that it would be against democratic principles for trustees who are elected not on a French linguistic mandate to then assume that. We feel that the only people at the moment that are elected on a linguistic basis are French Language Advisory Committees. There are no trustees. If there are, it is by accident only that they are Francophone, a geographical accident. And we feel that it would only be right that all members of these new FLACs be elected and not that individuals decide on their own, well, I am going to assume a new mandate; it should be a clear mandate from the French population.

**Mr. Hennessy:** Could I ask you a question? If a person is English-speaking, speaks French very, very well, has a French name, but their heritage is English to some extent, would they be allowed to run for the Board? Would they be considered in the English faction? How are you going to designate if a person is a French-Canadian? Do your grandfather, your mother and your father have to be French? How would you designate a Canadien français?

**Mr. Dorion:** If I may, Mr. Chairman. I think we have not been given the privilege, or whatever, to decide who will have the right to vote; I think our Canadian Constitution, and especially article 23 -- and as I understand that those who may not be of French-speaking descent as such, but have sent their kids to a French school may be allowed to vote, so I



cannot answer on what I would decide, because I do not think it would be up to us to decide that. It has already been spelled out in the Bill as such.

**Mr. Hennessy:** You see, coming from the Province of Quebec, I know people named Smith and MacDonald, and you would say that they are English background. No, they are French Canadians. And that is where there may be some problems a little later on. That is why I am asking the question now. It may be a foolish question. But, you know, a lot of people -- you cannot go by the colour of the race horse.

**Mr. Vice-Chairman:** Even if it is named Hennessy?

**Mr. Hennessy:** That is right. He could be a Scotsman. So I am just asking that question, I just thought I would ask you this because it could be a difficult one later on.

**Mr. Dorion:** If I may, Mr. Chairman, quite briefly. I think it is a very difficult one, but however, I feel that we have not discussed it as such in detail but my personal reaction to that is, I think, that the most important aspect is whether that individual considers themselves to be a Francophone, or whatever. I think that is the most important aspect of that.

**Mr. Hennessy:** That is right.

**Mr. Dorion:** If a person does not consider himself a Francophone, no matter whether his name is Dorion or Smith, I would think then he has branded himself on whichever aspect he wants to.

**Mr. Vice-Chairman:** I think that is how I understand it, too. That it is not a question in this bill of delineating whether you or I are one side or the other. We choose.

Mr. Davis?

**Mr. Davis:** I have several questions. I would like to follow up on the question that Mr. Hennessy raised because I think it is a very important question. It is certainly my understanding, and I always stand in the position of being corrected by my learned colleagues all around, that the intent of this bill is to guarantee to the Francophone of Ontario the rights that are his under the Charter. And by Francophone, I understand that to mean a person whose first language is French. Not a person whose first language is English, whose parents decide by the way, not the youngster, whose parents decide that that young child is going to have French immersion because they believe it is imperative for the youngster to be bilingual in our country for a variety of reasons, whatever they are.



And I think it is important that the Francophone community tries to help us identify what criteria we are going to employ for Francophones, because as you read that section, and the Ministry sat here, which I find, Mr. Chairman, kind of appalling, that the Ministry are aware that down the road we could have some tremendous implications because of this bill and are kind of saying we will wait till they hit us and we will deal with them.

Section 23 (1) of the Charter states: "... whose first language learned and still understood is French, or who receive their primary elementary school instruction in Canada in French." And I think that that could mean that a parent or a student who was taking French immersion could ask their board to establish the various kinds of entities that are listed in the Bill. So I really would like at some point for the Francophone community to try to address that for us as we try to deal with it. I think it is a very important issue, and I do not know how you would deal with it. I have an idea, but I am not sure it is legal.

**Mr. Vice-Chairman:** Is there a supplementary on that, Mr. Poirier, the immersion question? Mr. Poirier?

**Mr. Poirier:** Okay. I guess the Francophones would be more than willing to help you with that but if it is going to be a Constitutional matter, I think you and I know darn well who is going to have the final say. If it is something written, or omitted, or unclear in the Charter, I think it might end up going ---

**Mr. Davis:** It may go there. They may be able to clarify it by the intent of the Bill, how they word the Bill.

**Mr. Poirier:** That is right.

**Mr. Davis:** And then, of course, someone would have to challenge that, but I think we can try.

**Mr. Poirier:** I agree with you.

**Mr. Vice-Chairman:** The original question I guess was asked of the members of the Board; did you want to respond any further to that?

**Mr. Boswell:** I think it is an important point, and an interesting one, at least in Simcoe County. There are a number of Anglophone families who have registered their children in French language programs for the purpose of French immersion. Technically, they are not in French immersion programs.

Our understanding of the legislation is that as

soon as one child is registered in the French language program, they and their brothers and sisters have continuing rights in French-language education, as do their children who would follow. And in Simcoe County, where we are also required to provide transportation, even for one child, in a very large geographical area, that is a point that carries with it, I think, substantial financial implications.

**Mr. Chairman:** Mr. Poirier will follow up on that, and then Mr. Allen.

**Mr. Poirier:** Do you have norms to decide who can get into the French-language program, or do you make a distinction between the French-language program as French first language versus French immersion?

**Mr. Boswell:** Yes.

**Mr. Poirier:** You do have norms? And you have just said that there are some Anglophones who come into the French program for Francophones first language. Is that what I heard you say?

**Mr. Boswell:** You will recall that the Education Act, as constituted, I think part of Bill 119, and it could be 119, allowed the enrolment of non-French-speaking children in French-language schools. And that certainly happened to a very considerable extent in Simcoe County. I rather guess in other places in Ontario as well.

**Mr. Poirier:** Right. So you had no mechanism yourself to say 'No'.

**Mr. Boswell:** We have an admissions committee at the school and in the case where we were buying services, we have relied on the Separate School Board to determine for us whether children should be admitted or not. In fact, they have virtually admitted anyone who has applied.

**Mr. Poirier:** I see. Okay. Fair enough, thank you.

**Mr. Chairman:** Mr. Allen, in one minute or less.

**Mr. Allen:** I just wanted to make it very clear, Mr. Chairman, that on the first day when the Ministry officials were here and when the Minister was here, he made it quite clear that the intent of this legislation was not to count immersion students, students in immersion programs in the calculations that would be made for the fielding of French governance structures.

While the Bill itself does not at the moment have phrasing in it that perhaps totally covers that, it is something that we are concerned about but it is possible to put it in and



to designate the portions of the Act out of which this legislation, from which it derives. And that it makes it quite clear that we are talking about the governance of schools which are devoted to education in French as a first language and not for second-language studies of an immersion kind.

Now, incidental to that is the fact that it is possible under certain circumstances for the admissions committee of a board to admit what one would not initially describe as a first language French-speaking person. But nonetheless, under the Charter definition, which is the one that we have to operate with in terms of the nation as a whole, there are certain criteria there which cover that circumstance and which then do indeed entitle children and their brothers and sisters who have been involved in first-language-French education institutions with a kind of ongoing right.

But that is very incidental and it does not amount to the major problem that one is talking about when one talks about somehow entitling immersion students and immersion programs under this legislation. That simply will not be the case.

**Mr. Chairman:** Mr. Davis, the very last word on this issue.

**Mr. Davis:** I have a couple of questions, Mr. Chairman. I would just like to respond to my learned colleague. I heard what the Minister stated. I also heard what the officials stated. Two different stories, by the way.

**Mr. Allen:** You were not here.

**Mr. Davis:** One of the questions I have -- I would just like some clarification. I must admit that from my background I cannot remember, so I am asking. You purchase some of your French programs from the separate board. What impact do you have as a purchaser to direct that board in its French programs, your FLAC committee? Do they have any input into that purchasing board?

**Mr. Boswell:** They have none and the Separate School Board does not have a FLAC either. We are not required to under the legislation.

**Mr. Davis:** Okay. Now, my question is, then, what role will one of those entities listed in the proposed Bill 75 have for a board if the board is purchasing its French first language education from another board? I am being very honest. Will it have a role? If it does not have a role, what is the importance of having it created in a board that is purchasing? Because I can see a tremendous problem.

**Mr. Boswell:** We do not see the necessity of it



and we have mentioned this.

**Mr. Davis:** All right. Then I will try to address it in some other forum. Thank you. Thank you, Mr. Chairman.

**Mr. Vice-Chairman:** Thank you very much, Ms MacKenzie, Mr. Boswell, Mr. Dorion, for your very thought-provoking brief. Spoken from the trenches, isn't it, because you have been there in a lot of these cases? Thank you.

Our next and final delegation this morning consists of two people, I am advised by our Clerk, Ms Joan Doiron and Mr. Clay Derstine, and they are both appearing as private citizens, I am advised.

**MS JOAN DOIRON & MR. CLAY DERSTINE**

**Ms Doiron:** Thank you, Mr. Chairman.

**Mr. Vice-Chairman:** I am sorry, the name of the second person is Clay Derstine. Clay Derstine and Joan Doiron, we have it spelled correctly on the agenda, have we?

**Ms Doiron:** Yes.

**Mr. Vice-Chairman:** Do you have any copies of your brief?

**Ms Doiron:** I have actually just very recently made the arrangement to come and speak to you and I particularly want to address the document that was filed with you from the Metro Board, but I only got a copy last night and what I would like to do is just speak to some of my concerns and my personal experiences with Mr. Derstine in downtown Toronto and I will very shortly file something with you. But I could not do that because of the timeframe.

**Mr. Vice-Chairman:** Thank you, that will be helpful, although we will have a complete recorded document in any case.

**Ms Doiron:** You will have it recorded in any case, yes.

And I just wondered if I could have some idea of the time restrictions.

**Mr. Vice-Chairman:** It will be 30 minutes.

**Ms Doiron:** Thirty minutes, thank you very much.

It is rather difficult for me to know where to begin because I have been very intimately involved myself in all of the work to serve the first-language children in downtown

Toronto.

It comes as a deeply personal experience and I guess for that reason I would like to just mention that to you. I am not, as was indicated earlier, speaking for any organization although I am very much involved in many organizations involved in the last 15 years or so in the establishment of the French programs in the public system in downtown Toronto. And I really hope that your committee is making a distinction between Toronto and Metro Toronto. I always notice as we deal with this issue that we get blurred into, you know, people say Toronto and you realize that what they are really talking about is Metro Toronto.

One thing that really, really bothers me in all of this is that we seem to lose our identity as a geographical area and as a series of communities that are very, very different than the other communities in the metropolitan mix. For instance, my experience is having a child who has one French-speaking parent, and I am French-speaking to some extent but I am not of immediate French origin, as my husband is, although I had a grandmother who was French. I would not bother mentioning a personal situation like that to you except because I think that that is precisely the situation in this province with hundreds of thousands of other people. You know, that is what has happened here in Toronto.

When you look at the population of Gabrielle Roy you have les foyers mixtes, as we say. You know, over and over and over again. It is the standard thing. So when you talk about serving the Francophone population, if what you are doing is wiping out all of those people who have some French but were not permitted, as in my husband's case, to go to French schools as an Acadian in New Brunswick, if you do not start including these people then what you are serving, as has been pointed out several times already this morning, you are serving a very small population.

My effort in all of these different organizations that I have been responsible for starting up and working with in Toronto is to try to serve the maximum number of children who are affected. I think we have lost if, after all the energy and work that you are going through, to give rights to the French language population here in Ontario, if somehow or other there are fewer students in the French schools after you have gone through all this effort. And I am particularly concerned about that here in Toronto and I fear, for example, the document that was tabled with you, I guess it was even just yesterday, from the Metro Board, which has what appears to be quite an interesting and useful solution when you look at the surface, but then you say, hey, what is really going to happen here? Does this mean that we can retain what we have worked so hard to build here in downtown Toronto? Does it mean that in the end you will have more students being served? To me, that is



the fundamental criteria. If at the end of doing all this you end up with fewer students, fewer Francophone students being served, then you have lost, and it is not the right thing that you have done.

I think you need different solutions in every part of the province. And I do not think, at the same time, that here in Toronto we should somehow or other lose our identity as a board and I think that is what the proposal does, essentially, that Metro has put before you. And, as I indicated, I do want to study it much more closely and more importantly, I want to go through all my different communities -- I am the trustee for this area right here, for Queen's Park, actually, Ward 6, and the two French schools in the public system are here just a few blocks from us at Gabrielle Roy and at Jarvis, the module.

The reason that we established the module is because we noticed that systematically the Francophone students in the Toronto Board were not continuing their education in French at the high school level. They were not taking advantage of Etienne Brûlé. Now, I was the exception there. I sent my child for three years to Etienne Brûlé at an enormous personal cost to her. It is quite a journey from here. It is physically a long distance and it's psychologically an even longer distance, to take a child who has been brought up in downtown Toronto in an immigrant community and send her up to North York. I am sure most of you would know the location of that school. She did that starting at 11 years of age. And this is what I do not want to go back to. I do not want to have one high school only here in Metro Toronto to serve the French-speaking community. I want to have a lot more than that.

In fact, a few years back, I wrote an article about this and I certainly would be willing to forward it to you. It was about the 250,000 French-speaking people here in Metro Toronto. That is a fair mix of different nationalities and so on, of course. But to serve that population you would need something like 22 high schools. You only have one and a half. You have Etienne Brûlé and you have the Jarvis unit, which is serving almost 200 children.

And I would predict if we are left in the public system with just Etienne Brûlé, and I can see the Metro structure that has been proposed rationalizing that, saying, well, we have this one school, why bother having another one? What will happen is that you will virtually lose every single student at the downtown location. So you have to consider geography here, and I do not know why we in Toronto would somehow or other get less attention and concern than all the other parts of the province.

In my role as a trustee -- I have been a trustee in downtown Toronto for the last eight years, starting in 1978,



and we have repeatedly discussed and actually have passed several motions saying that we do not like the Metro structure. The reason for the Metro structure as is it defended quite strongly in the Metro brief, was to accommodate the expanding system back there, it is mentioned in the brief, some 20 years or so ago, or more. Now that system is no longer expanding, or expanding very, very little and mostly declining, so the rationale for the Metro structure is not there. And it certainly should not be imposed on something that should have a local geographical meaning.

If you look back on the research on the Francophone community here in Toronto, you will find out that 93 per cent of French-speaking children do not go to French schools. It is a terrible shame on us as politicians that this has been the case. And it continues largely to be the case. I do not get too much of a sense that too many people are concerned about it. They seem actually to be absolutely happy to discover that we only have a small French population and those are the ones that are in the school and we should not be too concerned about gathering in further students. But I disagree, naturally, and I think that that should be one of our main efforts, is to get more students, particularly taking into account their local communities and what they are parts of in terms of the geographical sense.

By way of example, right here, just a few blocks away from you there is a community that is called the Alexander Park Community, and in that community 10 per cent of those people are Francophone. I know that might be a surprise to some of you who are from other parts of the province. I have a hard time finding even one of those children who go to French schools. It is because we have not found the formula to appeal to them. And we have an enormous task to do in a very local kind of sense. We have to give a local meaning to French education right across the province and here is an ideal opportunity in a very densely populated area of the province.

I think that to not accept that obligation to increase the enrolment, and actually I think we all have to be involved in it. I think we, as trustees, and you, as Members of Parliament, need to be finding legislation that is consistent with that kind of a development and to make up for this massive assimilation which has occurred and which we have been party to.

I think I have got the statistics right. Surely the Committee has had that put in front of them. We have about 500,000 Francophone families who are still actively using French in the province now. But when you look a little more closely, you find that there is about another 500,000 who are of French heritage, who have essentially lost their language in the last decade. So we have to find some ways of getting this back.

Now I have mentioned a couple of possibilities and I would ask you to try to find legislation that will help that problem. And I am very seduced by the idea of Francophones controlling their own education system, but I think it has to be done an awful lot more carefully than this document that Metro has put before us.

I have a sense from my history as a local trustee actually, that Metro is not particularly anxious to serve its different minority communities, and the whole document just sort of reeks, if you do not mind my using that verb, of them kind of saying, oh, wonderful, we can get rid of this problem and we never have to deal with it anymore.

But, as I am sure Mr. Derstine can substantiate, what we have discovered is that the vast majority of French-speaking students in Metro Toronto will remain in the English schools unless we get a real understanding of this problem both by Ministry officials and local trustees. So nobody should somehow or other feel that they have gotten rid of this problem by the legislation. Every school board, every school trustee, every official should feel an obligation of finding that way of getting French-speaking students into their schools. And I think it is very related to the question that I know that you are dealing with in other committees, is the question of a bilingual province, of creating respect and responsibility right across the system.

**Mr. Vice-Chairman:** Excuse me for one moment. I do not want to intrude, but if Mr. Derstine is going to say anything and leave time for questioning I should ask you to wind up fairly soon.

**Ms Doiron:** I should let him speak now.

I think I have said most of what I want, but I think what I am looking for is not an abrogation of responsibility in terms of French education. I think it is something all of us need to be involved in and by whatever solution you come to, I believe that it should not somehow or other say to most trustees or most boards that they will have now no obligation. That it is over there in the corner and the vast majority of the people do not have to bother with French education.

Now, I will let Clay make his remarks and then entertain any questions you may have.

**Mr. Vice-Chairman:** Thank you. Mr. Derstine, again, if you wish to leave a little time for questioning, govern yourself accordingly.

**Mr. Derstine:** Very briefly, monsieur le président, what Joan and I have in common is that in 1970 we



decided we identified a need among people who were not necessarily Catholic and who wished to be educated French. Not necessarily persons who wanted an immersion education, but persons who had a French background, who had French in their family. And there was no way, except the route through the Separate School Board and we were not separate school supporters and for many reasons we did not want to send our kids to those schools.

And eventually, what happened was that we, by dint of getting elected, by running FLACs, by becoming trustees, by pursuing the legislation that was there, we invented the public French system, with the aid of the legislation, in Toronto that now has 750-800 children in that system. It has been imitated in Ottawa, it has been imitated in Sudbury and in London.

It has been imitated because it corresponds with a certain segment of reality in our population. French is not necessarily Catholic and English is not necessarily all the rest. So we have learned how to take a reality, a linguistic reality, and move it through the jurisdictions to give it some kind of justice within the system. And what appalls me in what is before you, and I only got it yesterday, was the submission of Metro School Board. Sir, if I had to design something, a system, that would hamstring, that is, the window dressing of a system that would hamstring Francophone needs on every level, I would design exactly what was put before you. It terrifies me.

I cannot see with the way the jurisdiction lines move from the people where there are elected persons, the two people who were appointed to this who were really probably the only trustees in a board that has no history of experience serving actual students, and in order even to begin to arrange procedures and budgets that would in the end serve the student, it would be a question of four or five years at least in terms of the experience that we have had directly working with boards, eventually full-time, both of us.

It is something that terrifies me and I think really this whole push for a special treatment for Toronto that we have seen through Bill 160 to what we have, or almost have before us now, in terms of the submissions, say, of the Metro School Board, for instance, you have this push to serve Toronto as a special situation when in fact I believe the only special way to serve Toronto is the way you are about to serve Ottawa in 1988.

If we have a French school board. This is not what is before us. It is not a school board and it is not a means whereby the French can make specific decisions about specific children with some alacrity and with some relative justice in terms of what would happen to the Anglophone kid within the same system. In a competitive way -- because what is



different from Toronto than, say, Iroquois Falls or Smooth Rock Falls, or wherever, is that we are surrounded by many facilities serving the Anglophone kid and if the Francophone system does not come up with choices that are meaningful to that child, the child will take the easier course and head off into the Anglophone system. So it makes it more complicated here, our fights are different than the fight of my friend Basile Dorion in Penetang, where there is not that manifest group of choices that will move a child away.

To finish off, monsieur le Président, what I am mostly concerned about is that there is a simple solution until we come up with how to arrange school boards that will serve the Francophones in southern Ontario, and that solution is to treat Toronto exactly like you are treating every other jurisdiction within the province. Allow for Ottawa and North York to continue looking after their own population in their own way with experienced staff in both places who the elected people can go and work with. And you have your demographers, and you have your psychologists in place and we have had a history of working with those folks. You scrap all that and you begin from the beginning and it will take you years and years before you get to something that is not eventually French school boards anyway. And by that time you are going to have to redo it again. Start off, it is very simple, begin with giving Toronto and North York the same rights as Francophones would have anywhere else.

**Mr. Vice-Chairman:** Thank you. First, Mr. Poirier.

**Mr. Poirier:** Thank you, Mr. Chairman.

I was wonder if you were here for the initial presentation of AFCSO, the central region, this morning. Were you here at that moment?

**Ms Doiron:** We just heard the end part of it.

**Mr. Derstine:** We just heard the second half.

**Mr. Poirier:** Okay. In the conclusion they were mentioning that they were recommending, in the last page in the conclusions, a regional homogeneous school board for basically the area of Metro Toronto, but as a homogeneous school board in the region. Would that, you seem to be asking, and correct me if I am wrong, for some kind of system where the Francophones manage their own thing within their own school board themselves. Is that correct?

**Mr. Derstine:** Yes, sir. I have supported for a long time what is going to happen in Ottawa-Carleton. What happened in Ottawa-Carleton came after a series of consultations over a number of years with all members of the

communities in order to come to some consensus about what would best work for the children and yes, I am for that, but it would have to come after a period of time when we would figure out how to make Ottawa-Carleton with its geographical concentration. Here, you would have to invent a school board that would work as well perhaps for Welland, and London, or Toronto and Oshawa and Hamilton. It would have to be an invention. I think it would take a certain amount of time but yes, certainly, in that direction.

**Ms Doiron:** Just on that. I do not think just the geographical proximity of Scarborough and Toronto means that Scarborough and Toronto have to have the same school board. And I think that that should also apply to French education.

If I look through the statistics on it, there are tiny little boards operating here with far fewer students than what we have in terms of even the French population. We have about 800 or so students and we hope to get many more, as I was indicating to you. But there are little boards, whole boards, like up in Penetang -- is it the Protestant school board? There are tiny little boards with only 200 students each.

Why somehow when people think of the Metro and region do they think of only one board, which really kind of is a scary proposition. Just because people are somewhat geographically closer to each other, it shouldn't abrogate their ability to relate to their local politicians and their local communities. This community in downtown Toronto with the Portuguese and Chinese community right around the corner from you is entirely different than Thornhill or something like that.

Why is it that somehow or other we cannot have our own local structures, if you agree with, and I think I agree with what Clay is saying, with the idea of independent French school boards? But I think we need to look very carefully at the regional nature of it, because we might lose what we have built. That is my main point.

But in any case, I do not want to make decisions on this before talking to the parents. And I have not had a moment even to talk to my fellow trustees, let alone the parents, who might very well take their kids out of the program. I think that is what you were saying too, Clay, isn't it?

**Mr. Vice-Chairman:** Thank you. Mr. Allen?

**Mr. Allen:** Mr. Chairman, just to pick up on that last point. Clearly one of Mr. Derstine's problems, if you like, with going small in the Toronto context, was the problem of resources in a setting in which resources are tremendously rich by provincial standards and the options and choices for students are very varied, and to subject the French community to a poverty of access by virtue of smallness could just simply



lose your population. I mean, I think that is the reality and I appreciate that point very, very much.

I wonder whether our problem is not that we keep thinking that somehow or other the identity of a local school somehow or other has to be given to it by a board, and whether it isn't possible for us to devise structures of local schools governance in such a way as to give a school in Thornhill or Scarborough or downtown Toronto a local character by virtue of the parents and teachers who operate that complex and give it local residence at the same time as you function perhaps within a larger context.

In that sense, I was wondering whether Mrs. Doiron was opposing the concept of a larger French board structure because of the problem that appeared superficially to be created in the area of local school identity.

**Ms Doiron:** Yes. I think you are probably right, but you have to remember that I have lived for over a decade now in the Metro structure and I know that there is -- traditionally what automatically happens is that Metro does not appreciate local autonomy and local structures and local meaning at all. And so you get this lost. In fact, I would think that the main thing -- there might be some way of doing what you are suggesting but it has to have written-in guarantees and it would seem to me to get ---

**Mr. Allen:** Mr. Chairman, if I may interrupt in the interests of time, I really was not referring to the Metro Board structure as it presently exists, but the issue of a homogeneous French board in the region, and then the problem of what do you want to preserve, which is local school identity and local community interest.

**Ms Doiron:** I realize that, but Metro is an example of something that operates under a very large jurisdiction, and that worries me because I think you lose the sense of locality and in fact you can see people sitting around -- the first thing on the agenda is wipe out a couple of schools because it is not efficient. So that is what I fear and you need to have built-in guarantees, which I have not got off the top of my head, but we are certainly going to look at this much more closely.

**Mr. Allen:** Yes.

**Mr. Vice-Chairman:** Mr. Guindon? I guess this will be the last question unless someone else has a burning one on this.

**Mr. Guindon:** Thank you, Mr. Chairman.

Mrs. Doiron, I really hare your concern about the Francophone population diminishing and being assimilated. In



my curiosity I have to ask you, do you have a method or can you think of a method that would work to bring back the Francophones that have been assimilated or lost or do not feel comfortable with the Francophone population as it is now?

**Ms Doiron:** Yes. I have a whole series of proposals, actually, which I would be happy to forward to you. I have mentioned a few of them. I think this probably has to be labelled as bilingual. You have got a million people either of French heritage or French-speaking, and a lot of people who want to become that and I have been very active with others in establishing our intensive French programs here in the City, which in fact do serve a lot of Francophones, because most of our Francophones in Toronto are in regular English schools. Some of them are getting, certainly the kids of French heritage are getting into the French immersion programs so you cannot treat these things as if they are not related to each other. I think you need to have that pride and respect developed right across the province and right into our local communities. Perhaps in concert with our efforts to serve a multicultural, multilingual population, and I know that Mr. Grande is very concerned about that.

I think it has to be a common thing which everyone shares. And the kids cannot seem to think somehow that learning French is a disrespectful thing or something they are not proud of. It has to be something that is in the spirit of the province. I think that is the way to do it. It has to be a common thing. In fact, I was upset at the conversation that went on earlier this morning for that reason. I think it is the right of everyone, surely, to learn both official languages of this country at the same time as we respect fully the rights of Francophones. And maybe that would be the way to really give this issue front and centre.

So it is not just a handful of kids that get to have French education, it is all that have the right to participate in it at that same time as we respect the cultural and language of what is unfortunately a relatively small group now in the province. But, historically, it is a much larger group. I think that is the way to go. You know, it has to be a major initiative. Otherwise I think ultimately you are wasting your time on this and any other issue.

**Mr. Guindon:** Thank you.

**Mr. Vice-Chairman:** Thank you, Mrs. Doiron for saying all those things on short notice, and Mr. Derstine, also, for coming in with you. We will look forward to receiving your written summary.

**Ms Doiron:** Thanks for all your patience.

**Mr. Allen:** Mr. Chairman, I wonder if we could

also have the study you referred to attached to your submission? You said that you had done a study?

**Ms Doiron:** A paper. Yes. I will do that. There are several things actually I should forward to you.

**Mr. Allen:** Yes, give us the package.

**Mr. Vice-Chairman:** Thank you. The Committee stands adjourned.

The committee adjourned at 12:27 p.m.













AUG 26 1987





3 1761 11468065 5